Maurice Dobb et Paul-M. Sweezy

Du féodalisme au capitalisme: problèmes de la transition

Avec des contributions de Christopher Hill Rodney Hilton, Eric Hobsbawm Georges Lefebvre, Giuliano Procacci Hernâni Resende, Albert Soboul Henri Stahl, Kohachiro Takahashi

Traductions de l'anglais de Florence Gauthier et Françoise Murray.

I

FRANÇOIS MASPERO 1, place Paul-Painlevé PARIS-V* 1977

- © New Left Books, London, 1976. © Librairie François Maspero, 1977. ISBN 2-7071-0930-4

Avertissement

Une controverse sur le problème de la transition du féodalisme au capitalisme s'est poursuivie dans une série d'articles qui ont paru de 1950 à 1953 dans la revue américaine Science and Society. Elle débuta par « Une critique » de Paul Sweezy (Université de Harvard) du livre de Maurice Dobb (Université de Cambridge), Studies in the Development of Capitalism, paru en 1946 (traduction française en 1969 seulement, aux Editions Maspero).

M. Dobb répliqua à P. Sweezy: « Une réponse » (1950). Kohachiro Takahashi (Université de Tokyo), auteur d'un ouvrage sur la Structure de la révolution bourgeoise (1950), intervint à son tour dans le débat (« Contribution à la discussion », 1952), suscitant un nouveau « Commentaire » de M. Dobb et une « Riposte » de P. Sweezy (1953). Le débat parut clos par le « Commentaire » de Rodney Hilton (Université de Birmingham) et par celui de Christopher Hill (Université d'Oxford). L'ensemble des articles de Science and Society fut repris en 1954 dans une brochure publiée à Londres sous le titre The Transition from Feudalism to Capitalism.

Cette controverse entre historiens se réclamant tous du marxisme avait cependant suscité un très large intérêt, comme en témoignèrent des articles parus au Japon dans la Kyoto University Economic Review (avril 1953), en Italie dans la revue Cultura e Realta (1953, n° 3-4), en Tchécoslovaquie dans la revue Ceskoslovensky Časopis Historicky (1953, I, 3), en Inde dans The Indian Journal of Economics (1955, XXXV, n° 140). Dès 1953, K. Takahashi avait apporté sur ce problème, à propos de l'histoire du

Japon, de nouvelles précisions dans les pages remarquables qu'il consacrait dans la Revue historique à « La Place de la Révolution de Meiji dans l'histoire agraire du Japon ».

En 1956, la revue La Pensée, à l'initiative d'Albert Soboul, reproduisit la « Présentation » de cette discussion historique que Giuliano Procacci avait procurée en février 1955 dans la revue italienne Società. Georges Lefebvre faisait part, à la suite, de ses « Observations » sur l'ensemble de la controverse, tandis qu'Albert Soboul apportait une « Contribution à propos de la Révolution française ».

Cet ensemble de textes, échelonnés de 1950 à 1956, a été à nouveau publié à Londres, en 1976, aux Editions N. L. B., sous le même titre que la brochure de 1954, The Transition from Feudalism to Capitalism volume cependant enrichi par de nouvelles contributions de Hilton (« Qu'entend-on par capitalisme? », 1952) —, d'E. Hobsbawm et de M. Dobb (« Du féodalisme au capitalisme », 1962).

Le volume ici publié présente l'ensemble de la controverse. La traduction des articles anglais a été assurée par Florence Gauthier et Françoise Murray. Il nous a semblé utile d'enrichir encore le débat par la publication de l'article classique de K. Takahashi (« La Place de la Révolution de Meiji dans l'histoire agraire du Japon ») et d'une contribution plus récente, celle d'Henri Stahl (« Voie prussienne et deuxième servage », 1970).

Ainsi est enfin mis à la disposition du public français l'ensemble d'une discussion historique qui non seulement s'inscrit au cœur du débat sur la transition du féodalisme au capitalisme, mais qui apporte encore une contribution essentielle à l'indispensable et toujours actuelle problématique des voies de passage.

Albert SOBOUL

Préface à l'édition de 1954

par Maurice Dobb

Les problèmes abordés dans cette discussion devraient pouvoir intéresser tous les historiens. Une discussion sur le déclin du féodalisme et les origines du capitalisme peut sembler académique et coupée des problèmes contemporains à ceux qui ne sont pas historiens. Toutefois, on constate dans plusieurs régions du monde que ces questions sont d'actualité; à preuve, le vif intérêt dont l'Inde et le Japon 1, par exemple, ont été l'objet dans cette discussion. Dans ces deux pays, les conséquences des survivances féodales sur le capitalisme et le retard du développement sont d'une brûlante actualité. Et, même pour des pays comme l'Angleterre ou l'Amérique, il est bien évident qu'une étude des origines du capitalisme et de la voie, ou des voies, par lesquelles il est sorti du système social précédent est indispensable sinon essentielle pour comprendre d'un point de vue historique le capitalisme d'aujourd'hui.

^{1.} En plus de l'intérêt porté à cette discussion dans l'Economic Review, de Tokyo (voir l'article de H. K. Takahashi), un numéro spécial de Thought (Shiso, juillet 1951, Tokyo) lui a été consacré, ainsi qu'un article dans Kyoto University Economic Review, avril 1953.

La discussion a également été présentée en détail dans le journal italien Cultura e Realta, n° 3-4, p. 140-180, et dans la revue tchèque Ceskoslovensky Časopis Historicky, 1953, vol. I, n° 3, p. 398-401. Le lecteur se référera également à un article de H. K. Takahashi dans la Revue historique, oct.-déc. 1953, p. 229, où des questions similaires de l'histoire japonaise sont discutées, en particulier celle de la restauration Meiji de 1866.

Les problèmes ici traités retiendront l'attention du marxiste pour la raison suivante : ils sont tous étroitement liés à la question clef de la révolution bourgeoise anglaise. Non seulement celle-ci représente, d'un point de vue marxiste, un élément important de la tradition révolutionnaire et démocratique anglaise, mais ses caractères particuliers permettent de comprendre de nombreux aspects du développement ultérieur du capitalisme. La question de la révolution bourgeoise anglaise a donné lieu à de nombreuses controverses qui divisent toujours les marxistes anglais, malgré les plus récentes mises au point évoquées par C. Hill (qui a lui-même beaucoup contribué à clarifier la question). Pour résumer ces controverses, on peut dire, rapidement, qu'elles relèvent de trois points de vue principaux.

Un premier courant estime que l'Angleterre ne connut pas ces bouleversements auxquels on puisse donner — comme c'est le cas pour la Révolution française de 1789 — le nom de révolution bourgeoise (révolution dans le sens d'un changement du pouvoir de classe et de la nature de l'Etat). Au lieu de cela, on aurait assisté à toute une série de luttes mineures et de transformations partielles, parmi lesquelles les événements de 1485, de 1688 ou la réforme du Parlement de 1832 auraient autant d'importance que la guerre civile du xvII° siècle. Cette interprétation se rapproche de ce caractère « exceptionnel » de l'histoire anglaise que l'on rencontre chez les défenseurs bourgeois et sociaux-démocrates de l'idée de « continuité » et d' « évolution ».

Un second courant considère que le pouvoir politique serait déjà passé, pour l'essentiel, aux mains de la bourgeoisie avant la période Tudor, ou tout au moins du règne d'Elisabeth, et que les événements depuis 1640 représenteraient la tentative, suivie de l'échec, d'une contre-révolution préparée par la cour contre le pouvoir bourgeois. A moins que les défenseurs de ce point de vue découvrent un ou plusieurs événements antérieurs qui correspondraient à un renversement du pouvoir, ils sont contraints, et sans la moindre

ambiguïté, de rejoindre le premier courant en niant la révolution bourgeoise en Angleterre.

Un troisième courant estime que, dans l'Angleterre du XVI° siècle, le caractère féodal de la société était encore dominant, que l'Etat était toujours un Etat féodal et que la révolution de Cromwell représentait la révolution bourgeoise. C'est l'interprétation défendue par C. Hill, d'après sa connaissance des historiens soviétiques ², dans son livre The English Revolution, 1640 (Londres, 1940), qui fut critiqué dans la revue le Labour Monthly.

A mi-chemin entre les deux premiers courants se situe le point de vue du professeur Sweezy, qu'il exprime dans sa seconde intervention — à savoir que l'Angleterre des Tudors et des Stuarts représentait, dans sa forme d'Etat comme dans son système économique, un type intermédiaire entre le féodalisme et le capitalisme.

Les questions qui se posent concernant le mode de production qui nous occupe dans cette discussion se trouvent étroitement liées à ce type de problèmes. Ainsi, à quel moment et par quels moyens peut-on dire que le mode de production féodal a disparu? Quel est le caractère et le rôle du « capital marchand »? Quelle fut la position de la paysannerie? Un des principaux obstacles à la compréhension de ces problèmes vient d'une interprétation radicalement fausse du rôle du capital marchand à l'époque de la transition — conception erronée, qui, notons-le, occupait également une place prépondérante dans les conceptions de M. N. Pokrovsky qui furent critiquées et discutées entre les historiens soviétiques, il y a déjà plus de vingt ans. Je veux parler de l'idée que le capital marchand, représenté par les gros négociants des guildes et des compagnies d'exportation, jouerait un rôle principal

^{2.} Voir son article « Soviet Interpretations of the English Interregnum », Economic History Review, 1938. Voir également, du même, « Historians on the Rise of British Capitalism », Science and Society, Fall, 1950, p. 307.

dans la destruction du féodalisme et l'apparition du « capitalisme industriel », que le « capitalisme marchand » représenterait un système transitoire entre le féodalisme médiéval et la révolution industrielle moderne. A l'encontre de cette idée, l'opposition que le professeur Takahashi établit entre une révolution bourgeoise « par en haut » et une révolution bourgeoise « par en bas », à partir de l'étude comparée du développement du capitalisme dans différents pays, me paraît particulièrement éclairante.

Aucun d'entre nous ne prétend donner une réponse définitive à ces problèmes : pour commencer, de nombreuses recherches doivent être menées en tenant compte des questions posées. On ne saurait nier que la discussion ait servi non seulement à préciser les questions auxquelles une recherche plus poussée devra répondre, mais aussi à éclairer des points obscurs. En tout état de cause, j'ai moi-même l'impression d'y voir plus clair. Pour ceux qui ne partagent pas les conceptions générales des participants, j'espère que cette discussion aura servi à démontrer l'efficacité du marxisme en tant que méthode historique, ainsi qu'à réfuter l'allégation de dogmatisme couramment exprimée — donner des réponses stéréotypées à un ensemble de questions préparées. Cette discussion ayant été menée entre marxistes, il était logique de lier questions et réponses aux conceptions générales du matérialisme historique auquel on s'est référé en proposant des solutions à des problèmes particuliers. Toutefois, c'est la réalité historique qui est décisive en dernier ressort et il n'est pas question, ici, de tronquer les faits en voulant les faire rentrer de force dans des modèles préétablis. C'est ce qui ressort à l'évidence de la discussion

Maurice Doвв (Février 1954)

P.-S. — Le Dr Sweezy, en acceptant aimablement que ses interventions soient à nouveau publiées, demande qu'il soit dit clairement qu'il ne prétend pas être spécialiste de cette période, qu'il est bien loin d'avoir des idées définitives sur un quelconque aspect du sujet et que son intention, au cours de la discussion, a plutôt été de poser des questions que d'y répondre.

4-5 — 1.8 The Sweet, on equipment conditioner states and soft in the condition of the condi

Introduction à l'édition anglaise de 1976

par Rodney Hilton

Les Etudes sur le développement du capitalisme de M. Dobb parurent en 1946. Karl Polanvi, qui en fit un compte rendu très critique dans le Journal of Economic History, en 1948, emploie ces termes : « Un ouvrage érudit et original sur le déclin du féodalisme, le mercantilisme, la révolution industrielle, le xix° siècle et l'entre-deux-guerres; en fait, toute l'histoire du capitalisme occidental jusqu'au plan Marshall. » Polanyi pensait que Dobb avait retenu de Marx ce qui était mauvais (la théorie de la valeur de la force de travail). tout en rejetant ce que lui, Polanyi, pensait être « la véritable découverte de Marx, en ce qui concerne la nature historiquement limitée de l'organisation marché ». Malheureusement, l'article de Polanyi n'était pas assez étoffé pour développer ce point, mais il offrait une réflexion sérieuse et précise sur les problèmes d'une analyse marxiste du féodalisme comme mode de production (ce que Marx lui-même n'avait pas entrepris) et de la transition du féodalisme au capitalisme (ce dont Marx a parlé davantage, encore qu'insuffisamment).

R. H. Tawney, dans sa longue critique de ce même livre (voir l'*Economic History Review* de 1950), a manifesté peu d'intérêt pour les problèmes d'une approche marxiste. Cependant, il était bon qu'ur e critique aussi développée et capable d'apprécier ce travail ait été faite par un éminent historien anglais qui avait étudié la période de « transition » tout au long de sa carrière, mais avait surtout reconnu la réalité du

capitalisme en tant qu'ordre social et économique, et ce à une époque où les économistes, les historiens et les politiques niaient son existence. La plupart des critiques de Tawney sont d'un grand intérêt pour l'historien des XVI' et XVII' siècles et méritent d'être approfondies. Toutefois, bien que Tawney dise dans sa critique que « l'alliance de l'histoire et de la théorie est l'un des mérites du livre », il n'a soulevé aucun des problèmes théoriques auxquels Polanyi faisait allusion, problèmes qui ont également intéressé les lecteurs marxistes de Dobb. Pourtant, Tawney et, sans doute, le directeur de l'Economic History Review ont pensé, comme Polanyi, qu'un ouvrage documenté et original sur un tel sujet méritait une attention favorable, bien que parfois sévère.

Malheureusement, cet intérêt n'a pas été partagé par d'autres revues historiques proches de ce que l'on pourrait appeler « l'establishment » historique britannique, mise à part l'Economic History Review de cette époque. L'Historical Review, censée être la revue la mieux informée, n'en parle pas ; ni History, qui s'adresse aux professeurs d'histoire et à un public plus large. Les principales revues de théorie économique, comme l'Economic Journal et Economica, n'en parlèrent pas davantage.

Les raisons de ce silence général sur le livre de Dobb sont parfaitement claires. Les historiens britanniques n'aiment pas le marxisme. En tout état de cause, la décennie qui suivit la guerre n'était guère favorable à une discussion sans a priori sur une interprétation marxiste du capitalisme. Cela n'explique pas tout, bien sûr; on doit encore ajouter la méfiance qui existe vis-à-vis non seulement des concepts abstraits et théoriques, mais encore des généralisations forcément abusives, sans références théoriques, comme l'interprétation whig de l'histoire. La tradition universitaire britannique préfère, en tout cas depuis la fin du xixe siècle, l'accumulation érudite de faits vérifiables. L'historien ne reçoit pas une formation qui le porte à discuter et à expliquer l'évolution de l'histoire, encore moins à

essayer de comprendre l'essence ou la dynamique interne de formations sociopolitiques. Il faut, au contraire, supprimer toute subjectivité dans l'étude d'une suite d'événements pris à court terme ou identifier les éléments constitutifs de l'institution, généralement dominante, de la société. On pratique ce genre d'étude en recourant, toutes les fois que c'est possible, aux sources administratives supposées « objectives » et à la critique des chroniques, narrations ou lettres qui ont l'inconvénient, estime-t-on, d'être entachées de subjectivisme ¹.

Ce type d'étude universitaire n'est pas, bien sûr, exclusivement britannique, mais européen. On en trouve un bon exemple dans l'école française antérieure à Marc Bloch et aux Annales. Ses succès ont été considérables et on ne doit pas les sous-estimer, en particulier dans le domaine de la recherche sur le Moven Age qui nous intéresse ici. Car, comme on pourra en juger, ce n'est pas la façon dont Dobb traite l'histoire plus récente du capitalisme qui intéresse les participants à ce débat, mais ce qu'il a pu dire des forces qui détruisirent le féodalisme. Dans l'ensemble, les problèmes de la transition ont été fouillés en remontant jusqu'au Moyen Age et non pas seulement à la fin de l'époque moderne. Et c'est largement sur la base des travaux du célèbre historien non marxiste H. Pirenne que P. Sweezy a commencé sa critique de Dobb. On ne saurait classer l'œuvre de Pirenne dans le type d'érudition classique à laquelle nous venons de faire allusion, bien qu'il sache, tout comme un autre, critiquer méticuleusement ses sources. En effet, il proposait aussi une réflexion générale élevée, et c'est sans

^{1.} On trouvera d'utiles critiques sur l'historiographie moderne dans *Ideology in the Social Sciences* édité par R. Blakburn, Londres, 1972, en particulier les articles de G. S. Jones, « History : the Poverty of Empiricism », et E.J. Hobsbawm, « Karl Marx's Contribution to Historiography». Jones semble toutefois surestimer le caractère révolutionnaire de l'école des *Annales* qui, tout en cherchant à innover, n'a rien à voir avec le marxisme.

doute parce qu'il avait une problématique que les marxistes l'ont pris au sérieux. Giuliano Procacci souligne à juste titre le fait que Sweezy, dans le débat initial, utilise tout un arsenal de références non marxistes contre Dobb en citant Pirenne. Procacci surestime peut-être les forces du côté de Sweezy. Après tout, qui, à part Pirenne, Sweezy cite-t-il? Et, comme nous le savons maintenant, l'interprétation de l'histoire économique de l'Europe médiévale faite par Pirenne a été beaucoup critiquée, et par d'autres que des marxistes. Son interprétation du déclin du commerce en Méditerranée et de la désurbanisation de l'Europe occidentale a été démolie. L'idée que ce fut la renaissance du commerce lointain qui revivifia l'économie européenne au xi° siècle n'est plus acceptée, pas plus que celle concernant les origines sociales des marchands urbains de cette époque 2.

Néanmoins, le point de vue exprimé par Procacci est tout à fait justifié. Les marxistes britanniques ont parfois de bonnes idées, mais il leur faut s'appuyer sur des recherches aussi solides que celles de l'historiographie établie non marxiste, qu'en fait ils essayaient de défier.

Le livre de Dobb — il l'admet lui-même et ses critiques l'ont répété — est l'œuvre d'un économiste marxiste familiarisé avec les œuvres de seconde main qui existaient à l'époque. P. Sweezy, son contradicteur dans ce débat, se trouvait dans la même situation, celle d'un marxiste étudiant le capitalisme contemporain et s'aventurant dans le domaine de l'histoire économique du Moyen Age, à partir de travaux d'historiens non marxistes. Il en est de même, bien que d'une façon moins flagrante, pour les plus importants des participants suivants au débat; car, bien que Takahashi soit un chercheur original dans le domaine du féodalisme japonais et des problèmes de la transition

^{2.} Cf. les essais publiés par A. F. HAVIGHURST, The Pirenne Thesis, Boston, 1958, et A. H. HIBBERT,

The Origins of the Medieval Town Patriciate

Past and Present, n° 3.

au capitalisme au XIX° siècle, ses hypothèses concernant l'histoire de l'époque classique de la formation du capitalisme en Europe occidentale sont aussi fondées sur ce type de travaux. Donc, mis à part Hill et Hilton, dont les contributions au premier débat sont relativement peu importantes, la discussion a été conduite par des marxistes qui ont mis le doigt sur des problèmes fondamentaux concernant les modes de production féodal et capitaliste, mais qui, par manque de recherches marxistes (du moins dans les années cinquante, lorsque débuta la discussion), étaient obligés de faire leurs propres recherches en se référant à des travaux non marxistes.

Or il est bien sûr essentiel, pour celui qui utilise sérieusement le concept général de « mode de production », d'établir les composantes des différents modes. L'historien, dont les buts ne peuvent pas être les mêmes que ceux du sociologue ou du philosophe 3, ne peut en rester là. Il existe des lois d'évolution des sociétés féodales, comme des autres sociétés, de même qu'un ensemble spécifique de rapports de structures. Définir et élaborer les lois d'évolution et les changements particuliers qui créent éventuellement les conditions favorables de la transition du féodalisme au capitalisme exige un effort de recherche et pas seulement de logique. Cela implique la critique et l'utilisation des travaux d'érudition bourgeois. Cela implique aussi l'application de la critique aux sources contemporaines. Une telle méthode critique, pour être marxiste, doit se fonder sur la compréhension du concept de mode de production. Elle doit aussi tenir compte des méthodes conçues par les historiens à partir du XVIIe siècle, au minimum. L'histoire marxiste a largement contribué à transformer notre compréhension de la révolution bourgeoise et du développement de la société capitaliste depuis le XVII^e siècle. Citons les recherches originales des historiens marxistes anglais comme Christopher Hill

^{3.} Comme L. ALTHUSSER semble l'admettre dans Lire Le Capital, Maspero, Paris, 1965, p. 13.

et Edward Thompson, sans parler d'Albert Soboul en France, de Giuliano Procacci en Italie et de bien d'autres dans les pays capitalistes, ou encore d'historiens des pays socialistes comme B. F. Porchnev, A. D. Liublinskaïa et J. V. Polišensky, bien connus en Angleterre. La recherche marxiste sur la société féodale et les conditions qui favorisèrent au Moyen Age le développement du capitalisme a été plus restreinte, du moins en Occident, bien que les travaux de E. A. Thompson sur la société germanique primitive méritent d'être placés à part. Autrement, la recherche marxiste médiévale a surtout mis l'accent sur l'histoire agraire. Cela s'explique pour diverses raisons. Le jeune marxiste est généralement engagé politiquement, et il est par conséquent attiré par l'étude du mode de production capitaliste dans toutes ses manifestations politiques, sociales et culturelles. Cet intérêt se trouve davantage favorisé parce qu'il est directement influencé par les propres théories de Marx et Engels et par le vaste courant qui a suivi et qui se trouve sans cesse engagé dans la discussion théorique et pratique des problèmes d'une histoire marxiste de la société capitaliste et de la transition du capitalisme au socialisme. L'étude de la société féodale n'a pas ces avantages pour les jeunes historiens qui se trouvent isolés, pratiquement et théoriquement. La nouvelle édition de cette discussion sur la transition favorisera, je l'espère, un renouveau de la réflexion théorique et de la recherche sur les problèmes non résolus au cours des contributions plus anciennes et dans cette introduction.

Cela fait déjà vingt ans que débuta cette discussion dans Science and Society. La recherche, marxiste ou non, a largement progressé entre-temps. Dans cette introduction, je voudrais tenter un rapide historique de ces recherches, afin de préciser à nouveau quelques-uns des problèmes qui s'étaient posés au début de la discussion en tenant compte des travaux publiés depuis. Il s'agit de définir le servage, l'origine des villes, le rôle de l'artisanat, les marchands et l'économie monétaire, l'ap-

parition de la production marchande simple, les différentes voies prises par la production capitaliste, le concept de la dynamique de l'évolution (prime mover).

Le terme de servage, discuté entre marxistes, est souvent inutilement ambigu. Cela semble venir de la recherche historique non marxiste. Takahashi souligne à juste titre que le servage est la forme d'existence de la force de travail dans le mode de production féodal. Sa nature réside dans l'appropriation par le seigneur du surproduit de la famille paysanne — par rapport à ce qui est nécessaire à la famille pour subsister et à la reproduction économique. Ce surplus pouvait être employé directement sous forme de surtravail sur le domaine du seigneur — le domaine proche —, sous forme de rente en nature ou en argent, et était alors le surproduit obtenu à partir de la tenure paysanne.

Etant donné que la terre était de fait possédée par la famille paysanne, la contrainte était nécessaire pour extorquer ce surproduit, puisque le paysan, contrairement à l'ouvrier salarié, n'est pas obligé de vendre sa force de travail pour vivre. Ayant accepté cette définition large du servage en tant qu'extorsion forcée, sous forme soit de surtravail, soit de surproduit, ajoutons qu'il existe une infinité de formes juridiques et institutionnelles de la servitude, lesquelles ne sont pas forcément considérées comme serviles au regard de la loi. Cela a beaucoup troublé les historiens. Ainsi, Marc Bloch a étudié les chartes d'affranchissement des villages dépendant des domaines ecclésiastiques du nord de la France et a observé que les paysans qui recevaient ces chartes représentaient la plus grande partie de la population de ces villages et se trouvaient libérés des obligations de formariage et de mainmorte, généralement tenues pour serviles. Les familles considérées comme serviles, dans ces mêmes villages, d'après les

descriptions des domaines au IXe siècle, étaient moins nombreuses que celles qui furent émancipées XIIIe siècle. Bloch en déduisit qu'il y avait eu un processus d'asservissement entre le IXº et le XIIIº siècle. Cependant, l'historien belge L. Verriest a montré que la proportion de familles spécifiquement désignées comme « serves » (servi) n'avait pas changé durant cette période. La majorité des paysans affranchis au XIII^e siècle était juridiquement des vilains libres soumis aux obligations analogues à celles que subissaient les véritables serfs. Comme nous le verrons, bien que Verriest ait formellement raison, l'interprétation de Bloch était plus proche de la vérité 4. Pendant la première période du servage européen, alors que l'aristocratie foncière féodale apparaissait sous sa forme classique. il existait une grande variété de types d'assujettissement des paysans en fonction des différentes formes d'évolution. On trouvait ainsi d'anciens esclaves lotis avec ou sans obligations serviles; des paysans libres soumis à des voisins puissants ou menaçants; des hommes libres qui se mirent sous la protection d'un saint (c'est-àdire d'une communauté monastique possédant des terres et supposée dévouée à un saint) et ainsi de suite. Le type de subordination des paysans variait d'un endroit à un autre, selon la nature de la soumission ou même, comme R. Boutruche l'a suggéré, selon la fantaisie des clercs-administrateurs des seigneurs. Boutruche ajoute que cela a conduit des historiens à des recherches érudites tout aussi fantaisistes et que les caractéristiques de la paysannerie, en tant que classe sociale, ont été totalement perdues de vue⁵. Un véritable changement dans la nature du servage européen, en particulier en Europe de l'Ouest, se produisit entre le IXe et le

5. R. BOUTRUCHE, Seigneurie et Féodalité, Paris, 1959,

t. I, p. 128 et 129.

^{4.} M. BLOCH, Les Caractères originaux de l'histoire rurale française, Paris, 1931; « Liberté et Servitude personnelles au Moyen Age », Mélanges historiques, Paris, 1963. L. VERRIEST, Les Institutions médiévales, Mons, 1946.

XIIIº siècle *. Je voudrais l'évoquer brièvement, parce que cela a provoqué une des principales confusions sur le caractère du mode de production féodal. Il s'agit du rôle de la rente en travail dans les rapports sociaux de l'époque. La rente en travail est souvent prise pour la forme caractéristique de la subordination servile du paysan au seigneur. Ainsi, la plupart des marxistes anglais, discutant de la transition, considèrent que la transformation de la rente en travail en rente en argent, en Angleterre, au XIVe siècle, prend une signification particulière dans la transition, bien qu'ils sachent par ailleurs que la rente en travail n'est pas la seule forme de la rente féodale. Conséquence d'un certain isolement dans leur formation historique, car la survivance dans l'Angleterre du XIVe siècle des grands domaines exploités par corvées fournies par des paysans tenanciers dépendants était exceptionnelle, comme Dobb l'a montré. Mais l'histoire générale du féodalisme européen montre très clairement que la rente en travail n'était pas l'élément unique dans les rapports féodaux de production, bien que le caractère coercitif de ces rapports saute aux yeux dans l'organisation du travail forcé sur le domaine.

Notre attention s'est tout d'abord portée sur la forme d'organisation fondée sur le domaine qu'offre la description des propriétés ecclésiastiques, pour la plupart, mais aussi royales, du IX° siècle. Sans doute l'existence d'une documentation plus abondante nous entraîne à privilégier l'exemple de la France du Nord ou de la vallée du Rhin, aussi bien que l'époque. La forme d'organisation en question est certainement antérieure au IX° siècle, bien que l'on discute encore l'existence d'une continuité héritée de l'Empire romain. Cette forme était largement répandue, car on la retrouve dans le centre de l'Italie et en Angleterre dès la fin du IX° siècle, sinon plus tôt. Les documents soulignent

^{*} Sur la question d'une définition du féodalisme, voir ma Note sur le féodalisme à la fin de la présente introduction.

le poids des redevances imposées aux tenanciers libres ou serfs, et, bien que l'on rencontre des rentes en nature et en argent, la rente en travail était apparemment dominante. Il est probable qu'à cette époque, il s'agissait d'une forme peu rentable d'extorsion du surtravail telle qu'on la rencontre en Europe orientale, au début de l'époque moderne ⁶. En tout cas, il semble clair que le système commençait à s'effondrer lorsque ces descriptions furent faites.

Des aspects variés de l'économie et de la société européenne aux xe et xie siècles montrent qu'une transformation du mode d'appropriation du surtravail était devenue nécessaire. Les ordonnances et les capitulaires des monarchies franque et ottonienne suggèrent l'existence d'une résistance paysanne très forte aux corvées aussi bien qu'à l'asservissement légal. Bien que l'importance des invasions scandinaves et magyares ne doive pas être surestimée, elles affaiblirent cependant la fragile hégémonie impériale des Carolingiens. Le pouvoir d'Etat restait moins fragmenté ou parcellisé que limité concrètement par la lenteur des communications et le rayon d'action étroit de l'exercice de la force militaire. Il est probable qu'il y eut une augmentation considérable de population, qui entraîna une subdivision des tenures paysannes. L'accroissement de la population peut avoir également encouragé une augmentation du nombre des familles de la classe guerrière féodale qui était fieffée. Toutes proportions gardées, il semble également probable que des améliorations techniques aient permis un surcroît de productivité dans l'agriculture. Le caractère de la classe féodale dominante connut un changement notable à cette époque. Le pouvoir juridique, celui de juger la classe dominée et d'en tirer des bénéfices, se transmit vers le bas aux comtes comme aux châtelains (seigneurs de régions

^{6.} Voir W. Kula, Théorie économique du système féodal, Paris-La Haye, 1970, qui analyse comment les serfs ont fui les domaines en Pologne, au début de l'époque moderne, et contient d'utiles indications de recherche pour une histoire comparée avec l'Europe occidentale.

dépendantes d'un château) et même aux petits seigneurs d'un ou deux villages. Les grands domaines, en particulier les monastères, conservèrent dans une certaine mesure leur forme d'exploitation, mais les autres se morcelèrent et furent soit contrôlés par des agents de l'Etat, soit sous-loués à des paysans tenanciers. Le pouvoir juridique fut, lui aussi, décentralisé comme dans les comtés. Les corvées tendirent à disparaître en tant que forme principale de la rente féodale. En effet, à partir du XIIe siècle le surtravail paysan fut approprié par l'aristocratie terrienne moins sous forme d'une rente en nature ou en argent, calculée d'après la superficie des tenures, que sous forme d'impôt seigneurial (la taille) ou des bénéfices que procurait l'exercice du droit de justice. Ces bénéfices comprenaient non seulement les amendes payées au tribunal, mais aussi les revenus des banalités imposées aux habitants soumis à la juridiction, libres ou serfs, tenanciers ou non, comme l'obligation de moudre le blé au moulin du seigneur, de cuire le pain dans son four ou d'utiliser son pressoir. En outre, certaines corvées étaient exigées comme on l'impose à des sujets plus qu'à des tenanciers : construire des routes et des châteaux, peutêtre même couper ce qu'il restait des prairies domaniales ou cultiver la vigne du seigneur. Le montant de ces nouvelles formes de la rente féodale a été calculé et excède considérablement le revenu du propriétaire précédent qui était évalué sur la production des domaines et des rentes payées par les tenanciers. Cependant, comme les charges augmentaient, le terme « serf » disparaissait et ne désignait, au milieu du XIIº siècle, qu'un très petit nombre de paysans 7.

Ce fut à partir de ces nouvelles formes d'exaction seigneuriale que les couches supérieures de nombreuses communautés paysannes européennes obtinrent une cer-

^{7.} Ce que nous venons d'exposer ressort de la lecture de nombreuses monographies. On en trouvera la démonstration dans les travaux de R. BOUTRUCHE, op. cit., et de G. DUBY, L'Economie rurale et la Vie des campagnes dans l'Occident médiéval. Paris. 1962.

taine forme d'affranchissement, aux XII° et XIII° siècles, et souvent à un prix très élevé. Ce n'est certes pas la fin de l'histoire complexe de l'évolution de la rente féodale. Cependant, je ne me propose pas de poursuivre sur ce sujet, car cette présentation du changement de caractère de la rente féodale entre le IX° et le XIII° siècle avait seulement pour but de souligner la variété des formes d'extorsion du surtravail des producteurs et de montrer le lien étroit entre celles-ci et la superstructure institutionnelle.

L'ORIGINE DES VILLES 8

Dans cette période, le lien probable entre l'évolution de la rente féodale et le développement des villes, petits marchés ou gros centres urbains, est un point fondamental; la renaissance urbaine des XIe et XIIe siècles coıncida avec le développement des nouvelles formes de servage. L'augmentation du surtravail paysan, extoraué davantage sous forme de droits de justice et de banalités que sous forme de rente exigée des tenanciers, signifiait que les revenus des seigneurs se réalisaient de plus en plus en argent. La division du travail entre ville et campagne, le développement des villes non seulement comme marché où les paysans venaient vendre leurs produits pour satisfaire les seigneurs qui exigeaient d'être payés en argent, mais également comme centres artisanaux doivent être expliqués dans une conception générale en réponse à l'appropriation plus efficace du surtravail par une aristocratie plus différenciée et, du point de vue des besoins culturels, plus sophistiquée. Ces processus doivent être décrits d'une façon plus complexe. De petites villes ont été sûrement fondées à l'initiative des seigneurs pour créer tout

^{8.} Voir H. Van WERWEKE, « The Rise of the Towns », accompagné d'une bibliographie, Cambridge History of Europe, III, Cambridge, 1963. L'auteur est un disciple de H. Pirenne.

simplement des marchés commodes qui procuraient aussi quelques profits grâce aux droits de marché. octrois et péages. Ailleurs, les centres où se développèrent l'artisanat et les marchés locaux ou de produits de luxe importés appartenaient souvent à l'Eglise (cathédrales, collégiales, monastères) ou à des groupes de guerriers faisant partie de la suite de quelque grand feudataire, duc ou comte. La condition nécessaire, dans tous les cas, restait la possibilité ou l'accroissement des revenus seigneuriaux. En même temps, il semble que l'augmentation de la population qui fournit les artisans, les petits commercants et autres, dans ces villes nouvelles ou renaissantes, ait été une conséquence de l'effondrement de l'ancien système domanial. Par exemple, la division des tenures paysannes fut une des conditions favorables à l'accroissement de la population, ou encore la possibilité de multiplier les parts d'héritage, et un surcroît de productivité dans l'agriculture paysanne grâce au déplacement des possibilités techniques du domaine sur la tenure qui se trouvèrent concentrées sur cette dernière.

Max Weber a beaucoup insisté sur l'autonomie politique accomplie des communautés urbaines du féodalisme occidental par rapport à celles d'Asie 9. Les historiens non marxistes (en particulier en France) décrivent le même phénomène quand ils parlent des communes en tant que « seigneuries collectives », intégrées, comme d'autres vassaux, à la hiérarchie féodale 10.

Sans aucun doute, la commune urbaine indépendante a été une des caractéristiques importantes du féodalisme européen. Il serait pourtant tout à fait faux d'attribuer à l'indépendance communale le développement du capital marchand ou de l'artisanat urbain, comme il serait

^{9.} M. Weber, & Wirtschaft und Gesellschaft », IX, Soziologie der Herrschaft, Tübingen, 1956. Un extrait a été traduit en anglais, The City, London, 1958 (non traduit en français). 10. C. Petit-Dutaillis, Les Communes françaises, Patis, 1947, liv. I, chap. 3.

faux d'insister sur l'émiettement de la souveraineté (qui est un concept de l'histoire non marxiste). Il existait différents degrés d'autonomie urbaine par rapport au contrôle féodal, et les villes qui jouissaient de l'indépendance politique la plus grande n'étaient pas forcément les plus développées économiquement ou socialement. Paris, la plus grande ville de l'Europe médiévale, en est précisément un exemple. Et l'autonomie politique d'une commune indépendante n'était pas non plus la condition nécessaire à ce type de monopole artisanal ou urbain auquel Marx fait référence quand il dit que les villes exploitaient la campagne économiquement, tandis que la campagne (c'est-à-dire la classe dominante féodale) exploitait politiquement la ville. Beaucoup de bourgs anglais avaient leur corporation de marchands qui détenait la totale maîtrise du marché, mais ne jouissait pas, par contre, des privilèges urbains supérieurs. Les problèmes de la division du travail entre ville et campagne sont nombreux et nous pouvons beaucoup apprendre des travaux des spécialistes non marxistes en ce qui concerne l'histoire urbaine institutionnelle; il serait pourtant dommage de croire que l'on puisse résoudre tous les problèmes de l'aspect urbain dans la société féodale de cette façon.

Une recherche précise sur le degré de spécialisation professionnelle dans des villes de différentes grandeurs, avec différentes fonctions et à différents moments de

leur développement, est nécessaire.

Par exemple, la présence de l'aristocratie dans les villes italiennes est bien connue, tandis qu'on affirme en général que les feudataires de l'Europe du Nord vivaient plutôt à la campagne; mais ces généralisations ont besoin d'être revues, particulièrement pour l'Angleterre où toute ville d'une certaine importance avait son enclave ecclésiastique, féodale ou royale. La population urbaine occupée dans l'agriculture est souvent mentionnée, mais rarement mesurée et analysée. On dispose facilement de la liste des corporations sous juridiction urbaine, mais le nombre global des professions indépendantes, la plupart inorganisées, n'a pas été

systématiquement comparé d'une ville à l'autre; ce qui permettrait d'estimer les causes, les moyens et le degré de la coupure avec l'arrière-pays rural. Le contraste entre les corporations urbaines et l'industrie libre de la campagne, que l'on suppose être le lieu du développement du capitalisme selon la voie numéro un *, n'est pas si évident que cela. Les villages de l'East Anglia à la fin du xive siècle représentaient-ils la ville ou la campagne? Manchester ou Birmingham, au Moyen Age, souvent citées comme exemples de l'industrialisation rurale, étaient des bourgs ou des villes marchandes (villae mercatoriae) 11.

L'ARTISANAT

Les questions qui suivent ne sont pas du tout posées pour insinuer que les participants à ce débat sont dans l'erreur lorsqu'ils disent que la différenciation sociale, qui se développait dans la production agricole et la petite production marchande artisanale, fut à la base du développement ultérieur du capitalisme. Il y a cependant de graves lacunes dans nos connaissances. Les marxistes anglais et les non-marxistes, qui disposent d'une abondante documentation, ont surtout étudié l'histoire de la paysannerie à la fin du Moyen Age. Cela en opposition avec nos faibles connaissances des artisans urbains et ruraux, organisés en corporations (les plus connus) ou non. Cette ignorance, comme c'est fréquent, n'est pas seulement due à un manque de documents; elle est plutôt le résultat, une absence d'analyse théorique sur la nature de ce type de travail et de sa place dans les rapports de production de la société féodale, qui sont principalement des rapports entre paysans et propriétaires fonciers de la classe

^{*} Cf., plus bas, l'article de H. K. TAKAHASHI (N. d. T.).

^{11.} En d'autres termes, la ligne de démarcation entre ville et campagne ne recouvre pas toujours celle qui oppose les régions urbaines, réglementées ou non.

dominante 12. Bien sûr, une division primitive du travail existait dans la société préhistorique (c'est-à-dire sans classes), et certains membres de la société se spécialisaient dans le tissage, la métallurgie, la poterie et autres productions nécessaires. Cela est attesté par l'archéologie, mais cette dernière ne peut nous révêler comment ces travailleurs acquéraient leur subsistance. Echangeait-on des produits fabriqués contre des denrées alimentaires, c'est-à-dire des valeurs d'usage, dans la communauté, ou bien les artisans étaient-ils également agriculteurs, produisant ainsi tout ou partie de leurs movens de subsistance? Il semble v avoir eu dans la société de classes féodale des survivances de ces deux situations. Des artisans spécialisés étaient intégrés à l'économie domaniale de magnats laïques ou ecclésiastiques. Par ailleurs, on rencontre dans des villages des artisans, forgerons en particulier, qui travaillaient leurs tenures, mais dont le surtravail était extorqué sous forme de rentes payées en fers à chevaux, réparations de socs, etc.

Ces types de travail artisanal ne relevaient pas d'une production marchande simple. Ce ne fut que lorsque les artisans qui travaillaient pour les monastères et les grands féodaux commencèrent à produire non seulement pour leur seigneur, mais aussi pour des vassaux qui s'installaient à proximité et pour des paysans qui venaient aliéner leur production soit par la vente, soit en payant leur rente en nature qu'apparut une forme de production marchande simple centrée sur la ville.

Des traces de cette sorte d'organisation persistèrent fort curieusement très longtemps : à Paris, par exemple, au XIIIº siècle, le roi nommait des seigneurs féodaux

^{12.} Il est significatif que les travaux de G. Unwin, en particulier Industrial Organization in the XVIth and XVIIth Centuries, London, 1908, demeurent une des meilleures analyses théoriques, en anglais, de la production artisanale. On doit rappeler que Dobb, dans ses Etudes, lui doit beaucoup. Voir aussi le travail de l'historien polonais B. Geremek, Le Salariat dans l'artisanat parisien aux XIIIe-XIVe siècles, Paris-La Haye, 1968.

comme maîtres officiels des principales corporations; dans une ville plus petite comme Metz, l'évêque, qui était aussi le seigneur de la ville, faisait de même.

Il s'agissait de vestiges d'anciennes institutions qui éclairent quelque peu les rapports antérieurs. Mais bien avant le xiii siècle les artisans s'étaient séparés à la fois du monde rural et des maisons féodales, et apparaissaient comme des travailleurs autonomes à l'intérieur des communautés urbaines produisant pour vendre à quiconque avait de l'argent. Mais quelle était la nature de ces entreprises? Comment allons-nous définir le travail qui produisait chaussures, couteaux, éléments de charrues, charrettes, tissus et autres marchandises (puisqu'on peut ainsi désigner ces produits)? Etant donné le travail que contenait le produit de l'artisan et le fait qu'il existait évidemment un échange considérable de valeurs entre le paysan et l'artisan, le revenu de ce dernier ne peut être considéré comme une partie redistribuée du surproduit paysan extorqué par l'aristocratie féodale, comme c'est le cas pour le profit réalisé sur la vente qui constituait le capital marchand.

Il est vrai qu'avec le développement des monopoles des guildes l'échange entre le paysan et l'artisan devint inégal, mais il ne s'agissait pas d'un rapport d'exploi-

ta dans les petites

sans doute la plus grande partie de la population urbaine en Europe, l'exploitation féodale de l'artisan était parallèle à celle du paysan; car les seigneurs de ces villes écumaient aussi le produit du surtravail des artisans par des loyers, des droits de marché, des banalités du four et du moulin, des péages et impôts divers. Cette exploitation était directe dans le cas des villes non affranchies et n'était pas entièrement absente dans les bourgs et les communes indépendants qui devaient souvent payer en argent le rachat des droits et des péages et étaient astreints à de lourdes taxations

^{13.} M. W. BERESFORD et H. P. R. FINBERG, English Medieval Boroughs: a Hand-List, Newton Abbot, 1973, donnent une idée du grand nombre de ces petits centres.

qui pesaient davantage sur les artisans que sur la classe

dirigeante des marchands.

Ces suggestions sur la catégorisation du travail de l'artisan à l'intérieur du mode de production féodal supposent des entreprises artisanales fonctionnant sur le même modèle et sans grandes différences entre les unités de production. A preuve du contraire, cet état de choses se rencontrait surtout dans les petites bourgades de cinq cents habitants environ, qui se trouvaient complètement coupées de la campagne dans le sens où les agriculteurs représentaient un élément insignifiant, si ce n'est absent, de la population. Dans les centres plus importants, il est difficile d'évaluer l'équivalence du travail à l'intérieur de l'atelier ou entre différents ateliers. Avec l'élargissement du marché, on assistait non seulement au processus, connu et bien décrit par Dobb dans ses Etudes, par lequel le marchand s'immiscait entre l'artisan producteur et l'acheteur. Dans l'atelier, l'apprenti (qui était souvent le fils du maître artisan) n'était plus un compagnon, mais devenait un travailleur exploité qui recevait seulement sa subsistance. De plus, des journaliers étaient loués

pas en grand nombre, car l'échelle de la production ne le permettait pas — et représentaient un autre élément subordonné dans l'atelier. Au début, toutefois, le journalier n'était pas un simple ouvrier salarié, source directe de plus-value pour l'employeur. Au XIIIe siècle, dans les villes textiles des Flandres, le paiement versé à l'artisan du textile par le marchand manufacturier était encore complexe. Ce n'était pas tout à fait un salaire, et ce n'était pas simplement le paiement du travail d'un artisan indépendant. Quoi qu'il en soit, notons qu'un taux municipal était fixé, par pièce de tissu, réparti entre le maître et le journalier. La part de ce dernier était moindre, naturellement, bien que la différence ait été moins grande qu'on ne s'y attendrait 14.

^{14.} G. ESPINAS, Une draperie rurale dans la Flandre francaise au XVe siècle, Paris, 1923, p. 617-649, et F. B. BICKLEY, Little Red Book of Bristol, Bristol and London, 1900, p. 58-61.

Le même système se retrouve dans quelques villes d'Angleterre encore au xv° siècle. En d'autres termes, bien que le processus de différenciation ait commencé dans l'atelier, maître et journalier étaient encore tous deux exploités par le capital marchand.

LE CAPITAL MARCHAND

A la différence du producteur de produits fabriqués, le marchand capitaliste du Moyen Age a été l'objet de nombreuses études fondées sur l'existence d'une masse considérable de documents. Quelquesunes des fortunes les plus spectaculaires furent amassées par les marchands italiens dont l'activité révèle l'absence de spécialisation propre à la classe des marchands européens, qu'elle soit nordique ou méditerranéenne, qu'elle se soit limitée aux marchés régionaux ou livrée au grand commerce international de produits de luxe. Les marchands italiens, parmi lesquels Florentins et Vénitiens étaient les plus florissants, réalisaient leurs profits grâce au commerce des produits les plus chers, comme les épices, les bijoux ou les soieries venus d'Extrême ou du Moyen-Orient, les lainages d'excellente qualité en provenance de Flandre ou d'Italie centrale, l'or africain. Ils s'occupaient aussi d'argent comme banquiers du pape ou d'autres chefs d'Etat, surtout pour financer les guerres. Certains d'entre eux, comme les grands marchands des villes flamandes, fournissaient les matières premières aux manufactures textiles et vendaient aussi les produits finis, sans toucher aucune façon au caractère du processus de production. D'autres produits entrèrent dans le commerce international, comme les vins d'Ile-de-France, de Gascogne, de Bourgogne et de la région du Rhin, les céréales, le bois et les fourrures de la Baltique, le sel de la baie de Bourgneuf, l'alun de la mer Noire, le bois du sud de la France, les poissons d'Islande, le fer et l'acier suédois, sans parler des produits courants comme les céréales ou les textiles de prix moven. La sophistication technique des méthodes commerciales, la possibilité de concentrer des fonds pour financer (à des taux d'intérêt usuraires) les gouvernements et l'aristocratie terrienne qui manquaient toujours d'argent, le rôle culturel dominant de ces marchands capitalistes du Moyen Age provoquèrent l'admiration dans le chœur de leurs historiens 15. Aucun, cependant, n'a pu changer le jugement porté par Marx sur leur rôle historique, à savoir que leur capital est toujours resté dans la sphère de la circulation et n'a jamais été appliqué à la production agricole ou industrielle de façon créatrice. La prétendue révolution commerciale n'a jamais changé en aucune façon le mode de production féodal 16.

On peut se demander, par conséquent, quel degré de réalité doit être attribué à l'idée que l' « économie d'argent » ait pu dissoudre les rapports féodaux. Nous avons vu que la rente féodale pouvait être payée aussi bien en argent qu'en nature ou en travail, sans affecter le rapport entre le seigneur et le tenancier. On a suggéré que d'autres rapports, comme ceux qui existaient entre le roi et les barons, ou entre les barons et leurs vassaux, antérieurement fondés sur des services personnels et en particulier d'ordre militaire, se transformèrent lorsque le lien personnel fit place à un rapport d'argent. On en trouvera des illustrations dans le don de fiefs dont le revenu en argent était davantage un impôt d'Etat

^{15.} Pour une étude plus détaillée accompagnée d'une bibliographie, on se reportera aux volumes I et III de la Cambridge Economic History of Europe, 1952 et 1953. Le titre d'un recueil de textes présenté par un spécialiste, R. S. LOPEZ, est significatif: The Commercial Revolution of the Middle Ages, 950-1350, Englewood, 1971. On trouvera une bibliographie à jour dans N. J. G. POUNDS, An Economic History of Medieval Europe, London, 1974, un des meilleurs recueils de textes parmi les derniers parus.

^{16.} Il me semble que Marx a modifié sa conception du rôle du capital marchand au Moyen Age entre la rédaction des Grundrisse et le volume III du Capital, dans le sens où il accordait un rôle moins positif au capital marchand dans ses derniers écrits. Cf. K. MARX, Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse), Paris, 1972; chap. du Capital, 2° section, « Les Procès de circulation du capital ».

qu'une taxe foncière, dans le paiement d'une taxe en argent en remplacement du service militaire dans l'armée royale, ou encore dans le remplacement de l'allégeance du serviteur au seigneur par une rente annuelle, la mobilisation d'une armée grâce au paiement de soldes. Malheureusement pour ceux qui défendent la théorie de l'économie monétaire comme solvant des rapports féodaux, le paiement d'une taxe en remplacement du service militaire remonte au début du XII° siècle et les fiefs rapportant de l'argent guère plus tard. Le manque de loyalisme, traîtrise ou intérêts personnels existaient tout autant lorsque le contrat féodal était fondé sur le fief foncier, aux xi' et xii siècles, qu'à l'époque du prétendu « féodalisme bâtard », fondé sur les paiements en argent. Les gros revenus monétaires n'ont pas non plus transformé l'attitude de la classe féodale dominante, comme tout historien de l'aristocratie anglaise, du XIII° au XV° siècle, peut en témoigner. S'il y eut une cause et un symptôme du déclin du mode de production féodal, on les trouve sans doute dans l'affaissement des revenus en argent de l'aristocratie féodale ; car ces revenus étaient constitués, jusqu'à la fin, par le surproduit des paysans extorqué par la contrainte, et leur diminution signifiait que la domination aristocratique de type ancien s'effondrait.

Le pouvoir dissolvant de l'argent ne put agir, comme Marx l'a montré, qu'au moment où le processus historique de la dissolution des modes de production féodaux était déjà entamé. Dans les *Grundrisse*, Marx souligne le rôle essentiel dans cette dissolution, de la séparation du travailleur des conditions objectives de son existence — terre, propriété de l'artisan et même, comme le suggérait Marx, moyens de survie, comme serviteur du seigneur ¹⁷. En Angleterre et dans cer-

^{17.} Il faut souligner que, contrairement à certaines critiques, Marx n'a nullement présenté un tableau simpliste du processus historique réel par lequel les paysans anglais perdirent leurs terres et leurs droits collectifs. Cf. Le Capital,

taines régions d'Europe occidentale, l'affaiblissement de la domination aristocratique fut effectivement un trait significatif du début du processus de dissolution sur lequel Dobb et Takahashi ont particulièrement insisté au cours du débat. Trait qu'avant Marx un pionnier de l'histoire économique de l'Angleterre, J. T. Rogers, avait déià étudié 18. Des recherches ultérieures ont montré que l'apparition pendant une courte période de ce que Marx considérait comme la prédominance de la propriété paysanne libre était le résultat direct de la lutte des classes entre grands propriétaires et paysans. Marx pensait particulièrement à l'exemple de l'Angleterre, où le fait est bien connu. La crise du milieu du xiv° siècle, caractérisée par une chute de la population emportée par la peste et le problème financier du gouvernement, résultant des guerres anglofrançaises, peut bien avoir conduit à un renforcement du servage. La raréfaction de la main-d'œuvre renforçait aussi la position économique des tenanciers et des travailleurs par rapport aux grands propriétaires fonciers et aux employeurs, ce qui entraîna la classe dominante à réagir dans le sens de la limitation de la mobilité des non-libres, la hausse des rentes et des droits de justice, le blocage des salaires. Cette politique fut tentée pendant les deux décennies suivantes, mais sans aucun succès. Les paysans avaient déjà acquis une riche expérience dans la résistance à l'offensive seigneuriale. Les communautés villageoises, bien que divisées de l'intérieur entre riches et pauvres, opposaient une vigoureuse résistance que maintes révoltes locales ont démontrée. Bien que la plupart des révoltes

Editions sociales, Paris, l. I, t. 3, « L'Accumulation primitive », et les Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse), op. cit., chap. du Capital, 2° section, « Le Procès de circulation du capital ».

18. Voir les chapitres 7 et 9 de Six Centuries of Work

^{18.} Voir les chapitres 7 et 9 de Six Centuries of Work and Wages, qui s'appuie sur son travail antérieur, History of Agriculture and Prices, Oxford, 1866. Bien qu'il s'agisse d'un économiste libéral, Marx, dans Le Capital, s'est fondé sur ses travaux qu'il jugeait sérieux.

importantes aient échoué comme la jacquerie de 1359 en France et la révolte de 1381 en Angleterre, la résistance locale ne pouvait être vaincue. L'exemple anglais est très instructif. La tenure servile prit une forme atténuée, tout en conservant son caractère juridique essentiel de copyhold *. Dans l'ambiance d'autonomie paysanne, la copyhold se distinguait difficilement de la tenure libre, à tel point que même les membres de la gentry étaient disposés à en prendre pour arrondir leurs domaines.

Les rentes avaient suffisamment baissé et le pouvoir des grands propriétaires et de l'Etat pour limiter la mobilité des paysans et des travailleurs était si faible que les freins qu'opposait le féodalisme à la production marchande simple disparurent pratiquement à la fin du xive siècle et pendant la majeure partie du xve siècle 19. Qu'on ne s'attende pas, à cette époque, à trouver une évolution spectaculaire en direction de la production capitaliste. L'exploitant indépendant qui employait une main-d'œuvre salariée s'enrichit certainement. La production artisanale connut une période de libération en passant des corporations urbaines traditionnelles dans les villages et les petites villes où la réglementation était moins forte, sans pour autant qu'apparaisse une différenciation sociale dans le sens où aurait été créée une masse d'ouvriers vendant leur force de travail dans l'agriculture et dans l'industrie. Il s'agissait là d'un très long processus qui n'était pas encore achevé au xvii siècle. Mais le point important, toutefois, c'est que cette période d'existence d'une production marchande simple relativement libre au xvº siècle préparait les conditions indispensables à un développement capitaliste ultérieur. Les rapports de production féodaux n'avaient nullement disparu à cette époque; les caractères essentiels de la classe dominante féodale

^{*} Copyhold, littéralement tenure par copie; elle était héréditaire avec rentes et droits de mutations fixes (N. d. T.).

^{19.} Voir mon English Peasantry in the Later Middle Ages, Oxford, 1975, qui tente de présenter cette période d'apparition d'une production marchande simple et relativement libre.

et d'un Etat féodal (au sens marxiste du mot) se maintenaient. Les revenus considérables des grands aristocrates comme les ducs de Lancaster ou d'York (qui fondèrent des dynasties royales de courte durée), comme les comtes de Warwick ou de Salisbury, étaient toujours largement fondés sur la perception des rentes. bien que ces derniers aient aussi abondamment pillé les caisses royales dans leur effort pour conserver quelque autorité sur leur vassaux et leurs partisans politiques. L'appareil d'Etat, même après sa restructuration au début du XVI° siècle, était encore pour l'essentiel celui du regnum du Moyen Age. La richesse mobilière, non fondée sur la propriété foncière, naissait du commerce qui était entre les mains des compagnies de marchands monopolistes, comme les Merchant Adventurers et les Merchants of the Staple. Elle ne venait pas de la production industrielle, bien que les produits textiles, finis ou non, aient constitué la principale exportation de l'Angleterre — c'étaient les vendeurs qui réalisaient des profits plutôt que les producteurs. En d'autres termes, quelle qu'ait pu être l'importance des changements qui libérèrent les producteurs de marchandises dans l'agriculture et l'industrie, il n'v avait là aucune transformation des rapports fondamentaux du mode de production féodal.

LA DYNAMIQUE DE L'ÉVOLUTION

Les participants au premier débat ont tous rejeté l'idée que le mode de production féodal ait pu être statique et capable de se maintenir, qu'il ne produisait pas les conditions préalables à sa propre transformation et qu'ainsi une force extérieure était nécessaire pour rompre son équilibre — tous, à l'exception de Sweezy (et quelle que soit sa propre interprétation des idées de Dobb). Sweezy, reprenant Pirenne, découvre cette force extérieure dans le capital marchand accumulé grâce aux échanges entre la Méditerranée et le Moyen-Orient et qui fut en quelque sorte injecté dans le stable

système féodal par l'intervention d'un réseau de commerçants d'origine sociale inconnue. Etant donné que le féodalisme, d'après Sweezy, était un système de production pour l'usage et non pour l'échange, les progrès ultérieurs de l'Europe féodale occidentale, à partir du X1" siècle, ne pouvaient venir que de causes externes. Sweezy n'explique pas la nature de la formation sociale qui créa cette masse de capital marchand ni pourquoi on devrait interpréter ce résultat comme un système social distinct de celui de l'Europe non méditerranéenne. En répondant à cette critique, Sweezy demande, à juste titre, quelle était la dynamique interne au mode de production féodal capable et de le développer et de le dissoudre.

Dans ma brève intervention, à la fin du débat, je suggérai que la pression, nécessaire bien que fluctuante, qu'exerçait la classe dominante pour s'approprier le surtravail ou le surproduit paysan, était la cause fondamentale du progrès technique et de l'amélioration de l'organisation féodale. Ce fut la base du développement de la production marchande simple, des revenus seigneuriaux en argent, du commerce international de luxe et de l'urbanisation. Cet aspect de l'histoire a été analysé brillamment par G. Duby dans son récent ouvrage sur les débuts du développement de l'économie médiévale. J'ai essayé de montrer que son explication restait cependant unilatérale 20. Il insiste sur la pression qu'exerçait le seigneur à l'égard du paysan. Mais il néglige les efforts que firent les paysans pour conserver la plus grande partie disponible de leur surproduit, en fonction du rapport de forces. Cette résistance paysanne était essentielle pour le développement des communautés rurales, la libération des tenures et du statut personnel, l'émancipation de l'économie des paysans et des artisans autorisant le développement de la produc-

^{20.} G. Duby, Guerriers et Paysans, VII-XIIe siècles. Premier essor de l'économie européenne, Paris, 1973. On se reportera à mon compte rendu critique paru dans New Left Review, n° 83, janv.-fév. 1974.

tion marchande et, éventuellement, l'apparition de

l'entrepreneur capitaliste.

J'ai déjà eu l'occasion de dire que l'histoire de l'économie rurale anglaise aux xIV et xV siècles illustre très bien les résultats de la réussite de cette résistance paysanne à l'offensive seigneuriale pour s'approprier leur surproduit. De fait, cet épisode doit être interprété comme un moment décisif dans l'histoire de la dynamique interne. La longue période de l'exploitation multiforme du travail du paysan prenait fin, en tout cas dans les pays d'Europe occidentale, à partir de la seconde moitié du XIV siècle. C'est seulement en parvenant à imposer des formes légales nouvelles d'un servage renforcé que les grands propriétaires fonciers auraient pu poursuivre leur marche triomphante. A l'ouest, ce fut politiquement et socialement impossible. En Europe orientale, l'histoire est différente. A l'ouest, une part de plus en plus importante du surproduit disponible revint à l'économie paysanne. Lorsque la population rurale ressentit à nouveau le ioug seigneurial, il s'agissait de quelque chose d'une nature tout à fait différente, même si la forme n'avait pas toujours changé, à savoir les débuts de l'apparition du lent et inégal développement d'une triade nouvelle. propriétaire foncier-fermier capitaliste-ouvrier agricole.

Depuis le début du débat, des historiens non marxistes ont proposé leur propre interprétation de la dynamique interne de la société féodale. Les plus convaincantes sont des variations sur l'interprétation démographique de la croissance médiévale. L'une d'elles, qu'il serait plus juste d'appeler théorie « écologique » de l'histoire, a été vigoureusement défendue par M. Postan dans divers travaux ²¹. Cette théorie souligne aussi la base paysanne, agraire, de l'économie. Cependant, elle insiste surtout sur le rapport entre le cultivateur et l'environnement, la terre considérée comme son cadre de travail naturel, comme Marx

^{21.} M. POSTAN, The Medieval Economy and Society, London, 1972.

aurait pu dire, plutôt que sur les rapports entre le cultivateur et le propriétaire foncier qui l'exploite. Ainsi, les événements d'importance deviennent la pression que l'essor démographique, à la campagne, exerce sur les ressources, la division des tenures qui en résulte, l'épuisement du sol et l'appauvrissement des petits tenanciers. Néanmoins, avant d'étouffer, cette économie rurale en expansion était dynamique et orientée vers le marché. Ce dynamisme, on le rencontre en particulier dans certains secteurs des couches supérieures de la société, chez les seigneurs que l'on suppose orientés vers le capitalisme et chez les marchands capitalistes des grandes villes entreprenants et capables d'innover. Lorsque cet équilibre se rompit au tournant du XIIIe siècle, en particulier à la suite de l'effondrement démographique du milieu du xIV siècle, la pression qui s'exerçait sur les ressources du sol se relâcha et l'économie paysanne connut un renouveau de prospérité. Mais elle ne se suffisait plus à ellemême et se trouvait moins orientée vers le marché. Les échanges locaux et internationaux diminuèrent, de telle sorte que dans le dernier quart du xv° siècle, lorsque l'essor démographique reprit, l'économie de la fin du Moven Age stagnait.

Il existe un autre type d'interprétation de la dynamique interne, moins répandu que celui que nous
venons de présenter brièvement. Il est centré sur la
composition interne des familles paysannes dans leurs
communautés. Les historiens de cette école étudient
la constitution de la famille, les coutumes d'héritage,
les questions d'intégration ou de rejet des fils cadets
et des filles de la famille et de la communauté villageoise en associant cette question à celle des occupations extra-agricoles à la campagne. Ces sujets ont une
importance réelle, et toute recherche marxiste sérieuse
doit entrer dans le détail du fonctionnement du mode
de production féodal. C'est d'autant plus important que
ce type de recherches peut conduire à des conclusions
bien douteuses. Certains présentent la famille et la
communauté comme des groupes sociaux isolés en auto-

régulation coupés du reste du monde, non touchés en particulier par l'exploitation des propriétaires fonciers, de l'Eglise ou de l'Etat. Et, si l'on reconnaît la liaison avec le monde extérieur, on met l'accent davantage sur l'harmonie que sur les oppositions. On aboutit ainsi à une interprétation de la société féodale comme un moment d'une continuité de sociétés « traditionnelles » préindustrielles, dont la caractéristique essentielle réside dans la stabilité, pour ne pas dire la stagnation. La justification cléricale de l'Etat médiéval, qui insiste sur les rapports organiques immobiles des ordres remplissant chacun leur fonction sous la protection divine (ceux qui gouvernent, ceux qui se battent, ceux qui prient, ceux qui achètent et vendent et ceux qui travaillent), est ainsi réhabilitée et devient l'explication rationnelle de ce type d'ordre social. Au niveau du village, la différence entre familles riches et pauvres est expliquée en termes de fonction de domination des riches et fonction d'asservissement des pauvres. On a même suggéré que cette distinction était déterminée génétiquement 22.

L'existence de productions irrationnelles de l'histoire non marxiste de la démographie médiévale ne doit pas conduire au rejet de certaines contributions positives faites par cette école. Bien que les rapports de parenté n'aient pas été aussi importants dans la société féodale que dans les sociétés primitives, ils jouaient encore un rôle vital dans la distribution des ressources à tous les niveaux de la société. On doit en tenir compte et insister en même temps sur le rôle principal des rapports d'exploitation entre seigneur et paysan dans le mode de production féodal. De même, pour les rapports entre les ruraux et les ressources du sol, l'école de Postan offre une contribution positive à notre

^{22.} Les travaux de l'école du Père J. A. Raftis, à l'Institut pontifical d'études médiévales, illustrent cette approche. On lira E. B. DE WINDT, Land and People in Hollywell-cum-Needingworth, Toronto, 1972, et J. A. RAFTIS, Warboys, Toronto, 1975.

compréhension de l'économie à la fin du Moyen Age. La recherche marxiste ne doit pas s'enfermer dans sa tour d'ivoire. Elle doit intégrer les contributions positives des écoles non marxistes et prouver que le concept marxiste de mode de production nous donne le meilleur outil d'analyse de la dynamique non seulement du capitalisme, mais aussi du féodalisme.

NOTE SUR LE FÉODALISME

Souhaitons que ce débat sur la transition du féodalisme au capitalisme déborde le cercle des « connaisseurs » du marxisme. En général, la terminologie marxiste est relativement connue. Toutefois, il semble utile de revenir sur le terme de « féodalisme », étant donné qu'à l'heure actuelle les historiens, marxistes ou non, lui donnent des significations plutôt divergentes.

Marx utilisait le terme de « féodalisme » dans un sens qui devait être relativement familier à ses contemporains, pour décrire un ordre social principalement caractérisé par la domination qu'exerçait une aristocratie terrienne sur le reste de la société dont la paysannerie formait l'essentiel. Bien sûr, Marx analysait cette domination à sa façon, c'est-à-dire en orientant son analyse sur le moyen spécifique par lequel le travail des producteurs directs, une fois leurs besoins essentiels satisfaits, se transformait en revenu de la classe dominante. C'est par analogie avec l'analyse développée du mode de production capitaliste, principal objectif de Marx, que nous nous référons à la composition de forces productives (base matérielle du procès de production) et des rapports de production (rapports entre les classes) dans le mode de production féodal. L'essence de ce mode de production au sens marxiste réside dans le rapport d'exploitation entre les grands propriétaires fonciers et les paysans assujettis, rapports par lesquels le surtravail des seconds est approprié par les premiers, par la contrainte, sous forme de sur-travail direct ou de surproduit en nature ou en argent. Ce rapport est appelé « servage », terme qui pose, nous l'avons vu, quelques difficultés.

Comme nous l'avons dit, les contemporains de Marx, même s'ils n'étaient pas d'accord avec son analyse de la nature du féodalisme, connaissaient ce dont, lui, parlait. Depuis, les historiens non marxistes ont donné un sens plus étroit à ce terme, de sorte qu'il ne rend plus compte d'un ordre social dans son ensemble, mais de certains rapports spécifiques à la classe dominante du Moyen Age. Il s'agit, en bref, des rapports entre les vassaux libres et leur suzerain, fondés sur la propriété foncière (fiefs, en latin feoda). Les vassaux étaient fieffés en échange de services militaires dans l'armée du suzerain, de l'assistance en cour de justice, d'aide et de participation au conseil du suzerain. Pris dans ce sens étroit, le féodalisme ne rend guère compte des rapports entre les seigneurs et les paysans (qui représentaient environ quatre-vingt-dix pour cent de la population au début du Moyen Age) et ne dura, à proprement parler, que deux siècles. Cette interprétation étriquée a été abandonnée par nombre d'historiens non marxistes, à la suite de M. Bloch, mais son influence demeure surtout dans les cercles universitaires anglais. Ces défenseurs se réclament de la rigueur de cette interprétation. On pourrait leur répondre que la rigueur s'effondre lorsqu'elle ne sert que des types d'analyse à la signification trop réduite.

Rodney HILTON (1976)

I

Le débat sur la transition

Ĭ

Le début sur la transition

1. Une critique*

par Paul Sweezy

Nous vivons dans la période de transition du capitalisme au socialisme, ce qui donne un relief particulier à l'étude des périodes de transitions précédentes. C'est une des raisons pour lesquelles les *Etudes sur le développement du capitalisme*¹, de M. Dobb se révèlent un livre aussi important qu'opportun. Un tiers du volume à peu près est consacré au déclin du féodalisme et à la montée du capitalisme. Dans cet article, je me limiterai exclusivement à cet aspect de l'œuvre de Dobb.

LA DÉFINITION DU FÉODALISME PAR DOBB

Dobb définit le féodalisme comme « virtuellement identique à ce que nous entendons habituellement par servage : l'obligation imposée au producteur par la force et indépendamment de sa volonté de satisfaire les besoins économiques d'un seigneur soit sous forme de corvées, soit sous forme de rentes en nature ou en argent » (p. 47). Selon cette définition, Dobb utilise les deux termes féodalisme et servage comme pratiquement équivalents tout au long de son livre.

Il me semble que cette définition est insuffisante, car elle n'identifie pas un système de production. Une forme de servage peut exister dans des systèmes qui,

^{*} Science and Society, spring 1950.

^{1.} Publié à Londres, 1946; trad. franç. Maspero, Paris, 1969.

à l'évidence, ne sont pas féodaux; de plus, même en tant que rapport de production dominant, le servage a été, à différentes époques et dans différentes régions, associé à des formes différentes d'organisation économique. Ainsi, Engels, dans l'une de ses dernières lettres à Marx, écrit : « Certainement le servage et l'assujettissement à la corvée ne sont pas une forme spécifiquement (spezifisch) médiévale et féodale, nous la rencontrons partout, ou presque partout, où le conquérant fait cultiver la terre à son compte par les anciens habitants². » Il en découle, à mon avis, que le concept de féodalisme défini par Dobb est trop général pour être immédiatement applicable à l'étude d'une région particulière à une époque donnée. En d'autres termes, ce que Dobb définit, en réalité, ce n'est pas un système social, mais une famille de systèmes sociaux, tous fondés sur le servage. En étudiant des problèmes historiques spécifiques, il est important de savoir non seulement que nous traitons du féodalisme, mais aussi de quel type de système il s'agit.

L'intérêt de Dobb se porte naturellement sur le féodalisme en Europe occidentale, puisque c'est là qu'est né le capitalisme et qu'il est parvenu à maturité. Par conséquent, il me semble qu'il devrait indiquer très clairement ce qu'il considère comme les caractéristiques essentielles du féodalisme en Europe occidentale et faire suivre cette étude d'une analyse théorique des lois et des tendances d'un système qui comporte ces traits principaux. J'essaierai de montrer plus loin que cette méthode, erronée à mon avis, conduit à des généralisations suspectes. De plus, je pense que c'est pour la même raison que Dobb puise fréquemment ses exemples dans une grande variété de régions et de périodes, afin d'appuyer une argumentation qui ne s'applique qu'à l'Europe occidentale et

^{2.} Lettre d'Engels à Marx. Londres, 22 décembre 1882, dans F. ENGELS, L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Editions sociales, Annexe, p. 301 (original : Mega, III, p. 589).

qui ne devrait être illustrée que par l'histoire spéci-

fique de cette région.

Cela ne veut pas dire naturellement que Dobb ne connaisse pas intimement le féodalisme européen. A la page 48, il donne un résumé concis de ses caractères fondamentaux : 1. « [...] un niveau peu élevé du développement de la technique où les instruments de production sont simples et, en général, peu chers, où l'acte de production a, dans la généralité des cas, un caractère individuel ; la division du travail [...] était aussi à un niveau très peu 2. « [...] une production satisfaisant uniquement les besoins immédiats des familles ou de la communauté villageoise et non ceux d'un marché plus étendu ». 3. ([...] l'économie domaniale : mise en valeur du domaine du seigneur qui se pratiquait souvent à une échelle considérable, par des prestations en travail exigées par la contrainte ». 4. « [...] décentralisation politique ». 5. « [...] détention conditionnelle des terres par le seigneur, se fondant sur une forme de tenure associée à des corvées ». 6. « [...] possession par le seigneur de fonctions judiciaires ou quasi judiciaires s'exerçant sur la population dépendante ».

Dobb appelle le système ayant ces caractéristiques « forme classique du féodalisme », mais le malentendu serait moindre si l'on disait « forme du féodalisme d'Europe occidentale ». Le fait que « le mode de production féodal ne se réduit pas à cette forme classique » est apparemment la raison pour laquelle Dobb n'analyse pas ses tendances et sa structure de plus près. A mon avis, cependant, une telle analyse est essentielle si nous voulons éviter toute confusion dans nos recherches des causes du déclin du féodalisme en Europe occidentale.

La théorie du féodalisme en Europe occidentale

A partir de la description de Dobb, nous pouvons définir le féodalisme en Europe occidentale comme un

système économique où le servage est le rapport de production dominant et où la production s'organise dans et autour du domaine du seigneur. Il est important de remarquer que cette définition n'implique pas l' « économie naturelle » ou l'absence de transactions ou de comptabilité. Cela implique en fait que les marchés sont presque toujours locaux et que le commerce lointain, s'il n'est pas inexistant, ne joue aucun rôle déterminant en ce qui concerne les buts et les méthodes de production. Le caractère fondamental du féodalisme dans ce sens est d'être un système de production pour l'usage. Les besoins de la communauté sont connus et la production est planifiée et organisée en vue de satisfaire ces besoins. Cela a des conséquences extrêmement importantes. Comme Marx l'a dit dans Le Capital: « Quand la forme d'une société est telle, au point de vue économique, que ce n'est point la valeur d'échange qui y prédomine, le surtravail est plus ou moins circonscrit par le cercle de besoins déterminés; mais le caractère de la production elle-même n'en fait point naître un appétit dévorant 3. » Cela signifie, en d'autres termes, qu'il n'y a pas ces pressions qui existent dans le capitalisme en vue de révolutionner continuellement les méthodes de production. Les techniques et les formes d'organisation s'installent dans la routine. Là où cela se produit, comme le matérialisme historique nous l'apprend, il s'avère que toute la vie de la société s'oriente vers la coutume et la tradition.

Nous ne devons pas en conclure, cependant, qu'un tel système est nécessairement stable ou statique. Il existe un élément d'instabilité dans la concurrence que se font les seigneurs en vue d'acquérir des terres et du prestige. Cette concurrence est similaire à celle pour le profit dans le capitalisme, mais ses effets sont tout à fait différents. Elle provoque un état de guerre plus ou moins permanent; mais l'insécurité qui menace la

^{3.} K. Marx, Le Capital, I. I, t. I. chap. x, p. 231. (Souligné par P. S.)

vie et les bicns, loin de révolutionner les méthodes de production comme le fait la concurrence dans le système capitaliste, accentue simplement la dépendance mutuelle entre le seigneur et le vassal et renforce ainsi la structure fondamentale des rapports féodaux. La guerre féodale bouleverse, appauvrit et épuise la société, mais ne la transforme aucunement.

Un second élément d'instabilité réside dans l'accroissement de la population. L'organisation du manoir est telle qu'elle limite le nombre de consommateurs qu'elle peut nourrir et le nombre de producteurs qu'elle peut employer, tandis que le conservatisme inhérent au système empêche toute expansion. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'aucune croissance ne soit possible, mais seulement qu'elle a tendance à retarder par rapport à l'augmentation de la population. Les fils cadets des serfs sont obligés de sortir du cadre « normal » de la société féodale et de se transformer en population errante, vivant d'aumônes et de brigandages et fournissant la matière première des armées de mercenaires si caractéristiques du Moyen Age. Une telle population, cependant, alors qu'elle contribue à l'instabilité et à l'insécurité, n'exerce aucune influence créatrice ou révolutionnaire sur la société féodale 4.

Nous pouvons donc conclure que le féodalisme en Europe occidentale, en dépit d'une instabilité et d'une insécurité chroniques, était un système qui tendait surtout au maintien des techniques et des rapports de production existants. Je pense que nous pouvons avec raison reprendre ce que Marx disait de l'Inde avant l'époque de la domination britannique : « Toutes les guerres civiles, invasions, révolutions, conquêtes, fami-

^{4.} On peut penser que la vigueur de la colonisation et les mouvements de revendications des XII et XIII siècles vont à l'encontre de ce raisonnement. Néanmoins, je ne le pense pas. Le mouvement de colonisation semble avoir été le résultat du développement du commerce et de la production marchande, et non pas le signe d'une capacité d'expansion interne de la société féodale. Voir H. PIRENNE, Histoire économique de l'Occident médiéval, Bruges, 1951.

nes [...] ne l'avaient atteinte que superficiellement ⁵. »

Je crois que, si Dobb avait vraiment tenu compte
de ce caractère profondément conservateur et réfractaire au changement, il n'aurait pu soutenir sa théorie
de la désintégration et du déclin du féodalisme en
Europe occidentale à la fin du Moyen Age.

LA THÉORIE DE DOBB SUR LE DÉCLIN DU FÉODALISME

Dobb résume l'explication couramment acceptée du déclin du féodalisme comme suit : « On nous présente souvent le tableau d'une économie plus ou moins stable qui fut désintégrée sous l'impact du commerce agissant comme une force extérieure se développant hors du système qui fut finalement écrasé. L'interprétation de la transition de l'ordre ancien au nouveau qu'on nous donne repère les séquences causales dominantes dans la sphère des échanges entre l'économie seigneuriale et le monde extérieur. L'économie naturelle et l'économie d'échange constituent alors deux ordres économiques qui ne peuvent coexister, et la présence de la dernière suffit, nous dit-on, à amorcer la dissolution de la première de ces formes » (chap. 2, p. 49).

Dobb ne nie pas « l'importance exceptionnelle » de ce processus : « Il est évident qu'il s'est rattaché aux transformations très prononcées qui ont caractérisé la fin du Moyen Age » (p. 49). Mais il trouve cette explication insuffisante parce qu'elle n'est pas assez probante quant aux conséquences du commerce sur le féodalisme. Si nous examinons le problème de plus près, nous découvrons qu' « il semble, en fait, qu'on puisse trouver autant de preuves que la croissance d'une économie monétaire ait, en soi, conduit à une intensification du servage que de preuves qu'elle ait été la cause du déclin du système féodal » (p. 51). Pour appuyer cette hypo-

^{5.} K. MARX, « La Domination britannique en Inde », New York Daily Tribune, 25 juin 1853, in MARX-ENGELS, Textes sur le colonialisme, Editions de Moscou, p. 35-43.

thèse, il rappelle un ensemble de faits dont le principal était « le renforcement du féodalisme en Europe occidentale à la fin du xve siècle — ce deuxième servage que F. Engels décrivait comme un renouvellement de l'ancien système associé à l'accroissement de la production pour le marché » (p. 50). Dobb en déduit que, si le seul facteur en jeu en Europe occidentale avait été le développement du commerce, une intensification comme une désintégration du féodalisme auraient aussi bien pu en résulter. Par conséquent, il a certainement fallu l'intervention d'autres facteurs pour aboutir à ce déclin.

Quels étaient ces facteurs? Dobb croit pouvoir les trouver dans l'économie féodale elle-même. Il concède que « [...] les indices que nous possédons nous montrent avec force que c'est l'inefficacité du féodalisme en tant que système de production conjuguée avec les besoins de gains croissants de la classe dominante, qui fut en premier lieu responsable de son déclin, puisque ces besoins contribuèrent à accroître la pression exercée sur les producteurs à un point où elle devint littéralement intolérable » (p. 53). Cette pression accrue conduisit « [...] finalement à une raréfaction ou même à une disparition de la force de travail qui entretenait sa vie même » (p. 54).

En d'autres termes, la cause essentielle de l'échec du féodalisme, selon Dobb, réside dans la surexploitation de la force de travail. Les serfs ont abandonné en masse * les domaines des seigneurs, et ceux qui sont restés étaient trop peu nombreux et trop exploités pour permettre au système de se maintenir sur l'ancienne base. Ce furent ces circonstances plutôt que la montée du commerce qui ont obligé la classe féodale dominante à adopter ces expédients : transformation de la corvée, location des terres domaniales à des fermiers-tenanciers, etc., qui aboutirent à une transformation des rapports de production à la campagne.

^{*} En français dans le texte (N. d. T.).

CRITIQUE DE LA THÉORIE DE DOBB

Afin que cette théorie se tienne, Dobb doit montrer que le besoin de la classe féodale dominante d'accroître ses revenus et l'abandon de la terre par les serfs peuvent être tous deux expliqués en termes de rapports de forces au sein du système féodal. Voyons sa démonstration.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'accroissement des revenus des seigneurs, Dobb cite un certain nombre de facteurs qu'il considère comme inhérents au système féodal. Les serfs étaient méprisés et considérés uniquement comme source de profits (p. 55 et s.). La classe parasitaire augmenta en nombre par suite de l'accroissement naturel des familles nobles, de l'élargissement de la vavassalité et de la multiplication des domestiques. Ils devaient tous être « entretenus par le surtravail de la population serve ». La guerre et le brigandage « gonflaient les dépenses des familles féodales [...] répandaient la dévastation et le gaspillage dans tout le pays [...] ». En fin de compte, « [...] au fur et à mesure du développement de la chevalerie, les extravagances des familles nobles s'accrurent avec leurs fêtes somptueuses et leurs distractions coûteuses, les faisant rivaliser entre elles dans ce culte de la magnificence » (p. 56).

Deux de ces facteurs — mépris des intérêts des serfs, guerre et brigandage — existaient pendant toute la période et, s'ils s'aggravèrent avec le temps, il est nécessaire de l'expliquer : on ne peut le considérer comme un caractère propre au féodalisme. Pourtant, Dobb n'essaie nullement d'expliquer une telle tendance; et même l'hémorragie particulière qu'il attribue aux croisades, pendant la période décisive de l'évolution de la féodalité, est peu significative. Après tout, les croisés combattaient en Orient et ils vivaient normalement du produit de la terre; les croisades furent, jusqu'à un certain point, des expéditions de pillage qui rapportaient un butin matériel à ceux qui les finançaient comme à ceux qui y participaient; ce furent, en géné-

ral, des substituts plutôt que des suppléments à l'activité guerrière féodale « normale ». Dans l'ensemble, il me semble que ces deux facteurs ne viennent guère appuyer la théorie de Dobb.

Cela est différent en ce qui concerne les deux autres facteurs, à savoir l'augmentation de la classe parasitaire et les dépenses accrues des maisons nobles. Le besoin d'un accroissement des revenus est indubitable. Mais il est moins sûr que nous avons ici une preuve à l'appui de la théorie de Dobb. La population serve s'accrût tout comme la classe parasitaire. De plus, pendant le Moyen Age il y avait beaucoup de terres à défricher. Par conséquent, en dépit de sa nature extrêmement conservatrice, le système féodal se développa lentement, mais régulièrement. Quand nous considérons le fait que la mortalité causée par la guerre touchait surtout les classes supérieures (puisqu'elles seules avaient le droit de porter les armes), nous pouvons douter qu'il y ait eu un accroissement réel de la classe parasitaire. En l'absence de preuves d'un côté ou de l'autre, il est difficile d'attribuer un poids décisif à ce facteur.

Par contre, il n'y a aucune raison de douter de la réalité de l'accroissement des dépenses de la classe dominante féodale : les témoignages sont nombreux et vont tous dans le même sens. Mais ces dépenses croissantes sont-elles inhérentes au système féodal, ou représentent-elles quelque chose qui se passait en dehors de ce système? Il me semble que nous pouvons opter pour la seconde hypothèse. Même dans un système aussi dynamique que le capitalisme, le changement spontané des goûts des consommateurs reste négligeable 6, et nous pouvons penser qu'il en est ainsi a fortiori

^{6.} Ainsi, par exemple. SCHUMPETER se croit justifié d'assurer que dans le capitalisme « l'initiative des "consommateurs" à changer leurs goûts est négligeable et que tout changement dans le goût des consommateurs est provoqué par l'action des producteurs », in Business Cycles, New York, 1939, vol. I, p. 73. Il est inutile de dire que cette théorie est en plein accord avec la théorie de Marx de la primauté de la production sur la consommation.

dans une société aussi traditionnelle que la société féodale. De plus, si nous considérons le système féodal comme non isolé, nous trouvons des raisons tout à fait suffisantes pour expliquer l'accroissement des dépenses de la classe féodale dominante : l'essor du commerce à partir du XI° siècle apporta une quantité et une grande variété de produits faciles à acquérir. Dobb reconnaît l'existence de ce rapport entre le commerce et les besoins de la classe féodale dominante; mais je considère qu'il ne s'y attache pas suffisamment. S'il lui avait donné l'importance qu'il mérite, il n'aurait pas soutenu que les dépenses croissantes de la classe dominante étaient dues à des causes inhérentes au système féodal.

Considérons maintenant l'abandon de la terre par les serfs. Sans aucun doute, ce fut une cause importante de la crise de l'économie féodale qui a caractérisé le xive siècle. Dobb suppose qu'elle était due à l'oppression des seigneurs, à cause de leur besoin d'augmenter leurs revenus, et qu'on peut l'expliquer comme un processus inhérent au système féodal. Mais a-t-il donné des preuves suffisantes ??

Je pense que non. Les serfs ne pouvaient quitter les manoirs, même si leurs maîtres devenaient de plus en plus exigeants, à moins de savoir où aller. Il est vrai, comme je l'ai dit auparavant, que la société féodale a tendance à produire un surplus de population errante : mais ce surplus représente la lie de la société, il est constitué par ceux qui n'avaient pas de place dans les manoirs. Il n'est guère réaliste d'imaginer qu'un grand nombre de serfs ait abandonné volontairement leur tenure pour descendre au bas de l'échelle sociale.

^{7.} On devrait insister sur le fait que c'est une hypothèse, non un fait établi. Rodney HILTON, étudiant l'histoire médiévale économique dont Dobb souligne l'apport dans la préface, dit dans une étude qu' « il n'existe aucune preuve statistique permettant d'apprécier le nombre de paysans ayant quitté leur tenure pour la raison donnée [c'est-à-dire les conditions intolérables d'oppression] , in Modern Quarterly, vol. II, été 1947, p. 268.

Ce problème, cependant, revêt un aspect entièrement nouveau — et il est assez surprenant que Dobb n'y accorde que peu d'attention — si l'on rappelle que l'abandon de la terre par les serfs eut lieu au même moment que l'essor urbain, en particulier aux XIIº et XIIIº siècles. Il est certain que le développement rapide des villes — qui offraient liberté et travail et une amélioration du statut social — attira la population rurale opprimée. Et les bourgeois (burghers) eux-mêmes, qui avaient besoin de main-d'œuvre supplémentaire, ainsi que de soldats pour assurer leur défense, firent tout ce qui était en leur pouvoir pour faciliter l'émancipation des serfs. « Il y a souvent quelque chose de pathétique dans la façon dont les bourgeois invitaient les paysans à se réfugier dans les villes, au XIIe siècle », commentait Marx dans une lettre à Engels *. Dans ce contexte, l'abandon de la terre, qui autrement paraîtrait incompréhensible, se présente comme la conséquence logique de l'essor urbain. Il est certain que le phénomène d'oppression dont parle Dobb a constitué un facteur important qui a poussé les serfs à fuir, mais il ne suffit pas à lui seul à expliquer une émigration si importante 8

La théorie de Dobb expliquant par une cause interne le déclin du féodalisme pourrait encore être défendue si nous pouvions démontrer que le développement des villes a été un processus inhérent au système féodal. Mais, si j'interprète bien la pensée de Dobb, il ne dit

^{*} Citation non retrouvée (N. d. T.). 8. Comme je l'argumenterai plus loin, c'était la relative absence de vie urbaine, en Europe orientale, qui laissa la paysannerie à la merci des seigneurs et entraîna le renforcement du servage dans ces régions, au xvº siècle. Dobb, rappelons-le, parlait du « deuxième servage » en Europe orientale pour réfuter l'idée que le marché entraîne nécessairement la désintégration de l'économie féodale. On peut constater que le problème est en réalité beaucoup plus complexe. A proximité des centres de commerce, le résultat sur l'économie féodale est fortement destructeur; l'éloignement a un résultat tout à fait inverse. C'est un point important sur lequel nous reviendrons.

pas cela. Il défend un point de vue éclectique quant à l'origine des villes médiévales, mais reconnaît que leur essor va généralement de pair avec leur rôle de centre commercial. Etant donné que le commerce ne peut en aucun cas être considéré comme une forme d'économie féodale, il en découle que Dobb ne peut soutenir que le développement des villes est une conséquence inhérente au système féodal.

Pour résumer cette critique de la théorie de Dobb sur le déclin du féodalisme, on peut dire qu'ayant négligé d'analyser les lois et les tendances du féodalisme en Europe occidentale, il prend pour des tendances internes certains développements historiques qui ne peuvent s'expliquer, en réalité, que par des causes extérieures au système.

THÉORIE DU DÉCLIN DU FÉODALISME (SUITE)

Si je considère la théorie du déclin du féodalisme de Dobb peu satisfaisante sur plusieurs points, il me semble pourtant qu'il a largement contribué à résoudre le problème. La plupart de ses critiques des théories traditionnelles sont justes, et il semble évident qu'une théorie qui ne tient pas compte des facteurs que Dobb met en valeur — en particulier l'accroissement des dépenses de la classe dominante et l'abandon de la terre par les serfs — ne peut être juste. C'est pourquoi les notes qui suivent et mes suggestions doivent beaucoup à Dobb, même là où je ne suis pas du même avis que lui.

Il me semble que Dobb n'est pas parvenu à réfuter cette idée, communément acceptée, que la cause primordiale du déclin du féodalisme réside dans le développement du commerce. Mais il a montré que l'influence du commerce sur le système féodal est plus compliquée qu'on ne le pense généralement. L'idée que le commerce implique une « économie monétaire » et que celle-ci entraînerait la dissolution des rapports

féodaux est beaucoup trop simple. Essayons de voir de plus près le rapport du commerce et de l'économie féodale 9.

Il me semble que l'opposition principale dans ce rapport n'est pas entre l'« économie monétaire » et l' « économie naturelle », mais entre production pour le marché et production pour l'usage. Nous devons essayer de découvrir le processus par lequel le commerce a engendré un système de production pour le marché, puis de suivre son impact sur le système féodal de production pour l'usage. Mise à part la plus primitive, toute forme d'économie a besoin d'un minimum d'échanges. Ainsi, pendant le Moyen Age en Europe, les marchés ruraux et le colportage ont aidé plutôt que menacé l'ordre féodal : ils subvenaient aux besoins essentiels sans affecter la structure des rapports économiques. Quand le commerce commença à se développer au xe siècle (ou peut-être même avant), ce fut dans le domaine du commerce lointain, par opposition aux échanges purement locaux, de produits relativement chers et qui pouvaient supporter les frais de transport très élevés de l'époque. Tant que cette expansion se fit à l'intérieur de ce que l'on peut appeler le système de colportage, ses effets demeurèrent forcément peu importants. Mais, quand il dépassa ce stade et permit d'établir des centres de commerce, un changement qua-

^{9.} On devrait remarquer que le problème de la croissance du commerce au Moyen Age est en principe distinct du problème du déclin du féodalisme. Tenant compte du fait que le commerce augmenta, quelle qu'en soit la raison, le féodalisme devait être influencé d'une certaine façon. Il n'y a pas assez de place ici pour discuter des raisons de la croissance du commerce; je dirai seulement que je trouve que la théorie de Pirenne — qui insiste sur la réouverture du commerce maritime méditerranéen par les ports occidentaux au XI° siècle et le développement par les Scandinaves de routes commerciales par la mer du Nord, la Baltique et, à travers la Russie, jusqu'à la mer Noire à partir du x° siècle — est tout à fait convaincante. Mais il n'est pas nécessaire d'accepter la théorie de Pirenne pour être d'accord sur le fait que le développement du commerce fut un facteur décisif dans le déclin du féodalisme en Europe occidentale.

litatif apparut. Car ces centres, bien que fondés sur le commerce à longue distance, influèrent inévitablement sur la production locale. Ils étaient approvisionnés par les produits de la campagne environnante, et l'artisanat, qui représentait la forme la plus élevée de spécialisation et de division du travail que l'on connaissait jusque-là dans l'économie domaniale, procurait à la population urbaine les denrées dont elle avait besoin, ainsi qu'aux ruraux qui pouvaient également acheter grâce au produit des ventes réalisées sur le marché urbain. Comme ce processus s'amplifiait, les échanges à longue distance qui avaient été à l'origine des centres de commerce perdirent de leur importance et, probablement, dans la majorité des cas passèrent au second plan dans l'économie urbaine.

Nous comprenons alors comment le commerce extérieur a pu être une force créatrice, en faisant naître un système de production pour le marché concurremment à l'ancien système féodal de production pour l'usage ¹⁰. Juxtaposés, ces deux systèmes s'influencèrent mutuellement. Examinons donc les courants d'influence entre l'économie d'échange et l'économie d'usage.

En premier lieu, le manque d'efficacité dans l'organisation de la production du manoir — que personne ne remarqua tant qu'elle n'eut pas de rivale — devint évidente, face à un système plus rationnel de spécialisation et de division du travail. Les produits manufacturés coûtaient moins chers que ceux de la production domestique et cette demande provoqua une offre. Ces facteurs conjugués furent suffisamment forts pour placer les domaines féodaux dans l'orbite de l'économie d'échange. « Quel besoin avait-on encore, demande Pirenne, de ces ateliers domestiques (gynécées) qui, au

^{10.} A ce propos, il est important de reconnaître que le contraste entre les deux formes d'économie ne recoupe nullement celui entre ville et campagne. La production pour le marché, rurale aussi bien qu'urbaine, fait partie de l'économie d'échange. Ainsi l'importance relative de ces deux formes d'économie ne saurait être évaluée par le simple rapport de proportion entre la population urbaine et la population rurale.

siège de chaque "cour" importante, immobilisaient quelques dizaines de serfs à fabriquer beaucoup plus mal que les artisans de la ville voisine les étoffes ou les outils d'exploitation? Presque partout, on les laissa disparaître au cours du XII° siècle ". »

Deuxièmement, l'existence même de la valeur d'échange en tant que fait économique majeur tend à transformer l'attitude des producteurs. Il devient maintenant possible de rechercher la richesse, non sous la forme absurde d'une masse de produits périssables, mais sous la forme pratique et mobile d'argent ou de promesse d'argent. Posséder des richesses devient un but en soi dans une économie d'échange, et cette transformation psychologique affecte non seulement ceux qui y sont mêlés directement, mais aussi (à un moindre degré sans doute) ceux qui sont en contact avec l'économie d'échange. Par voie de conséquence, non seulement les marchands et les commercants, mais aussi les membres de la vieille société féodale, adoptent ce que nous appellerions de nos jours une attitude d'hommes d'affaires vis-à-vis des questions économiques. Puisque les hommes d'affaires ont toujours besoin d'augmenter leurs revenus, nous pouvons expliquer en partie ce même besoin dans la classe dominante et c'est là-dessus, nous l'avons vu, que Dobb insiste pour expliquer le déclin du féodalisme.

En troisième lieu, aspect tout aussi important, vient l'évolution des goûts et des besoins de la classe féodale dominante. Selon la description de Pirenne : « Partout où le commerce se répandait, il faisait naître le désir des objets nouveaux de consommation qu'il introduisait avec lui. Comme il arrive toujours, l'aristocratie voulut s'entourer de luxe ou tout au moins du confortable qui convenait à son rang social. On s'aperçoit tout de suite, si l'on compare l'existence d'un chevalier au XI° siècle à celle d'un chevalier au XII°, combien les dépenses nécessitées par l'alimentation,

^{11.} H. PIRENNE, Histoire économique de l'Occident médiéval, op. cit., p. 231.

le vêtement, le mobilier et surtout l'armement se sont élevées de la première de ces époques à la seconde ¹². » C'est sans doute la raison pour laquelle la classe féodale voulut accroître ses revenus à la fin du Moyen Age.

Enfin, le développement des villes qui furent le lieu de naissance de l'économie d'échange, le centre où elle s'est développée, ouvrit à la population des serfs de la campagne la perspective d'une vie meilleure et plus libre. Ce fut la raison majeure de l'abandon de la terre, que Dobb considère, à juste titre, comme l'un des facteurs décisifs du déclin du féodalisme.

Sans aucun doute, le développement de l'économie d'échange a eu d'autres effets sur l'ordre ancien, mais je pense que les quatre facteurs mentionnés ont été suffisamment importants pour assurer la destruction du système de production féodal. La plus grande efficacité d'une production davantage spécialisée, le surcroît de profit réalisé lorsqu'on produit pour le marché et non pour l'usage immédiat, l'attirance du travailleur pour la ville : tous ces facteurs firent de telle sorte qu'il ne s'agissait plus que d'une question de temps pour que le nouveau système, une fois renforcé et capable de se maintenir, l'emportât.

Mais le triomphe de l'économie d'échange n'implique pas forcément la fin du servage ou du système des tenures. Une économie d'échange est compatible avec l'esclavage, le servage, le travail indépendant ou le travail salarié. L'histoire est riche en exemples de production pour le marché sous toutes ces formes de travail. Dobb a donc raison de rejeter l'idée que le développement du commerce provoque automatiquement la disparition du servage — ou du féodalisme, bien sûr et par définition, si l'on identifie servage et féodalisme. Le fait que l'économie d'échange aille de pair avec le déclin du servage doit être expliqué et non pas seulement admis tel quel.

En analysant ce problème, nous pouvons, je crois, dépasser la diversité d'aspects que l'on trouve dans

^{12.} Ibid., p. 230.

l'histoire du déclin du servage en Europe occidentale. Dobb indique que pendant un certain temps, dans certaines régions d'Europe occidentale, le progrès du commerce fut accompagné par une intensification plutôt que par un relâchement des liens du servage. Cela est, sans doute, vrai et important, et Dobb parvient à clarifier un certain nombre de paradoxes. Mais ces revers partiels et temporaires ne devraient pas masquer la tendance générale, celle d'un remplacement continu de l'exploitation domaniale reposant sur le travail des serfs par la location des terres que travaillaient les paysans indépendants ou, dans une moindre mesure, des ouvriers agricoles. Le vrai problème est d'expliquer cette tendance sous-jacente.

Il me semble que, parmi ces facteurs complexes, deux sont particulièrement importants. En premier lieu, le développement des villes pratiquement général à toute l'Europe occidentale joua un rôle beaucoup plus important que d'offrir seulement un refuge aux serfs qui fuyaient les manoirs; cela modifia également la situation de ceux qui y restèrent. Il est probable qu'une proportion relativement faible du nombre total des serfs s'en alla en ville, mais il y en eut assez pour que se fît sentir à la campagne l'attrait d'une situation bien meilleure en ville. De même que les salaires augmentent dans une région de bas salaires lorsque les travailleurs peuvent aller dans une région de salaires plus élevés, de même des concessions durent être faites aux serfs quand s'offrit à eux la possibilité d'aller en ville. De telles concessions se firent nécessairement dans le sens d'une plus grande liberté et d'une transformation des droits féodaux en rentes en argent.

Deuxièmement, lorsqu'un domaine seigneurial pouvait être, et il l'était dans bien des cas, engagé dans la production pour le marché, il était fondamentalement inefficace et ne convenait pas à cette fonction. Les techniques étaient primitives et la division du travail peu poussée. D'un point de vue administratif, il était inadéquat : en particulier, il n'y avait pas de séparation bien définie entre la production et la consommation,

de telle façon qu'il était impossible de connaître le coût des produits. De plus, tout y était réglé par la coutume et la tradition. Cela était valable non seulement pour les méthodes de culture mais aussi pour la quantité de travail accompli et sa division entre travail nécessaire et surtravail : le serf avait des devoirs, mais il avait aussi des droits. Cette masse de règles et de lois coutumières constituait autant d'obstacles à l'exploitation rationnelle des ressources matérielles et humaines en vue d'un gain en argent 13. Tôt ou tard, de nouveaux types de rapports de production et de nouvelles formes d'organisation devaient être trouvées pour satisfaire aux besoins d'un changement dans l'ordre économique.

Ce raisonnement est-il modifié par la question du « second servage » à partir du XVIe siècle, en Europe de l'Est, sur lequel Dobb insiste tellement? Comment se fait-il que, dans ce cas, le développement du commerce provoqua une intensification dramatique durable des liens du servage?

La réponse à ces questions pourra se trouver, je pense, tenant compte de la localisation du second servage, dans le fait que le phénomène s'accentue lorsqu'on s'éloigne du centre de la nouvelle économie d'échange 14. Là où la vie urbaine est plus développée,

^{13.} Dobb semble souvent sous-estimer cet aspect du féodalisme en considérant que seuls les vilains profitaient de l'abolition du servage. Il a tendance à oublier que « l'affranchissement des paysans est en réalité l'affranchissement du propriétaire qui, se trouvant désormais en face d'hommes libres détachés de sa terre, peut disposer de celle-ci par simples contrats révocables dont la courte durée lui permet un réajustement facile en fonction des progrès de la rente du sol > (H. PIRENNE, Histoire de l'Europe, vol. I, Des invasions au XVIe siècle, Bruxelles, 1958, l. IX, p. 264).

14. Pirenne donne la description suivante : « A l'ouest de

l'Elbe, cette transformation ne se manifeste guère que par une recrudescence des corvées, des prestations, de l'arbitraire sous toutes ses formes. Au-delà du fleuve, en Brandebourg, en Prusse, en Silésie, en Autriche, en Bohême et en Hongrie, elle fut impitoyablement poussée jusqu'à ses dernières conséquences. Les descendants des colons libres du xiii siècle

le travailleur agricole peut quitter ou non la terre; et cela lui donne, pour ainsi dire, une position de force. Quand la classe dominante se tourne vers la production pour le marché en vue d'un gain en argent, elle se trouve obligée d'utiliser des formes relativement progressives d'exploitation. A la périphérie de l'économie d'échange, la situation relative du seigneur et du travailleur agricole est très différente. Le travailleur ne peut s'en aller, parce qu'il ne peut aller nulle part : à tous les niveaux, il est à la merci du seigneur qui, par ailleurs, n'a jamais subi l'influence civilisatrice de la vie urbaine. Quand l'expansion du commerce provoque dans ce type de classe dominante le désir de s'enrichir, le résultat n'est pas le développement de nouvelles formes d'exploitation mais l'intensification des formes anciennes. Marx, dans le passage suivant (bien qu'il ne s'agisse pas spécifiquement du second servage en Europe de l'Est), a touché le fond du problème : « Mais, dès que des peuples, dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage, sont entraînés sur un marché international dominé par le mode de production capitaliste, et qu'à cause de ce fait la vente de leurs produits à l'étranger devient leur principal intérêt, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce produit de la civilisation, viennent s'enter sur la barbarie de l'esclavage et du servage 15. »

La théorie de Dobb soutient que la cause du déclin du féodalisme en Europe occidentale vint de la surexploitation, par la classe dominante, de la force de

furent systématiquement dépouillés de leurs terres et réduits à la condition de serfs de corps (Leibeigene). La grande exploitation dévora leurs tenures et les ravala à une condition servile si rapprochée de l'esclavage, qu'il était permis de vendre la personne du serf indépendamment du sol. Dès le milieu du xvi siècle, toute la région à l'est de l'Elbe et des Monts sudètes se couvre de Rittergüter exploités par des Iunkers que le genre d'humanité qu'ils montrent à leurs esclaves blancs permet de comparer aux planteurs des Antilles > (ibid., p. 265).

travail à l'échelle sociale. Si ce que je viens de développer est exact, il me semble qu'il serait plus juste d'estimer que le déclin du féodalisme en Europe occidentale était dû à l'incapacité de la classe dominante de maintenir sa domination, par conséquent de surexploiter la force de travail à l'échelle sociale.

Qu'arriva-t-il a la suite du féodalisme en Europe occidentale ?

Selon la chronologie de Dobb — qui ne sera probablement contestée par personne —, le féodalisme en Europe occidentale entra dans une période de crise aiguë au XIVe siècle, puis se désintégra plus ou moins vite selon les régions. D'une part, nous ne pouvons parler d'un début de période capitaliste avant la seconde moitié du xvie siècle, au plus tôt. Dobb pose le problème suivant : « [...] comment qualifier dès lors le système économique existant pendant l'intervalle séparant cette période qui, selon notre analyse fondée sur le concept de mode de production, semble n'avoir plus été féodale et pas encore capitaliste? » (p. 30). C'est une question importante et nous rendrons à Dobb le mérite de l'avoir soulevée d'une façon aussi claire. Toutefois, sa réponse reste indécise (p. 32). En réalité, le mode de production féodal « [...] atteignit un stade avancé de désintégration [...]; une bourgeoisie marchande avait gagné richesse et influence [...]; on peut voir dans l'artisanat urbain et dans l'apparition de fermiers libres aisés ou moyennement aisés un mode de production qui était parvenu à se libérer du féodalisme [...]. La plupart des petits tenanciers [...] payaient une rente en argent [et] les domaines étaient le plus souvent mis en valeur par une main-d'œuvre sala-riée » (p. 31). Mais Dobb étudie presque chaque élément et conclut en disant que « les relations sociales, à la campagne, entre les producteurs et leurs seigneurs et maîtres conservaient une grande part de leur caractère médiéval, tout au moins l'aspect extérieur de l'ordre

féodal demeurait » (p. 31). En d'autres termes, Dobb répond, me semble-t-il, que la période était, en fin de compte, féodale.

Cette réponse n'est cependant pas très satisfaisante. Si la période est considérée comme féodale, elle devrait alors, d'après la définition de Dobb, être caractérisée pour le moins par la persistance du servage à la campagne. Et cependant il y a de bonnes raisons de croire que ce fut précisément pendant cette période que le servage déclina jusqu'à n'occuper qu'une faible place dans toute l'Europe occidentale. « En Angleterre, écrit Marx, le servage avait disparu de fait vers la fin du xiv⁶ siècle. L'immense majorité de la population se composait alors, et plus complètement encore au xv⁸ siècle, de paysans libres cultivant leurs propres terres, quels que fussent les titres féodaux dont on affubla leur droit de possession 16. »

affubla leur droit de possession ¹⁶. »

Il me semble que Marx a fait quelques réserves quant à l'étendue de ce processus sur le continent, mais paraît aussi les avoir abandonnées plus tard. A la fin de 1882, trois mois avant la mort de Marx, Engels écrivit un article qui traitait de la Marche, l'ancien système de propriété germanique. Il envoya le manuscrit à Marx avec ce commentaire: « Le point qui m'importe le plus, parce que jadis tu as exprimé à ce sujet une opinion différente, est celui du recul presque total — en droit ou en fait — du servage aux XIIIe et XIVe siècles. » Marx répondit deux jours plus tard: « Je te retourne le manuscrit: très bon. » Et Engels, en réponse: « Je me réjouis de voir qu'en ce qui concerne l'histoire du servage "nous sommes en bon accord", comme on dit en style d'affaires ¹⁷. »

Ces passages montrent que Marx et Engels pensaient qu'au xv° siècle les formes féodales avaient

^{16.} Ibid., 1. I, t. 3, chap. XXVII, p. 157.
17. Correspondance Marx-Engels, lettres du 16 et du 22 décembre 1882, cité dans F. ENGELS, L'Origine de la famille..., op. cit., p. 297 à 301. La réponse de Marx n'est pas traduite; cf. l'original, Mega, III, Abt. IV, p. 585.

perdu beaucoup de leur substance et que le servage avait cessé d'être la relation dominante de production dans toute l'Europe occidentale. Il n'y a aucune preuve dans ce que dit Dobb pour me convaincre du contraire.

Dobb pourrait me répondre qu'il est d'accord. qu'il concède que le servage avait largement régressé et que sa caractérisation de la période comme essentiellement féodale a pour fondement le fait que les paysans ne pouvaient pas vraiment se déplacer à leur guise et qu'ils étaient, à différents niveaux, dépendants du seigneur. Ce qu'il dit (p. 77-78) pourrait, je pense, être compris de cette façon, et Christopher Hill, qui est bien placé pour connaître la pensée de Dobb, soutient cette même interprétation. Selon Hill : « La définition du féodalisme de M. Dobb l'empêche de caractériser l'Angleterre rurale des xv° et xvi° siècles. Il rejette le point de vue qui identifie féodalisme et corvée et donne une signification fondamentale à l'abolition du servage en Angleterre. M. Dobb montre que les paysans qui payaient une rente en argent (dans l'écrasante majorité des campagnes anglaises xviº siècle) pouvaient rester dépendants des seigneurs de multiples façons. [...] Des rapports capitalistes s'élargirent dans l'agriculture anglaise au xvi siècle, mais dans la plupart des campagnes les rapports d'exploitation dominants restaient toujours féodaux. [...] Le point important ne se trouve pas dans l'absence de forme légale dans les rapports entre le seigneur et le paysan mais dans le contenu économique de ces rapports 18. »

Îl me semble que, si nous étendons le concept de féodalisme de cette façon, nous lui enlevons la précision nécessaire à son emploi scientifique. Si le fait que les tenanciers sont exploités et de « multiples façons » dépendants du seigneur est le signe de féodalisme, nous devrions alors conclure qu'aux Etats-Unis certaines régions sont à l'heure actuelle entièrement féodales. Une telle description peut se justifier dans le cadre d'un

^{18.} The Modern Quarterly, n° 11, été 1947, p. 269.

journal; mais, si nous devions aller jusqu'à conclure que le système économique dans lequel ces régions des Etats-Unis vivent actuellement est fondamentalement identique au système économique de l'Europe du Moyen Age, nous commettrions vraiment une erreur. Je pense qu'il en est de même, bien qu'à un degré moindre, si nous ne montrons pas la différence fondamentale entre les systèmes économiques de l'Angleterre au xvi et au xiii siècle. Et pourtant le fait de les appeler tous deux par le même nom, ou même de refuser de leur donner des noms différents, entraîne inévitablement une telle interprétation.

Comment, alors, caractériserons-nous cette période entre la fin du féodalisme et le commencement du capitalisme? Je pense que Dobb est sur la bonne voie lorsqu'il dit : « Les deux siècles qui séparèrent le règne d'Edouard III de celui d'Elisabeth avaient sans aucun doute un caractère transitoire [... et qu'il est...] vrai, et c'est capital pour une compréhension valable de cette phase de transition, que la désintégration du mode de production féodal en était déjà arrivée à un stade avancé bien avant que ne se développe le mode de production capitaliste et que cette désintégration n'a pas été associée à la croissance du nouveau mode de production au sein de l'ancien » (p. 30). Cela me semble tout à fait exact, et, si Dobb avait persisté dans ce sens, il aurait résolu le problème de façon satisfaisante.

Nous pensons, en général, que le passage d'un système social à un autre s'effectue selon un processus qui met deux systèmes en position d'affrontement et de lutte pour la suprématie. Un tel processus, naturellement, n'exclut pas la possibilité de formes de transition, mais ces formes de transition sont pensées comme un mélange d'éléments provenant de deux systèmes en concurrence. Il est évident, par exemple, que le passage du capitalisme au socialisme suit une voie de ce type, et de ce fait nous pouvons conclure qu'il en a été de même pour les périodes de transition précédentes.

En ce qui concerne le passage du féodalisme au capitalisme, cependant, c'est une grave erreur que de faire une telle supposition. Comme Dobb le montre très clairement, le féodalisme en Europe occidentale était déjà moribond, sinon mort, avant l'apparition du capitalisme. Il en découle que la période de transition n'était pas un simple mélange de féodalisme et de capitalisme : les éléments prédominants n'étaient ni féodaux ni capitalistes.

Il n'y a pas lieu ici de discuter ces questions de terminologie. J'appellerai simplement le système qui a prévalu en Europe occidentale aux xv° et xv1° siècles « une production marchande précapitaliste », pour souligner que c'est le développement d'une production de marchandises qui a tout d'abord affaibli le féodalisme, et ce n'est que plus tard, après que cette œuvre de destruction eut largement abouti, que se prépara le terrain pour le développement du capitalisme 19. La transition du féodalisme au capitalisme n'est donc pas un processus ininterrompu, mais se

^{19.} Il est inutile de préciser que la période est non ou postféodale, alors que production marchande et féodalisme sont des concepts qui s'excluent mutuellement. Par ailleurs, le capitalisme est lui-même une forme de production marchande, c'est pourquoi le terme « précapitaliste » doit être explicité. On pourrait dire que le terme de « production marchande simple » serait la meilleure expression pour ce système, étant donné que c'est un concept établi de la théorie marxiste. Il me semble, toutefois, que cela entraînerait une confusion bien inutile. La production marchande simple représente, dans son acception, un système de producteurs indépendants pos-sédant leurs propres moyens de production et satisfaisant leurs besoins en échangeant mutuellement leurs produits. Une telle construction théorique est utilisable pour différentes raisons : elle est incapable de représenter le problème de la valeur d'échange dans sa forme la plus simple, et en même temps elle est utile parce qu'elle clarifie la nature des classes et leurs rapports aux moyens de production. Dans la production marchande précapitaliste, le plus important des moyens de production, la terre, appartenait principalement à une classe de non-producteurs, et ce fait est suffisant pour différencier clairement le système du concept habituel de production marchande simple.

compose — de même que pour la transition du capitalisme au socialisme — de deux phases entièrement distinctes qui offrent des problèmes totalement différents et doivent être analysés séparément.

On pourrait penser que cette caractérisation du passage du féodalisme au capitalisme est en opposition avec le point de vue marxiste traditionnel. Mais je pense que ce n'est pas le cas : la première se contente de rendre explicite certains points implicites dans la seconde. « Bien que les premières ébauches de la production capitaliste, écrit Marx, aient été faites de bonne heure dans quelques villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste ne date que du xvi siècle. Partout où elle éclôt, l'abolition du servage est depuis longtemps un fait accompli et le régime des villes souveraines, cette gloire du Moyen Age, est déjà en pleine décadence. » Et encore : « La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au xvi siè-

Cela concorde à mon avis avec ce que je viens de dire sur la transition du féodalisme au capitalisme ²¹.

^{20.} K. MARX, Le Capital, op. cit., 1. I, t. 3, chap. xxvI, p. 155, et t. 1, chap. IV, p. 151. J'ai retraduit ce passage. La traduction de Moore et Aveling est inexacte et ne rend pas l'emphase de l'original. (Nous donnons la traduction de P. Sweezy, dans la mesure où ce qu'il souligne n'apparaît pas dans la traduction française: « The circulation of commodity is the starting point of capital. Commodity production and developed commodity circulation, trade, form the historical precondition under which it arises » (souligné par P. S. - N. d. T.).

^{21.} J'ai, bien sûr, sélectionné ces citations de Marx pour leur concision et leur clarté. De toutes façons, des citations isolées ne prouvent rien. Le lecteur, qui voudrait se faire une opinion sur la conception de Marx de la transition du féodalisme au capitalisme, devra étudier avec soin au moins les passages suivants du Capital: livre I, VIII section et livre III, chap. xx et xLvII.

Il serait prudent de ne pas aller trop loin dans cette voie. En particulier, il me semble qu'il ne faut pas classer trop vite cette forme de production marchande précapitaliste dans la catégorie des systèmes sociaux sui generis comme le féodalisme, le capitalisme et le socialisme. Il n'y eut pas de rapport de production vraiment dominant qui réussit à imposer sa marque sur le système dans son ensemble. Il y avait encore des vestiges importants de servage et un début vigoureux de travail salarié; mais les formes de rapport de travail qui étaient les plus répandues statistiquement étaient encore trop instables et incapables de fonder un ordre social visible. Cela est vrai surtout du rapport entre les seigneurs et les tenanciers qui payaient une rente en argent — « la majorité écrasante des campagnes anglaises au xvi° siècle », selon C. Hill. Marx a analysé ce rapport avec beaucoup de soin dans un chapitre intitulé « Genèse de la rente foncière capitaliste », et il a beaucoup insisté sur son caractère transitoire : « La transformation de la rente-produit en rente-argent se fait d'abord sporadiquement, mais s'étend par la suite à l'échelle nationale; elle suppose un développement déjà important du commerce, de l'industrie urbaine, de la production marchande en général, partant de la circulation monétaire. [...] Mais la rente-argent, forme modifiée de la rente-produit et en opposition avec elle, est aussi une forme ultime,

Par ailleurs, la récente publication des manuscrits rédigés dans l'hiver 1857-58 par Marx, en préparation de la Critique de l'économie politique, éclairent bien davantage ses propres idées sur la nature de la transition du féodalisme au capitalisme. Voir Esquisse de la critique de l'économie politique, en particulier le chapitre « Formes qui précèdent la production capitaliste » (traduction française dans M. Godeller, Sur les sociétés précapitalistes, textes choisis de Marx, Engels, Lénine, Paris, 1973, p. 180-226). Toutefois, une présentation correcte de ces sources exigerait un long article; je peux seulement ajouter ici que ma propre interprétation de Marx, déjà pleinement formée avant que je ne me sois familiarisé avec l'Esquisse..., s'est trouvée confirmée par ces nouveaux matériaux.

avant sa disparition, de cette sorte de rente foncière que nous avons étudiée jusqu'ici : la rente foncière, forme normale de la plus-value et du surtravail non payé qui doit être fourni au propriétaire des moyens de production. [...] Le développement ultérieur de la rente en argent doit conduire soit à la transformation de la terre en propriété paysanne libre, soit à une forme correspondant au mode capitaliste de production : une rente que paie le fermier capitaliste ²². »

De plus, ce n'est pas le seul type de rapport instable dans l'économie de la production marchande précapitaliste. Dobb a montré dans une partie très précieuse de son chapitre sur la croissance du prolétariat « [...] l'instabilité dans laquelle se trouve une économie de petits producteurs face à l'effet d'effritement de la production pour un marché, en particulier dans le cas d'un marché lointain, à moins qu'elle ne jouisse d'avantages particuliers qui permettent son renforcement ou que des mesures spéciales assurent sa protection, notamment celles de ses membres les plus pauvres et les plus démunis » (p. 270).

Nous avons raison de conclure que, si cette production marchande précapitaliste n'était ni féodale ni capitaliste, et peu viable en tant que système, elle était cependant assez forte pour miner et désintégrer le féodalisme, mais trop faible pour produire une structure indépendante; tout ce qu'elle pouvait accomplir de positif, c'était de préparer le terrain pour l'avance victorieuse du capitalisme aux XVII° et XVIII° siècles.

QUELQUES REMARQUES SUR LA NAISSANCE DU CAPITA-LISME

Je suis dans l'ensemble d'accord avec l'analyse que fait Dobb de la naissance du capitalisme. Je considère qu'il traite le problème d'une façon exceptionnelle-

^{22.} K. MARX, Le Capital, op. cit., l. III, t. 3, chap. xLVII, p. 177-178.

ment claire et pénétrante. J'aurais tendance à juger cette partie du livre comme la plus intéressante. Mais il y a deux thèses que Dobb juge lui-même importantes et qui me semblent, quant à moi, nécessiter un examen critique. La première traite de l'origine du capitaliste industriel, au plein sens du terme; la seconde du processus d'accumulation d'origine ²³.

Dobb cite le chapitre de Marx sur le « capital marchand » (l. III, chap. XX) pour soutenir l'idée que le capital industriel se développe principalement selon deux voies. Voici le passage clef de Dobb : « Selon la première — "la voie réellement révolutionnaire" —, une partie des producteurs eux-mêmes a accumulé du capital et s'est adonnée au commerce et peu à peu a commencé à organiser la production sur une base capitaliste libre des réglementations imposées par les guildes. Selon la seconde, une partie de la classe marchande existante a commencé à "s'emparer directement de la production"; elle a ainsi servi historiquement de mode de transition, mais est devenue par la suite "un obstacle au véritable mode de production capitaliste et déclina avec le développement ultérieur de ce dernier" 24. »

Dobb insiste beaucoup sur la première de ces méthodes. Il écrit : « Si l'intérêt croissant porté par une partie du capital commercial au contrôle de la production (par le développement de ce que l'on peut appeler un système délibérément conçu comme "l'exploitation par le biais du commerce") assurait la préparation de ce résultat final, la sortie des rangs des producteurs euxmêmes d'éléments capitalistes (semi-manufacturiers et

^{23.} Dobb suit la traduction de Moore et Aveling en parlant d'accumulation « primitive ». C'est cependant une erreur, étant donné que l'important n'est pas que le processus soit primitif au sens usuel du terme (bien qu'il puisse l'être et l'est habituellement), mais qu'il n'ait été précédé par aucune forme antérieure d'accumulation. Ainsi le terme « originelle » ou « première » (primary) rendent beaucoup mieux le ursprünglich dans ce contexte.

^{24.} M. Dobb, op. cit., p. 135. Les citations viennent du Capital, l. III, t. 1, chap. xx, p. 342-343.

semi-marchands), qui entreprirent de subordonner et d'organiser les couches sociales mêmes dont ils étaient récemment issus, semble généralement, comme l'a noté Marx, avoir accompagné cette étape finale » (p. 140). Et encore : « Le début du xvii siècle connut un important déplacement du centre de gravité de l'évolution : la prédominance croissante parmi la yeomanry des grandes compagnies d'une classe de marchands-employeurs issus des rangs mêmes des artisans, selon le processus que Marx a décrit comme "la voie réellement révolutionnaire" » (p. 146).

Et plus loin, après une longue analyse de l'échec de la production capitaliste dans certaines régions du continent, malgré des débuts précoces et prometteurs, Dobb nous dit : « Examinée à la lumière d'une étude comparative du développement du capitalisme, l'interprétation de Marx selon laquelle l'apparition d'une classe de capitalistes tournés vers la production et issus des rangs des producteurs eux-mêmes, étant, à ce stade, la condition de toute transformation révolutionnaire, commence à acquérir une importance capitale » (p. 173).

Notons cependant que Dobb admet que « le détail du processus est loin d'être changé et les preuves man-

quent pour soutenir ce point de vue » (p. 146).

En fait, nous possédons si peu de preuves, même de caractère indirect, qu'un critique fut contraint de remarquer: « Il faudrait disposer de plus de preuves pour appuyer le point de vue dérivé de Marx, que la transformation véritablement révolutionnaire de la production et l'échec du contrôle du capital marchand sur la production furent accomplis par des éléments issus des rangs des artisans 25. »

Je pense, cependant, que le problème ici n'est pas tant une absence de preuves (pour ma part, je doute qu'il en existe) qu'une mauvaise interprétation de Marx. Reproduisons donc le passage entier dans lequel Marx parle de « la voie réellement révolutionnaire » : « La

^{25.} P. ZAGORIN, Science and Society, XII, printemps 1948, p. 280 et s.

transition à partir du mode de production féodal s'effectue de deux façons. Le producteur devient commerçant et capitaliste, en opposition à l'économie naturelle et à l'artisanat corporatif de l'industrie citadine du Moyen Age. Voilà la voie réellement révolutionnaire. Ou encore le commerçant s'empare directement de la production. Bien que cette dernière voie joue, dans l'histoire, un rôle de transition, elle n'arrive pas en fait à révolutionner l'ancien mode de production qu'elle conserve comme sa base. Cela est démontré par le cas du marchand de drap anglais (clothier) du XVII° siècle qui soumet les tisserands à son contrôle (encore que ceux-ci soient indépendants) en leur vendant la laine et en achetant leur drap ²⁶. »

Comme on peut le voir aisément, Marx ne dit mot des capitalistes sortis des rangs des artisans. Il est vrai. naturellement, que l'expression utilisée par Marx, « le producteur devient commerçant et capitaliste », pourrait avoir ce sens : mais elle pourrait également signifier que le producteur, sans tenir compte du contexte dans lequel il se trouve, est d'une part commerçant et, d'autre part, emploie des ouvriers salariés. Il me semble que, d'une facon générale, la seconde interprétation est la plus raisonnable. Ce que Marx opposait, je crois, c'était le lancement d'entreprises capitalistes à part entière et le développement de la production, Rich n'indique qu'il se soit préoccupé, ou non, du fait que les producteurs « sortaient du rang ». De plus, quand il traite explicitement ce problème dans le premier volume du Capital, il est impossible de concilier ce qu'il dit avec l'interprétation que Dobb en donne dans le passage cité ci-dessus. « La genèse du capitaliste industriel ne s'accomplit pas petit à petit comme celle du fermier. Nul doute que maints chefs de corporation, beaucoup d'artisans indépendants et même d'ouvriers salariés ne soient devenus d'abord des capitalistes en herbe et que peu à peu, grâce à une exploitation toujours plus étendue du tra-

^{26.} K. MARX, Le Capital, op. cit., 1. III, t. 1. chap. xx, p. 342

vail salarié, suivie d'une accumulation correspondante, ils ne soient enfin sortis de leur coquille, capitalistes de pied en cap. [...] Cependant, cette marche à pas de tortue ne répondait aucunement aux besoins commerciaux du nouveau marché universel, créé par les grandes découvertes de la fin du xv° siècle 27. »

Le chapitre intitulé « La Genèse du capitaliste industriel » commence par ces remarques et décrit largement les méthodes de commerce et de pillage grâce auxquelles d'énormes capitaux purent être amassés d'une façon beaucoup plus rapide qu'à ce « pas de tortue ». Et, alors que Marx parle très peu des méthodes employées pour accumuler ces capitaux, il est fort peu probable qu'il ait voulu attribuer un rôle important au processus qui a rendu possible la sortie du producteur du rang des artisans.

Si nous faisons dire à Marx que « la voie réellement révolutionnaire » consistait, pour ceux qui avaient un capital disponible, à lancer des entreprises vraiment capitalistes, sans passer par les stades intermédiaires, nous aurons alors peu de mal à découvrir un grand nombre de preuves à l'appui de cette assertion. Nef a démontré de façon concluante (naturellement, sans aucune référence à Marx) que ce qu'il appelle « la première révolution industrielle en Angleterre » (de 1540 à 1640 environ) fut en très grande partie caractérisée précisément par ce type d'investissements dans les nouvelles industries comme les mines, la métallurgie, les distilleries, les raffineries de sucre, les savonneries, les salines, les verreries et le traitement de l'alun 28. Et la preuve qu'il s'agit bien de « la voie réellement révolutionnaire » se lit dans les résultats de la première révolution industrielle en Angleterre : suprématie économique sur toutes les nations rivales et première révolution politique bourgeoise.

^{27.} Ibid., 1. I. t. 3, chap. XXXI, p. 192. 28. J. U. Nef, Industry and Government in France and England, 1540-1640, Philadelphia, 1940, en particulier chap. 1

Passons à la deuxième thèse de Dobb concernant la naissance du capitalisme et qui me semble devoir être critiquée. Je serai bref.

Dobb considère que le processus d'accumulation d'origine (original accumulation) implique deux phases entièrement distinctes (p. 199 et s.). Tout d'abord, la bourgeoisie naissante acquiert à bas prix (ou, dans le meilleur des cas, pour rien : cf. les biens du clergé sous Henri VIII) certains avantages et atouts de la richesse. Au cours de cette phase, il n'y a pas seulement transfert de la richesse à la bourgeoisie, mais aussi concentration entre quelques mains. Deuxièmement, et plus tard, vient la phase de réalisation. Dobb écrit : « Non moins importante que la première phase du processus d'accumulation est la seconde qui la complète : celle-ci voit la réalisation ou la vente (d'une partie, au moins) des biens originellement accumulés pour rendre possible un investissement effectif dans la production industrielle — une vente des objets antérieurement accumulés dont le produit servira à acquérir (ou à créer) des machines textiles, des bâtiments d'usine, des fonderies, des matières premières et de la force de travail » (p. 195).

Il me semble, toutefois, que Dobb ne prouve aucunement l'existence de cette phase de réalisation. Et cela n'est pas surprenant, car il me semble évident qu'il n'y a aucune raison de croire que cette phase ait dû ou pu exister. Comme Dobb lui-même le dit clairement, les biens acquis et concentrés entre les mains d'un nombre réduit de personnes pendant la phase d'acquisition étaient de natures différentes, comprenant des terres, des reconnaissances de dettes et des métaux précieux; en d'autres termes, à la fois des capitaux gelés et d'autres, mobiles. Il reconnaît aussi que, durant cette période, la bourgeoisie avait développé le crédit et les banques pour transformer ses capitaux gelés, en particulier par la dette publique, en capitaux mobiles. Ainsi, on ne voit pas pourquoi la bourgeoisie aurait dû vendre pour réaliser son capital et l'investir dans l'industrie. De plus, il est impossible de savoir quelle classe

pouvait acheter à la bourgeoisie pour lui procurer des fonds en liquide. Naturellement, cela ne veut pas dire que certains membres de la bourgeoisie n'ont pu ou n'ont pas voulu vendre leurs biens à d'autres membres de la même classe ou à des membres d'une autre classe afin d'acquérir des fonds pour investir dans l'industrie, mais il n'existait sûrement pas d'autre classe à laquelle la bourgeoisie, dans son ensemble, pouvait vendre des biens à cette période du développement du capitalisme.

En fait, Dobb, même s'il affirme la nécessité et l'importance de la phase de réalisation, ne s'en sert pas beaucoup. Quand il en vient à analyser les conditions préalables nécessaires à l'investissement dans l'industrie, il démontre que le complément indispensable à la bourgeoisie pour l'acquisition n'était pas la réalisation, mais la destruction de l'ordre ancien de production, en particulier l'expropriation d'un nombre suffisant de paysans pour constituer une classe de travailleurs salariés. Cela est certainement exact, et je ne peux que regretter les affirmations plusieurs fois répétées par Dobb à propos du rôle de la phase de réalisation, car elles peuvent détourner notre attention de l'excellente façon dont il traite des problèmes essentiels de la période de l'accumulation d'origine.

Paul M. SWEEZY (1950)

A TO THE RESERVE OF THE STATE O

pouvell acheer in bourreoisis pour in procure des rand on Louis Naturallerent cela oc voot pear dive une certains measures by he bouncersie n'ont pie on n'ont pas verie rendre leurs blees à d'aures nicadres de la mémbralesse au à des membres d'une cutse vlasse stin Aucoceir des foods pour invenir dens l'industria. artitle it breaktein sir outent pas dieter classe a franciallo la bourgoisie, diany son easemble, nouvelt greathe des Micro II oc to (Criodo de dévolocoment du capitalisas) Earling Dobe, subspirit affines is unlessed et l'intrattant de la piase **de n**intentara, na sièn seri est described Outed it on vient is analysed for conditions -subatil each tromosaleovalil à essiserada dans l'indusrie il dercontre que le complément intispensable à la bouccasisie non l'acquisition pictait pas la réalisation. male la deguescion de l'ordre aucien de production en od inečiliz osigoa naja solicinos projecinistiko องเม่นได้เกี่ยวกับได้ จะจะได้ เลยนี้ ขอนดีใช้หน้า พ.ศ.ศ. สมอยานั้นนี้ scholles. Cola est suduinement exact. at le ne ponk que regretter des affernations plusieure fois réochées pes Dobb a propos du rôle de la pluse de réalisation, car elles pauven de moner auto no mention de l'execuler Lague dont it traits der problemes essentale de la périoda de l'accountlation d'origher.

Paul M. Swrenn (1950)

2. Une réponse*

par Maurice Dobb

L'article de Paul Sweezy sur la transition du féodalisme au capitalisme soulève plusieurs points importants, de façon claire et stimulante, et dont la discussion ne peut être que profitable en vue d'une compréhension à la fois du développement historique et de la méthode marxiste qui doit en rendre compte. Je voudrais dire tout d'abord que je suis personnellement très satisfait de sa contribution à une telle discussion, car elle va enrichir la réflexion. Je ne suis pas en désaccord fondamental avec une grande partie de ce qu'il a dit. Nombre de nos divergences relèvent d'une différence de formulation et de points sur lesquels j'insiste et qu'il trouve secondaires. Mais, dans d'autres cas, il existe entre nous des différences fondamentales de méthode et d'analyse, et il me semble alors que son interprétation peut nous induire en erreur.

En premier lieu, je ne suis pas parvenu à savoir si Sweezy rejette ma définition du féodalisme, ou s'il la trouve incomplète. Comme il le dit, cette définition repose sur l'équivalence entre servage et féodalisme si par ce terme de servage on ne veut pas dire simplement exécution de corvées obligatoires, mais exploitation du producteur par contrainte extra-écono-

mique 1.

S'il entend par là que le féodalisme ainsi défini couvre

^{*} Science and Society, spring 1950.

1. Sweezy suggère qu'un tel élargissement du terme n'est pas satisfaisant, car des éléments de contrainte extra-économique du travail existent à différentes périodes de l'histoire, y

un domaine plus large que la forme d'économie médiévale européenne et embrasse une variété de types qui (dans toute étude du féodalisme) mérite une analyse sérieuse, je suis entièrement d'accord. Mais, en se référant à un « système de production » et en l'opposant à un mode de production selon l'emploi qu'en fait Marx, il semble dire quelque chose de tout à fait différent. Je ne suis pas bien sûr de ce que recouvre le terme de « système de production », mais ce qui suit semble indiquer que ce terme recouvre les relations entre le producteur et son marché. Il est même suggéré que ces rapports d'échange (par opposition avec des rapports de production) sont en fait le point sur lequel Sweezy porte toute son attention pour interpréter le processus historique. (Il considère que « la caractéristique principale du féodalisme », par exemple, est d'être « un système de production pour l'usage ».)

S'il en est ainsi, nos interprétations divergent fondamentalement. La définition que j'ai utilisée dans mes Etudes partait des rapports de production caractéristiques du féodalisme, c'est-à-dire des rapports entre le producteur direct et son seigneur. Le rapport coercitif que représente l'extorsion directe d'un surtravail des producteurs par la classe dominante était évidemment conditionné par un certain niveau de développement des forces productives. Les techniques de production étaient relativement primitives et (en ce qui concerne la propre subsistance des producteurs, du moins) relevaient de ce que Marx désignait par « petite production », dans laquelle le producteur possède les moyens de production en tant que producteur indépendant. Voilà ce que je juge important; et, quand différentes formes économiques ont une même caractéristique.

compris aujourd'hui. Lorsque de tels éléments prédominent, en vertu de cette définition, ils constitueraient la forme féodale d'économie; mais, s'ils sont peu importants, leur présence ne suffit plus à le faire, pas plus que l'existence de travail salarié ne suffit à définir une société capitaliste. Dans la plupart des cas auxquels Sweezy pense, le travail obligatoire a une importance secondaire et n'est pas caractéristique.

l'élément commun est bien plus significatif que ceux par lesquels elles diffèrent (par exemple, le rapport de production avec le marché). J'admets que ce rapport de production puisse considérablement varier, selon la forme que prend l'extorsion par la contrainte du surproduit, soit par corvées, soit par l'appropriation d'un tribut en nature ou en argent².

Mais la distinction entre celles-ci ne correspond pas à celle qui existe entre le féodalisme d'Europe occidentale, que selon Sweezy j'aurais dû délimiter et sur lequel j'aurais dû me concentrer exclusivement, et le féodalisme d'Europe orientale (bien que, dans le féodalisme asiatique, le rapport fondé sur le paiement d'un tribut semble avoir été prédominant et lui avoir imprimé son caractère spécifique). Il y avait, sans aucun doute, d'importantes différences entre les conditions d'Europe occidentale et d'Europe orientale, mais également des similitudes étonnantes en ce qui concerne « la forme dans laquelle du surtravail non payé était extorqué aux producteurs directs »; et je crois, pour ma part, que le désir de présenter « le féodalisme d'Europe occidentale » comme un genre distinct et de réserver le titre de « féodal » à lui seul est un procédé utilisé par les historiens bourgeois, selon l'habitude qui

^{2.} Voir l'analyse de Marx de « la rente en travail, en nature et en argent », dans Le Capital, 1. III, t. 3, chap. XLVII. J'attirerai particulièrement l'attention sur le passage dans lequel Marx traite du sujet : « Cette forme économique spécifique, dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs, détermine le rapport de dépendance tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci [...]. C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct [...] qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance : bref, la base de la force spécifique que revêt l'Etat à une période donnée. Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même, quant à ses conditions fondamentales) [...] peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider > (p. 172).

les caractérise de privilégier les aspects juridiques et les différences

En ce qui concerne « le caractère conservateur et réfractaire au changement du féodalisme en Europe occidentale », qui aurait besoin d'une force extérieure pour le détruire et que l'on m'accuse de négliger, ie reste plutôt sceptique. Il est vrai, naturellement, que, par opposition à l'économie capitaliste, la société féodale était extrêmement stable et figée. Mais cela ne veut pas dire que le féodalisme n'avait aucune tendance évolutive. Dire cela serait faire une exception à la loi marxiste du développement par laquelle la société économique évolue de par ses propres contradictions internes. En fait, l'époque féodale a connu de considérables changements dans les techniques 3, et les derniers siècles du féodalisme diffèrent profondément des premiers. En outre, il semble que c'est plutôt en Europe orientale qu'en Europe occidentale que l'on rencontre les formes les plus stables — en particulier les formes asiatiques du servage —, et notons que c'est là où l'appropriation du surtravail se faisait sous forme de rente en nature — et sous cette forme spécifiquement que Marx a pu dire : « La rente-produit est tout à fait apte à constituer, comme on peut le voir en Asie, la base de structures sociales stables 4 [...] ».

Sweezy dit que le système féodal n'est pas forcément statique. Il ajoute que son mouvement propre « n'a pas tendance à le transformer ». Mais, en dépit de cela, il maintient implicitement que dans le féodalisme la lutte des classes ne peut jouer aucun rôle révolutionnaire. Il me semble qu'il y a une certaine confusion à la base de ce refus de tendances révolutionnaires et de capacité de changement. Personne n'imagine que la lutte des classes des paysans contre les seigneurs ait donné naissance de façon simple et directe au capita-

^{3.} Cf. M. GIBBS, Feudal Order, Londres, 1949, p. 5-7, 92 et s.

^{4.} Le Capital, 1. III, t. 3, chap. xLVII, p. 176.

lisme. Elle modifie seulement la forme de dépendance de la petite production par rapport à la domination féodale et, éventuellement, affaiblit l'exploitation féodale. C'est finalement de la petite production (dans la mesure où elle assure l'indépendance d'action et introduit une différenciation sociale) que le capitalisme est sorti. C'est un point fondamental sur lequel nous reviendrons.

Tout en défendant sa propre thèse qu'un féodalisme intérieurement stable ne pouvait être désintégré que par l'action de forces extérieures 5 — le commerce et les marchés —, Sweezy reprend mon point de vue en disant que le déclin du féodalisme fut seulement l'œuvre de forces internes et que le développement du commerce n'avait rien de commun avec ce processus. Il semble le considérer comme étant une question soit de conflit interne, soit de forces extérieures. Cela me paraît beaucoup trop simplifié, presque mécanique. Pour ma part, j'y vois l'interaction des deux facteurs, bien que j'insiste surtout, il est vrai, sur les contradictions internes, car celles-ci doivent opérer, je crois, de toute façon (même à différentes périodes), puisqu'elles déterminent la forme et le sens particuliers des effets que les influences externes exercent. Je ne nie en aucun cas que le développement des villes et du commerce ait joué un rôle important en accélérant la désintégration de l'ancien mode de production. Ce que j'affirme, c'est que le commerce a exercé son influence de telle façon qu'il a accentué les conflits internes à l'intérieur de l'ancien mode de production. Par exemple, le développement du commerce (comme je l'ai montré à plusieurs reprises dans mes Etudes, cf. p. 72-73, 275 et s.) à accéléré le processus de différenciation

^{5.} La référence qu'il fait aux « développements historiques qui ne peuvent être expliqués, en fait, que par l'intervention de causes extérieures au système » ne laisse aucun doute quant à son interprétation.

sociale chez les petits producteurs en créant une classe de « koulaks », d'une part, et un semi-prolétariat, d'autre part. Encore une fois — et Sweezy insiste beaucoup là-dessus —, les villes ont joué le rôle de pôle d'attraction pour les serfs en fuite. Cela ne m'intéresse pas particulièrement de discuter si la fuite des serfs était davantage causée par l'attirance qu'exerçait la ville ou, comme dans certaines parties de l'Europe, par celle de terre libre, ou bien encore par la répulsion pour l'exploitation féodale. Evidemment, les deux ont joué, à différents degrés et à des moments et des endroits différents. Mais l'effet spécifique que provoqua cette fuite est dû au caractère spécifique des rapports entre le serf et l'exploiteur féodal 6.

C'est pourquoi je ne suis pas d'accord lorsqu'on me demande de démontrer que le besoin d'accroître ses revenus dans la classe féodale dominante et la fuite des serfs peuvent s'expliquer « en termes de forces opérant à l'intérieur du système féodal », ou que « la naissance des villes ait été un processus interne au système féodal > (bien que, dans une certaine mesure, je croie que le dernier point soit exact, et ce précisément parce que le féodalisme était loin d'être uniquement une « économie naturelle », ce qui encouragea les villes à répondre à ces besoins de commerce lointain). De même, je pense que Sweezy a tort d'affirmer qu'il y ait nécessairement corrélation entre la désintégration du féodalisme et « la proximité des centres commerciaux ». Dans mes Etudes, j'ai cité plusieurs cas réfutant le point de vue simpliste qui a été popularisé par les théoriciens de l' « économie d'argent ». Je ne reprendrai ici que deux d'entre eux. Ce fut précisément dans les régions plus retardées du nord et de l'ouest de l'Angleterre que le servage, sous forme de corvées,

^{6.} Incidemment, je suis tout à fait d'accord avec l'importante remarque faite par Sweezy soulignant que l'ampleur de la fuite vers les villes était moins significative que la menace qu'elle représentait (elle pouvait n'être accompagnée que d'un faible mouvement) et qui a dû suffire à forcer les seigneurs à des concessions qui affaiblirent sérieusement le féodalisme.

disparut en premier, et ce fut dans la région sud-est plus développée grâce à ses marchés urbains et ses routes commerciales que les corvées persistèrent le plus longtemps. De même, dans plusieurs régions d'Europe orientale le renforcement du servage aux xvº et xvrº siècles était associé au développement des échanges commerciaux, et il n'y a là aucune corrélation entre la proximité des marchés et la désintégration du féodalisme (comme le prétend Sweezy), mais elle existe entre la proximité des marchés et ce renforcement du servage (cf. mes Etudes, p. 50-52). Sweezy mentionne ces faits. Cependant, cela ne l'empêche pas de prétendre que ce fut seulement « à la périphérie de l'économie d'échange » que les rapports féodaux furent préservés.

Le fait que le « système de production » sur lequel Sweezy porte son attention concerne plus particulièrement la sphère des échanges que les rapports de production est rendu perceptible par une omission assez surprenante dans son analyse. Ce n'est qu'épisodiquement qu'il se préoccupe de ce qui a toujours été pour moi quelque chose de fondamental, à savoir que le passage de l'extorsion coercitive de surtravail par les propriétaires fonciers à l'emploi de travail libre et salarié a dû dépendre de l'existence d'une main-d'œuvre à bon marché (c'est-à-dire d'éléments prolétariens ou semi-prolétariens). Je crois que c'est un facteur autrement plus fondamental que la proximité des marchés, pour entraîner le maintien des anciens rapports sociaux ou leur disparition. Bien sûr, il y eut interaction entre ce facteur et le développement du commerce, en particulier (comme je l'ai déjà dit) l'influence de ce dernier sur le processus de différenciation sociale chez les petits producteurs. Mais ce facteur doit sans doute avoir joué un rôle décisif, en déterminant l'effet précis que le commerce a eu dans différentes régions et à des époques différentes. Il est probable que Sweezy n'insiste pas sur ce facteur parce qu'il pense que le fermage est le successeur immédiat de la corvée. Et cela nous amène à sa question : « Qu'arriva-t-il à la suite du féodalisme en Europe occidentale? »

Je suis tout à fait d'accord avec Sweezy lorsqu'il considère que la société économique de l'Europe occidentale entre le xive et la fin du xvie siècle est complexe et de nature transitoire, dans le sens où l'ancien se trouvait dans un processus de désintégration rapide et que de nouvelles formes économiques apparaissaient simultanément. Je suis également d'accord lorsqu'il pense que, pendant cette période, la petite production était en train de s'émanciper de l'exploitation féodale, mais n'était pas encore soumise (du moins très insuffisamment) à des rapports de production capitaliste qui devaient finalement la détruire. Mieux, je considère qu'admettre ce point est essentiel à toute compréhension véritable de la transition du féodalisme au capitalisme. Mais Sweezy va plus loin. Il donne au terme transitoire un sens qui exclut la possibilité d'être encore féodal (y compris celle d'une économie féodale à un stade avancé de dissolution). Cela me semble valable uniquement si on veut en parler en tant que mode de production particulier, c'est-à-dire ni féodal ni capitaliste. Cela me paraît pourtant absolument impossible, et Sweezy ne veut pas — il le dit — aller aussi loin. Ainsi, pour finir, ces deux siècles resteraient en suspens dans l'espace, entre ciel et terre. Dans le processus du développement historique, ils seront classés comme hybrides, sans terrain d'attache. Alors que ce type de réponse relève d'un point de vue purement évolutionniste du développement historique à travers des systèmes ou des stades successifs, je pense, pour ma part, que cela est incompatible avec une conception révolutionnaire du développement historique — conception qui voit dans l'histoire une succession de systèmes de classes, avec des révolutions sociales (dans le sens d'un transfert de pouvoir d'une classe à une autre) comme mécanisme fondamental de la transformation historique.

La question de fond que Sweezy a apparemment oublié de se poser (ou, s'il l'a fait, il semble avoir évité d'y répondre) est la suivante : quelle était la classe dominante à cette époque? Puisque, comme Sweezy lui-même le reconnaît, il n'y avait pas encore de production capitaliste avancée, ce ne pouvait être une classe capitaliste. Si l'on répond qu'il s'agissait d'une classe intermédiaire entre la classe féodale et la classe capitaliste, sous la forme d'une bourgeoisie qui n'avait pas encore investi son capital dans le développement d'un mode bourgeois de production, on sombrerait alors dans le marais du « capitalisme marchand » de Pokrovsky. Si une bourgeoisie marchande se trouvait être la classe dominante, l'Etat aurait dû être une forme d'Etat bourgeois. Et, si l'Etat était bourgeois, non seulement au XVIe siècle, mais déjà au début du xv°, comment peut-on expliquer la guerre civile du xvII^e siècle? Dans cette optique, ce ne peut avoir été la révolution bourgeoise. Nous retombons sur les mêmes hypothèses avancées dans une discussion antérieure : s'agissait-il d'une lutte opposant à une contre-révolution menée par la couronne et la cour un pouvoir bourgeois déjà existant ?? Nous devons donc choisir soit de nier l'existence d'un moment historique crucial que l'on appelle révolution bourgeoise, soit de rechercher cette révolution bourgeoise un siècle plus tôt ou même avant la période Tudor.

C'est un sujet qui a donné matière à de nombreuses discussions entre les historiens marxistes anglais, ces dernières années. La question plus vaste de la nature de l'Etat absolutiste a été aussi un sujet de discussion entre les historiens soviétiques juste avant la guerre. Si nous rejetons l'alternative que nous venons de poser, il nous reste ce point de vue que je crois juste, à savoir que la classe dominante était toujours féodale et que l'Etat était toujours l'instrument politique de sa domination. Et, s'il en était ainsi, les revenus de cette classe dominante dépendaient de la survivance des méthodes féodales d'exploitation de la petite production. Il est exact, étant donné que le commerce occupait une place prépondérante dans l'économie, que cette classe dominante y avait elle-même des intérêts (il en était de

^{7.} Cf. la discussion du livre de C. HILL,

The English Revolution 1640 >, Labour Monthly, 1941.

même dans les monastères médiévaux à l'apogée du féodalisme) et qu'elle utilisait certains secteurs de la bourgeoisie marchande (en particulier les marchands exportateurs) en vue d'une alliance économique et politique (c'est là l'origine de certaines figures de « la nouvelle aristocratie Tudor »). Voilà pourquoi cette dernière forme en dissolution de l'exploitation féodale à l'époque du pouvoir politique centralisé était si différente de l'exploitation féodale des siècles précédents, et il faut admettre que, bien souvent, le lien féodal était très mince. Il est vrai également que l'exploitation des petits producteurs ne prenait que rarement la forme de la corvée, mais plutôt de la rente en argent. Mais, tant que la contrainte économique et les pressions de la coutume du manoir dominèrent les rapports économiques (comme c'était le cas dans de très nombreuses régions d'Angleterre) et qu'il n'existait pas de marché libre à l'intérieur, pas plus que de main-d'œuvre libre et mobile, la forme de cette exploitation n'a pas perdu son aspect féodal — même s'il s'agissait d'une forme dégénérée et en voie de désintégration rapide.

Dans le même esprit, je tiens à attirer l'attention sur le fait que, dans le passage que Sweezy cite de Marx, la rente en argent dont parle Marx à cet endroit n'est pas déià la rente foncière capitaliste avec un fermier exploitant indépendant et payant une rente fixée par contrat, mais relève encore (ce qui est manifestement implicite) d'une forme de rente féodale, même si c'est la forme ultime avant sa disparition : « [...] la rente-argent, forme modifiée de la renteproduit et en opposition avec elle, est aussi la forme ultime, avant sa disparition, de cette sorte de rente foncière que nous avons étudiée jusqu'ici 8 ». Et Marx dit un peu plus haut : « [...] la base de cette sorte de rente [...] reste la même que dans la rente-produit qui en constitue le point de départ. Le producteur direct, comme par le passé, est en possession de la terre [...] il doit fournir au propriétaire de ce moyen de produc-

^{8.} K. MARX, Le Capital, I. III, t. 3, chap. XLVII, p. 178.

tion essentiel un surplus obligatoire de travail [...] sous forme de surproduit converti en argent 9 ».

Je vais tâcher d'être bref sur les deux derniers points de la critique de Sweezy. Au sujet du rôle prédominant joué à l'aube du capitalisme par des capitalistes sortis de la masse des petits producteurs, je considère qu'il y a d'abondantes preuves 10, quelque interprétation que l'on donne à ce passage très important de Marx (et je continue de penser que l'interprétation courante est la bonne). J'ai donné certaines de ces preuves dans mes Etudes. Il n'y a aucun doute qu'il faille pousser plus avant la recherche dans ce domaine. Mais l'importance de l'apparition de la petite et moyenne bourgeoisie, dans cette période, a déjà été montrée par Tawney, par exemple. Il est évident que le rôle fondamental de l'entreprise des koulaks ne peut plus être négligé. Il en existe des traces à une date assez précoce, lorsqu'ils louèrent le travail des « paysans pauvres », et, au xvie siècle, lorsqu'ils inventèrent de nouvelles techniques agricoles avec le système des enclosures à une échelle relativement importante. Les historiens de cette période ont montré récemment que la facilité avec laquelle ces fermiers koulaks parvinrent à entrer dans la petite noblesse, en achetant des châteaux et en se fondant dans les rangs de cette noblesse terrienne, fut une des caractéristiques de la période Tudor. Il se peut (comme Kosminsky l'a suggéré) qu'ils aient même joué un rôle important dans la révolte des paysans en 1381. Sans aucun doute, ils s'enrichirent considérablement en employant de la main-d'œuvre, à cause de la baisse du salaire réel due à l'inflation de l'époque Tudor; la petite noblesse et la classe montante des koulaks eurent l'initiative de la manufacture textile

9. Ibid., p. 177.

^{10.} Ce que j'ai écrit, et que Sweezy cite, à propos de « la faiblesse de preuves » se rapporte au « détail du processus » et non à l'existence de ce type de capitaliste ou au rôle qu'il a pu jouer.

dispersée (country cloth industry) à grande échelle. Bien évidemment, ils représentèrent une force dirigeante importante dans la révolution bourgeoise du xVII^e siècle et furent en particulier le nerf de la Nouvelle Armée de Cromwell. De plus, leur présence est, je crois, la clef de la compréhension des alliances de classes de la révolution bourgeoise et, en particulier, la raison pour laquelle le capital marchand, loin de jouer un rôle progressiste, préféra le plus souvent s'allier à la réaction féodale.

De même, dans les corporations urbaines, il y avait des entrepreneurs d'un type proche qui devinrent commerçants et employèrent des artisans plus pauvres, créant le système de la manufacture dispersée (putting out system) 11. J'ai suggéré (et, si je m'en souviens bien, cela m'est venu de la lecture d'Unwin) que cette évolution fut responsable des mouvements que l'on peut observer dans les corporations à la fin du xvie siècle et au début du XVII^e, en particulier en ce qui concerne les nouvelles corporations de l'époque des Stuarts. Autant que l'on sache, ce furent eux, les dirigeants de la manufacture textile dispersée (country clothiers), qui furent des partisans acharnés de la révolution anglaise, et non les riches patentés dont parle par exemple Nef et qui étaient souvent royalistes, étant donné qu'ils dépendaient des privilèges obtenus par l'influence de la cour. Je ne vois guère comment on peut nier 12 l'importance

^{11.} Le commerçant soumet les producteurs à son contrôle en leur fournissant la matière première et en leur achetant leurs produits. Cf. K. MARX, Le Capital, 1. III, t. 1, p. 342. 12. Sweezy fait référence à ce type de développement pro-

^{12.} Sweezy fait référence à ce type de développement progressant « à pas de tortue », décrit par Marx par comparaison avec les pleines possibilités de l'expansion. Mais ce fui bien « à pas de tortue » (par rapport à l'évolution ultérieure) que se développa le capitalisme à l'époque de « l'enfance de la production capitaliste » dont parle justement Marx. Et certainement ce fut à cause de cela que la transformation ne pouvait être complète que lorsque la bourgeoisie nouvelle aurait gagné le pouvoir politique et, comme Marx le dit dans le même chapitre, aurait commencé à exploiter « le pouvoir de l'Etat [...] afin de précipiter violemment le passage de

de ce type d'évolution qui a donné naissance à la première étape du capitalisme : la révolution préindustrielle. Même à l'époque de la révolution industrielle, un grand nombre des nouveaux entrepreneurs étaient des gens d'origine modeste qui avaient commencé comme « marchands-manufacturiers » du système de putting out. Il est vrai que dans quelques industries, comme celles du fer ou du cuivre, où l'on avait besoin de capitaux plus importants, c'était déjà différent. Mais ce furent les conditions techniques qui déterminaient si le petit capitaliste sorti du rang pouvait ou non devenir le pionnier du nouveau mode de production, et ce furent aussi les changements techniques — dont certains, il est vrai, s'étaient déjà produits deux siècles avant 1800 — associés à la révolution industrielle qui déterminèrent si le petit capitaliste pouvait encore jouer un rôle dirigeant.

En ce qui concerne ce qu'on appelle la « phase de réalisation », dans le processus d'accumulation, je dois reconnaître que Sweezy a mis le doigt sur un point faible de mon analyse; j'en étais moi-même conscient. Mais qu'une telle phase existe ou non n'affecte en rien mon raisonnement général, car c'est l'expropriation des autres qui est l'essence du processus d'accumulation, et non pas la seule acquisition de catégories particulières de richesses par des capitalistes. Cependant, je ne nie pas que l'aspect d'enrichissement bourgeois ne se soit pas produit, et, dans ce cas, je crois que la distinction de « deux phases » conserve quelque importance. La recherche marxiste pourrait utilement diriger ses efforts dans ce sens; et je continue de penser que la « seconde phase » est une hypothèse qui correspond à quelque chose de réel.

l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition » (Le Capital, l. I, t. 3, chap. xxxx, p. 193). Alors, mais seulement alors, cette marche « à pas de tortue » du développement à ses débuts pouvait s'accélérer et le terrain se trouver préparé pour la croissance rapide d'une révolution industrielle.

Nous pouvons admettre qu'il ne s'agissait pas d'une bourgeoisie réalisant ses capitaux, une fois accumulés, pour se constituer en classe nouvelle. En effet, elle n'avait pas besoin de le faire en tant que classe, puisqu'une fois le prolétariat créé le seul coût pour l'ensemble de la bourgeoisie dans l'accroissement de la production capitaliste est représenté par les moyens de subsistance qu'elle doit avancer aux ouvriers sous forme de salaires. Les économistes classiques en étaient tout à fait conscients. Posséder des terres, des maisons à la campagne, etc., ne suffisait pas à fournir ces salaires. Même si ces propriétés étaient vendues à des tiers (en mettant le commerce extérieur de côté), cela n'aurait pas nécessairement augmenté le fonds de subsistances pour l'ensemble de la société capitaliste. Mais ce qui est vrai pour l'ensemble d'une classe peut ne pas l'être pour une partie de cette classe qui, comme Sweezv le suggère, peut être gênée par un manque de liquide qui aurait pu être utilisé comme capital; et on peut sans doute parler d'une couche de la bourgeoisie (désirant acheter du travail, c'est-à-dire investir dans la production) vendant des biens fonciers à d'autres couches de la bourgeoisie désirant encore acquérir la richesse sous cette forme. Il est évidemment possible que tous les investissements nécessaires pour financer la révolution industrielle aient été fournis par le revenu moyen des nouveaux capitaines d'industrie de l'époque : les Darby, Dale, Wilkinson, Wedgwood et Radcliffe.

Dans ce cas, il n'y a rien d'autre à ajouter. On peut alors négliger l'enrichissement bourgeois préliminaire, dans les formes dont nous avons parlé, comme ayant permis de financer la croissance industrielle. Cela, pourtant, semble peu probable à première vue. Je ne suis pas sûr que beaucoup de recherches aient été faites sur les moyens financiers qui ont permis la construction, en Angleterre, des premiers canaux et chemins de fer. Nous savons qu'un grand nombre de ces nouveaux entrepreneurs étaient gênés par le manque de capitaux et qu'une grande partie du capital investi dans l'industrie du coton en pleine expansion au début du xix° siè-

cle était fourni par les négociants en textiles. Que le système de crédit n'ait pas encore atteint un niveau suffisant de développement pour satisfaire aux besoins de l'industrie, on le voit dans l'accroissement extrêmement rapide de ces « banques provinciales » instables du début du XIX° siècle. Il serait intéressant d'approfondir l'hypothèse suivante, à savoir qu'au XVIII° siècle il y eut un grand mouvement de vente de biens mobiliers et immobiliers à des gens aussi éloignés que les « nababs » orientaux, par des hommes qui, à plus ou moins long terme, investirent, par ce moyen, dans le commerce et l'industrie en expansion à l'époque; et c'est par cette voie — par un processus qui se déroule en deux étapes — que la richesse acquise, grâce au pillage des colonies, fertilisa la révolution industrielle.

Même s'il n'y a pas eu un important transfert de richesses, je pense que ma « seconde phase » se justifie amplement. Elle peut avoir de l'importance d'une façon un peu différente, je le concède; car elle souligne que l'ensemble de la bourgeoisie est passé, à un premier stade, par l'appropriation de biens fonciers, d'objets ou de biens de valeur, pour préférer ensuite l'investissement dans les moyens de production et de travail. Même si le volume des ventes ne fut pas considérable, le changement a sans doute eu une influence sur certains prix et sur les activités économiques et sociales.

Маurice **D**ОВВ (1950)

cie etan fourni par les mécociares en textiles due la spiriture de crediti n'ait sus uncore arcine ini ai cau sale figual de combacutation pour satisfaire cux bas bis bis ce Production on to volt door Precedenced revelation of ub redefected a selektrityong rempand », tób, áb ábbbis there because and area sold through the boloste this ab sucho v k obolie tible užup urazu š. provine ozodiografi ent sin grand mentenant de vente de biede highliere et immobiliere it ees grok cheel Slotgeets and te pareigie a despriment des fancies de distincte **ามูดีเ**กิด โดยเดิด โดยเลี้ยง เกิด เลี้ยงเกิด เลี้ยง เลี้ยง เลี้ยง เลี้ยง เลี้ยง เลี้ยง เลี้ยง เลี้ยง โดยเลี้ยง โด 45 Composited in advantage no enteriorial de communicaelegat par celta vala - - par un accadans qui la latendre na es me estados. Podrote al 1900 -- coda Sixabbido alience des cobratos, certifica la révolución de la colorida. Ademie all missione in the second of the second -iuni เมาะ เมษย์ อำเภอของ - ธอ. ธอก เของๆ เล่ สู่จุดเขมาที่ (is anglement. Eller at avoic or linguouses of the tagon an pon différence, ja le conséde : ons elle considenc god l'obramble da In a uny aciele agt gasse à na nece ance grade, par l'aporcopiulique ac bione foncionel d'an-verliesement eines ien tangens de prochadion et de Bayeil hicage at le volume des ventes no l'at pas ecarddénible, le challectures la sans doute les une ladhence to superindepends as a thoir sail to the sine seems of the SOCIALSE.

entally entrusted

3. Contribution à la discussion*

par H. K. Takahashi

Les Etudes sur le développement du capitalisme de Maurice Dobb soulèvent d'importants problèmes de méthode. Ce travail présente l'étude concrète d'un problème auquel nous nous intéressons vivement : comment, à un stade nouveau et plus élevé, la discipline scientifique qu'est l'histoire économique peut-elle inclure dans son propre système les résultats de travaux antérieurs en histoire économique et sociale? La critique des Etudes de Dobb par l'économiste américain P. M. Sweezy ¹ et la réponse de M. Dobb ², en indiquant plus clairement la nature et la conception du débat, donnent aux historiens japonais l'occasion (après avoir été isolés pendant la dernière guerre) d'évaluer le niveau théorique actuel de l'histoire économique en Amérique et en Europe.

Les Etudes de Dobb, bien que ne se limitant pas au développement du capitalisme anglais, ne prêtent que très peu d'attention aux travaux français et allemands, ceux-ci ayant, sans aucun doute, une valeur égale aux travaux anglais. Ces sources doivent être étudiées non seulement pour obtenir une connaissance comparative plus vaste des structures capitalistes, mais aussi pour établir des lois historiques plus exactes. Je me limiterai dans ce texte à l'Europe occidentale; il serait prématuré d'introduire dans le débat la question de l'organi-

^{*} Revue économique, Tokyo, avril 1951, trad. angl. dans Science and Society, Fall, 1952.

^{1.} Voir plus haut l'article de P. Sweezy.

^{2.} Voir plus haut la « Réponse » de M. Dobb.

sation féodale et du développement du capitalisme au Japon ou dans d'autres pays d'Asie. La controverse entre Sweezy et Dobb, à condition que des historiens y participent de façon critique, avec une conscience égale des problèmes dans chaque pays, pourrait servir de base au progrès commun de ces études.

1

Les Etudes de Dobb et la critique de Sweezy commencent toutes deux par des définitions des concepts de féodalisme et de capitalisme, qui ne sont pas de simples questions de terminologie, mais impliquent des méthodes d'analyse historique. Comme Sweezy n'a pas donné une définition claire et explicite du féodalisme, nous ignorons ce qu'il considère être son fondement. En tout cas, la transition du féodalisme au capitalisme est en relation avec un changement du mode de production, et le féodalisme et le capitalisme doivent être conçus comme des étapes de structures socio-économiques, des catégories historiques. Une étude rationnelle du féodalisme présuppose une compréhension scientifique du capitalisme en tant que catégorie historique³. Dobb, en rejetant les concepts traditionnels courants chez les historiens « bourgeois », recherche l'essence de l'économie féodale dans les rapports entre les producteurs directs (artisans et paysans cultivateurs) et leurs seigneurs féodaux. Cette approche caractérise le féodalisme comme mode de production, elle est au cœur de la définition du féodalisme chez Dobb et coïncide en général avec le concept de servage. C'est « l'obligation imposée au producteur par la force et indépendamment de sa volonté d'accomplir certaines exigences économiques du seigneur. Celles-ci peuvent prendre la forme de corvées ou de rentes payées en nature ou en argent [...]; cette contrainte peut être

^{3.} K. MARX, Contribution à la critique de l'économie politique, Introduction, « La Méthode de l'économie politique », Editions sociales, p. 164-172.

exécutée par la force armée que détenait le supérieur féodal, par la coutume imposée par une procédure juridique ou par la force de la loi 4 ». Cette description coıncide, pour l'essentiel, avec celle donnée dans le livre III du Capital, dans le chapitre sur la « Genèse de la rente foncière capitaliste 5 ».

Cette sorte de servage féodal « diffère du capitalisme en ce que, avec ce dernier, le travailleur en premier lieu [...] n'est plus un producteur indépendant, mais se trouve séparé de ses moyens de production et de la possibilité de produire sa propre subsistance; mais en second lieu [...] son rapport avec le propriétaire des moyens de production qui l'emploie est purement contractuel [...]; au regard de la loi il est libre à la fois de choisir son patron et de changer de patron; et il n'est soumis à aucune autre exigence en travail ou en paiement à l'égard de son patron, en dehors de celles que le contrat lui impose 6 ».

Sweezy critique l'équivalence qu'établit Dobb entre féodalisme et servage. Il cite une lettre dans laquelle Engels écrit : « Certainement le servage et l'assujettissement à la corvée ne sont pas une forme spécifiquement (spezifisch) médiévale et féodale, nous la rencontrons partout, ou presque partout, où le conquérant fait cultiver la terre à son compte par les anciens habitants 7. » Sweezy nie que le servage soit une catégorie

^{4.} M. Dobb, Etudes..., op. cit., p. 47.

^{5.} Ou encore : « Dans toutes les formes antérieures (c'est-àdire précapitalistes), le propriétaire foncier, et non le capi-taliste, apparaît comme celui qui s'approprie immédiatement le surtravail des autres. [...] La rente se présente comme la forme générale du surtravail, du travail non payé. Ici, l'appropriation de ce surtravail n'est pas médiatisée par l'échange, à la différence du capitaliste, mais elle est fondée sur la contrainte imposée par une partie de la société sur une autre partie, ce qui entraîne l'esclavage direct, le servage ou un rapport de dépendance politique » (K. MARX, Théories sur la plus-value, Stuttgart, 1910, vol. III, chap. VI, p. 451, édition allemande).

M. Dobb, Etudes..., p. 48.
 Lettre d'Engels à Marx, Londres, 22 décembre 1882. Citée par Sweezy, voir plus haut, p. 65.

historique spécifique ⁸. Il n'indique cependant pas ce qui constitue la forme d'existence particulière de la force de travail propre au féodalisme en tant que mode de production.

Mon opinion est la suivante : lorsque nous considérons les modes de production anciens, féodaux et bourgeois, comme les étapes principales de l'histoire économique, la première chose à prendre en considération doit toujours être la forme d'existence sociale de la force de travail qui est la base, le facteur décisif, des différents modes de production. Or les formes fondamentales de travail (les types) sont l'esclavage, le servage et le salariat, et c'est certainement une erreur que de dissocier le servage du féodalisme dans une conception globale.

La question de la transition du féodalisme au capitalisme n'est pas seulement un problème de transformation des institutions économiques et sociales. Le problème fondamental réside dans le changement de la forme sociale d'existence de la force de travail.

Bien que le manque de liberté des paysans asservis marquait évidemment des variations et des graduations, selon les régions et selon les stades du développement économique féodal, le servage est la forme d'existence caractéristique de la force de travail dans le mode de production féodal, ou selon Dobb l' « exploitation du producteur par contrainte extra-économique (direct politico-legal compulsion 9) ». Sweezy, ayant dissocié le servage et le féodalisme et négligé la forme d'existence caractéristique de la force de travail, a dû rechercher l'essence du féodalisme ailleurs. Dans la société féodale, à son avis, « les marchés sont presque toujours locaux et [...] le commerce lointain, s'il n'est pas inexistant, ne joue aucun rôle déterminant en ce qui

^{8.} P. Sweezy, « Une critique », voir plus haut, p. 45.
9. Voir plus haut, p. 90. Voir aussi K. Marx, Le Capital,
1. III, t. 3, p. 171 : « Dans ces conditions, il faut des raisons extra-économiques [...] pour obliger les [petits paysans] à effectuer du travail pour le compte du propriétaire foncier en titre. »

concerne les buts et les méthodes de production ». Le caractère fondamental du féodalisme, dans ce sens, est d'être un « système de production pour l'usage ». Sweezy n'affirme pas que le marché ou l'économie marchande n'existait pas dans la société féodale. Il dit bien que « [...] la production marchande et le féodalisme sont des concepts qui s'excluent mutuellement 10 ». Mais il est trop simple de présenter l'essence du féodalisme comme un « système de production pour l'usage » en contradiction avec une « production pour le marché ». La valeur d'échange (les marchandises) et l'argent (distinct du « capital ») existent depuis une époque antédiluvienne ¹¹, pourrait-on dire, et peuvent exister et s'épanouir dans différentes sortes de structures sociales historiques. Même si, au cours de ces premiers stades, presque tous les produits du travail vont satisfaire les besoins des producteurs eux-mêmes sans se transformer en marchandises et si la valeur d'échange ne contrôle pas entièrement le processus de la production sociale, il n'empêche que la production de marchandises, et leur circulation, peut et pouvait exister. C'est pourquoi la question à poser sur une structure sociale donnée n'est pas de savoir si les marchandises et l'argent existent, mais plutôt comment ces marchandises sont produites, comment l'argent sert de moyen de reproduction. Les produits des latifundia de la Rome antique circulaient en tant que marchandises produites par les esclaves, et l'accumulation par les propriétaires fonciers féodaux des produits du travail forcé ou de la rente féodale en nature circulait en tant que marchandises produites par les serfs. Une fois de plus, il y a les marchandises simples produites par les paysans ou les artisans indépendants et se suffisant à eux-mêmes et les marchandises capitalistes pro-

^{10.} P. SWEEZY, & Une critique >, voir plus haut, n. 19 et 20. 11. K. MARX, Le Capital, l. I, t. l, p. 167: & On comprend maintenant pourquoi dans notre analyse du capital les formes les plus populaires et pour ainsi dire antédiluviennes, le capital commercial et le capital usuraire, seront provisoirement laissées de côté >, et l. III, t. 2, chap. XXXVI, p. 253.

duites par le travail salarié, et ainsi de suite. Mais il n'en va pas de même pour ce qui est du capital et du capitalisme en tant que catégorie historique. Même sur une base féodale, les produits du travail pouvaient prendre la forme de marchandises, mais il ne s'agissait pas d'une production capitaliste, parce que les pro-ducteurs directs restaient propriétaires des moyens de production ¹². Pour cette raison, un « système de production pour le marché » ne peut définir des rapports de production spécifiques et historiques (ni, par conséquent, des rapports de classe). Sweezy se trompe, à l'évidence, quand, dans le passage traitant de la définition du féodalisme, il mentionne à peine la rente foncière féodale, symbole des rapports antagonistes entre le seigneur et le paysan, et insiste principalement sur le « système de production pour l'usage » ou le « système de production pour le marché », c'est-à-dire des rapports établis entre les producteurs et leurs marchés, sur les rapports d'échange plutôt que sur les rapports de production. Sa position semble être une sorte de « circulationnisme ».

Nous préférons partir des thèses suivantes : la contradiction entre le féodalisme et le capitalisme n'est pas une contradiction entre un « système de production pour l'usage » et un « système de production pour le marché », mais réside entre la propriété féodale de la terre et le servage, d'une part, le capital industriel et le système de travail salarié, de l'autre. Les premiers termes de chaque couple sont des modes d'exploitation et des rapports de propriété. Les seconds termes sont des formes d'existence de la force de travail et par conséquent de sa reproduction sociale. On peut simplifier en posant la contradiction entre la propriété foncière féodale et le capital industriel ¹³. Dans le féo-

^{12.} *Ibid.*, 1. I, t. 2, chap. xIV, p. 48.
13. *Ibid.*, 1. I, t. 1, p. 151, n. 1. Voir aussi 1. II, t. 1, p. 53:

Le capital industriel est le seul mode d'existence du capital où sa fonction ne consiste pas seulement en appropriation, mais également en création de plus-value, autrement dit de surproduit. C'est pourquoi il conditionne le caractère capitaliste

dalisme, puisque les producteurs directs apparaissent associés aux moyens de production et que par conséquent la force de travail ne prenait pas la forme d'une marchandise, l'appropriation du surtravail par les seigneurs féodaux était immédiate, par contrainte extraéconomique, sans l'intermédiaire des lois économiques d'échange des marchandises. Dans le capitalisme, non seulement les produits du travail sont transformés en marchandises, mais la force de travail devient ellemême une marchandise. A ce stade de développement. le système de contrainte disparaît et la loi de la valeur domine entièrement le champ de l'économie. Les processus fondamentaux du passage du féodalisme au capitalisme sont par conséquent : le changement de la forme sociale d'existence de la force de travail, qui se réalise dans la séparation des moyens de production d'avec les producteurs directs; le changement dans le mode social de reproduction de la force de travail (ce qui revient au même); la polarisation des producteurs directs ou la dissociation de la paysannerie. L'analyse de Dobb partait de la propriété foncière

L'analyse de Dobb partait de la propriété foncière féodale et du servage. Mais, par exemple, lorsque nous analysons le concept de capital, nous ne pouvons partir directement du capital lui-même. Comme le passage bien connu qui ouvre Le Capital le dit : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une "immense accumulation de marchandises" », et les seules marchandises apparaissent comme la forme élémentaire de

de la production; son existence implique celle de la contradiction de classes entre capitalistes et ouvriers salariés. Au fur et à mesure qu'il s'empare de la production sociale, on assiste au bouleversement de la technique, ainsi que de l'organisation sociale du procès de travail et, par cela même, du type économico-historique de la société. Les autres variétés de capital, qui sont apparues avant lui au sein de conditions de production sociales révolues ou en décadence, se subordonnent à lui et subissent des modifications appropriées dans le mécanisme de leurs fonctions. Qui plus est, elles ne se meuvent plus que sur sa base; elles vivent et meurent, persistent et tombent avec cette base qu'il leur fournit.

cette richesse. Ainsi, de même que l'étude du Capital débute par une analyse de la marchandise et se poursuit en montrant le développement des catégories marchandise → argent → capital, de même, lorsque nous analysons la propriété foncière féodale, il est évident que la méthode ne peut se limiter à une simple narration historique, mais doit se préoccuper de la nature des lois de la société féodale. C'est-à-dire que, en partant des catégories les plus simples et les plus abstraites et en avançant systématiquement, nous atteignons finalement la catégorie la plus concrète et la plus complexe : la propriété foncière féodale. Ensuite, en remontant en sens inverse cette voie dans sa logique. les catégories initiales réapparaissent pleines d'une richesse de spécificités et de rapports concrets 14. Que sera la forme élémentaire, la cellule ou l'unité de base d'une société fondée sur le mode de production féodal? Ouelles catégories occuperont la première place dans l'analyse de la propriété foncière féodale? Nous considérons tout d'abord que l'unité de base est le manse * (virgate, Hufe), Alors la communauté rurale * (village * Gemeinde) devra être prise comme stade intermédiaire, et nous terminerons en développant la catégorie la plus élevée de propriété foncière féodale (Grundherrschaft, manoir, seigneurie * 15). Naturellement, cette sorte de

* En français dans le texte (N. d. T.).

^{14.} K. MARX, Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit., Introduction, « La Méthode de l'économie politique ».

^{15.} La Hufe (le manse *) est une unité de production paysanne (Lamprecht l'appelle Werteinheit) composée d'un Hof (une maison avec un petit terrain), d'une certaine étendue de terre arable (Flur) et du droit aux biens communaux (Allmende), ou, grossièrement, « une terre suffisante pour nourrir le paysan et sa famille » (Waitz). C'est l'unité normale qui permet au paysan de survivre ou de reproduire par lui-même sa force de travail. Sa réalisation économique, dans le sens de la forme générale de la Hufe, est la communauté ou la réglementation collective — le Flurzwang ou contrainte communautaire * (G. Lefebvre), servitudes collectives * (M. Bloch) — qui accompagne l'assolement triennal (Dreifelderwirtschaft), le système de champs ouver et la vaine pâture

développement logique des catégories manse-villageseigneurie ne correspond pas au processus historique lui-même. Cependant, c'est précisément l'étude de la structure logique de la propriété foncière féodale, en partant de sa forme élémentaire, qui fait comprendre

collective * (Gemeingelage). La réglementation collective constitue une contrainte qui médiatise le procès de travail. Toute-fois, l'inévitable essor de productivité naissant de la propriété privée inhérente à la *Hufe* aboutit, et ne pouvait qu'aboutir, à « la domination des hommes et des terres » par des hommes (Wittich). Les rapports de domination et de dépendance dans lesquels ce type de manse (Hufe, community) se trouvait lié constituaient la propriété privée du seigneur féodal, c'est-à-dire la seigneurie (manor) ou la propriété foncière féodale. De cette façon, nous avons la séquence développée des catégories manse \rightarrow communauté \rightarrow seigneurie. A l'inverse, dès que ce type de domination du seigneur féodal s'étendit sur la communauté et le manse, et que les lois de la propriété foncière seigneuriale les pénétrèrent, le manse et la communauté, en tant qu'objets « naturels », et leurs rapports mutuels prirent une nouvelle forme historique, en l'occurrence féodale. Alors, intégré à la propriété foncière féodale, le manse prit la forme d'une tenure paysanne * (Besitz, holding) et la réglementation collective et les coutumes devinrent des instruments de domination seigneuriale. Ainsi apparaissaient les conditions historiques permettant de réaliser la rente féodale et de disposer d'une main-d'œuvre; le paysan était lié à sa terre (appropriation). En même temps, le procès de travail du paysan se transformait en procès de formation de la rente; l'union de ces deux éléments constituait le procès de production féodal. En général, la contrainte (réglementation collective et extorsion par la force de rentes féodales imposées par le seigneur) était le médiateur de la reproduction féodale, de même que dans la société capitaliste le procès de circulation du capital apparaît comme le médiateur de la reproduction capitaliste. L'essondrement de la société séodale correspond à la disparition de ce système de contrainte. D'un autre côté, dès que ces contraintes féodales étaient intégrées au système dans lequel le producteur direct détenait les moyens de production, la dissolution de ces contraintes (nécessité de la propriété privée moderne et de la liberté bourgeoise du travail) préparait les conditions de la séparation des producteurs directs de leurs moyens de production (expropriation). Pour plus de détails, voir ma Structure de la révolution bourgeoise, Tokyo, 1950, p. 77-85 (en japonais).

* En français dans le texte (N. d. T.).

clairement la loi historique de la naissance, du développement et du déclin de la société féodale, ce que la science historique « bourgeoise » n'est pas encore parvenue à faire, mais que le livre I du *Capital* suggère. Sur ce point, les questions de méthode fondamentale se posent en relation avec l'excellente analyse de la société féodale que Dobb et Sweezy, comme nous nous y attendions, nous ont donnée.

ΙĮ

Sweezy a recherché le caractère fondamental du féodalisme dans un « système de production pour l'usage » et a dû expliquer le déclin du féodalisme de la même façon. Il n'ignore certainement pas l'existence du mode de production féodal en Europe orientale et en Asie; pourquoi, alors, a-t-il restreint son étude à l'Occident uniquement? Suit-il les historiens bourgeois en décrivant le système féodal comme un système de fiefs (Lehnwesen)? La Société féodale de J. Calmette, par exemple, dans la collection Armand Colin 16, nous apprend dès la première page que le féodalisme est particulier au Moyen Age de l'Europe occidentale et nie l'existence d'un féodalisme japonais. Ou bien l'approche de Sweezy est-elle motivée par le fait que le capitalisme moderne est né et est parvenu à maturité en Europe occidentale? Il dit que « le féodalisme d'Europe occidentale [...] était un système qui favorisait la persistance des méthodes et des rapports de production donnés », et se réfère à « son caractère conservateur inhérent et réfractaire au changement 17 ». Il importe peu de montrer que le féodalisme était conservateur par rapport à la catégorie antagonique

17. Cf. plus haut.

^{16.} Paris, 1932. D'autres historiens français, M. Bloch et R. Boutruche, en particulier, pensent autrement, cependant, et se sont intéressés au féodalisme japonais. Marx, déjà dans le chapitre xxIV du livre I du Capital, parle d'une « organisation purement féodale » au Japon (l. I, t. 3, p. 158).

qu'est le capitalisme moderne. Comparé au féodalisme en Europe orientale ou en Orient, le féodalisme d'Europe occidentale ne paraît pas plus conservateur, bien au contraire. Le facteur décisif qui a freiné la croissance autonome de la société capitaliste moderne en Europe orientale et en Asie, fut précisément la stabilité de la structure interne de la propriété foncière féodale dans ces pays. Le fait que le capitalisme moderne et la société bourgeoise aient assumé leur forme classique en Europe occidentale indique plutôt une fragilité inhérente et une instabilité de la propriété foncière féodale de ces régions. Ce que Sweezy veut peut-être dire. c'est que le féodalisme en Europe occidentale, étant conservateur et réfractaire au changement d'une facon intrinsèque, ne pouvait s'effondrer sous le coup d'une force interne au féodalisme; la chute aurait seulement commencé sous la pression d'une force extérieure. Puisque, pour Sweezy, le féodalisme était un « système de production pour l'usage », la force extérieure venue pour le détruire était la « production pour le marché » (une « économie d'échange ») ou « le commerce ». La moitié environ de sa critique de Dobb est consacrée à la discussion détaillée de ce point.

Or, aux XIV° et XV° siècles, la dévastation des villages, le déclin de la population rurale et, par voie de conséquence, celui des revenus des seigneurs féodaux se généralisèrent et donnèrent naissance en Angleterre, en France et en Allemagne à la crise des fortunes seigneuriales 18. L'économie d'échange, ou monétaire, qui commença à progresser à la fin du Moyen Age, ruina une grande partie de la noblesse féodale dont la richesse était fondée sur l'économie « naturelle 19 »

^{18.} En français dans le texte. M. BLOCH, Les Caractères originaux de l'histoire rurale française, Oslo, 1931, p. 117. H. MAYBAUM, Die Entstehung der Gutswirtschaft im Meklenburg, Stuttgart, 1926, p. 109-113. Voir aussi l'excellent travail de R. BOUTRUCHE, La Crise d'une société, Paris, 1947, II° partie.

^{19.} R. BOUTRUCHE, « Aux origines d'une crise nobiliaire », Annales d'histoire sociale, Paris, 1939, vol. I, p. 272.

traditionnelle. Ce que l'on a appelé l'émancipation des serfs au Moyen Age fut le résultat d'un besoin croissant en argent des seigneurs pour faire leurs guerres traditionnelles ou leurs dépenses somptuaires qui croissaient aussi 20.

D'après l'hypothèse de Sweezy, la classe dominante féodale avait besoin d'argent d'une façon constante et croissante, et entraîna cette « crise » du féodalisme en recherchant davantage le luxe, conception qui ressemble à celle qui est présentée dans le premier chapitre sur le Hof 21, dans Luxus und Kapitalismus de Sombart. La surexploitation des paysans par leurs seigneurs, dont Dobb dit qu'elle aurait entraîné la chute du féodalisme, a été, de l'avis de Sweezy, causée par leur besoin d'argent. Cela entraîna la fuite des paysans, puis le développement des villes qui créa l'économie monétaire. Donc, selon Sweezy, Dobb prend pour des tendances immanentes des caractères du féodalisme qui, en fait, ne pourraient s'expliquer que par des causes extérieures au système 22. La force « extérieure » qui causa la chute du féodalisme a été « le commerce qui ne peut être considéré comme une forme propre à l'économie féodale », en particulier le commerce lointain, non le marché local ou interrégional 23.

« Nous devrions, dit Sweezy, essayer de rechercher le processus par lequel le commerce a engendré un système de production pour le marché, et ensuite

^{20.} Voir M. BLOCH, Rois et Serfs, Paris, 1920, p. 59-174; A. DOPSCH, Natural Wirtschaft und Geldwirtschaft in der Weltgeschichte, Vienne, 1930, p. 178.

21. W. SOMBART, Luxus und Kapitalismus, Munich, 1922, 2° éd., chap. I.

^{22.} Cf. plus haut.

^{23.} Du point de vue de la division du travail, j'insisterai bien davantage sur le rôle du marché local ou régional, du marché intérieur. A ce propos, on se reportera aux intéressantes suggestions de R. HILTON, Economic Development of some Leicester Estates in the XIVth and XVth Centuries, London, 1947. Dobb a pu saisir la relation entre l'apparition du capital industriel et la formation du marché intérieur; voir ses Etudes..., p. 173 et s. Voir aussi la méthode du Capital, l. I. t. 3. chap. xxx.

découvrir l'influence de ce processus sur le système féodal existant de production pour l'usage. » Ainsi, il suggère « comment le commerce lointain a pu être une force créatrice, faisant naître un système de production pour l'échange, parallèlement à l'ancien système féodal de production pour l'usage ». Bien que Śweezy sache qu' « une économie d'échange est compatible avec l'esclavage, le servage, le travail indépendant ou la main-d'œuvre salariée », il sous-estime un des points forts de la théorie de Dobb, concernant la réaction féodale, qu'Engels appelle le « second servage » en Europe orientale. Sweezy, à la suite de Pirenne, recherche une explication dans la répartition géographique du second servage, dans le fait que le phénomène s'aggrave dans sa marche vers l'Est, en s'éloignant du centre de la nouvelle économie d'échange 24. Dobb, cependant, qui s'appuie sur plusieurs études récentes, fait ressortir que : « Ce fut précisément dans les régions retardées du nord et de l'ouest de l'Angleterre que le servage sous forme de corvées disparut en premier, et ce fut dans la région du Sud-Est, plus développée grâce à ses marchés urbains et à ses routes commerciales, que les corvées persistèrent le plus longtemps. De même, en Europe orientale, le renforcement du servage, au cours des xv° et xvi° siècles, était associé au développement des échanges commerciaux, et il n'y a là aucune corrélation entre la proximité des marchés et la désintégration du féodalisme, mais elle existe entre la proximité des marchés et le renforcement du servage 25. »

24. Voir plus haut.

^{25.} Voir plus haut. Voir aussi ses Etudes..., p. 46-54. Voir aussi K. Marx, Le Capital, l. III. chap. xx et xxxvi, qui viennent étayer le point de vue de Dobb: « [...] les grandes révolutions des xvi° et xvii° siècles que les découvertes géographiques provoquaient dans le commerce et qui entraînaient le développement rapide du capital marchand, constituent un facteur essentiel ayant hâté le passage du mode de production féodal au mode capitaliste. [...] Cependant, le mode de production moderne, dans sa première période, celle des manufactures, se développait seulement là où les conditions

Ainsi, la cause essentielle ne réside pas dans le commerce ou le marché en soi : la structure du marché est conditionnée par l'organisation interne du système de production. Kosminsky a formulé ce point encore plus clairement que Dobb. La « production pour l'échange » des grands domaines féodaux et des terres d'Eglise dans le sud et l'est de l'Angleterre, qui avaient la structure du « manoir classique », a provoqué l'alourdissement des corvées et le renforcement du servage; tandis que dans le nord et l'ouest de l'Angleterre, là où on trouvait des domaines non ecclésiastiques, petits ou de moyenne étendue, on constate l'apparition de rentes en argent et le déclin du servage. En fait, comme l'économie d'échange se développait, « le féodalisme se désagrégea en premier et plus facilement dans ces régions et sur ces domaines [ceux qui n'étaient pas des manoirs] où son implantation était moins solide », alors que, dans les régions de manoirs classiques qui réussirent pleinement à instaurer et à maintenir le servage en « adaptant le système des corvées aux exigeances croissantes du marché », cela pouvait aboutir à une intensification de l'exploitation féodale sur la paysannerie, et c'est ce qui se passa en général. Ainsi, c'est précisément le Rittergut ou la Gutswirtschaft * pour le marché qui prit corps en Allemagne orientale (exemple le plus typique de réaction féodale étudié par Kosminsky et Postan) et qui montre le mieux le « second servage » dont parlent Sweezy et Dobb. Le point essentiel est que « le développement des échanges dans l'économie paysanne, s'il dessert le marché local directement ou des marchés plus éloignés par l'intermédiaire des marchands, conduit à l'apparition de la rente en argent. Le développement

s'en étaient créées au cours du Moyen Age » (chap. xx, p. 341).

^{*} Rittergut, domaine seigneurial, et Gutswirtschaft, économie domaniale. Cette forme d'économie féodale s'était développée au détriment des exploitations paysannes. Elle correspond à un type de grande exploitation pour le marché, travaillée par des paysans serfs et des journaliers (N. d. T.).

des échanges dans l'économie des seigneurs, par contre, aboutit au renforcement de la corvée 26 ».

Sweezy a raison de considérer la « crise » de la fin du Moven Age comme un résultat de l'action dissolvante du commerce sur le système de production pour l'usage. Mais il commet l'erreur qui consiste à s'intéresser exclusivement au commerce, en particulier au développement du commerce lointain qu'il rend responsable de la chute du féodalisme lui-même. Il est certain que son action dissolvante — du moins en Angleterre, mais aussi en général, comme le remarque Dobb 27 dans sa réponse à la critique de Sweezy — accéléra le processus de différenciation parmi les petits producteurs, créant une classe de koulaks, d'une part, et un semi-prolétariat, d'autre part, avec pour résultat final la chute du féodalisme et l'établissement d'une production capitaliste. R. H. Tawney 28 a montré la présence, au xvie siècle, en Angleterre, d'un tel processus capitaliste de désintégration, la tendance à la « division tripartite entre le propriétaire foncier, le fermier capitaliste et l'ouvrier agricole sans terre », qui est caractéristique de l'agriculture anglaise moderne. Cependant, cette division est née à l'intérieur d'une

^{26.} E. A. Kosminsky, « Services and Money Rents in the XIIIth Century >, Economic History Review, vol. V, London, 1935, n° 2, p. 42-45. Ainsi, « l'apparition de l'économie monétaire n'a pas toujours été la grande force émancipatrice comme les historiens du xixº siècle l'ont cru [...]; l'expansion des marchés et le développement de la production ont conduit soit à l'accroissement de la corvée, soit à son déclin. Ainsi l'accroissement paradoxal de celle-ci en Allemagne orientale, à l'époque où la production des céréales pour l'exportation se développait plus rapidement, et aussi le même accroissement paradoxal, en Angleterre, à l'époque et là où la production agricole pour le marché connut son développement maximum pendant le Moyen Age et en particulier au XIIIe siècle » (M. POSTAN, « The Chronology of Labour Service », Transactions of the Royal Historical Society, 4th series, vol. XX, London, 1937, p. 186-192).

Voir plus haut.
 R. H. TAWNEY, Agrarian Problems in the XVIth Century, Londres, 1912.

société féodale anglaise préexistente, et il n'y a aucune raison d'en rendre le commerce responsable. En traitant ce point, la réponse de Dobb à Sweezy est inadéquate et fait des concessions inutiles. Il aurait dû indiquer plus concrètement comment en Europe occidentale aussi la destruction de la classe des petits paysans producteurs marchands n'a pas forcément provoqué la formation d'une production capitaliste, mais a entraîné une réaction féodale. En France, par exemple, la « crise » a eu pour conséquence la restauration du féodalisme et non pas sa destruction 29. En France, à cette époque, la dissolution par le commerce de la classe des petits producteurs paysans n'a pas établi un système capitaliste de travail salarié, mais a fait naître la grande propriété usuraire avec les laboureurs fermiers et laboureurs marchands *, d'une part, et les semi-serfs, d'autre part 30. Ces derniers étaient le prototype de ces métayers qu'Arthur Young dans ses

^{29.} Dans cette crise, « [...] si les seigneurs changèrent souvent, les cadres de la hiérarchie féodale reparurent tels qu'ils étaient au siècle précédent » (Y. Bezard, La Vie rurale dans le sud de la région parisienne de 1450 à 1560, Paris, 1929, p. 54). Et encore : « Le régime seigneurial n'a pas été atteint. Bien plus, il ne tardera pas à prendre une vigueur nouvelle. Mais la propriété seigneuriale a changé de mains » (M. BLOCH, Les Caractères originaux..., op. cit., p. 129).

^{*} En français dans le texte.

^{30.} P. Raveau donne un tableau très vivant qui confirme ces faits dans L'Agriculture et les Classes paysannes. La Transformation de la propriété dans le Haut-Poitou au XVIe siècle, Paris, 1926, p. 249. Dans le Poitou, le développement de l'économie d'échange entraîna la séparation des paysans de la terre, mais sans les transformer en prolétaires. Lorsque les paysans vendaient leur tenure, ils ne quittaient pas la terre mais y restaient liés par les nouveaux propriétaires qui les faisaient travailler à mi-fruits. Ces nouveaux métayers ne pouvaient subsister qu'en vendant leur récolte à venir ou en obtenant des avances des nouveaux propriétaires. Ces nouvelles dettes obligeaient le paysan à sacrifier également la récolte suivante et il se trouvait pris dans un cercle vicieux auquel il ne pouvait échapper : « Il était, en un mot, rivé au sol de sa tenure. Ces marchands [...] au moyen de leurs capitaux avaient créé un nouveau servage » (p. 271). Cf. également p. 80, 82, 93, 121, 268 à 271.

Voyages en France décrit comme les victimes d'un « système misérable qui perpétue la pauvreté ». Mais, à l'époque dont nous parlons, ils n'étaient ni dans la catégorie du prolétariat ni au stade du « métayage », qui marque la transition de la rente féodale à la rente capitaliste ³¹.

Sweezy et Dobb traitent tous les deux de l'action dissolvante du commerce sur le féodalisme et de la « réaction féodale », sans dépasser la question de la propriété foncière féodale et de la rente en travail, alors qu'ils auraient dû envisager également celle de la rente en nature; celle-ci constituerait le problème le plus important pour la France et le Japon 32.

Sweezy ne considère pas la destruction d'une structure sociale donnée comme le résultat d'une dynamique

^{31.} Le contrat de métayage par écrit sous l'Ancien Régime liait les paysans par des obligations personnelles, en fait féodales, d'obéissance et de soumission (cf. J. Donat, Une communauté rurale à la fin de l'Ancien Régime, Paris, 1926, p. 245). De même le métayage donna naissance à de « véritables liens de dépendance personnelle » entre bourgeois et paysans, dit M. Bloch (Les Caractères originaux..., op. cit., p. 153). G. Lefebvre, qui fait autorité sur les questions agraires et paysannes à l'époque de la Révolution française, a souligné l'existence d'une tradition de rapports aristocratiques, dans le métayage, de protection et d'obéissance — ce qui relève d'une subordination féodale — entre le propriétaire foncier et le métayer sous l'Ancien Régime (Questions agraires au temps de la Terreur, Strasbourg, 1932, p. 94).

^{32.} Ce point est des plus importants pour l'Asie, où la rente en nature est prédominante. Cette forme de rente en nature e est tout à fait apte à constituer, comme on peut le voir en Asie, la base de structures sociales stables. [...] Celle-ci peut atteindre un volume tel que la reproduction des moyens de travail et même des moyens de production en soit sérieusement compromise; elle peut rendre l'élargissement de la production quasi impossible et réduire les producteurs directs au minimum de subsistance vital. C'est notamment le cas aux Indes, par exemple, où l'Angleterre, nation commerçante, a trouvé cette forme au moment de la conquête et l'a exploitée » (K. MARX, Le Capital, I. III, t. 3, chap. XLVII, p. 176). Voir également « Sur l'opposition à la destruction du féodalisme » dans mon Essai historique sur la transformation de la société moderne (Kindai shakai seiritsu shiron), Tokyo, 1951, p. 113 (en japonais).

interne due à ses forces productives; au lieu de cela, il recherche une force extérieure. Si nous disons que le développement historique a lieu grâce à des forces extérieures, la question reste cependant de savoir comment ces forces extérieures sont apparues et quelle est leur origine. En dernière analyse, ces forces qui se manifestent de l'extérieur doivent être expliquées, d'une façon historique, de l'intérieur. La dialectique de l'histoire ne peut pas avancer sans mouvements internes (les contradictions de la structure interne). Les mouvements internes et les influences externes réagissent, naturellement, les unes sur les autres, et Dobb indique quelle influence énorme les circonstances externes peuvent exercer; cependant, « les contradictions internes [...] déterminent la forme et le sens particuliers des effets que les influences externes exercent 33 ». Le fait aue Sweezy insiste tellement sur le point que la chute du féodalisme en Europe occidentale serait due au rôle joué par des forces extérieures uniquement — le commerce et le marché, en particulier le marché extérieur relève de sa méthode d'analyse historique 34.

Ш

Dobb insiste sur un point fondamental : le fait que le capitalisme est né de la petite production qui atteignit son indépendance et en même temps entraîna une

^{33.} Voir plus haut.34. La conception historique du déclin d'une société par autodésintégration, résultant d'un développement dynamique intérieur, est même confirmée par des historiens bourgeois, en particulier concernant la fin de l'Antiquité classique. E. MEYER souligne que le déclin de l'Empire romain ne s'explique pas par les invasions barbares seulement, mais par le fait que ces invasions n'ont pu se produire qu'au moment où l'Empire était déjà intérieurement en décadence, dans Kleine Schriften, Berlin, 1924, 2° éd., vol. I, p. 145 à 160. Voir aussi M. Weber, « Die sozialen Gründe des Untergangs der antiken Welt », in Gesammelte Aufsäzte sur Soz. u. W.G., Tübingen, 1924, p. 290-297, et K. MARX, Le Capital, l. III, t. 1, p. 341.

différenciation sociale en son sein. La thèse de Dobb présente le problème historique en deux phases : d'abord, cette petite production s'établit petit à petit de façon solide, comme base de la société féodale; puis cette production à petite échelle, en conséquence du développement de la productivité, échappa aux restrictions féodales, arriva à sa propre désintégration et créa par la suite les rapports capitalistes 35.

A. — Cependant, l'établissement solide de la petite production comme base du féodalisme se produisit lors de la dissolution du système seigneurial classique : étape de la rente en travail perçue par la propriété foncière féodale sur la base d'un système d'exploitation directe du domaine à l'époque du système seigneurial « classique », c'est-à-dire que les serfs étaient forcés de travailler toute la semaine (week-work). La façon dont l'émancipation des serfs progressa au sein de ce processus est démontrée de façon générale, du moins par les historiens modernes. Le processus est visible dans la transformation des corvées aux xIVº et xvº siècles en Angleterre, avec le passage direct de la rente en travail à la rente en argent, ce qui correspondit à la disparition du servage : dans le sud-ouest de l'Allemagne ou, plus particulièrement, en France où le premier stade dans l'abolition des corvées fut l'établissement de rentes en nature fixes qui se transformèrent en rentes en argent. A partir des XIIe et XIIIe siècles en France et dans le sud-ouest de l'Allemagne, le domaine seigneurial (domaine proche *, Salland), qui jusque-là avait été cultivé par le travail forcé des serfs (Frondienst, corvée *), fut divisé entre les paysans et leur fut confié pour qu'ils le cultivent. Les paysans ne fournirent plus de corvées au seigneur, mais s'acquittèrent de leurs

* En français dans le texte (N. d. T.).

^{35.} Voir Le Capital, 1. I, t. 2, chap. XIII, p. 27. et 1. III, t. 1, p. 342 à 344. Voir aussi « La Structure économique des débuts du capitalisme », dans ma Formation du capitalisme moderne, Tokyo, 1950, p. 3 (en japonais).

rentes en leur versant une partie déterminée de la récolte (campi pars, champart *, terrage *, agrier * 36). Bien que ce processus ait été nécessairement lié à l'établissement partiel de la rente en argent, la partie principale de la rente féodale n'était plus constituée par la corvée, mais par une « rente » (redevance *, Abgabe), comme l'appellent les historiens. Cette sorte de propriété foncière féodale, née de la destruction du système seigneurial fondé sur la rente en travail (Villikationsystem) était organisée, à petite échelle, par les paysans, ou, selon le terme utilisé par les historiens allemands, Rentengrundherrschaft ou reine Grundherrschaft ³⁷ (système de tenures avec suppression de la rente en travail).

Ce changement dans la structure de la propriété féodale accompagnant le déclin du système domanial provoqua un changement dans la forme de la rente : en Angleterre apparut une rente en argent, en France et en Allemagne une rente en nature; mais cela n'entraîna pas un changement de fond dans la nature de la rente féodale. Les paysans avaient jusque-là fourni un surtravail directement sous forme de travail; maintenant ils le payaient en produits finis — en nature, ou en argent. Cela n'allait pas plus loin. Dans les deux cas, la rente apparaissait comme la « forme normale » d'un surtravail, mais n'avait pas du tout la nature d'une partie du « profit » réalisé par les producteurs et payé sous forme de rente capitaliste. Un « profit » réel existait, mais la rente féodale constituait une

* En français dans le texte (N. d. T.).

^{36.} Voir M. BLOCH, Les Caractères originaux..., op. cit., p. 100. Egalement F. OLIVIER-MARTIN, Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, Paris, 1928-30, 3 vol., vol. I, p. 420.

^{37.} M. Weber, Wirtschaftsgeschichte, Tübingen, 1923, p. 101; G.V. Below, Ges. der deutschen Landwirtschaft in Mittelalter, Iena, 1937, p. 73-76. Voir aussi les travaux japonais sur l'histoire du Moyen Age de l'Europe occidentale, Senroku Uehara, « Grundherrschaft in Klosterburg Monastery », 1920, dans sa collection Economie et Société de l'Allemagne médiévale.

« limite normale » à cette formation du profit. Dans les deux cas, rente en nature ou en argent, les seigneurs féodaux, en vertu de leur propriété, utilisaient la « contrainte » extra-économique directement, sans l'intervention des lois de l'échange des marchandises, pour s'approprier le surtravail des producteurs paysans (tenanciers *, Besitzer) qui détenaient ce moven de production qu'était la terre. Cependant, ce moyen d'obtention de la rente par contrainte extra-économique se transformait. A l'époque du système domanial classique, le travail des paysans sur le domaine était organisé sous la direction et la stimulation directes du seigneur ou de son représentant (villicus, bailiff, maire *, sergent *). Dans le système de tenures (reine Grundherrschaft), cependant, le processus complet de production agricole était maintenant passé aux mains des paysans travaillant leurs parcelles ; le travail nécessaire qu'ils conservaient et le surtravail qu'ils fournissaient au seigneur n'étaient plus séparés dans l'espace et le temps. Les producteurs directs pouvaient organiser l'ensemble de leur temps de travail quasiment à leur guise. L'émancipation des paysans dans la France médiévale et dans le sud-ouest de l'Allemagne correspond au passage du statut de serf (Leibeigene) à celui de tenancier libre (Horige, yeomen, sokemen, vilains francs *) qui se produisit à grande échelle aux XIII°-XV° siècles. Ainsi la méthode d'obtention de la rente passa de diverses formes d'obligations personnelles et arbitraires à des rapports réels (dinglich), et les rapports fondés sur la contrainte féodale entre les seigneurs et les paysans furent alors fixés par contrat. Ces rapports contractuels n'étaient naturellement pas les mêmes que ceux de notre société bourgeoise moderne, où les libres possesseurs de marchandises se lient mutuellement, en tant que personnes indépendantes les unes des autres, légalement sur un plan unique; ils prirent la forme de lois coutumières (la rente en nature elle-même était souvent appelée coutume *

^{*} En français dans le texte (N. d. T.).

— Gewohnheitsrecht — et les paysans qui la payaient coutumiers *). Ainsi, pour la première fois il nous est possible de parler de « petite production agricole » (peasant agriculture on a small scale) et d'artisanat indépendant, qui formaient ensemble « la base du mode féodal de production 38 ».

Ouand la rente en nature cède la place à la rente en argent, ces petites exploitations paysannes (la petite production agricole) deviennent de plus en plus nettement indépendantes et en même temps leur désintégration interne progresse plus rapidement et plus librement. Quand la rente en argent s'établit, non seulement les anciens rapports entre le seigneur et le paysan changent, pour devenir des rapports d'argent plus impersonnels, plus objectifs; mais, de même que pour la « rente fixée par contrat » (rent of assize), la part de surtravail sous forme de rente en argent, dont le montant était fixe, se réduit avec les progrès de la productivité du travail et de la dépréciation de la monnaie qui en découle. Une partie de ces formes de surtravail qui se développaient et que l'on a appelées un « embryon de profit » revint aux paysans (producteurs directs); elle dépassait le minimum nécessaire à leur subsistance, et les paysans purent la transformer en marchandises. Quant à la rente en argent, elle se dévalorisa au point que les paysans se trouvèrent, de fait, affranchis de l'obligation de la paver 39.

^{38.} Cf. K. MARX, Le Capital, 1. I, t. 2, p. 27, n. 1. Voir aussi mon étude « A propos de ce que l'on appelle l'émancipation des serfs », Revue d'histoire, 1940, vol. I, n° 11-12 (en japonais) et mon Essai historique sur la formation de la société moderne, op. cit.

^{39.} Cf. R. H. TAWNEY, Agrarian Problems in the XVIth Century, op. cit., p. 29-31: « [...] parfois, les tenanciers se débarrassèrent eux-mêmes de tout paiement, y compris des corvées [...]; le lien des tenanciers libres avec le manoir était davantage une affaire de forme et de sentiment qu'une nécessité ». Dès le xv1° siècle, leurs rapports avec leurs seigneurs étaient largement formels. La situation était la même dans quelques régions de France. Par exemple, en Poitou au xv1° siècle, de nombreux contrats de vente se terminent

Les anciennes tenures paysannes furent transformées en propriétés paysannes libres. Les paysans autrefois tenanciers établirent eux-mêmes le taux auquel ils se rédimèrent des rentes féodales, ils se libérèrent des réglementations de la propriété foncière féodale et devinrent propriétaires de leurs terres. La formation de cette catégorie de paysans qui se suffisaient à euxmêmes — historiquement, le représentant le plus typique en est la yeomanry anglaise — résulta du processus de désintégration de la propriété foncière féodale et établit les conditions sociales permettant l'apparition de la rente en argent. Si nous considérons ce processus sous un autre angle, nous pouvons dire que, lorsque la rente en argent s'établit de façon générale et à l'échelon national, les paysans (producteurs directs), afin seulement de maintenir et de reproduire une telle situation, devaient avoir satisfait vraiment la majorité de leurs besoins pour subsister grâce aux activités d'une économie naturelle (production et consommation): mais une partie de leur force de travail et du produit de leur travail — au minimum la partie correspondant à la rente féodale précédemment produite en travail pouvait toujours être transformée en marchandises et réalisée en argent par les paysans eux-mêmes. Autrement dit, les paysans étaient en situation de producteurs de marchandises, ils devaient simplement se mettre en contact avec le marché 40, et cette situation de

ainsi : « Le vendeur n'a pu déclarer de quel seigneur et pour quels devoirs les lieux faisant l'objet de la présente vente sont tenus et mouvants » (P. RAVEAU, L'Agriculture..., op. cit., p. 70).

^{40.} Là où la productivité du travail socialement définie (c'est-à-dire par contrat) ne s'est pas développée ou, ce qui revient au même, lorsque les paysans n'ont pas une position sociale correspondante comme producteurs de marchandises, la rente en argent est imposée et extorquée par en haut et ne parvient pas à remplacer complètement la rente traditionnelle en nature; non seulement les deux formes apparaissent côte à côte, comme par exemple en France sous l'Ancien Régime, mais très souvent l'histoire donne des exemples d'un retour à la rente en nature (la réapparition de la corvée). Lorsque

producteurs de marchandises a provoqué inévitablement une différenciation sociale parmi eux ⁴¹.

B. — Or il y a eu un intervalle de deux siècles entre le passage de la rente en travail à la rente en argent et à la disparition du servage, au XIV⁶ siècle, et le moment initial de la véritable période capitaliste, au XVI^e siècle (en Angleterre, les deux siècles qui séparèrent Edouard III d'Elisabeth). Examinons la façon dont Sweezy et Dobb traitent cette période dont l'étude, selon l'expression de Dobb, est « essentielle à une véritable compréhension de la transition du féodalisme au capitalisme 42 ».

Sweezy considère que le servage disparaît au xive siècle. Cela est exact, car les corvées avaient alors été remplacées par des rentes en argent. Bien qu'il nous avertisse que ce changement ne coïncide pas exactement avec la fin du féodalisme, il n'en tient cependant pas compte dans son interprétation des deux siècles de la fin du féodalisme et du début du capitalisme, et là il commet une erreur. Car, malgré le fait que les paysans aient été libérés du servage direct (les corvées), ils étaient encore soumis à une rente en argent, expression de la propriété foncière féodale; et, bien que cette rente en argent représentât une part de plus en plus réduite de leur surtravail, les paysans ne s'étaient pas encore débarrassés complètement de leur condition ser-

la rente en argent était imposée aux paysans dans de telles conditions, indépendamment de leur évolution jusqu'à maturité comme producteurs de marchandises, cela n'aboutit pas à l'émancipation de la paysannerie, mais à son appauvrissement.

^{41.} Cf. R. H. TAWNEY, Agrarian Problems..., op. cit., qui donne maints exemples de cette dissociation au sein de la paysannerie. L'organisation des manses (Hufenverfassung), système relativement uniformisé des tenures paysannes, comme on le voit dans le domaine du XIII* siècle, disparaît pour de bon jusqu'au point où, selon Tawney, « cela n'a en effet plus de sens du tout de parler de manses (virgates) ou de demi-manses (half-virgates) » (ibid., p. 59).

^{42.} Voir plus haut.

vile. La conception qu'a Sweezy de la rente en argent comme étant essentiellement une forme de transition entre la rente féodale et la rente capitaliste relève de sa méthodologie. Selon les termes employés par Dobb, la base de la rente en argent était en voie de disparition, mais « restait la même que celle de la rente en nature (en Angleterre, la corvée) dont elle était issue 43 ». C'est-à-dire que les producteurs directs étaient, comme auparavant, des paysans tenanciers (Besitzer): la seule différence réside dans le fait que maintenant ils paient leur surtravail au seigneur sous forme d'argent, sous la pression de la contrainte extraéconomique; « contrainte politique et pressions de la coutume seigneuriale », comme l'exprime Dobb 4. La rente en argent, dans sa forme « pure », est seulement une variante de la rente en nature ou en travail et, par essence, « absorbe » le profit « embryonnaire » de la même façon que la rente en nature 45. De ces conditions économiques naquirent à la fois les paysans qui devaient se débarrasser totalement de la rente féodale et les capitalistes industriels qui devaient supprimer les limites au profit industriel; les deux s'allièrent nécessairement. dans la révolution bourgeoise, contre l'aristocratie terrienne et les compagnies de marchands privilégiées.

Pourquoi alors Dobb a-t-il trouvé nécessaire d'affirmer que « la désintégration du mode de production féodal était déjà à un stade avancé bien avant que le mode de production capitaliste ne soit développé », et que cette désintégration ne progressait pas sous la poussée du nouveau mode de production au sein de l'ancien; c'est pourquoi « cette période semble n'avoir été ni féodale ni encore capitaliste, pour autant qu'il s'agissait

Voir plus haut. 44. Voir plus haut.

^{43.} K. Marx, Le Capital, I. III, t. 3, chap. xLvII, p. 177. Voir plus haut.

^{45. •} Pour autant qu'il se forme en dehors d'elle, en tant que fraction particulière de surtravail, la rente en argent continue d'être, comme les formes antérieures de rente, la limite normale de ce profit embryonnaire » (K. MARX, Le Capital, l. III, t. 3, chap. XLVII, p. 178).

de ce mode de production 46 ». Il ne dépasse pas l'idée habituelle qu'avec l'établissement de la rente en argent et, par voie de conséquence, la disparition du servage prend fin le féodalisme. Or l'immense majorité des paysans au xvII^e siècle en Angleterre payait des rentes en argent. Les fermiers libres et aisés ne payaient plus les redevances féodales et avaient atteint le statut de producteurs libres et indépendants (la « classe moyenne des paysans aisés » de Tawney). Ces « fermiers, yeomen, koulaks » employaient leurs voisins plus pauvres à la fois dans l'agriculture et l'industrie, mais toujours en petit nombre (les « capitalistes lilliputiens » de Tawney). Etant donné que Dobb connaît bien ces faits, il veut sans doute dire que, malgré l'accroissement de cette classe de fermiers indépendants semi-capitalistes, pendant cette période, la main-d'œuvre dans son ensemble n'était pas encore subordonnée de façon intrinsèque au capital.

Cependant, ce n'est pas ce qui s'est produit après l'émancipation de la classe paysanne du mode féodal de production; en effet, cette paysannerie libre et indépendante s'est alors désintégrée et bipolarisée. Historiquement, la classe paysanne se trouvait déjà relativement dissociée à l'époque même du servage. Les serfs ne se libérèrent pas toujours dans les mêmes conditions économiques. Ainsi en Angleterre, dans les districts ruraux, la paysannerie se transforma très tôt en producteurs marchands dont l'émancipation succéda à une désintégration interne de la classe paysanne. C'est ainsi que Dobb a dû corriger sa formulation dans les Etudes, en disant que ces siècles furent « transitoires dans le sens où l'ancien était dans un processus de désintégration rapide et où de nouvelles formes économiques apparaissaient simultanément 47 ».

Sweezy, d'autre part, reste trop prisonnier de la première formulation de Dobb : « Ni féodale ni encore capitaliste. » Pour Sweezy, « la transition du féodalisme

47. Voir plus haut.

^{46.} M. DOBB, Etudes..., p. 31

au capitalisme n'est pas un processus ininterrompu et unique [...], mais composé de deux phases totalement distinctes qui présentent des problèmes radicalement différents et doivent être analysés séparément ». Il donne au système « ni féodal ni encore capitaliste » qui prévalut en Europe occidentale aux xve et xvie siècles le nom de « production marchande précapitaliste ». Ce système « d'abord affaiblit le féodalisme et, un peu plus tard, une fois cette œuvre de destruction terminée de façon substantielle, prépara la voie au développement du capitalisme ».

Sweezy rejette ici délibérément le terme de « production marchande simple » (simple commodity production); cependant, il remarque que dans la théorie de la valeur c'est un terme qui nous permet de « présenter le problème de la valeur d'échange dans sa forme la plus simple ». Il considère que ce terme est impropre, historiquement parlant, puisque la production marchande simple est « un système de producteurs indépendants possédant leurs propres moyens de production et satisfaisant à leurs besoins en échangeant leurs produits », alors que « dans la production marchande précapitaliste [...] le moyen de production le plus important, la terre, était en grande partie aux mains d'une classe de non-producteurs 48 ». Etant donné que la terre des paysans était toujours assujettie aux redevances féodales. même si c'était sous la forme de rente en argent, le paysan n'était donc pas propriétaire de sa terre au sens moderne du terme, et il ne convient pas de les appeler des producteurs indépendants. Cependant, en Angleterre à cette époque, un groupe supérieur de tenanciers libres et de tenanciers coutumiers s'était en fait transformé en passant du statut de tenanciers féodaux à celui de propriétaires paysans indépendants se suffisant à eux-mêmes.

Lorsque Sweezy introduit la notion des droits de propriété modernes en traitant précisément de la propriété foncière féodale et de la tenure, il révèle le

^{48.} Voir plus haut.

contenu de sa méthode a-historique. La propriété foncière féodale ou seigneuriale, selon nos prémisses, est une forme de domination constituant la base de l'appropriation seigneuriale (appropriation par la force); la propriété du seigneur était la propriété éminente * (Obereigentum) et les paysans étaient des tenanciers sur leurs terres (Untereigentümer, Besitzer); les tenures possédées par les paysans (domaine utile) étaient la véritable propriété des seigneurs. Si l'on tient compte de tout cela, les concepts légaux de propriété privée dans la société bourgeoise moderne sont inapplicables 49.

C'est plutôt le contenu économique qui importe ici 50, c'est-à-dire la liaison des paysans comme producteurs directs avec leurs moyens de production (la terre, etc.); le capitalisme est fondé sur la séparation

^{*} En français dans le texte (N. d. T.). 49. Il s'agit de la critique, bien connue des historiens, de la propriété paysanne. Sur les débuts de la controverse, voir MINZES, Beitrage zur Geschichte der national Güterveraüs-serung im Laufe der französischen Revolution, Iéna, 1892. Le critiquant plus tard, G. LEFEBVRE a prouvé que les paysans ayant une tenure héréditaire*, bien que toujours soumise à des rentes féodales, étaient des paysans propriétaires * (« Répartition de la propriété et de l'exploitaiton foncières à la fin de l'Ancien Régime », dans Etudes sur la Révolution française, Paris, 1954; voir aussi P. RAVEAU, L'Agriculture..., op. cit., p. 126, et M. BLOCH, A.H.E.S., vol. I, 1929, p. 100, qui démontrent que les paysans tenanciers féodaux * étaient de véritables propriétaires *.

^{50.} K. MARX, Le Capital, I. I, t. 3, chap. xxx11, p. 203: « La propriété privée du travailleur sur les moyens de son activité productive est le corollaire de la petite industrie, agricole ou manufacturière, et celle-ci constitue la pépinière de la production sociale, l'école où s'élaborent l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la libre individualité du travailleur. Certes, ce mode de production se rencontre, au milieu de l'esclavage, du servage et d'autres états de dépendance. Mais il ne prospère, il ne déploie toute son énergie, il ne revêt sa forme intégrale et classique que là où le travailleur est le propriétaire libre des conditions de travail qu'il met lui-même en œuvre, le paysan du sol qu'il cultive, l'artisan de l'outillage qu'il manie, comme le virtuose de son instrument. >

des paysans de la terre. Voilà la clef du développement paysan bourgeois (peasant bourgeois) de cette période. Consécutive à la désintégration du féodalisme, la prospérité qui naît du travail de cette sorte de producteurs non encore privés de leurs moyens de production a été une prospérité populaire (Volksreichtum) et la base sociale réelle sous la monarchie absolue 51.

Sweezy se contredit quand il caractérise cette période comme ni féodale ni capitaliste, en utilisant la catégorie transitoire de « production marchande » précapitaliste, et en même temps il nie aux producteurs paysans de base la possibilité d'avoir été des « producteurs indépendants ». Il essaie de surmonter cette contradiction en décrivant la rente en argent payée par les paysans de cette sorte comme une forme transitoire de la rente féodale à la rente capitaliste. Marx distingue de telles formes transitoires entre le système de métavage (Metäriesystem) ou la propriété parcellaire des petits paysans locataires (Parzelleneigentum des Kleinbauerlichen Pächters 52) et non pas dans la rente en argent elle-même. La position de Sweezy semble supposer que l'absolutisme n'était déjà plus par essence féodal. Le chapitre 4 des Etudes de Dobb et sa « Réponse » donnent une interprétation juste sur ce point et sur le rapport avec la révolution bourgeoise. En tout état de cause, l'introduction de la catégorie de « production marchande précapitaliste », dans ce contexte, est non seulement inutile, mais obscurcit le fait que la société féodale et la société capitaliste moderne sont régies par des lois historiques différentes. Dans la société capitaliste, les moyens de production, comme le capital, sont séparés du travail, et la loi caractéristique du développement est que la productivité se développe (élargissement de la composition organique du capital, formation d'un taux de profit moyen, baisse tendan-cielle du taux de profit, crise) comme si c'était celle du capital. Dans la société féodale, par contre, les movens

^{51.} Ibid., 1. I, t. 3, p. 158. 52. Ibid., 1. III, t. 3, chap. xLVII, et 1. I, t. 3, p. 184.

de production sont liés au producteur, et la productivité se développe (chute du système domanial et développement de la petite production paysanne, formation de la rente en argent, tendance à la baisse du taux de la rente foncière, crise seigneuriale) en tant que productivité du producteur direct lui-même; et c'est pourquoi la loi du développement du féodalisme ne peut aller que dans le sens de la libération et de l'indépendance des paysans eux-mêmes. Il est également évident que l'absolutisme n'était qu'un système de pouvoir centralisé pour contrecarrer la crise du féodalisme issue de ce développement inévitable 53.

Ce sont là, je pense, les « lois et tendances », pour employer l'expression de Sweezy, de la société féodale, comme la méthode du livre III du Capital le suggère ⁵⁴.

IV

Nous en venons finalement au rapport entre la formation du capitalisme industriel et la révolution « bourgeoise ». Le processus économique fondamental de la révolution bourgeoise fut l'abolition des rapports féodaux de production, en même temps que le développement du capital industriel; nous avons considéré que c'est là le contenu « logique » du passage du féodalisme au capitalisme, et qu'une analyse rationnelle du caractère historique du féodalisme ne serait possible qu'après coup, quand nous prenons la révolution bourgeoise comme point de départ. Il est par conséquent très important d'expliquer le développement des forces productives qui, historiquement, rendit inévitable le mouvement bourgeois qui abolit les rapports de production féodaux traditionnels et créa les formes sociales

^{53.} Sur la crise de structure de la société économique au XVIII° siècle, voir l'admirable analyse de C. E. LABROUSSE, La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution, Paris, 1944, en particulier p. 7 à 125.

^{54.} Voir mon étude sur « Les Contradictions fondamentales

d'existence du capital industriel de cette époque. L'une des contributions les plus importantes de Dobb à la science historique est d'avoir cherché la genèse des capitalistes industriels non dans la haute bourgeoisie *. mais dans ce qui prenait forme dans la classe des petits producteurs marchands elle-même, dans leur mouvement de libération de la propriété foncière féodale, c'est-à-dire qu'il chercha leur origine dans ce qui était en train de naître à partir de l'économie propre à la couche des petits producteurs. C'est pourquoi il attribue une place de choix au rôle joué par cette classe de petits et moyens producteurs, en tant qu'agents principaux de la productivité, au stade initial du capitalisme. Selon Dobb, les représentants des rapports capitalistes de production, à cette époque, doivent être cherchés dans la classe des paysans indépendants, se suffisant à eux-mêmes, et chez les artisans. En particulier, les fermiers, veomen, koulaks améliorèrent leurs fermes et leur exploitation progressivement et achetèrent la maind'œuvre de leurs voisins plus pauvres, les paysans parcellaires (cotters); non seulement ils développèrent l'échelle de leurs opérations productives en créant la manufacture textile dispersée (country cloth industry) - manufacture qui était la première forme de production capitaliste —, mais des entrepreneurs du même type apparurent aussi dans l'artisanat urbain 55. « L'Armée Nouvelle de Cromwell et les Indépendants étaient la véritable force dirigeante de la révolution bourgeoise anglaise et tirèrent leur force principale des centres provinciaux manufacturiers et... des sections de la squirearchy ainsi que des petits et moyens paysans du type fermier yeomen. » Ces éléments furent les soutiens solides de la Révolution anglaise : les marchands paten-

de la société féodale », 1949, et Structure de la révolution bourgeoise, op. cit., p. 60-62.

^{*} En français dans le texte (N. d. T.).

55. Voir M. Dobb, Etudes..., p 137, 138, 146-162, et plus haut. (Squierearchy ou gentry: petite noblesse rurale. C'étaient d'anciens petits seigneurs des manoirs devenus propriétaires fonciers sans aucune fonction militaire - N. d. T.)

tés et monopolistes appartenaient en majorité au parti royaliste et « le capital marchand », loin de jouer un rôle progressiste, se trouvait souvent l'allié de la réaction féodale (absolutisme 56). Ainsi, la Révolution

56. М. Dobb, *Etudes...*, р. 171, et plus haut. Dobb a mis en lumière le fait que ceux qui étaient porteurs de la révolution bourgeoise, ceux qui étaient les réels détenteurs du capital industriel (c'est-à-dire de la production capitaliste), devaient être cherchés dans la petite et moyenne bourgeoisie, et que le point nodal porte sur la contradiction entre eux et le capital marchand et usuraire (la haute bourgeoisie). Ces faits avaient déjà été mis en lumière, quarante ans avant lui, par G. Unwin, L'Organisation industrielle aux XVIe et XVIIe siècles, op. cit., et par M. WEBER, L'Ethique protestante et l'Esprit du capitalisme, trad., Paris, 1964. Il est surprenant que Dobb, lorsqu'il parle de l'esprit du capitalisme (Etudes..., p. 5-9), n'ait pas fait référence à la remarquable analyse de M. Weber. Ce dernier distinguait clairement deux systèmes sociaux en lutte dans cette période héroïque de l'histoire de l'Angleterre. L'esprit du capitalisme qui apparaît sous la forme du puritanisme était le genre de vie. la forme de la conscience idéale de la classe des yeomen et des petits et moyens industriels de cette époque, et ne saurait être confondu avec la mentalité « de la soif d'argent et de l'appétit du gain » commune aux marchands monopolistes et aux usuriers de tous pays et de toutes les époques : « Et nous verrons qu'aux débuts des temps modernes les entrepreneurs capitalistes du patriciat commercial ne furent nullement les seuls porteurs ou les principaux apôtres de ce que nous appelons ici "esprit du capitalisme", mais que ce rôle revient plutôt aux couches de la classe moyenne industrielle qui cherchaient à s'élever » (M. WEBER, L'Ethique..., p. 68). Sur ce point, même R.H. TAWNEY n'a pas rompu avec les thèses de Brentano dans Anfänge des modernen Kapitalismus, Munich, 1916, qui estime que l'esprit du capitalisme est né avec la recherche du profit propre au commerce : « L'esprit du capitalisme, dit Tawney, se répandait abondamment à Venise et à Florence au xv siècle, dans le sud de l'Allemagne et dans les Flandres, pour la simple raison qu'il s'agissait des centres commerciaux et financiers les plus importants de l'époque, en dépit du fait qu'ils étaient, au moins formellement, catholiques > (Religion and the Rise of Capitalism, Londres, 1926, p. 319). Dobb et Sweezy, plus encore, citent souvent PIRENNE qui fit sans doute autorité et publia une rapide esquisse du capitalisme sur mille ans d'histoire, intitulée « The Stages in the Social History of Capitalism >, American Historical Review, vol. XIX, 1914, anglaise du XVII^e siècle qui détruisit la réaction féodale (absolutisme) marqua le premier pas vers la subordination du capital marchand au capital industriel.

Cette facon de poser le problème et ce type d'analyse historique apparurent au Japon, indépendamment de Dobb, à une époque antérieure et de facon plus complète dans les théories historiques créatives et originales de Hisao Otsuka 57. Je devrais donc dire que l'opinion de Dobb vient confirmer le niveau méthodologique atteint par la science d'histoire économique au Japon; pour Sweezy, c'est peut-être moins convaincant. Au lieu de faire une analyse concrète de la genèse sociale et de la forme d'existence du capital industriel de cette époque, tout ce que Sweezy fait, en ce qui concerne le passage 58 classique du volume III du Capital sur les « deux voies » de transition à partir du mode de production féodal, est de faire quelques remarques critiques, en passant, sur les opinions de Dobb et sur sa documentation. Or ce chapitre XX (comme le chapitre XXVI) est un chapitre « historique », qui vient à la suite d'une étude traitant du capital marchand et du capital porteur d'intérêt. L'analyse de Marx traite de la nature des lois des débuts du capital marchand et du capital usuraire, qui avaient une exis-

58. K. MARX, Le Capital, 1. III, t. 1, chap. xx, p. 332 à 345.

1 242.

p. 494-515. Il met en relief les avatars des capitalistes d'une époque à l'autre. Les capitalistes modernes ne venaient pas directement de ceux du Moyen Age, mais de leur destruction. Toutefois, Pirenne considère pour l'essentiel que la production marchande et la circulation monétaire sont les indices du capitalisme; le « capitalisme féodal », pour autant qu'il fut, et le capitalisme moderne « avaient seulement entre eux une différence quantitative, mais non qualitative, une simple différence d'intensité et non de nature ». Pour lui aussi, l'esprit du capitalisme réside dans l'appétit du gain qui apparut au xr° siècle avec la reprise du commerce.

^{57.} H. Otsuka, Introduction à l'histoire économique de l'Europe moderne, 1944 (en japonais). Le fond de l'argumentation de ce travail a même été formulé plus tôt dans l'essai du même auteur, « Les Manufactures textiles urbaines », dans la revue Shakai Keizai shigatu (Histoire économique et sociale), 1938, vol. VIII, n° 3 et 4 (en japonais).

tence indépendante seulement dans la société précapitaliste, et du processus par lequel, au cours du développement de la production capitaliste, ce capital marchand fut subordonné au capital industriel. Il ne s'agit pas d'un changement purement formel ou nominal, mais de la transformation du capital marchand en capital industriel. C'est pourquoi, en discutant la théorie des « deux voies », 1) « le producteur devient commerçant et capitaliste, [...] voilà la voie réellement révolutionnaire », et 2) « le commerçant s'empare directement de la production », mais cette dernière voie « n'arrive pas à révolutionner l'ancien mode de production qu'elle conserve comme sa base [...] ce système fait obstacle partout au mode de production capitaliste véritable et il finit par disparaître avec le développement de ce dernier 59 ». — cela doit être compris comme un tout, historique autant que théorique. Le texte de Marx disait juste avant : « Au premier stade de la société capitaliste, le commerce domine l'industrie; dans la société moderne, c'est l'inverse. » Et la question de « la subordination du capital marchand par le capital industriel » apparaît à la suite du passage dont il est question : « Le producteur est lui-même commercant. Le capital marchand se borne à accomplir le procès de circulation. [...] Le commerce devient alors le serviteur de la production industrielle 60. »

L'analyse de Sweezy 61 laisse apparaître que la seconde voie, celle où le marchand s'empare de la production, s'effectue par le chemin détourné de la manufacture dispersée (putting out system), tandis que dans la première voie « le producteur, quelle que soit son origine Isans doute son origine sociale], devient à la fois commerçant et employeur de travail salarié ou devient un entrepreneur capitaliste à part entière sans passer par le stade intermédiaire de la manufacture dispersée ». Cela semble une interprétation assez superfi-

^{59.} Voir plus haut. 60. K. MARX, *Le Capital*, l. III, t. 1, chap. xx, p. 339, 341, 344.

^{61.} Voir plus haut.

cielle. Chez Sweezy, le problème n'est envisagé que dans le cadre d'une simple comparaison de formes d'organisation de la production, et le caractère social la contradiction qui oppose les deux est perdu de vue. La référence que fait Sweezy à la manufacture dispersée comme voie numéro deux est, sans aucun doute, exacte. Un peu plus loin, dans le même chapitre du Capital, la voie du marchand s'emparant de la production (le manufacturier) est expliquée; dans celle-ci, le capitaliste marchand subordonne les petits producteurs (l'artisan urbain et surtout le producteur villageois) et fait fonctionner le système à son propre bénéfice, faisant divers prêts aux travailleurs. De plus, la voie du « producteur devenant commercant » capitaliste est accompagnée d'exemples. « Au lieu de recevoir sa laine en petites quantités des mains du commerçant et de la travailler pour lui avec ses compagnons, le patron tisserand, par exemple, achète lui-même laine ou fil et vend son drap au commercant. Les éléments de production entrent donc dans le procès de produc-tion en tant que marchandises qu'il a lui-même achetées. Puis, au lieu de produire pour le commerçant individuel, ou pour certaines pratiques, le tisserand produit maintenant pour le monde du commerce. Le producteur est lui-même commerçant 62. » Ici, les petits producteurs marchands deviennent indépendants et évoluent veis le statut de capitalistes industriels en sortant du contrôle du capital marchand dans le système de la manufacture dispersée. Ainsi, ce qui ressort du texte original, ce n'est pas la simple existence de deux voies, mais leur opposition et leur affrontement. Le contenu de la voie du « producteur devenant commerçant » est celui d'un processus « révolutionnaire » de subordination du capital marchand primitif au capital industriel (à la production capitaliste 63).

^{62.} K. MARX, Le Capital, ibid., p. 344.
63. Et encore, à propos de la question du « producteur devenu commerçant », le chapitre précédent qui analyse le profit commercial indique : « Tout au long de l'analyse scien-

En ce qui concerne la voie numéro un, Sweezy, sans aller jusqu'à nier l'existence de cas de transformations de petits producteurs marchands en capitalistes industriels, les considère comme ne jouant aucun rôle dans la genèse sociale des capitalistes industriels. Au lieu de cela, il prend plutôt comme cas général la transition directe aux capitalistes industriels, sans passer par le détour de la manufacture dispersée. Il pense certainement à la manufacture réunie que les historiens économiques mettent toujours en relief, à partir des faits présentés par J. U. Nef, sur les pratiques en usage dans la métallurgie et les mines ⁶⁴.

Historiquement, ces manufactures réunies furent fondées grâce à la protection et l'appui des monarchies absolues, soit comme manufactures royales (d'Etat, privilégiées), soit comme institutions de travail forcé; elles existaient dans plusieurs pays 65. Cependant, il ne s'agit pas ici de véritables manufactures en tant que forme initiale de la production capitaliste (capital industriel), mais d'une simple unification ou centralisation du sys-

64. J. U. NEF, Industry and Government in France and

England, 1540-1640, Philadelphia, 1940.

tifique, il apparaît que la formation du taux général de profit provient des capitaux industriels et de leur concurrence; ce n'est que plus tard qu'elle est rectifiée, complétée, modifiée par l'intervention du capital marchand. Au cours du développement historique, c'est le contraire qui se passe. [...] Primitivement, c'est le profit commercial qui détermine le profit industriel. Mais, dès que le mode de production capitaliste a triomphé et que le producteur est lui-même devenu commerçant, le profit commercial se ramène à la part adéquate de la plus-value totale qui revient au capital marchand comme part aliquote du capital total employé dans le procès social de reproduction » (ibid., l. III, t. l, chap. xvII, p. 297). De façon similaire, le développement de la production capitaliste dans l'agriculture réduit la rente de sa forme normale de surtravail (rente féodale ou corvée) à celle d'un excédent sur le profit (une partie extérieure et supérieure au taux général de profit).

^{65.} J. KULISCHER, « La Grande Industrie aux xvII° et xvIII° siècles. France, Allemagne, Russie », Annales d'histoire économique et sociale, 1931, n° 9 : voir aussi M. Dobb, Etudes..., p. 150, et plus haut,

tème de la manufacture dispersée du capital marchand, comme nos travaux en ont donné la preuve; et, de fait, cette voie relève de la voie numéro deux. Peut-on la qualifier de « révolutionnaire », quand elle fut incapable de provoquer le développement de la véritable production capitaliste? En Europe occidentale, justement, elle fut dépassée par la naissance de la classe des petits producteurs et par leur expansion économique, puis finalement succomba peu à peu. Les entreprises monopolistes de cette sorte, Dobb l'a dit en ce qui concerne l'Angleterre, étaient de nature « conservatrice » et s'allièrent avec le pouvoir d'Etat de la monarchie absolue. et c'est pourquoi, à la fin, elles furent détruites et disparurent dans la révolution bourgeoise 66. Cette évolution est caractéristique de la formation du capitalisme en Europe occidentale, particulièrement en Angleterre. D'autre part, d'énormes entreprises du type monopoliste jouèrent un rôle important dans l'établissement du capitalisme en Europe orientale et au Japon, mais Sweezy n'en tient pas compte.

Cependant, en traitant du problème des « deux voies », Dobb semble aussi confondre la voie du « producteur qui devient commerçant » avec celle du système de la manufacture dispersée (putting out system, Verlagsystem) qu'organisèrent les marchands manufacturiers ou, dit Dobb, « des entrepreneurs * qui devin-

^{66.} Ce fut le cas en France également. Les travaux de Tarlé sur l'industrie de l'Ancien Régime l'ont conduit à souligner une fois de plus « le fait tout fait important » que la dure bataille pour une production nationale plus large et plus libre — la force dynamique du capitalisme français ne reposait pas sur la grande industrie * ni sur les manufac-turiers prospères des villes (putters out), mais sur les petits producteurs des campagnes. Voir E. TARLÉ, L'Industrie dans les campagnes en France à la fin de l'Ancien Régime, Paris, 1910, p. 53. Les brillants travaux de C. E. LABROUSSE ont mis en évidence la rupture et l'antagonisme économique et social qui opposait la minorité féodale privilégiée à l'ensemble de la nation dans Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIe siècle, Paris, 1933, 2 tomes, t. I, p. 419-421, 535-544, 615-639. * En français dans le texte (N. d. T.).

rent commerçants et employèrent des artisans plus pauvres, créant le système de la manufacture dispersée 67. » Ici, il est évident que Dobb est en contradiction avec lui-même. Le système de la manufacture dispersée, sous sa forme historique, est celui où les marchands manufacturiers réalisent leurs profits en concentrant l'achat des matières premières et la vente des produits finis exclusivement entre leurs mains et en avançant les matières premières aux petits producteurs qui finissent le produit. La rupture des petits producteurs avec le marché dont les marchands-manufacturiers ont le monopole a eu comme effet, c'est clair, de bloquer la route aux petits producteurs en les empêchant de se transformer en producteurs de marchandises de façon indépendante et de devenir des capitalistes 68. Bien que

67. M. DOBB, Etudes..., p. 150, et plus haut.

^{68.} Le système de la manufacture dispersée, bien qu'étant un système de production marchande, n'en est pas pour autant capitaliste. Le propriétaire foncier qui faisait valoir directement le « manoir » par le travail forcé des serfs ou le propriétaire foncier féodal qui leur extorque une rente en nature peuvent aussi convertir les produits en marchandises mais ne sont pas pour autant des capitalistes. Le système de la manufacture dispersée suppose que les producteurs directs sont possesseurs des moyens de production; il ne suppose donc pas le travail salarié. De façon similaire, le système de la propriété foncière féodale est fondé sur la possession de la terre par les paysans. Le seigneur féodal, en opposition avec le système du manse, mit fin à l'indépendance des paysans; il réussit à dominer la communauté villageoise et son système communautaire sur la base duquel les rapports mutuels du manse paysan s'étaient organisés; il les réor-ganisa en les intégrant à la structure des rapports de la propriété foncière féodale et de sa domination. D'une facon tout à fait similaire, les manufacturiers, dans le système de la manufacture dispersée, sortis des artisans indépendants, ont mis fin à l'indépendance de ces derniers et, prenant le contrôle des guildes d'artisans urbains et de leurs réglementations collectives, sur la base desquelles les rapports mutuels des artisans indépendants avaient été organisés, les réorganisèrent sous le contrôle du capital marchand. Le processus du développement des catégories : artisanat → guilde → manufacture dispersée (capital marchand) est la projection (factuelle ou virtuelle) de la structure logique fondamentale de la propriété foncière féo-

l'on appelle souvent ces marchands manufacturiers des « fabricants », il ne s'agit pas de véritables industriels capitalistes « progressistes ». Ils ne « contrôlaient » la production que de l'extérieur et, afin de maintenir leur domination en tant que capitalistes marchands, ils pérennisaient les conditions traditionnelles de la production sans les changer. Ils avaient donc un caractère conservateur. Ainsi, ce système ne relevait pas de la voie numéro un, mais sans aucun doute de la voie numéro deux,

Pourquoi alors Dobb prend-il le système de la manufacture dispersée et le capital marchand manufacturier pour la voie numéro un? Peut-être que son opinion se fonde sur des faits d'histoire économique particuliers à l'Angleterre. Dobb identifie le système de la manufacture dispersée au système de l'industrie à domicile (Hausindustrie, domestic system): « En fin de compte,

dale : manse → communauté rurale → seigneurie (voir ci-dessus, note 15). Voir aussi K. Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit., p. 170-171. La séparation des artisans indépendants, qui étaient à la fois producteurs et marchands, de leurs fonctions commerciales d'acheteurs de matières premières et vendeurs de produits finis, et la concentration de ces fonctions aux mains des marchands furent les conditions de l'établissement du capitaliste marchand dans le système de la manufacture dispersée. Et, de la même manière, c'est par une « contrainte extra-économique » exercée par le marchand manufacturier que fut assu-rée la rupture des producteurs avec le marché, ce qui était la négation de leur indépendance comme producteurs mar-chands. Ces artisans, ayant perdu leur indépendance, tombèrent sous la domination des marchands manufacturiers. Toutefois, dans le procès de production lui-même, aucun changement ne s'était opéré; bien plus, les conditions de production et de travail des guildes et de l'artisanat se maintenaient comme base du système. Le changement était limité au procès de circulation. Sur la base de l'industrie des petits artisans, le procès de production se trouva unifié par les marchands manufacturiers et passa sous leur contrôle. Ainsi le système de la manufacture dispersée, en tant que mode de production, ne diffère pas, pour l'essentiel, de l'artisanat féo-dal. Voir le développement dans M. Weber, Wirtschaftgeschichte, op. cit., p. 147.

au XVII' siècle en Angleterre, l'industrie à domicile plutôt que la fabrique (factory) ou l'atelier de manufacture (manufactoring workshop) restait la forme de production la plus typique 69. » Le système d'industrie à domicile, en Angleterre (différent du Hausindustrie allemand, qui est très souvent d'un contenu économique identique au système de la manufacture dispersée, Verlagsystem), implique la plupart du temps de petites et moyennes industries, à la différence du système de la manufacture dispersée au sens strict et originel 70.

De plus, il est intéressant de noter dans l'histoire économique anglaise que la conduite du système des manufactures dispersées par le capital marchand paraissait souple, et la classe des petits producteurs qui recevait des marchands des avances de matières premières fut capable d'établir son indépendance en dehors du contrôle du système de la manufacture dispersée, de façon relativement aisée. Ces conditions étaient particulièrement évidentes au xvIII° siècle dans le Lancashire; selon l'étude de Wadsworth et Mann, à l'intérieur de la structure souple du système de la manufacture dispersée, les tisserands purent aisément atteindre le statut de marchands manufacturiers, puis de fabri-

^{69.} Etudes..., p. 160.
70. P. MANTOUX, La Révolution industrielle au XVIIIe siècle, Paris, 1959, p 61. A. TOYNBEE indique également l'exiècnece de ce type d'affaires dans l'industrie anglaise avant la révolution industrielle : « La classe des employeurs capitalistes était encore en enfance. Une grande partie de nos denrées était produite par l'industrie à domicile. Les manufactures étaient peu concentrées en ville et seulement partiellement séparées de l'agriculture. Le "manufacturier" était ittéralement un homme qui travaillait de ses propres mains dans sa propre maison. [...] Un trait important de l'organisation industrielle de l'époque était l'existence d'un certain nombre de petits patrons manufacturiers qui étaient entièrement indépendants, possédant du capital et des terres à eux, ce qui leur permettait de combiner de petites exploitations pastorales libres avec leur métier » (Lectures on the XVIIIth Century in England, Londres, 1884, p. 52).

cants 71. C'est peut-être à ce genre de situation économique et sociale que Dobb pense. C'est ce que suggère sa présentation ⁿ : « [...] un grand nombre des nouveaux entrepreneurs étaient des gens d'origine modeste qui avaient commencé comme "marchands manufacturiers" dans le système de putting out ». Le contenu réel, toutefois, des « marchands manufacturiers » que Dobb a choisis pour la voie numéro un, ne se trouve pas dans l'oligarchie monopoliste des capitalistes marchands au sens strict, laquelle fut un obstacle au développement de la production capitaliste, comme nous le voyons dans le cas de la Verlager-kompagnie * dont la domination fut abolie par la révolution bourgeoise, mais plutôt dans la classe des petits et moyens capitalistes de l'industrie et du commerce, qui parvinrent à leur indépendance en passant à travers les mailles de la domination des capitalistes marchands et devinrent des marchands fabricants. C'est ici que Dobb recherche la genèse historique de la « manufacture » comme première étape de la production capitaliste, et non dans ce que les historiens appellent l' « usine » ou la « fabrique » (factory or manufactory). C'est sans doute une des contributions de Dobb à la science historique 73. Mais il aurait dû donner un développement plus précis à son propos sur la genèse du capital industriel, à la lumière de l'organisation interne particulière à l'agriculture anglaise.

Bien que Dobb ait fait une analyse concrète et substantielle des « deux voies » et réussi à dégager le

* Manufacture dispersée au sens strict, c'est-à-dire contrôlée par le capital marchand (N. d. T.).

^{71.} WADSWORTH and MANN, The Cotton Trade and Industrial Lancashire 1600-1780, Manchester, 1931, p. 277 et 270-275, 241-248, 273-277.

^{72.} Voir plus haut.

^{73.} Sur ce point, voir H. Otsuka, « Formes modernes du système de la manufacture dispersée (putting out system) », dans L'Ancêtre du capitalisme moderne, Tokyo, 1951, p. 183, et J. KULISCHER, qui a donné un résumé des résultats de l'histoire socio-économique, Allgemeine Wirtschaftsgeschichte, Munich und Berlin, 1929, vol. II, p. 162.

caractère historique de la révolution bourgeoise « classique », il est nécessaire d'approfondir ses différentes thèses pour atteindre à un niveau général, international. En ce qui concerne l'Europe occidentale, en Angleterre et en France, la révolution a eu comme base sociale la classe des paysans libres et indépendants et la classe des petits et moyens producteurs marchands. La révolution a exigé une lutte très difficile pour la prise du pouvoir d'Etat entre un groupe de la classe moyenne (les Indépendants dans la Révolution anglaise, les Montagnards dans la Révolution française) et un groupe de la haute bourgeoisie * issue de l'aristocratie foncière féodale, les marchands et financiers monopolistes (dans la Révolution anglaise les royalistes, puis les presbytériens, dans la Révolution française les Monarchiens, puis les Feuillants et finalement les Girondins); dans le processus de ces deux révolutions, les premiers l'emportèrent sur les seconds 74. Dobb l'a montré en ce qui concerne l'Angleterre.

^{*} En français dans le texte (N. d. T.).

^{74.} Comparer avec « Le Conflit entre les deux voies d'activité capitaliste » chez Weber. Il a trouvé dans les sources de cette époque, concernant les adhérents des diverses sectes puritaines, qu'une partie d'entre eux étaient présentés comme n'ayant aucun bien (prolétaires) et que d'autres appartenaient à la couche des petits capitalistes : « C'était précisément cette couche de petits capitalistes et non les grands financiers : les monopolistes, ceux qui avaient passé des contrats avec le gouvernement, les banquiers de l'Etat, les colons, les promoteurs, etc. Ce qui fut caractéristique dans l'apparition du capitalisme occidental venait de l'organisation économique bourgeoise privée du travail industriel. > Et encore : « A l'organisation sociale "organique" sous la forme fiscale monopoliste qu'elle a prise dans l'anglicanisme à l'époque des Stuarts, spécialement dans les conceptions de Laud, à cette alliance de l'Eglise et de l'Etat avec les "monopolistes" sur une base chrétienne sociale, le puritanisme — dont les représentants figuraient parmi les adversaires les plus passionnés de cette sorte de capitalisme commercial, financier et colonial, politiquement privilégié —, le puritanisme opposait, au nom des capacités et de l'initiative personnelle, les mobiles individualistes de l'acquisition rationnelle et légale. Tandis qu'en Angleterre les industries monopolistes politiquement privilé-

Cependant, en Prusse et au Japon, ce fut tout à fait le contraire. Les révolutions bourgeoises classiques de l'Europe occidentale ont eu pour but de libérer les producteurs d'un système de « contraintes » (propriété foncière féodale et réglementations des corporations) et de leur permettre de devenir des producteurs marchands libres et indépendants 75; dans le processus économique, il était inévitable qu'ils se dissocient, et cette différenciation (entre capital et salariat) permit la formation du marché intérieur pour le capital industriel. Il n'est guère nécessaire de dire que ce qui constitua la base sociale pour l'accomplissement d'une révolution bourgeoise de ce type fut la désintégration de la propriété foncière féodale spécifique à l'Europe occidentale. Au contraire, en Prusse et au Japon l'apparition du capitalisme sous le contrôle et le patronage de l'Etat féodal absolutiste était inscrite dans les cartes dès le début 76.

Il est certain que la voie selon laquelle le capitalisme prit corps dans chaque pays est intimement liée aux structures sociales qui existaient auparavant, c'est-à-dire en fonction du degré d'intensité et d'organisation interne de l'économie féodale. En Angleterre et en France, la propriété foncière féodale et le servage se désintégrèrent dans le processus de développement économique ou bien furent structurellement et catégoriquement balayés dans la révolution bourgeoise. G. Lefebvre

giées disparurent toutes bientôt, ces mobiles ont joué un rôle décisif dans le développement des industries nées malgré ou contre l'autorité de l'Etat » (M. WEBER, L'Ethique protestestante et l'Esprit du capitalisme, op. cit., chap. 11, p. 240, note, et 247).

^{75.} Les Indépendants de la révolution puritaine appartenaient à cette couche, de même que les Montagnards de la Révolution française, comme G. LEFEBVRE l'a démontré — « Leur idéal social était une démocratie de petits propriétaires autonomes, paysans et artisans indépendants quiravaillaient et échangeaient librement » — dans Questions agraires au temps de la Terreur, La Roche-sur-Yon, 1954, p. 130.

^{76.} Voir « A propos de deux systèmes opposés du progrès moderne », dans mon Essai historique..., op. cit., p. 151.

a insisté sur le rêle de la révolution paysanne * dans la Révolution française 7. Ces révolutions d'Europe occidentale, par l'indépendance et la montée des petits producteurs marchands et leur différenciation, libérèrent leurs propres forces et construisirent — en quelque sorte économiquement — le développement de la production capitaliste, tandis qu'en Prusse et au Japon cette « émancipation » se faisait dans le sens inverse. L'organisation de la propriété terrienne féodale resta intacte et les classes de paysans libres et indépendants de même que les bourgeois de la classe moyenne ne purent qu'à peine se développer. Les « réformes » bourgeoises comme la Bauernbefreiung et le Chiso-kaisei ** contiennent des éléments aussi contradictoires que la sanction légale de la situation des propriétés foncières des Junkers et de la grande propriété parasitaire de caractère semi-féodal. Puisque le capitalisme a dû être bâti sur cette sorte de terrain, sur une base de fusion plutôt que de conflit avec l'absolutisme, la formation du capitalisme prit une voie tout à fait opposée à celle de l'Europe occidentale et qui fut principalement celle d'un processus de transformation du capital marchand, attaché au système de la manufacture dispersée, en capital industriel. Les conditions socioéconomiques pour l'établissement d'une démocratie moderne étaient absentes; au contraire, le capitalisme dut se frayer un chemin à l'intérieur d'un système oligarchique — la structure sociale « organique » —

^{*} En français dans le texte (N. d. T.). 77. Voir G. Lefebvre, « La Révolution française et les Paysans », dans Etudes sur la Révolution française, Paris, 1954.

^{**} La Bauernbefreiung désigne l'abolition de la dépendance féodale des paysans en Allemagne. Une loi de rachat des droits féodaux fut promulguée en 1850 à la suite de l'échec de la révolution allemande. Elle permit l'expropriation massive de la paysannerie au profit des Junkers, à l'est de l'Elbe. Le Chiso-kaisei correspond aux réformes agraires pendant la Restauration Meiji au Japon. Cf. H.K. TAKAHASHI, « La Place de la révolution de Meiji dans l'histoire agraire du Japon », réédité dans le présent recueil (N. d. T.).

conçu pour empêcher le libéralisme bourgeois. Ainsi, ce ne fut pas le développement interne lui-même de ces sociétés qui provoqua la nécessité d'une « révolution bourgeoise »; le besoin de réformes fut plutôt

provoqué par des circonstances externes.

On peut dire que, compte tenu des conditions mondiales et historiques qui varient, la phase de l'établissement du capitalisme suit des lignes fondamentales différentes : en Europe occidentale, la voie numéro un (le producteur devient commerçant) et en Europe orientale et en Asie la voie numéro deux (le marchand devient fabricant). Il y a une relation interne profonde entre la question agraire et le capital industriel qui détermine les structures caractéristiques du capitalisme dans les différents pays 78. En ce qui concerne le Japon, ce que l'auteur du Capital écrivit en 1867 sur son pays dans la préface à la première édition demeure vrai, malgré des différences historiques : « Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la survivance continue de modes de production antiques, avec la suite des rapports politiques et sociaux anachroniques qu'ils engendrent 79. » Ainsi le problème des « deux voies », en ce qui concerne le Japon, n'est pas simplement d'intérêt historique, mais est lié à des questions pratiques actuelles. Hic Rhodus, hic salta *!

H. Kohachiro Таканаsні (1952)

^{78.} Ce problème a été posé très tôt au Japon. Voir l'étude originale de S. Yamada, Analyse du capitalisme japonais, 1934 (en japonais), en particulier la préface qui présente sous une forme dense une riche diversité de points de vue historiques.

^{79.} K. MARX. Le Capital, 1. I, t. 1, p. 18-19.

* Tu es à Rhodes, saute donc! >, expression qui signifie qu'il est temps de passer à l'action (N. d. T.).

conqui pour empécher le libératisme bourgrois. Ainsil, ce ac out pas le développement interné his-même de ces sociétés qui provoqua le nécessité d'une « révolution boargeoise »; le besoin de résonne; sut plutôt

giorduce car des chaonstances experiences. Os seut dire que, contre tana des conditions grundigios et historiques aut variont, la phase de l'établissenient de capitatione suit des lienes fondamentales differentes i en Burope occidentale, la volo numero un (le producteur devient counteurant) et en Europe orientale et al Asie la voie nemero deux (le marchand devicing fabrica (1). If y a time relation interne profonde entre la cuentien regnire et le control indestriol mus detaining les actures caractéristiques du capitalisme Cass les differens news M. En co eni concorno le Japon; ce the l'estent du Capital servit en 1867 sur son pays dans le préfece è la première diffice demeure wal. nashre des differences historiques : « Oute les granx de l'éronda notielle, nous avens à supporter une iongne saria do muy a bigrattaines movement de la survivance continue de modes de production andones avec la suite site repport, pulliques of sociaux anachroniques dufils engendrent "L. V. Ainst le problème des la deux voies au en en auf concerne le Japon, mest pas simplement Simerec historique, maix est lie à che questions prationes actuelles. Hie Rhedes, hie celta #1

H. Koho, bivo , 7 skanasni (1952)

^{78.} Cz probleme a die pose très tôt nu liponi. Voir l'etido setainale de S. Yanaba. Analyse du capitali me limonais. 1934 (on japonais), cu particuller la préfice qui présente acus une forme diense une riche diversité de point, le vue historique... 78. 4. Maix. La Capital, l. 1. C. 1. p. 1842.

e En es à Unedea, some dont : s'agression on signific go'il est temps de power à l'action M. d. T.).

4. Commentaire*

par Maurice Dobb

Je suis pleinement d'accord avec l'article très stimulant de H. K. Takahashi. Il nous permet d'approfondir et d'élargir nos conceptions sur des problèmes de fond. Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce sujet. Je me permettrai de souligner que son étude des « deux voies » et l'utilisation qu'il en fait pour éclairer le contraste entre la voie de la révolution bourgeoise et celle de la Prusse et du Japon sont particulièrement riches. En ce qui concerne les critiques faites à mon livre, je me bornerai à trois remarques.

Dire que mon livre « n'a pas tenu assez compte des travaux français et allemands » est tout à fait justifié; on aurait pu ajouter que j'ai entièrement laissé de côté les exemples de l'Europe du Sud, en particulier ceux de l'Italie et de l'Espagne. Je peux simplement répondre que je l'ai fait à dessein et que le titre de mon livre, Etudes sur le développement du capitalisme, indique son caractère sélectif et partiel. Je n'avais nullement l'intention d'en faire une histoire complète du capitalisme. On peut en décrire la méthode, je crois, en disant que j'ai voulu montrer certaines phases et certains aspects essentiels du développement du capitalisme, principalement en Angleterre, en tant qu'exemple classique et en me référant à l'occasion à des situations parallèles sur le continent (comme l'évolution des guildes ou le système de la manufacture dispersée) ou opposées (comme la réaction féodale en Europe orientale ou la création d'un prolétariat) dans le but d'illustrer les problèmes particuliers que

^{*} Science and Society, spring 1953.

j'ai tenté d'éclairer. Etablir ces parallèles et ces oppositions comme ils le méritent et faire une étude comparée complète de l'origine et de la croissance du capitalisme dans diverses situations auraient demandé une connaissance exhaustive de l'historiographie de l'Europe à laquelle je ne prétends pas. Même un esprit beaucoup plus encyclopédique que le mien aurait dû attendre, une décennie ou deux, cette « progression commune des travaux de recherche » dont parle Takahashi.

Deuxièmement, lorsque ce dernier dit que dans mon livre j'ai parlé de la période allant du XIVe au XVIe siècle, en Angleterre, comme d'une période « ni féodale ni encore capitaliste », je crois qu'il s'est trompé en prenant cette façon de poser un problème pour une conclusion. S'il relit le passage, page 31 de mon livre. il verra que j'y pose une question, et j'ai bien mis un point d'interrogation à la fin de ma phrase, formulant ainsi un problème que se posent les historiens de cette période. A la page suivante, je dis qu'en dépit de la désintégration du féodalisme et de l'apparition d'un « mode de production » libéré du féodalisme, à savoir la petite production... qui n'était pas encore capitaliste, mais était toutefois porteuse d'un embryon de rapports capitalistes, on ne peut encore parler de la fin du féodalisme. (« A moins d'identifier la fin du féodalisme avec l'abolition de la corvée [...], on ne peut encore parler de la fin du système médiéval avant le renversement de la classe dominante médiévale », p. 32.) J'admets que mon manque de références à l'agriculture (qui est critiqué) a affaibli la valeur de mes conclusions. Mais je crois qu'en dépit des démonstrations éclairantes faites par Tawney et d'autres, des études agraires restent à faire, et ce par des spécialistes de cette période — des spécialistes guidés par la méthode marxiste. De plus, je suis prêt à admettre que des points de vue différents que j'ai exprimés dans des études antérieures ont pu altérer la version finale et

en obscurcir la présentation. Mais ce n'était certes pas dans mes intentions d'affirmer que la période allant d'Edouard II à Elisabeth ne fut « ni féodale ni encore capitaliste », et l'affirmation du caractère transitoire de cette période, que le professeur Takahashi présente comme « une correction » introduite seulement dans ma « Réponse », était en fait à la page 32 de mon livre.

Je tiens, par ailleurs, à réaffirmer que « la désintégration du mode de production féodal était déjà à un stade avancé bien avant que le mode de production capitaliste ne se soit développé [...] et que cette désintégration ne progressait pas sous la poussée du nouveau mode de production au sein de l'ancien * ». Cela ne veut pas dire que ces siècles de transition n'aient été ni féodaux ni encore capitalistes, mais bien le contraire; et je crois que cela résout le problème qui a conduit un grand nombre de chercheurs à adopter un point de vue proche de celui de Sweezy. Je le considérais comme un principe, un préliminaire à la thèse suivante — avec laquelle Takahashi sera d'accord — à savoir que la désintégration du féodalisme (et de là son déclin) n'a pas résulté des attaques d'un début de capitalisme, sous la forme du « capital marchand » allié à l' « économie d'argent », comme on l'a généralement supposé, mais était due à la révolte des petits producteurs contre l'exploitation féodale. Cette indépendance relative des petits producteurs provoqua l'accélération de leur propre dissociation (même si ce ne fut pas le début du processus) en accélérant le processus de différenciation sociale parmi eux; et c'est à partir de ce processus (mais seulement après maturation durant une période transitoire de déclin du féodalisme) que le mode capitaliste de production naquit. Précisément parce que ce processus de différenciation sociale à l'intérieur de la petite production a dû parvenir à maturité avant la naissance de la production capitaliste; un certain laps de temps était nécessaire entre le début du déclin du

^{*} M. Dobb, Etudes..., op. cit., p. 31 (N. d. T.).

servage et la montée du capitalisme. Selon les propres termes de Takahashi : « Comme la rente en nature cède la place à la rente en argent, les petits producteurs paysans deviennent de plus en plus indépendants, et en même temps leur propre dissociation avance plus rapidement et plus librement. » Le seul désaccord entre nous réside, semble-t-il, dans le fait que nous soulignons plus ou moins tôt le degré de différenciation sociale chez les petits producteurs.

Troisièmement, en ce qui concerne les « deux voies », Takahashi interprète très justement le fait que j'ai considéré le système de la manufacture dispersée (putting out system) de la petite industrie à domicile anglaise comme relevant de la voie numéro un. Je pensais toutefois l'avoir clairement exprimé dans mon chapitre sur « L'Emergence du capital industriel », où je considérais le système de la manufacture dispersée non comme une forme économique homogène, mais plutôt comme le terme générique d'un phénomène complexe embrassant des types différents. Tout d'abord, un type d'industrie (manufacture dispersée pure) organisée par les compagnies de marchands comme les merciers, drapiers, tisserands, maroquiniers, que je traitais selon la voie numéro deux (les marchands devenant fabricants, voir p. 141-146 de mes Etudes), et immédiatement après j'opposais à ce mouvement d'une part la naissance d'une classe d'employeurs-marchands-fabricants, sortis des rangs des artisans composant cette yeomanry subordonnée des livery companies, et, d'autre part, la concurrence qu'offrirent ces nouvelles corporations. formées de ces éléments sous les Stuarts, et dont Unwin a parlé (p. 146-150). J'hésite à affirmer que cette forme de système de manufacture dispersée organisée d'en bas est un phénomène spécifiquement anglais. ou s'il v a eu l'équivalent sur le continent. Je me limiterai à ajouter que l'importance donnée par la recherche au grand entrepreneur capitaliste a vraisemblablement aveuglé les historiens du continent sur le rôle

joué par le type du petit marchand fabricant parvenu * et que la réalité du système de la manufacture dispersée (Verlagsystem) n'a pu, même en Allemagne, avoir ce caractère évident et systématique que lui donnent les historiens allemands. Une fois encore, nous devons faire appel à ces échanges coopératifs pour l'étude de telles questions dans différents pays dont parle Takahashi.

Maurice Dовв (1953)

^{*} En français dans le texte (N.d.T.).

rous par le typo du pout marchand labricant parsont cet que la restité du système de la manufacture dispersoce (Perlagosusem) n'a pur manura va Allemagne, avoir ce crasactère éviete, et systaments que lui donnent les historiens afferment line fois cherre; nous devoir faire appel à ces échanges cooperatis pour l'étude de telles questions dans différents peys dont parle l'akahashi.

Maurice Donn (1953)

^{*} En français dans le terte (N. d. T.).

5. Riposte*

par Paul M. Sweezy

Les problèmes qui m'ont le plus gêné quand j'ai lu pour la première fois les Etudes sur le développement du capitalisme de Dobb furent, très brièvement, ceux-ci. Il existait, dans presque toute l'Europe occidentale, au début du Moyen Age, un système féodal que Dobb a bien décrit (p. 36-37). Ce mode de production suivit une évolution qui le conduisit à une crise puis à sa chute et son remplacement par le capitalisme. Formellement, l'analogie avec l'histoire du capitalisme - développement, crise générale, transition vers le socialisme — est très proche. Or je connais à peu près la nature de la dynamique interne dans le cas du capitalisme, pourquoi le processus de son développement conduit à une crise et pourquoi le socialisme lui succède nécessairement comme forme de société. Mais ie n'avais aucune idée claire de cet élément dans le cas du féodalisme lorsque j'ai lu le livre de Dobb. Je recherchais des réponses.

Le plus grand mérite que je reconnaisse au livre de Dobb est de m'avoir permis de clarifier les réponses à ces questions parce qu'il a réussi, d'une part, à me convaincre et, d'autre part, à m'inciter à approfondir la question et à poursuivre la recherche. Mon premier article paru dans Science and Society était un essai de présentation des réponses auxquelles j'avais abouti. (Incidemment, je pense que j'aurais dû être

^{*} Science and Society, spring 1953.

plus clair. Dobb, naturellement, a exprimé des problèmes à sa façon, et il s'est intéressé à beaucoup de points qui ne portent qu'indirectement sur les problèmes que je me posais. Certaines de mes critiques, par conséquent, n'étaient pas vraiment des critiques; il aurait fallu les présenter comme des suggestions ou des hypothèses.)

Dans sa « Réponse », Dobb n'est pas d'accord avec certaines de mes suggestions, et Takahashi, si je comprends bien. les rejette presque globalement. Mais je n'en sais guère plus sur les réponses de Dobb (à mes questions, naturellement) qu'après avoir lu son livre, et je ne sais pour ainsi dire rien de celles de Takahashi. Je voudrais donc profiter de l'occasion pour présenter à nouveau mes questions et mes réponses de façon aussi concise que possible et de manière à provoquer d'autres formulations de la part de Dobb et de Takahashi ¹.

PREMIÈRE QUESTION: QUEL A ÉTÉ LE FACTEUR GÉNÉRATEUR DE CHANGEMENT DANS LE DÉVELOPPE-MENT DU FÉODALISME EN EUROPE OCCIDENTALE²?

Dans le cas du capitalisme, nous pouvons répondre à cette question de façon positive et sans aucune ambi-

^{1.} Dans ce qui suit, je me référerai aux Etudes de Dobb, à ma « Critique » et à la « Réponse » de Dobb, ainsi qu'à la « Contribution » de Takahashi.

^{2.} J'insiste sur le féodalisme d'Europe occidentale, car ce qui a suivi dans cette région était manifestement très différent de ce qui s'est produit dans d'autres régions du monde où le mode de production féodal a prévalu. Ce résultat, peutêtre causé par des variations entre les différents systèmes féodaux et l'intervention de facteurs externes, est, bien sûr, un problème important. Je ne prétends pas, toutefois, pouvoir y répondre, mais la seule chose qui m'importe est de me limiter à l'Europe occidentale. En disant cela, je ne veux pas laisser penser que je suppose que d'autres féodalismes sont sujets à des lois différentes de développement, je désire éviter la question complètement.

guïté. Le principal facteur est l'accumulation du capital qui est inhérent à la structure même du processus d'appropriation capitaliste. Qu'y a-t-il d'analogue dans le cas du féodalisme?

La théorie de Dobb découvre une analogie dans le besoin des seigneurs d'accroître leurs revenus. A son avis : « Ce fut l'inefficacité du féodalisme comme système de production doublée par le besoin de la classe dominante d'augmenter ses revenus qui fut la cause première de son déclin; ensuite, ce besoin d'accroître les revenus augmenta la demande pour les producteurs jusqu'au point où elle ne put réellement plus être comblée » (Etudes..., p. 42). Il en résulta « [...] qu'à la fin cela conduisit à l'épuisement ou à la disparition réelle de la force de travail au moyen de laquelle le système fonctionnait » (p. 43). La question est de savoir si le besoin des seigneurs d'accroître leurs revenus — ce n'est pas le fait qui est en cause — peut être expliqué comme un élément inhérent à la structure du mode de production féodal. J'ai fourni des arguments mettant en doute l'existence d'un tel rapport (cf. plus haut, « Une critique ». p. 45) et j'ai montré comment ce besoin des seigneurs d'accroître leurs revenus pouvait être simplement expliqué comme la conséquence du développement du marché et de la vie urbaine.

Sur ce point, Dobb n'est pas d'accord avec moi. Il interprète ma conception du développement du féodalisme comme étant « soit une question de conflit interne, soit de forces extérieures. Cela me paraît beaucoup trop simplifié, presque mécanique. Pour ma part, j'y vois l'interaction des deux facteurs, bien que j'insiste surtout, il est vrai, sur les contradictions internes, car celles-ci doivent opérer, je crois, de toute façon (même à différentes périodes), puisqu'elles déterminent la forme et le sens particuliers des effets que les influences externes exercent » (« Réponse », voir plus haut, p. 79). Historiquement, naturellement, Dobb a entièrement raison. Ce fut l'interaction des facteurs internes et externes qui détermina l'évolution du féodalisme, et il n'est pas dans mon intention de le nier.

Mais on peut en dire autant du développement historique du capitalisme, et cela ne nous empêche pas de chercher et de trouver la dynamique interne du système. Je ne peux donc donner raison à Dobb lorsqu'il qualifie mon raisonnement, en ce qui concerne le féodalisme, de « mécanique ». C'est une question de théorie, et je continue de croire qu'elle est essentielle pour toute analyse du féodalisme.

La seconde partie de la citation indique clairement que Dobb, en fait, prend position sur cette question en dépit de son hésitation à formuler la question ou la réponse de façon précise. Et sa position est précisément celle que je lui ai attribuée d'après ses *Etudes*, à savoir que le féodalisme n'a pas de dynamique interne. Puisqu'il n'apporte aucun nouvel argument pour défendre son point de vue, je ne suis pas plus convaincu.

Autant que je sache. Takahashi ne clarifie guère ce problème. Son analyse intéressante des éléments du féodalisme (« Contribution », voir plus haut, p. 95) ne l'a pas conduit à une formulation des lois et des tendances du système, et, lorsqu'il dit traiter spécifiquement cette question, le résultat, pour moi tout au moins, n'est pas très probant. Dans la société féodale, écrit-il, « les moyens de production ne font qu'un avec le producteur et la productivité se développe (chute du système domanial et développement de la petite production paysanne; formation de la rente en argent : tendance à la baisse du taux de la rente foncière; crise seigneuriale) en tant que productivité du producteur direct pour lui-même; et c'est pourquoi la loi du développement du féodalisme ne peut aller que dans le sens de la libération et de l'indépendance des pavsans eux-mêmes » (ibid., p. 95). Ici, la croissance de la productivité est prise comme facteur fondamental: toutefois il n'est pas évident que la croissance de la productivité soit un caractère interne au féodalisme. En fait, il y a beaucoup de preuves historiques et contemporaines qui suggèrent précisément l'hypothèse contraire. Ici encore, comme dans le cas du besoin des seigneurs d'accroître leurs revenus dont

parle Dobb, je pense que nous avons affaire à l'influence de forces externes au système féodal.

Sur toute la question du rôle des forces externes, Takahashi me prend sérieusement à parti : « Sweezy ne considère pas la destruction d'une structure sociale donnée comme le résultat d'un mouvement dynamique interne dû à ses forces productives; au lieu de cela, il recherche une "force externe". Si nous disons que le développement historique a lieu grâce à des forces extérieures, la question reste cependant de savoir comment celles-ci sont apparues et quelle est leur origine » (voir plus haut). Le dernier point, naturellement, est juste, et je n'ai jamais voulu le nier. Des forces historiques qui sont extérieures par rapport à un ensemble donné de rapports sociaux peuvent être intériorisées par rapport à un ensemble plus large de rapports sociaux. Et ce fut le cas pour le féodalisme d'Europe occidentale. L'accroissement du commerce parallèle à celui des villes et des marchés était extérieur au mode de production féodal³, mais interne à l'économie européo-méditerranéenne, prise dans son ensemble.

Une étude approfondie du féodalisme en Europe occidentale — que Dobb, bien sûr, ne prétend pas avoir voulu faire — devrait analyser ce fait dans le contexte d'une économie européo-méditerranéenne plus large. De quelle façon ? Pirenne l'a brillamment démon-

^{3.} Je ne parviens pas à comprendre le raisonnement de Dobb lorsqu'il dit que, « dans une certaine mesure », il croit que le développement des villes relevait d'un processus interne au féodalisme (voir plus haut). A coup sûr, le fait selon Dobb que le féodalisme « renforça la nécessité pour les villes du commerce lointain » ne prouve rien. Il faudrait montrer que la classe dominante féodale prit l'initiative de construire des villes et les intégra avec succès dans le système féodal de rapports de propriété et de travail. Sans aucun doute, cela se produisit dans certains cas, mais il me semble que Pirenne a bien montré que les centres commerciaux importants se développèrent d'une façon totalement différente. Toutefois, ce qui indique particulièrement le caractère non féodal des villes était l'absence totale de servage.

tré en estimant tout d'abord que les origines du féodalisme en Europe occidentale doivent être recherchées dans l'isolement (créé par la conquête arabe du VII° siècle) de cette région relativement retardée et éloignée des véritables centres économiques du monde antique; ensuite que le développement ultérieur du féodalisme fut profondément transformé par le rétablissement de ces liens commerciaux antérieurement brisés 4. Vue de cette facon, la croissance du commerce à partir du x° siècle ne fut évidemment pas une force extérieure mystérieuse, comme le prétend Takahashi, lorsqu'il m'accuse de la rechercher. Mais, quand nous étudions de près le féodalisme en tant que tel - comme Dobb a bien raison de le faire -, il me semble non seulement légitime, mais essentiel de traiter le développement du commerce comme une force extérieure.

La réponse à la première question me semble donc être celle-ci : le système féodal n'a pas de dynamique interne et, lorsqu'il connaît un développement authentique — à la différence de simples oscillations ou de crises qui ne touchent pas à sa structure de fond —, il faut chercher sa dynamique en dehors du système. (Je présume que cela se passe de cette façon dans tous les systèmes féodaux, et pas seulement en Europe occidentale, mais cela est en dehors de notre sujet.)

SECONDE QUESTION: POURQUOI LE DÉVELOPPEMENT DU PÉODALISME EN EUROPE OCCIDENTALE A-T-IL CONDUIT A UNE CRISE ET, FINALEMENT, A SA DESTRUCTION?

Ayant établi qu'une dynamique externe est à la base de ce processus, nous devons nécessairement

^{4.} H. PIRENNE, Histoire économique et sociale du Moyen Age, Paris, 1963 (rééd.), et Mahomet et Charlemagne, Paris, 1937, publication posthume d'un travail qui vient compléter l'étude du double problème de la fin du monde antique et de l'apparition du féodalisme en Europe occidentale.

conclure que la réponse à cette question doit être cherchée dans l'impact de cette force extérieure sur la structure du féodalisme. Comme Dobb l'affirme avec raison, en d'autres termes le processus est celui d'une interaction, et je suppose que Takahashi ne contesterait pas ce point. Il n'y a donc pas de divergences fondamentales à ce sujet. La principale critique que je fais à Dobb et à Takahashi est que, dans leur désir de minimiser l'importance du commerce comme facteur de déclin du féodalisme, ils évitent d'analyser directement le processus d'interaction. Tous deux, par exemple, ont tendance à traiter la substitution de la rente en argent aux corvées ou aux paiements en nature d'une façon largement formelle, et perdent de vue le fait que ce changement ne peut se produire à grande échelle que sur la base d'une production marchande développée. J'ai essayé de traiter ce processus d'interaction et sor résultat dans mon premier article (voir ma « Critique ») — sans aucun doute avec beaucoup de faiblesse, par exemple dans la façon dont je traite du « second servage » et que Dobb critique, mais je pense quand même qu'elle a le mérite d'être une analyse théorique explicite. J'aimerais que d'autres l'améliorent.

TROISIÈME QUESTION: POURQUOI LE FÉODALISME FUT-IL SUIVI DU CAPITALISME?

Si l'on est d'accord avec Dobb, comme c'est mon cas, pour dire que la période du XIV à la fin du XVI siècle était caractérisée par la décomposition du féodalisme et en même temps qu'elle ne portait rien d'autre que les débuts du capitalisme, cela pose un véritable problème. On ne peut pas dire que le féodalisme ait créé des forces productives qui ne pouvaient se maintenir et se développer seulement sous le capitalisme, alors qu'au contraire on peut affirmer que le capitalisme crée des forces productives qui ne peuvent se maintenir et se développer que sous le socialisme. Il est vrai,

toutefois, que le déclin du féodalisme fut accompagné (je dirais plutôt « causé ») par la généralisation de la production marchande, et, comme Marx l'a dit à plusieurs reprises : « Il [le capital] n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement » (Le Capital, op. cit., l. I, t. 1, p. 151). Mais ces conditions historiques ne fournissent pas par elles-mêmes une explication suffisante. Après tout, l'Antiquité était caractérisée par une production marchande très développée et n'a pas donné naissance au capitalisme; et les débuts clairement définis du capitalisme en Italie et en Flandre, durant la dernière partie du Moyen Age, avortèrent. Pourquoi donc le capitalisme s'accrocha-t-il et progressa-t-il dans la dernière partie du xvi° siècle, particulièrement en Angleterre?

Dobb éclaire bien cette question, mais je pense qu'il sera le dernier à prétendre avoir donné une réponse définitive. Il insiste surtout sur ce que Marx appelait « la voie réellement révolutionnaire » pour expliquer l'apparition des capitalistes industriels, ce que Dobb interprète en disant que ces derniers sont sortis des rangs des petits producteurs. Dans mon premier article, j'ai critiqué cette interprétation de Marx; mais la réponse de Dobb et une plus longue réflexion m'ont amené à conclure que, bien que ce ne soit pas la seule interprétation possible. c'est une explication légitime qui ouvre une voie fructueuse. Ce qu'il faudrait maintenant, semble-t-il, c'est pousser la recherche. Cela devrait, plus que tout, rompre le secret de la naissance définitive du capitalisme à partir de la fin du XVI° siècle.

Je ne comprends pas bien du tout la position de Takahashi sur ce problème. Il critique Dobb d'avoir été trop loin en décrivant le xvº et le xvıº siècles comme des siècles de transition. Ce qu'il veut sans doute dire, c'est que le féodalisme survécut, intact quant au fond, jusqu'à ce que la naissance du capitalisme le renverse, et il n'v eut pas alors disionction entre le processus de déclin féodal et la naissance du capitalisme, comme Dobb et moi nous l'affirmons. Quoi qu'il en soit, il n'y

a aucun doute que Takahashi est d'accord avec Dobb quant à la signification révolutionnaire de la naissance des petits producteurs et de leur sortie du rang; et je suppose qu'il serait également d'accord avec moi sur l'urgence d'une recherche plus poussée, mettant en lumière les faits concernant la nature et l'importance de ce phénomène.

Un dernier point en rapport avec ce qui précède. Développant l'hypothèse de Dobb que les xv° xvi siècles semblent n'avoir été « ni féodaux encore capitalistes » (Etudes..., p. 30), j'ai proposé qu'on donne à cette période le nom de « production marchande précapitaliste ». Dobb rejette cette proposition, préférant caractériser la société à cette période comme relevant du féodalisme « dans un état avancé de dissolution ». Il dit : « La question de fond que Sweezy a apparemment oublié de se poser [...] : quelle était la classe dominante à cette époque? [...] ce ne pouvait être une classe capitaliste [...]. Si une bourgeoisie marchande se trouvait être la classe dominante. l'Etat aurait dû être une forme d'Etat bourgeois [...]. Comment alors peut-on expliquer la guerre civile du xvii siècle? Dans cette optique, ce ne peut avoir été la révolution bourgeoise. Nous retombons sur [l'hypothèse qu'il s'agissait] d'une lutte opposant à une contrerévolution menée par la couronne et la cour, un pouvoir d'Etat bourgeois déjà existant. [...] Si nous rejetons l'alternative que nous venons de poser, il nous reste ce point de vue, que je crois juste, à savoir que la classe dominante était toujours féodale et que l'Etat était toujours l'instrument politique de sa domination » (« Réponse », voir plus haut, p. 95).

Je reconnais que ce sont là des questions que les marxistes britanniques discutent depuis des années, et il est peut-être téméraire de ma part d'émettre une opinion à ce sujet. Mais permettez-moi d'exprimer ma façon de penser sous forme de question. Pourquoi Dobb ne mentionne-t-il pas une autre possibilité : dans la période en question, il y aurait eu non pas une seule classe dominante, mais plusieurs fondées sur différentes

formes de propriété et engagées dans une lutte plus ou moins continue pour la suprématie définitive ?

Si nous adoptons cette hypothèse, nous pouvons interpréter l'Etat de la période selon le passage bien connu d'Engels : « Exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat, comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre. Ainsi la monarchie absolue du xvii et du xviii siècle maintint la balance égale entre la noblesse et la bourgeoisie 5 »

Selon cette interprétation, la guerre civile était la révolution bourgeoise dans le sens où elle permit à la classe capitaliste de maîtriser l'Etat et d'établir sa domination définitive sur les autres classes.

Paul M. Sweezy (1953)

^{5.} F. ENGELS, L'Origine de la famille..., op. cit., chap. IX, p. 157. Engels pensait clairement au continent; cela se produisit plutôt en Angleterre.

⁽Nous donnons la citation d'Engels dans la traduction anglaise choisie par P. Sweezy, car C. Hill la critique, voir plus bas, p. 171: At certain periods it occurs exceptionally that the struggling classes balance each other so nearly that the public power gains a certain degree of independance by posing as the mediator between them. The absolute monarchy of the seventeenth and eighteenth centuries was in such a position, balancing the nobles and the burghers against one another . Origin of the Family..., Chicago, 1902, Kerr ed., p. 209 - N. d. T.).

6 Commentaire*

par Rodney Hilton

Paul Sweezy pose un certain nombre de questions auxquelles les historiens devraient essayer de répondre. Etudiant la société capitaliste d'un point de vue marxiste, Sweezy s'intéresse tout naturellement aux recherches marxistes sur les problèmes analogues des sociétés précapitalistes. La question la plus importante qu'il pose est, sans aucun doute, la première, sur l' « élément moteur » du féodalisme. Je pense qu'il s'agit pour lui des contradictions internes au mode de production féodal qui provoquèrent son développement et son éventuel remplacement. Du moins, en tant que marxiste, c'est ce qu'il devrait vouloir dire, bien que, selon lui, le féodalisme ne fût pas porteur d'un tel « élément moteur ». C'est dire qu'il n'y avait pas de dialectique interne, ce qui est, de fait, non marxiste.

Avant d'aborder ce problème, rappelons que le marxisme est une méthode qui exige de s'appuyer sur des faits concrets en vue de résoudre des problèmes historiques, même si la réponse finale peut être donnée en termes abstraits (comme dans certains chapitres du Capital). Les arguments sur lesquels Sweezy étaye sa théorie viennent de l'œuvre de H. Pirenne. Comme cette théorie ne peut être acceptée par des marxistes et, de fait, a déjà été contredite par de nombreux spé-

^{*} Science and Society, Fall, 1953.

cialistes non marxistes, nous devons, avant de répondre à Sweezy, éclaircir la position de Pirenne ¹.

Les théories les plus importantes de Pirenne concernant notre sujet traitent du déclin du commerce pendant les « Ages obscurs » et de l'origine des villes. Pirenne considérait que les royaumes barbares, en particulier ceux des Mérovingiens, qui succédèrent à l'Empire d'Occident ne mirent pas fin au commerce Est-Ouest en Méditerranée et que, par conséquent, le commerce local en Europe occidentale ne diminua pas. Les villes continuèrent de prospérer, la monnaie d'or était toujours en usage et le système administratif et fiscal romain subsistait. Ce ne fut qu'aux viie et viiie siècles, lorsque la conquête musulmane coupa les routes du commerce méditerranéen, que le marché international, mais aussi local, fut réduit. On assista alors à l'émergence du grand domaine travaillé par les serfs et à la généralisation de la production pour la consommation immédiate. La production marchande ne réapparut qu'avec la reprise des échanges entre l'est et l'ouest de la Méditerranée. Cette production marchande fut stimulée tout s'abord par le commerce international. Ces premiers commerçants de la fin des « Ages obscurs », fondateurs ou re-fondateurs des villes médiévales, vivaient en marge de la société, au sens de Sweezy, c'est-à-dire « en dehors » du cadre de la société féodale. Une fois qu'ils eurent rétabli marché et vie urbaine, les marchés locaux se développèrent. En d'autres termes, le commerce international de luxe aurait été, selon Pirenne, la cause principale à la fois du déclin de la production marchande au VIIº siècle, puis de son renouveau au xie siècle. Sans rentrer dans le détail, nous considérons que, pour l'essentiel, cette

^{1.} La contribution de Pirenne à la compréhension de l'histoire économique médiévale a été fort importante, bien sûr, et force notre admiration. Nous devons aussi lui rendre honimage pour la façon stimulante d'envisager des hypothèses, même si (et peut-être parce que) nous ne sommes pas d'accord avec lui.

interprétation ne peut être acceptée. Le déclin de la production marchande, qui peut avoir atteint son point le plus bas à l'époque carolingienne, avait commencé non seulement longtemps avant les invasions arabes, mais bien avant la chute de l'Empire romain, en tant que système politique. Dès la crise du IIIº siècle, les villes déclinèrent et les domaines travaillés par les serfs tendirent à dominer la structure sociale de l'Empire. Le commerce Est-Quest fut également restreint, non seulement pour des raisons politiques, mais parce que les paiements en or étaient de plus en plus difficiles pour l'Occident. Le drainage de l'or vers l'Orient commença probablement dès le 1er siècle, drainage que ni les guerres ni le commerce ne parvinrent à arrêter, étant donné que les exportations d'Occident étaient plus faibles que les importations d'Orient.

Les Arabes, en fait, n'arrêtèrent pas grand-chose. En tout état de cause, Pirenne se trompait en voyant dans la conquête arabe la fin des échanges Est-Ouest. La situation, bien sûr, avait changé; mais les Arabes favorisèrent la poursuite des relations commerciales, dans la mesure où elles étaient économiquement possibles, et nombre d'historiens l'ont montré. Un historien français a d'ailleurs donné une interprétation fort plausible du rôle positif que jouèrent les Arabes dans les échanges Est-Ouest, grâce à la remise en circulation de l'or accumulé dans les régions des Empires byzantin et sassanide qu'ils envahirent ².

Ainsi, le bas niveau de la production marchande durant les « Ages obscurs » fut, en grande partie, la conséquence d'un développement économique issu de la structure sociale et politique de l'Empire — ce qui ne veut pas dire que nous devions voir l'ère carolingienne comme une époque de régression complète du point de vue économique et social. Bien que peu étudié, un certain degré de développement économique, social et politique existait, sans lequel l'évolution ultérieure

^{2.} M. LOMBARD, « L'Or musulman du VΠ° au XI° siècle », Annales E. S. C., 1947, p. 143-160.

de l'expansion du mode de production féodal n'aurait pu se produire. De fait, à la fin du x° siècle, on relève des signes notables d'une production marchande. Des marchés locaux prirent de l'extension dans les villes. Celles-ci croissaient, conséquence du développement des forces économiques et sociales à l'intérieur de la société féodale et non, comme Pirenne le pensait, à cause du rôle joué de l'extérieur par les marchands itinérants comme un Godric de Finchale. Ce fait a maintenant été suffisamment démontré par des études précises de villes prises, cas par cas, en France, en Allemagne et en Italie. L'interprétation que donne Pirenne du renouveau du commerce et des changements dans l'économie du féodalisme européen (sur quoi se fonde largement la théorie de Sweezy) doit être abandonnée 3.

Quelle fut la cause du développement social à l'époque du féodalisme? Je suis enclin à penser que pour étudier ce problème nous ne devrions pas nous limiter aux rapports féodaux, mais élargir nos vues à la société précapitaliste prise dans son ensemble, en tout cas à la société de classes précapitaliste. Sweezy voit dans l'accumulation du capital l'élément moteur de la société capitaliste parce qu'elle est inhérente au procès de production capitaliste. Il est sûr qu'il ne peut y avoir de processus d'accumulation dans les sociétés précapitalistes qui ne découle inévitablement de l'exploitation du travail salarié par des capitalistes concurrents. Mais il est certain que nous devons considérer l'augmentation du surproduit social par rapport aux moyens de subsistance indispensables, comme la condition nécessaire à l'apparition d'une société de classes entre la fin du communisme primitif et les débuts du capitalisme. L'accroissement de ce surproduit dépendait naturellement

^{3.} Un état des recherches a été présenté par A.B. HIBBERT, « The Origins of the Medieval Town Patriciate », Past and Present, 1953, n° 3, p. 15-27. Voir aussi J. Lestocquoy, Aux origines de la bourgeoisie : les villes de Flandre et d'Italie sous le gouvernement des patriciens (XIe-XVe siècles), Paris, 1952.

du degré d'évolution des forces productives - outils et techniques des artisans et des agriculteurs. Le développement des forces productives dépend, à son tour, de l'importance et de l'utilisation de ce surproduit. En d'autres termes, même dans des économies très primitives, l'amélioration des techniques dépend de la part qu'on leur réserve sur l'accumulation non du « capital ». bien sûr, mais du surproduit. C'est l'évidence même. Cela n'explique pas pour autant pourquoi, dans toute société précapitaliste donnée, l'interaction dialectique des forces de production et du surproduit accumulé devrait provoquer d'abord une expansion, puis le déclin du mode de production (esclavage ou féodalisme). Mais cela ne peut alors être compris sans tenir compte des rapports de production prédominants : après tout, le processus d'accumulation capitaliste ne peut se comprendre sans tenir compte de l'évaluation du rapport entre capitalistes et travailleurs.

Par exemple, les rapports de production doivent être pris en considération si l'on veut répondre à cette question de Sweezy: pourquoi le capitalisme n'est-il pas sorti de la production marchande du monde antique? Marx, et les marxistes qui ont lu leur Capital, livre III. comme Sweezy l'a sûrement fait, répondront que la production marchande en soi n'est pas suffisante pour bouleverser « la solidité et l'articulation interne » d'un mode de production. Dans le cas de l'esclavage, la raison de la non-apparition du capitalisme vient du fait que les secteurs de l'économie où la production marchande était la plus avancée étaient souvent ceux où les esclaves étaient les plus exploités. Mais l'exploitation des esclaves restreignait le développement technique de telle sorte que, dès que le remplacement des esclaves commença de décliner, le retard technique fondamental de l'économie esclavagiste fut évident. Loin de séparer les esclaves des moyens de production, condition nécessaire au capitalisme, les propriétaires d'esclaves ont résolu (ou essayé de résoudre) le problème économique à la fin de l'Antiquité en lotissant leurs esclaves sur des tenures paysannes — en fait, en créant des rapports de production caractéristiques de la société féodale.

Je n'ai toutefois pas l'intention d'examiner le problème de la « dynamique interne » de tous les modes

de production précapitalistes.

Le féodalisme est notre problème. Les éléments de notre réponse me semblent être essentiellement les suivants. Le trait principal du mode de production dans la société féodale réside dans le fait que les propriétaires des moyens de production, les propriétaires fonciers, essaient constamment d'accaparer le total du surproduit des producteurs directs. Avant de nous demander pourquoi ils le font, nous allons montrer brièvement les divers moyens tentés pour y parvenir. A différentes étapes du développement du féodalisme européen, le caractère des producteurs directs se transforme comme d'autres aspects du système économique et, par conséquent, le caractère spécifique de l'exploitation des propriétaires fonciers change également. Dans certaines régions, au début du féodalisme en Europe, les communautés paysannes libres se maintenaient en partie et conservaient de nombreux traits des formes d'organisation tribale. Dans ces cas (particulièrement en Angleterre, avant les invasions danoises), l'aristocratie militaire — de caractère également semi-tribal — fut confrontée au problème complexe de la transformation du tribut en rente féodale. Les paysans payaient autrefois ce tribut à leur roi qui l'aliéna au profit du noble. Le second problème que l'aristocratie militaire dut résoudre fut celui du renforcement de sa position de rentière en poussant au défrichement des terres incultes par des esclaves ou des colons semi-libres, etc. En même temps, dans certains villages restés indépendants, l'éclatement de la communauté tribale donna à certaines familles paysannes plus de pouvoir et de biens qu'à leurs semblables, ce qui leur permit d'atteindre le statut de nobles rentiers. Par ailleurs, dans d'autres régions d'Europe (comme en Italie, en Gaule de l'Ouest et du Sud), la noblesse romaine se transforma en noblesse féodale dès le 111e siècle. Ses latifundia exploités par les esclaves le furent alors par des serfs; les paysans asservis étaient soit d'anciens esclaves, soit des producteurs libres déchus. Ce type d'exploitation fut en partie repris par les envahisseurs guerriers germaniques (hospites) tels que les Burgondes ou les Wisigoths qui se mêlèrent à la vieille noblesse romaine. Leur type d'exploitation pouvait cependant varier selon la forme plus ou moins accomplie que leurs prédécesseurs romains avaient réussi à imposer aux communautés tribales préromaines dans le système esclavagiste de l'Empire.

Dès le 1xⁿ siècle, période que les historiens allemands et français appellent Haut Moyen Age, l'économie de l'Europe était dominée par de grands domaines formés de villae dont le territoire était divisé en domaine et terres paysannes et qui avaient pour fonction de fournir les produits alimentaires et artisanaux nécessaires aux seigneurs. La rente féodale était surtout perçue en travail, une partie en nature et, de façon insignifiante, en argent. Les grands domaines ne couvraient naturellement pas la plus grande partie du territoire de l'Europe féodale, mais ils représentaient les éléments décisifs de l'économie. Le rôle des alleux paysans qui existaient encore, ou des domaines des petits nobles, ne devint significatif que lorsque le mode de production féodal commença de décliner, comme Kosminsky l'a montré pour l'Angleterre. Entre le IX° et le XIII° siècle, le servage progressa; mais, au moment où le statut juridique des exploités empirait et s'uniformisait, le développement de la production marchande amena des changements dans la forme de rente, de sorte que les rentes en nature et en argent remplacèrent en grande partie la rente en travail à la fin du XIII° siècle (sauf en Angleterre), provoquant à leur tour une amélioration du statut juridique. Pour diverses raisons liées au développement de la production marchande (dont l'émiettement des tenures et la forte résistance paysanne à l'exploitation furent les plus importants), l'appropriation directe de la rente établie sur les tenures paysannes baissa; mais l'extorsion par les seigneurs de la rente féodale dans son ensemble se maintenait à travers l'exploitation des privilèges sei-gneuriaux et le développement d'une fiscalité privée et publique. En bref. nous pouvons dire que la classe dominante, d'une façon ou d'une autre, soit par ses privilèges, soit grâce au pouvoir d'Etat, s'efforçait continuellement d'alourdir la rente féodale, c'est-à-dire de s'approprier par la force le surproduit du producteur direct. Mais, naturellement, son succès ne fut pas toujours égal à son effort, et l'étude des échecs nous conduira aux causes du déclin du mode de production féodal.

Sweezy se demande pourquoi la classe dominante féodale essayait autant que possible d'accaparer le maximum du surproduit des producteurs directs. Quelle est l'analogie, ici, avec le besoin qu'ont les capitalistes d'accumuler et de réduire le coût de production afin d'être compétitifs sur le marché? Et quelles furent les conséquences économiques et sociales de cette lutte pour alourdir la rente qui ébranla la société féodale?

Les féodaux n'augmentèrent naturellement pas la rente féodale dans le but de mettre en vente le produit du travail des paysans tenanciers ou des serfs, bien qu'une des façons de réaliser la rente en nature ou le produit du domaine aurait pu se faire par la vente. Fondamentalement, ils essayèrent d'augmenter la rente féodale afin de maintenir ou de renforcer leur position de classe dominante contre leurs innombrables rivaux. de même que contre ceux qu'ils exploitaient. Le maintien du pouvoir de classe dans les mains de ceux qui le détenaient et son extension, si possible, furent l'élément moteur dans l'économie et la politique féodales. Pour cette raison, la rente devait être maximum. Au IXe siècle, le magnat carolingien entretenait son énorme suite de partisans en les nourrissant directement sur le produit des villae. Lorsque l'immense, mais éphémère. Empire carolingien se désintégra et que lui succédèrent des royaumes, duchés et comtés féodaux plus réduits et plus aisément gouvernables, les partisans des rois et nobles au pouvoir reçurent des fiefs en échange

de leurs services d'ordre militaire, de telle sorte que ces suites permanentes et difficiles à contenir purent être réduites. Mais l'inféodation des chevaliers, tout en déchargeant leurs supérieurs féodaux d'une partie des tâches administratives, ne soulageait pas les paysans qui étaient encore plus exploités. La lutte pour le pouvoir et la lutte pour la terre sont naturellement liées, mais cela eut comme conséquence de renforcer l'extorsion de rentes féodales sous différentes formes par une foule accrue de seigneurs plus ou moins importants. L'extension du pouvoir d'Etat alourdit les charges du paysan, de même que les exigences accrues de leurs seigneurs ecclésiastiques.

Finalement, nous devons nous rappeler que le développement du marché intérieur et extérieur, peut-être dès le xº siècle, fut un autre facteur important qui poussa les seigneurs féodaux à exiger des rentes plus élevées. La spécialisation de la production artisanale dans les villes, où les bourgeois prospéraient grâce à des privilèges économiques et politiques, fut la raison pour laquelle les termes de l'échange entre la ville et la campagne basculèrent au désavantage de la seconde. Aussi impliqué qu'il fût dans l'achat et la vente, le seigneur achetait cher et vendait bon marché. Et le besoin accru des seigneurs pour des « prêts de consommation » alors que leur luxe et leurs dépenses d'armement augmentaient, les firent s'endetter au profit des usuriers. En dernier ressort, c'était seulement l'augmentation de la rente féodale qui pouvait combler l'écart entre le revenu des seigneurs féodaux et leurs dépenses.

Afin de démontrer de façon convaincante que la lutte autour de la rente fut l'« élément moteur » de la transformation de la société féodale, un examen plus détaillé, qui ne peut être fait ici, serait nécessaire. Mais quelques directions de recherches peuvent être indiquées. Les conflits entre la monarchie capétienne et les principaux féodaux français, aux xiº et xiiº siècles, sont un lieu commun de l'histoire politique. Le développement de l'Etat féodal (que ce soit l'Etat capétien ou les duchés et comtés des grands vassaux de Norman-

die, Flandre, Anjou, etc.) a été le terrain d'élection des historiens « politiques ». Mais le tableau complet ne saurait apparaître avant que le processus de colonisation des terres nouvelles et l'intensification de l'exploitation de la paysannerie — en d'autres termes, le processus d'augmentation constante de la rente — ne soient vus comme le nœud de la lutte politique. On peut discerner ce processus dans le compte rendu de l'administration de l'Etat par Suger, abbé de Saint-Denis: mais l'histoire devrait être reconstituée fragment par fragment, principalement à l'aide des chartes. Le même aspect du problème devrait être étudié dans l'Allemagne de Frédéric Barberousse et d'Henry le Lion 4; sans parler de l'Angleterre des XIIº et XIIIº siècles, pour chaque problème de fond de la société féodale — la lutte sur la question de la rente entre seigneurs et paysans et seigneurs rivaux, le développement de la législation comme instrument pour accroître la rente, le développement de l'Etat comme appareil de répression — où la documentation est plus riche que pour aucun autre pays européen.

Le taux de la rente féodale qu'exigeaient les propriétaires fonciers dépendait des conditions économiques spécifiques qui variaient pour différentes raisons, à l'époque féodale, principalement parce que ceux auxquels on extorquait la rente se trouvaient eux-mêmes dans des conditions sociales ou économiques différentes et, de plus, ne conservaient pas longtemps les mêmes caractéristiques. L'exigence de la rente au sens le plus large fut, à l'évidence, l'élément moteur qui provoqua la transformation de l'économie féodale. L'obligation imposée au paysan de donner son surproduit peut avoir l'effet d'abolir complètement ou, au contraire, de stimuler son désir d'augmenter la productivité de sa tenure. Car, ainsi que Marx le montre, bien que la

^{4.} Voir l'essai de T. MAYER, « The State of the Dukes of Zähringen », dans *Medieval Germany*, où l'introduction de G. Barraclough suggère des lignes de recherches que les historiens marxistes devraient approfondir.

rente féodale représente le surproduit du paysan, la routine nécessaire à tout système économique organisé entraîne une certaine régularité, de sorte que les rentes étaient fixées pour de longues périodes. C'est pourquoi souvent (en particulier chez les paysans les plus riches) la rente ne représentait qu'une partie du surproduit. Les paysans essayèrent alors d'augmenter la part du surproduit qu'ils gardaient et y parvinrent, soit en obtenant la réduction relative ou absolue de la rente, soit par un accroissement de la productivité, soit encore en agrandissant leur tenure, sans que la rente n'augmentât. De tels efforts pouvaient mener à des révoltes paysannes et au défrichement de nouvelles terres. Les seigneurs voulaient, bien sûr, augmenter la somme totale du surproduit qui leur revenait, tout comme étendre leur contrôle sur de nouvelles terres, qu'elles fussent déjà mises en valeur par des tenanciers payant des rentes (non seulement une rente foncière, mais aussi des rentes déguisées sous forme de droits de justice), ou bien en friche. Il s'ensuivit une expansion générale de l'agriculture qui dura sans doute jusqu'à la fin du XIII° siècle; ce qui a été une des contributions majeures de l'ordre féodal fut un résultat de la lutte sur la question de la rente.

Le progrès économique, qui était inséparable de cette perpétuelle lutte sur la rente et de la stabilisation politique du féodalisme, se traduisit par une augmentation du surproduit social moyen par rapport aux moyens de subsistance indispensables. C'est précisément ce point, et non le prétendu renouveau du commerce international des épices et de la soie, qui fut à la base du développement de la production marchande : ce qui signifie que, dans la période où l'économie naturelle prédominait, une partie de plus en plus grande du surproduit social était consacrée à l'échange. Ainsi, l'expansion des centres de commerce médiévaux et des villes du xº au xıº siècle était fondée principalement sur le développement de la production marchande simple (simple commodity production). Le développement spectaculaire du commerce international, l'industrialisation de la Flandre,

du Brabant, de Liège, de la Lombardie et de la Toscane, la croissance de grands centres commerciaux comme Venise, Gênes, Bruges, Paris, Londres ont suivi, chronologiquement, le développement des forces productives dans l'agriculture, stimulé par le processus de la lutte sur la question de la rente féodale.

L'interaction de ces différents facteurs — tout à fait internes à l'Europe féodale - provoqua de profonds changements. Le développement de la production marchande renforça et diversifia la hiérarchie sociale à la campagne. Les paysans riches s'enrichirent, les pauvres s'appauvrirent. Mais des catégories différentes de riches et de pauvres apparurent à la fin du x11º siècle. L'ancienne famille paysanne bien lotie des premiers temps avait des produits d'autoconsommation en abondance, et le développement du marché lui permit de mettre en vente une part de plus en plus grande de son surproduit. Ces paysans riches prirent de nouvelles terres et employèrent un plus grand nombre d'ouvriers salariés. Cette main-d'œuvre se recrutait de plus en plus fréquemment chez les prolétaires sans terre plutôt que dans la catégorie des petits paysans parcellaires. Les paysans riches n'acceptèrent plus de livrer leur surproduit sous forme de rente, et leur opposition au seigneur fut renforcée par le désespoir des autres couches de la paysannerie pour lesquelles l'extorsion de la rente n'était pas seulement une restriction à leur expansion économique, mais une diminution de leurs movens de subsistance indispensables. La lutte sur la question de la rente s'accentua et atteignit au XIVº siècle l'acuité d'une révolte générale.

La forme particulière de l'entreprise économique des seigneurs traversa une période de crise. Les rentes s'effondraient; les revenus étaient amputés par l'alour-dissement de la fiscalité de l'Etat, la guerre, le pillage et l'inflation monétaire délibérément entretenue. Les producteurs de marchandises les plus efficaces, car les moins gênés par toute une hiérarchie administrative, par un mode de vie luxueux ou par l'entretien de parasites improductifs, étaient, bien évidemment, les pay-

sans riches et quelques familles de la petite noblesse qui répugnaient à imiter le style de vie des grands. La bataille économique que menèrent ces catégories, et qui fut couronnée de succès, était fondée sur des formes d'exploitation annonçant l'agriculture capitaliste. La rente féodale, bien que gênant encore les paysans moyens, n'était plus un stimulant capable de provoquer un accroissement ou une amélioration de la production; au xvº siècle, ce stimulant venait en général du marché et fut le facteur principal de développement de la production aux mains de ces catégories nouvelles. La base économique de ceux qui détenaient toujours le pouvoir d'Etat était minée, malgré les tentatives des monarques absolus de jouer sur le contrôle de l'Etat afin de maintenir l'essentiel du pouvoir féodal, tentatives qui échouèrent.

Rodney HILTON (1953)

sans riches el quelques amilles de la pente noblesses del cepumis and a limiter le sayle de vie des granos. Le battalife economique con receivant casa categorics; et qui fut compande de sacre, dest finite en del france canta liferiale. bion den ginaat cacere las gecaang moyens, n'élnit plus un simulace empoble du provenuer graduations at 45 modern flow on the in particular unische Skiele, es seinnkan vensch un windert du runging of the enemanded with the infinite manual of the to production and mains de not coldendes monthlish its de karamat saciamatik dali 2002 ab enginamada de vet (Night en 201 in the Color of the Section of the Color of the Colo 1), il i en sièmme el me remi el culorde commune. -mini debell stormer ub to the firming specific dves cal échenéron.

samult grabes (1201)

7. Commentaire*

par Christopher Hill

Sweezy nous invite à envisager que, dans l'Angleterre des xv° et xv1° siècles, « il n'y avait pas une seule classe dominante, mais plusieurs, fondées sur différentes formes de propriété et engagées dans une lutte plus ou moins continue pour la suprématie définitive ». Pour soutenir ce point de vue, il cite un passage de L'Origine de la famille d'Engels **.

La suite de ce passage montre cependant à l'évidence qu'Engels considère seulement deux « classes en lutte » et non « plusieurs classes dominantes ». N'est-ce pas en fait une absurdité de parler de « plusieurs classes dominantes » pendant plusieurs siècles? Une classe dominante doit posséder le pouvoir d'Etat; autrement, comment peut-elle gouverner? Le pouvoir d'Etat à deux têtes peut exister durant une très brève période, lors d'une révolution, comme en Russie par exemple pendant quelques mois en 1917. Mais une telle situation est fondamentalement instable, si ce n'est une condition de guerre civile, et doit conduire à la victoire de l'une ou l'autre classe. Cela n'a jamais duré longtemps, et je pense que le pouvoir d'État n'a jamais été partagé par « plusieurs » classes dominantes. Peut-on imaginer deux classes dominantes ou plus et deux appareils d'Etat ou plus coexistant pendant deux cents

* Science and Society, Fall, 1953.

^{**} C. Hill reprend le passage d'Engels cité par Sweezy dans la traduction anglaise reproduite plus haut, chap. v, n. 5 (N. d. T.).

ans? C'est impossible; même une vue rapide de l'histoire anglaise à l'époque en question prouve que cette situation impossible ne s'est pas réalisée.

Ce n'est pas seulement un point d'argumentation. Car, si nous remplaçons les « classes en lutte » d'Engels par « plusieurs classes dominantes » comme le fait Sweezy, il faut répondre aux questions de Dobb : quelle était la classe dominante de cette époque ? Comment caractériser l'Etat ?

Ces questions ont été débattues par les historiens marxistes soviétiques et anglais. Je me limiterai à reprendre leurs conclusions, sans refaire toute la démonstration. Ainsi, Z. Mosina, résumant les discussions soviétiques sur l'absolutisme qui eurent lieu en mars et avril 1940, fut en mesure d'affirmer sans crainte d'être contredit : « La conception d'une monarchie comme Etat des propriétaires fonciers nobles a été parfaitement admise par tous les historiens soviétiques. » Cette conception de la monarchie absolue englobait la monarchie Tudor et celle des premiers Stuarts, en Angleterre, comme le reconnaît Sweezy, tout en ajoutant qu'il y avait des problèmes spécifiques 1. Ceuxci furent discutés en détail par les historiens marxistes anglais en 1940 et de nouveau en 1946-47. Leur dernière conclusion fut que « l'Etat Tudor et les débuts de l'Etat Stuart étaient essentiellement l'institution du pouvoir exécutif de la classe féodale organisée à un degré supérieur [...]. Ce fut seulement après la révolution de 1640-49 que l'Etat en Angleterre commença d'être soumis aux capitalistes [...]. La révolution de 1640 substitua la domination d'une classe autre 2 ».

Comment ce point coïncide-t-il avec la formulation d'Engels citée par Sweezy et fréquemment reprise dans les discussions entre Soviétiques et Anglais? Il faut

^{1.} Z. Mosina, « The Discussion of the Problems of Absolutism », Istorik Marksist, n° 6, 1940, p. 69-74.

^{2. «} State and Revolution in Tudor and Stuart England », Communist Review, juillet 1948, p. 212.

noter l'extrême prudence des jugements d'Engels et ses nombreuses formulations. (S'il avait pu prévoir l'utilisation qui en serait faite, il aurait sans doute été plus précis.) Je cite la toute dernière traduction, en soulignant les mots sur lesquels il me semble important d'insister. « Exceptionnellement *, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'Etat, comme pseudomédiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre. Ainsi la monarchie absolue du XVII' et du XVIII' siècle maintint la balance égale entre la noblesse et la bourgeoisie³ (burghers): ainsi le bonapartisme du Premier et plus encore du Second Empire français faisait jouer le prolétariat contre la bourgeoisie et la bourgeoisie contre le prolétariat. »

Sweezy déduirait-il de ce passage que le prolétariat était une classe dominante en France entre 1852 et 1870 ? Ou que le pouvoir d'Etat bonapartiste était réellement (par opposition à ostensiblement) l'intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat? La formulation concise d'Engels, dans ce passage, devrait être lue en tenant compte de son exposé plus détaillé dans l'Anti-Dühring, publié six ans plut tôt : « Cependant, cette

3. Notons l'emploi du mot burghers par Marx et Engels pour désigner les catégories (estate) urbaines dans la société féodale, avant qu'elles ne se transforment en classe bourgeoise moderne prête à défier le pouvoir d'Etat.

^{*} Déjà cité plus haut. Pour permettre de comprendre la critique de C. Hill, nous donnons la traduction anglaise de ce passage qui diffère de celle choisie par Sweezy : « By way of exception, however, periods occur in which the warring classes balance each other so nearly that the State power, as ostensible mediator acquires for the moment a certain degree of independence of both. Such was the absolute monarchy of the seventeenth and eighteenth century, which held the balance between the nobility and the class of burghers; such was the bonapartism of the First, and still more of the Second Empire, which played off the proletariat against the bourgeoisie and the bourgeoisie against the proletariat > (Origin of the Family..., in MARX and ENGELS, Selected Works, Lawrence and Wishart, 1950, t. II, p. 290 - N. d. T.).

révolution puissante des conditions de vie économique de la société ne fut nullement suivie aussitôt d'une modification correspondante de sa structure politique. Le régime de l'Etat resta féodal, tandis que la société devenait de plus en plus bourgeoise 4. [...] Pendant toute cette lutte [de la bourgeoisie contre la noblesse féodale] la puissance politique était du côté de la noblesse, à l'exception d'une période où le pouvoir royal utilisa la bourgeoisie (burghers) contre la noblesse pour tenir en échec un "ordre" par l'autre. Mais, dès l'instant où la bourgeoisie, politiquement encore impuissante, commença, grâce à l'accroissement de sa puissance économique, à devenir dangereuse, la royauté s'allia de nouveau à la noblesse et par là provoqua, en Angleterre d'abord, en France ensuite, la révolution de la bourgeoisie 5. »

Ainsi, il me semble évident que l'hypothèse de Sweezy sur l'existence de deux ou plusieurs classes dominantes aux XV^e et XVI^e siècles en Angleterre est logiquement insoutenable : il est également sûr que rien dans ce que dit Engels ne prête à une telle interprétation. La remarque d'Engels ne doit pas être coupée de son contexte et doit être interprétée à la lumière de ce que Marx et lui ont dit en d'autres occasions ⁶. Si on se donne la peine de le faire, on aboutit aux conclusions des historiens marxistes soviétiques et anglais, à savoir que la monarchie absoluc était une forme de l'Etat féodal.

La place manque pour illustrer avec un exemple historique précis ces arguments de logique formelle. Mais je crois bien que les faits confirment la logique. Une étude détaillée de la façon dont la monarchie Tudor

^{4.} Anti-Diihring, Editions sociales, Ire partie, chap. x, p. 133. 5. Ibid., II partie, chap. II, p. 192. Souligné par C. H. Notons qu'Engels considère la bourgeoisie (burghers) « politiquement encore impuissante », là où Sweezy la voit déjà comme classe dominante.

^{6.} J'ai essayé de résumer leurs interprétations dans « The English Civil War interpreted by Marx and Engels », in Science and Society, winter 1948, p. 130-156.

maintenait l'équilibre entre la noblesse et les bourgeois (burghers) tendrait à prouver que sa médiation n'a jamais été autre qu'ostentatoire et son indépendance de la classe dominante féodale toute relative. Refuser le caractère d'Etat féodal à la monarchie absolue comme le fait Sweezy relève, je pense, d'une triple confusion. Tout d'abord, il y a comme une nostalgie de la définition étroite, bourgeoise et académique, de « féodal » comme terme militaire, en ignorant sa base sociale. Deuxièmement, le besoin de lier un Etat féodal à l'existence du servage. Un des meilleurs apports, à mon avis, du travail de Dobb sur cette période est d'avoir réfuté ce point et démontré que l'émancipation partielle de la petite production n'a pas transformé, en soi, la base économique de la société (et encore moins la superstructure politique), mais a cependant préparé les conditions du développement du capitalisme. Si le féodalisme est aboli avec le servage, la France de 1789 n'était pas un Etat féodal et il n'y a alors pas eu de révolution bourgeoise dans le sens d'un renversement de l'Etat féodal. Troisièmement, l'idée qu'un Etat féodal doit être décentralisé. En fait, ce fut précisément l'émancipation de la petite production née de la crise générale de la société féodale qui amena la classe féodale dominante, à partir du milieu du XIVe siècle, à renforcer le pouvoir central afin de 1) réprimer la révolte paysanne, 2) utiliser la fiscalité pour extorquer le surproduit conservé par les paysans riches, et 3) contrôler les mouvements de la main-d'œuvre par des règlements nationaux, depuis que les organes locaux du pouvoir féodal ne suffisaient plus. La monarchie absolue était une forme différente de la monarchie des Etats féodaux qui la précédèrent, mais la classe dominante resta la même, de même qu'une république, une monarchie constitutionnelle et une dictature fasciste sont toutes des formes de la domination de la bourgeoisie.

Christopher HILL (1953)

abatement to be a little of the artificial adaptions ding mulation of one representation of the contraction of The describing the read of other torns are died to the configuration of of interest of the court of the control of the cont cancelled distributed in the contradiction of the characteristic to fish abover taking, to process affine while confirming And Selated Sections of the second and the second second in the second second in the second second in the second s s thair ait in the templatitians at extending and obtain the fil comme technic militation on institution and income Pairs in injury out the full of thosed at thomas in bredi canca da sanceda. Un dos meditars appretas, é cesa evisa differential de Pacific auf ector administration des d'avents indicate lab Mikiwan nahadanandi ono bwacado sa mia**c** sa la police receipted on in pacternational on the in have ะอภิที่เกาะสุทา ได้ หาวิจาร อาจจาก (อ) โดยีเลดะ ณ จัด 🗠 เดียดกันวิษั chefabres sel tragara embraça as elem despublica pres da dévolector man de audinitaria S. la l'adoligne est ar institution of the PAVI on second of appropries of he is already randa principle di incepció la la grafia de la filidad de la filidad de la compania de la compania de la compa Antible mail their incomencement and brance of another food Translation of the design of the Health and Seed affects and the light of the particle of the second of the second in the percentage and the color place of the color protection of the profession of Workly and recent to do we device deadled on the prince Terepe or inverse of recontract a clash that the rulling of ri de diffra di l'empris de salte de el menione de est defen Let be hereas hehirenin of convioting mea build nation d'earle et 3) contoble les mones de la lacture Salitable Combinistic Comments in the resign be of the abuse Australius on helicel timbers ob zuspel assit en let suit Singlishic agreement tiers oute to ship mont untraile Linguist Science of the number of the North Adelian end of and in object dominant rate in marie de calme criver in addition, and manufactor constantialization เลี้ยา ob sene of orde colors they composi chairman clair. domination de la bener, cisie.

district design of the second of the second

8. Qu'entend-on par capitalisme?*

par Rodney Hilton

L'histoire du capitalisme a été étudiée par ses défenseurs comme par ses détracteurs à partir d'un certain

consensus sur la signification de ce terme.

« La question du capitalisme, écrit M. M. Postan ¹, doit son importance actuelle, dans les débats politiques et scientifiques, à Marx et aux marxistes. » Nombre d'historiens le suivent. E. Lipson, dans son *Economic History of England* ², adopte globalement la définition du capitalisme donnée par Marx. Il est d'accord pour dire que le caractère principal du capitalisme est l'opposition de classes entre les entrepreneurs qui détiennent le capital et les salariés qui, eux, ne le possèdent pas, cela par opposition à l'organisation caractéristique médiévale de l'industrie et de l'agriculture fondée sur les petits producteurs qui possédaient leurs propres moyens de production.

Des définitions à la fois implicites et explicites et beaucoup moins précises sont à la mode depuis quelques années. Une définition caractéristique a été donnée par H. Pirenne qui décrit « la tendance à l'accumulation constante de richesses que nous appelons le capitalisme ³ ». Deux historiens français de renom font

* Past and Present, février 1952.

^{1.} Economic History Review, n° 4. On trouvera une critique de l'usage de ce terme dans M.H. Dobb, Etudes..., op. cit., chap. 1.

^{2.} London, 1929, p. 468.

^{3.} Belgian Democracy, p. 30.

référence aux capitalistes et au capitalisme à propos de la grande propriété foncière à l'époque carolingienne 4. Et c'est sûrement une définition plus large que celle de Marx qui amène le professeur Armando Sapori, historien de l'industrie et du commerce italiens au Moyen Age, à parler d'une révolution capitaliste à l'époque de Thomas d'Aquin 5.

La définition de Pirenne se rapportait aux activités des marchands européens des XII^e et XIII^e siècles. De telles définitions confrontent enseignants et étudiants en histoire avec le problème de la « montée des classes moyennes » (associée, bien sûr à la croissance du commerce), qui semble commencer très tôt, se poursuivre bien longtemps et être l'explication de tant de mouvements et d'événements historiques. Car, bien que l'acte de naissance de la classe moyenne urbaine, en Europe médiévale, date du x° siècle 6, le professeur se doit d'expliquer que ce ne fut pas avant les xviie et XVIII° siècles que cette classe devint une force sociale dominante. Pourquoi lui fallut-il sept cents ans pour atteindre cette position si elle était bien montante pendans toute cette période? Tous les historiens ne lient pas l'expansion d'une classe fondée sur le commerce dans une société à prédominance rurale avec le développement du capitalisme. Toutefois, l'identité entre ces deux éléments est banale. Les spécialistes l'établissent avec quelques réserves qui disparaissent le plus souvent par simplification, pour des raisons pédagogiques. Le professeur de Roover, par exemple, spécialiste des questions bancaires au Moyen Age, parle d'une « révolution commerciale à la fin du XIII siècle » qui fraya la voie au « capitalisme mercantile qui, dans la plupart des pays d'Europe, ne fut remplacé par

^{4.} L. HALPHEN, Etudes critiques sur l'histoire de Charlemagne, Paris, 1921, p. 265, et J. CALMETTE, Le Monde féodal. Paris, 1951, p. 135.

dal. Paris, 1951, p. 135.

5. « Il Guisto Prezzo nella dottrina di San Tomaso »,

Studi di storia economica medievale, 1946, p. 191.

6. A. LESTOCQUOY, & The Tenth Century », Economic History Review, XVII, I.

le capitalisme industriel qu'au milieu du XIX° siècle 7 ». La plupart des travaux récents consacrés à l'industrie et au commerce du Moyen Age reposent sur l'hypothèse (généralement implicite) que ce dont il est question c'est le « capitalisme ».

Des recherches récentes ont montré qu'une génération antérieure d'historiens qui voyaient le Moyen Age comme une période d' « économie naturelle » commettaient une erreur. Ces historiens sous-estimaient la quantité de marchandises produites pour le marché, ainsi que le volume du commerce international et de ses conséquences sur l'activité économique. H. Pirenne, dans ses études sur la croissance des villes médiévales et dans ses œuvres plus générales 8, a considérablement influencé l'enseignement et l'étude de l'histoire économique médiévale. Il insistait sur la croissance du commerce international et le rôle qu'il jouait dans la transformation de la société féodale. Les interprétations les plus courantes sont celles qui ont exploré le développement du commerce et de l'industrie dans les régions économiques les plus avancées de l'Europe médiévale — la Flandre et l'Italie. Les recherches de G. Espinas ont souligné le rôle de l'activité industrielle des centres de tissage flamand, qui illustrent pleinement les remarques plus générales de H. Pirenne. A. Doren, R. Davidsohn, A. Sapori et d'autres ont montré comment l'activité commerciale des villes toscanes était plus évoluée qu'en Flandre 9. Ces centres produisaient des lainages pour le marché international.

7. Voir Money, Banking and Credit in Medieval Bruges, p. 11.

^{8.} Les Villes du Moyen Age, Paris, 1971; Histoire de Belgique. Bruxelles, 1900-1926; Histoire économique et sociale du Moyen Age, nelle éd., Paris, 1963; Mahomet et Charlemagne, Paris, 1961.

^{9.} G. ESPINAS, La vie urbaine de Douai au Moyen Age, Paris, 1913; Les origines du capitalisme, t. I, Sire J. Boinebroke, Lille, 1933; Une draperie rurale dans la Flandre française, Paris, 1923; A. DOREN, Florentiner Wollentuch Industrie, Stuttgart, 1901; R. DAVIDSOHN, Geschichte von Florenz, Berlin, 1896.

On achetait les matières premières loin de l'endroit où elles étaient traitées, en Angleterre, en Espagne ou ailleurs. Les colorants étaient cherchés jusqu'en mer Noire. Bien sûr, l'importation de ces matières premières et l'exportation des produits finis entraînèrent des mécanismes commerciaux complexes. Jusqu'à la fin du XIII° siècle, les grandes foires de Champagne furent les plus importantes des nombreux centres de commerce où les acheteurs du Sud rencontraient les vendeurs du Nord. Au xiv^e siècle, les importateurs (en particulier les Italiens) établirent des agences permanentes dans les centres d'industrie et de commerce. Pour éviter le transport de l'or et surmonter les difficultés d'échanges en espèces, on inventa les lettres de change. Cela permit le développement du crédit et des finances publiques internationales et facilita l'usure à petite comme à grande échelle 10.

Des recherches sur l'importance du commerce international et la vie agraire sont venues corriger l'impression ancienne d'un monde relevant d'économies « naturelles » fermées. La désintégration à partir du x1° siècle des grands domaines de l'époque carolingienne, la subdivision des domaines, la réduction du nombre des paysans de statut servile et l'essor de la rente payée en argent plutôt qu'en travail ou en nature ont été analysés il y a plus d'un demi-siècle ¹¹. Depuis les historiens ont tenté de relier ces faits, de façon plus définie, à l'expansion commerciale contemporaine. Cependant, l'étude des aspects marchands de l'agriculture a été moins poussée que pour l'industrie ou le

^{10.} Voir les travaux de A. Sapori et de Roover, déjà cités et R. Doehaerd, Les relations commerciales entre Gênes et l'Outremont, Bruxelles-Rome, 1941; I. et Y. Renouard, Les hommes d'affaires italiens du Moyen Age, Paris, 1949, et Les relations des papes d'Avignon et des compagnies commerciales et bancaires de 1316 à 1378, Paris, 1941.

^{11.} Voir L. Delisle, Etudes sur la condition de la classe agricole en Normandie au Moyen Age, Evreux, 1851, et H. See, Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age, Paris, 1901.

commerce. Il y a une bonne raison à cela, c'est que la production pour le marché était peu importante, sauf en Angleterre. Le démantèlement des grands domaines seigneuriaux fut plus tardif en Angleterre qu'en France ou en Allemagne occidentale, et ces grands domaines jouèrent un rôle essentiel dans la production marchande surtout au XIII° siècle. Par voie de conséquence, des vestiges de ce type de production pour le marché ont survécu en Angleterre, alors que ce n'est pas le cas sur le continent. On dispose de nombreux exemples de comptabilité annuelle de manoirs et de domaines royaux datant du milieu du XIII° siècle. Mais, en dépit du foisonnement de monographies valables sur des domaines individuels. on doit regretter la rareté de recherches systématiques évaluant la production marchande 12. Cependant, un historien moderne au moins a conclu que les domaines anglais au XII° siècle étaient des exemples d'agriculture capitaliste 13. Une certaine confusion règne, à l'évidence, dans l'étude des premières formes de capitalisme. Il serait donc bon de revenir à ce que Marx entendait par ce terme. Il l'utilisait pour exprimer ce qu'il décrivait comme un « mode de production » de la richesse matérielle de la société. Il croyait que les institutions sociales et politiques, les idées et les réussites de toute société, s'expliquaient, en dernière instance, par son « mode de production ». C'est pourquoi il constata, au cœur du changement de la société féodale en société capitaliste, le passage d'une société de petits producteurs essentiellement ruraux, dont les classes sociales les plus importantes étaient les seigneurs et leurs tenanciers asservis, à une société produisant des marchandises dont les classes principales étaient des entrepreneurs possédant un capital et des salariés qui n'en possédaient pas.

13. R. R. BETTS, « La Société dans l'Europe centrale et dans l'Europe orientale », Revue d'histoire comparée, 1948.

^{12.} N. S. B. Gras, The Evolution of the English Corn Market, Harvard, 1915. Ce travail de pionnier est à noter, bien qu'il reste superficiel.

Les idées générales de Marx sont suffisamment bien connues, et ses chapitres sur « L'Accumulation primitive du capital », dans le livre I du Capital, sont familiers à la plupart des historiens. Mais les trois chapitres du livre III 14 sont d'un intérêt plus particulier pour les historiens du Moyen Age, car ils résument ses idées, moins connues, sur la genèse du capitalisme. Son explication de fond est que le commerce d'argent ou de marchandises, même largement répandu, et même s'il permet une bonne accumulation d'argent en capital, ne transforme pas, par lui-même, la société féodale. La rapidité et les formes de la désintégration de la société féodale, au contraire, « dépendent de la solidité de cette dernière et de son articulation interne » en tant que « mode de production ». Ce furent davantage les contradictions internes à cette société que les conséquences du commerce extérieur sur celle-ci qui provoquèrent, au départ, sa chute.

Selon Marx, la seule forme de capital existant dans l'Antiquité et au Moyen Age était l'argent accumulé par les marchands et les usuriers. Le capitaliste médiéval type était le marchand qui tirait son profit du monopole de l'échange commercial entre des régions arriérées et géographiquement éloignées. Ce profit pouvait provenir de l'importation d'articles peu encombrants et d'un prix élevé (comme les épices venus d'Orient) ou de la spéculation sur les différences de prix des denrées de consommation courante entre deux régions. Le profit de l'usurier dépendait aussi des caractères plus rétrogrades qu'avancés de l'économie. Il tirait profit des extravagances de la classe possédante et de la perpétuelle faillite des paysans et des petits artisans. Mais c'est seulement lorsque le capital s'empare de

^{14.} En particulier 1. III, t. 1, chap. xx, « Aperçu historique sur le capital marchand »; t. 2, chap. xxxvī, « Notes sur la période précapitaliste »; t. 3, chap. xLvīi, « Genèse de la rente foncière capitaliste ». Le livre III a été mis au point d'après les notes de Marx, après sa mort, par F. Engels.

la production que le capital marchand et usurier est subordonné au capital industriel, et c'est seulement à partir de ce moment que l'on peut parler d'un « mode de production » capitaliste.

Sa conception du capital marchand médiéval conduisit Marx à douter que la croissance de la rente en argent avait, par elle-même, un lien direct avec le déclin des rapports féodaux. Il distinguait la « rente féodale » de la rente foncière capitaliste comme le capital marchand du capital industriel. La « rente féodale » payée par les paysans aux propriétaires terriens, que ce soit en nature ou en argent, est analogue à la « plus-value » que le capitaliste tire du salarié. Mais la rente foncière capitaliste n'est pas la seule source du revenu de la classe dominante. C'est seulement un surprofit, tiré par le propriétaire du fermier capitaliste, en vertu de son monopole établi sur une ressource naturelle, la terre.

Marx insistait sur l'effet corrosif de l'argent dans l'économie féodale, et il indiquait également les effets rétrogrades de l'action du capital marchand et usurier. Ainsi, dans l'industrie textile, la domination du capital marchand détériora seulement les conditions de vie des artisans, à tel point que leur situation était à certains égards pire que celle des salariés. L'usure, particulièrement à la campagne, causa une récession, sans changer le caractère de la société existante. « Le seigneur féodal endetté devient encore plus oppresseur, parce qu'il est lui-même plus opprimé. » Mais Marx considérait la croissance du capital marchand comme l'une des conditions préliminaires au mode capitaliste de production.

La plus importante de ces conditions préliminaires, en particulier pour le développement de l'industrie capitaliste, fut la concentration de la richesse en argent. Dans l'agriculture, le développement de la rente en argent aida à la stratification de la population rurale et à la croissance de l'agriculture capitaliste. Quand la rente en argent remplaça la rente en travail, les paysans purent consacrer tout leur temps à leurs propres par-

celles, et les plus riches d'entre eux accumulèrent un surplus. Les paysans plus pauvres, d'autre part, furent ruinés par l'effet de la demande continuelle de rente en argent et par l'usure. Quand la rente en argent apparut, il devint possible de donner un prix à la terre, ce qui favorisa l'achat et la vente de la terre; et, comme il y avait plus de terre sur le marché, la désintégration des tenures qui en résulta aida à la différenciation sociale de la paysannerie.

L'intérêt d'une telle analyse n'est pas de savoir si oui ou non elle paraît convaincante, mais si elle aide à interpréter les faits et résoudre certains des problèmes auxquels est confronté l'historien du Moyen Age. Un des problèmes les plus importants est de savoir jusqu'à quand ont persisté les formes plus anciennes de structure économique et d'organisation sociale

et jusqu'à quand elles ont dominé.

Les principales lignes d'évolution nouvelle dans la vie agraire, à la fin du Moyen Age en Europe occidentale, sont suffisamment bien connues. Les exigences légales des seigneurs envers leurs tenanciers étaient plus réduites : la majorité des tenanciers n'était plus obligée de travailler sur le domaine du seigneur, la rente en argent dominait et la somme totale des rentes payées aux propriétaires terriens diminuait. En bref, le contrôle des seigneurs sur la paysannerie s'était affaibli. Laissons de côté pour l'instant le rapport exact entre ces nouveaux aspects et l'accroissement de la production marchande, et voyons brièvement jusqu'à quel point le caractère fondamental de la société avait changé. Les grands domaines tendaient à disparaître ou se réduisaient; mais ils n'avaient jamais constitué plus qu'une partie de la terre cultivée, et les techniques employées ne différaient pas beaucoup de celles qu'utilisaient les paysans sur leurs tenures. La petite production paysanne continuait, comme par le passé. Il est vrai qu'à partir du XIVº siècle un certain nombre de paysans plus riches et un peu plus élevés dans la hiérarchie sociale et une bonne partie de la petite noblesse commencèrent à pratiquer une agriculture à une échelle un peu plus grande.

Ils avaient besoin de main-d'œuvre salariée. C'était encore insuffisant pour entraîner une transformation du système ancien. De plus, bien qu'un rapport seigneurtenancier fondé sur le paiement d'une rente en argent puisse être considéré, à la lumière de ce qui suivit, comme une étape transitoire importante dans le déclin de l'agriculture médiévale, les principaux caractères du féodalisme persistaient. Les propriétaires continuaient de percevoir les rentes des paysans, grâce à une contrainte extra-économique 15. Les paysans versaient à leurs seigneurs une partie de leur surproduit, sous la contrainte des mêmes sanctions légales et militaires qu'autrefois (bien que l'alourdissement de la machine d'Etat les rendît beaucoup plus efficaces). Le fait que le surproduit du paysan devait être converti en argent au lieu d'être fourni directement en travail ou en nature ne changeait pas encore les rapports de classes.

La petite production fonctionnait aussi dans l'artisanat. Il y eut un grand changement lorsque s'ajouta aux activités des paysans dispersés dans les villages l'effort productif de nombreux ateliers concentrés dans les villes et organisés en corporations. Cela s'inscrivait dans l'expansion économique générale des x11° et x111° siècles. Dans certains centres d'exportations, surtout textiles, des groupes de riches marchands s'emparaient des deux extrémités du processus de production : la fourniture des matières premières et la vente du produit fini. Ce faisant, ils tuèrent l'indépendance de l'artisan. Mais les grands marchands de Douai, Gand ou Florence ne révolutionnèrent pas la production. Bien que l'on aboutît à une certaine centralisation des travaux de préparation et de finition, la plus grande partie du

^{15.} Le salarié est obligé, pour subsister, de travailler pour le capitaliste; la contrainte exercée sur lui est directement économique. Propriétaire de ses moyens de production, le paysan dans la société féodale est contraint, sous la menace de la force, de verser sa rente au seigneur. Telle est la cause de l'absence de liberté individuelle du paysan dans la société féodale.

travail était faite dans les ateliers familiaux des maîtres artisans. De plus, malgré l'existence d'une force de travail prolétarienne d'une certaine importance dans les centres textiles flamands et italiens, la concentration des équipes travaillant dans les ateliers des marchands n'excédait pas quatre ou cinq membres. La majorité d'entre eux était employée dans les ateliers des maîtresartisans à côté desquels ils travaillaient ¹⁶.

D'une certaine façon, les grands marchands retardèrent le développement de la production. Ils craignaient l'essor de la production pour le marché par les artisans eux-mêmes. C'est pourquoi ils s'employaient à interdire toute collusion entre artisans des différents stades du processus de production. Laisser les tisserands passer directement leur produit aux teinturiers comportait le risque, pour le marchand, de voir un élément venu des artisans prendre le contrôle du processus de production de l'intérieur. Cela faillit se produire en Flandre au xive siècle, lorsque le pouvoir politique de l'ancien patriciat des marchands drapiers s'effondra et que les tisserands des villes comme Gand introduisirent un entrepreneur qui allait prendre en charge l'organisation de l'industrie, si des facteurs politiques, la montée de la manufacture dispersée à la campagne et la chute de l'industrie textile flamande ne les en avaient empêchés 17. Ce fut aussi pour parer ce danger que, dans l'Europe du Nord et en Italie, les marchands qui fournissaient la matière première exigeaient qu'à chaque étape du processus de production le produit soit rapporté à l'entrepôt central du marchand qui le faisait parvenir à l'artisan suivant dans la chaîne.

^{16.} Les ciompi florentins se rapprochent le plus d'un prolétariat organisé. Leur faiblesse se révéla dans la révolte de 1378, lorsque leur brève prise du pouvoir s'effondra dès qu'ils se coupèrent de leurs alliés parmi les artisans et petits marchands. On peut ajouter que la facilité avec laquelle la grande bourgeoisie réussit à les isoler permet de mesurer leur immaturité.

^{17.} Voir H. VAN WERWEKE, « Currency manipulations in the Middle Ages », in *Transactions of the Royal Historical Society*, 4° série, XXXI.

Tant que l'artisan resta subordonné au marchand de cette façon, aucun changement dans les méthodes traditionnelles de la petite production ne fut possible.

Dans l'agriculture, l'industrie et les finances, il y eut à la fois conservatisme et changement. De grandes concentrations de capital marchand et des mécanismes élaborés de crédit et d'échange furent les caractéristiques nouvelles des XIIIe et XIVe siècles. Elles se manifestèrent lorsque les exportations industrielles européennes rétablirent l'équilibre du commerce entre l'Europe occidentale et l'Orient 18. Les agents humains de ce développement furent ces grands marchands dont les banquiers italiens représentaient la fine fleur. Et pourtant, en dépit de leur pouvoir apparent, comme financiers internationaux ils s'adaptèrent à la manière de leurs ancêtres des XIe et XIIe siècles, à la structure sociale existante. La diversité de leurs intérêts de banquiers, prêteurs d'argent et marchands de n'importe quelle denrée, leur permettait de s'adapter politiquement et socialement aux cercles féodaux dominants. Car ces derniers étaient leurs principaux acheteurs de produits de luxe et leurs principaux débiteurs. On doit souligner que les vieilles méthodes et les vieux rapports de production persistaient. Pourtant, il y eut de très grands changements dans l'Europe médiévale entre les xie et xv° siècles. Sans ces changements, un développement ultérieur n'aurait pu se produire. Ce qu'il faut dire, c'est qu'en dépit de l'expansion de la production, de la population et du commerce au XIIIº et au début du xiv^e siècle, les traits principaux de l'ancienne structure sociale et politique demeurèrent, pour ne disparaître qu'aux xviie et xviiie siècles. Bien sûr, les formes de gouvernement et les rapports sociaux changèrent beaucoup au Moyen Age. Mais les Etats d'Europe continuèrent d'être gouvernés par et pour les aristocraties

^{18.} M. Bloch, « Le Problème de l'or au Moyen Age », Annales H. E. S., 1933; M. LOMBARD, « L'Or musulman du vii° au xi° siècles », ibid., 1947; F. Braudel, « Monnaies et Civilisations », ibid., 1946.

terriennes représentées par les monarchies féodales. Ils n'étaient pas gouvernés par ou pour les marchands ou les industriels. C'est pourquoi il fallait d'abord faire la révolution bourgeoise pour que la pleine expansion du capitalisme soit possible. Nous avons insisté sur la persistance de la vieille structure dans l'industrie et le commerce pour montrer la base économique de la persistance de la domination des classes anciennes. C'est la raison pour laquelle accepter sans aucune critique le point de vue que le capitalisme se développa graduellement depuis le XIII^e siècle peut conduire à la falsification de l'histoire réelle du capitalisme comme de l'époque antérieure.

Selon la critique esquissée ci-dessus, il est nécessaire que la recherche prenne une direction nouvelle : celle de la genèse du capitalisme. Il ne s'agit pas de minimiser la valeur des travaux des différents spécialistes de l'histoire du commerce, de la banque et de l'industrie. Cependant, un grand nombre de questions dont les historiens contemporains ne se sont pas encore occupés restent à traiter ¹⁹.

Sur les questions et de la chronologie du capitalisme et de ses premières caractéristiques, il faudrait suivre deux lignes. D'abord établir une chronologie des méthodes et des rapports de production dominants et la coordonner à celle mieux connue de la croissance du commerce. Deuxièmement, étudier les rapports entre les instances économiques sociales et politiques de la société. En particulier, la signification et les conséquen-

^{19.} Notons ce que R. DOEHAERD, dans son admirable travail, déjà cité, considère être les phénomènes « qui constituent l'ossature de la vie économique internationale et locale de tous les temps » : il s'agit de « la question des produits qui sont l'objet du commerce [...] celle de leurs centres de provenance ou de production, des places où ils sont échangés, des centres d'exportation et d'importation, des voies et moyens de transport, des agents d'échange, des méthodes d'échanges, des moyens monétaires et du crédit » (p. 142). Il est tout à fait remarquable que les questions de production ne fassent pas partie de la vie économique.

ces des inégalités dans le développement de ces différents aspects de la vie humaine méritent d'être étudiées.

Il est clair que nous obtiendrons les résultats les plus probants en ce qui concerne la fin de la société féodale et le début de la société capitaliste, si nous prêtons attention d'abord aux techniques et aux rapports de production. Bien sûr, l'expansion commerciale du Moyen Age doit être examinée en association très étroite avec la recherche des changements dans le mode de production. Mais l'histoire du commerce à elle seule ne nous dira pas comment et quand les rapports caractéristiques du féodalisme cédèrent la place à ceux du capitalisme, comment l'agriculture paysanne et l'industrie des artisans furent remplacées par de grandes concentrations de capitaux et des travailleurs salariés, comment enfin les rentes firent place au profit né de la valeur que donne le travail de l'ouvrier au produit fini.

Les conditions politiques réclament plus d'attention. La structure politique et les mouvements politiques se dégagent, en dernière analyse, des rapports sociaux fondés sur la production, mais les changements économiques et politiques ne se développent pas de pair. Bien qu'ils se développent inégalement, ils sont intégralement liés. Il est impossible de parler de système capitaliste lorsque la superstructure politique et légale de la société est encore façonnée par des conditions précapitalistes. Le pouvoir politique, même entre les mains d'une classe dominante dont la base économique se détruit, peut encore retarder le développement de formes économiques et sociales nouvelles. L'histoire de l'Angleterre sous les Tudors et les Stuarts, celle de l'Europe centrale et orientale au XIX° siècle, illustrent bien cet aspect.

Quels sont les problèmes qui exigent toute l'attention de la recherche historique? La croissance de la production capitaliste ne peut être mesurée simplement en estimant le niveau de la production marchande. Le développement des techniques, la croissance du volume de la production totale requièrent aussi son attention.

Ces problèmes sont communs à l'agriculture et à l'industrie; en vérité, il ne faut pas s'imaginer qu'en étudiant les origines du capitalisme on doive privilégier l'industrie. L'histoire de l'Angleterre jusqu'à la révolution de 1640 ne serait qu'à moitié racontée si on négligeait la croissance du capitalisme dans l'agriculture.

La question des techniques ne devrait pas être considérée simplement comme un des problèmes d'évolution technologique. Ce qui est important, ce sont leurs effets économiques et sociaux. L'un des obstacles majeurs à l'accumulation et à l'investissement du capital résidait dans la petite échelle des unités de production dans l'agriculture et l'industrie. C'est pourquoi l'un des problèmes cruciaux, pour le chercheur, est de découvrir le nombre, la dimension et les méthodes d'exploitation à la fin du xiv et pendant le xv siècle des éléments prospères de la campagne — paysans riches et petite noblesse. Tout ce que nous savons actuellement sur ces unités de production, c'est qu'elles dépassaient considérablement en surface les tenures paysannes moyennes du XIIIe siècle, allant au-delà de cent acres cultivables; il s'agissait d'exploitations mixtes, comprenant la tenure héréditaire de l'exploitant, des fragments de tenures perdues par d'autres paysans et des terres en location; l'exploitation nécessitait l'emploi de main-d'œuvre. Nous devons aussi connaître la chronologie et les résultats du passage à l'élevage des moutons pour la production lainière. Il est probable qu'au milieu du xvº siècle l'Angleterre produisait moins de laine qu'au début du xive 20. Pourtant, on a beaucoup écrit sur l'Angleterre « où l'élevage du mouton remplaçait les champs de blé 21 ».

Les questions de la dimension des exploitations et du type d'agriculture posent immédiatement le problème de la force de travail à la fin du Moyen Age.

^{20.} Voir l'estimation de la production lainière au xv* siècle dans E. Power, *Medieval English Wool Trade*, London, 1941, p. 37.

^{21.} E. LIPSON, History of the English Woolen and Worsted Industries, London, 1921, p. 16.

Y eut-il un déclin proportionnel ou une augmentation du nombre des salariés ruraux dans la seconde moitié du XIVe siècle? Dans un article récent 2, le professeur Postan a contesté l'idée habituelle que la force de travail salariée avait augmenté en nombre à cette époque. A partir de l'augmentation de salaires réels, il a pu constater un recul du nombre des salariés par rapport aux autres couches de la population. Il estime que les travailleurs agricoles sans terres et les petits tenanciers occupèrent les terres des victimes de la Mort Noire (la peste). Mais qui venait alors travailler sur les exploitations agrandies de la couche supérieure des vilains, yeomen et petite noblesse? Alors que l'étude des rentes et revenus fonciers des XIVº et XVº siècles vient confirmer que la classe des petits tenanciers avait diminué par rapport aux autres couches de la paysannerie, on manque de documents pour estimer le nombre de ruraux sans terres. Le meilleur témoignage anglais dont on dispose n'est pas entièrement satisfaisant. Il s'agit d'un rapport officiel des rôles de capitation de 1381. A la différence des rapports précédents, il mentionne les professions de tous ceux qui payaient l'impôt. Les listes sont très incomplètes, à cause de la fuite massive des contrôleurs d'impôts 23.

Mais ceux qui se cachèrent et ne furent pas comptés étaient très certainement les ruraux sans terres, étant donné que maisons et terres ne peuvent guère être dissimulées. Ainsi ces rapports sous-estiment la proportion de travailleurs salariés. Toujours est-il que ceux qui ont été étudiés donnent une proportion très élevée de cette catégorie, mais des recherches plus poussées doivent être menées pour parvenir à des conclusions sérieuses ²⁴.

^{22.} Some Economic Evidence of Declining Population in the Later Middle Ages », Economic History Review, 2° série, II, 3.

^{23.} C. OMAN, The Great Revolt of 1381, Oxford, 1906.
24. Dans le Leicestershire, sur deux centaines on trouve
28 % d'imposés ouvriers salariés en dehors de la population
urbaine et des artisans ruraux. La comparaison avec la Russie au XIXº siècle peut être utile. La montée des salaires ne

Une estimation globale des salaires à la fin du Moyen Age est plus significative que l'indication de la croissance des rapports sociaux capitalistes. C'est en plus une preuve indirecte de l'existence de la production marchande. Lorsque les paysans perdaient leurs terres, ils ne devenaient pas seulement des ouvriers. Ils devenaient consommateurs, leur revenu était entièrement constitué par leur salaire (en grande partie en argent) et ils devaient alors acheter sur le marché, ce qu'ils ne faisaient pas avant 25. L'évaluation quantitative des débuts du marché intérieur est difficile à estimer, d'autant plus que nous avons tendance à surestimer le commerce international (pour lequel, d'ailleurs, on dispose d'une documentation grâce aux douanes et aux droits de péage) et à ne pas tenir assez compte de la demande intérieure 26. De plus, pour évaluer la place de la production marchande pour le marché intérieur par rapport au système de production dans son ensemble, il faudrait pouvoir calculer la proportion des marchandises produites pour l'usage direct et pour le marché. Il faudrait également ajouter ce que nous savons déjà sur les différences régionales en Angleterre, quelle part du produit total du paysan allait au marché, ce qu'il restait une fois les rentes pavées.

Certaines de ces indications de recherches s'appliquent également à l'industrie. Ici aussi, la dimension et la nature de l'unité de production est tout à fait

venait pas seulement de la raréfaction de la main-d'œuvre, mais de l'accroissement du travail salarié pur par rapport au travail d'appoint des petits tenanciers; étant donné qu'une partie des revenus de ces derniers venait de leur petite tenure, la rémunération en argent pouvait ne pas monter, tandis que, pour les salariés purs, c'était impossible.

^{25.} Cf. K. MARX, Le Capital, I. II, t. 3, chap. xxiv, et

LÉNINE, Œuvres choisies, t. I, p. 223-225.

26. M. MALOWIST, IX^e Congrès des Sciences historiques, Rapports, p. 314, qui permet d'établir une comparaison avec la Pologne au xv^e siècle.

importante. L'organisation permanente de la production sur la base de l'unité de la famille artisanale empêcha le développement des rapports de production capitalistes de production. Mais se limiter à estimer la distance parcourue sur le chemin du capitalisme à partir de ce seul facteur est tout à fait insuffisant. L'une des façons les plus efficaces pour appréhender le problème des débuts du capitalisme dans l'industrie serait de faire une histoire comparée des manufactures textiles en Flandre et en Italie centrale au Moyen Age et en Angleterre aux xvie et xviie siècles 27. La concentration du capital et du travail, l'organisation de la fourniture de matières premières et la vente des produits finis par les capitalistes des villes flamandes et italiennes, à la fin du XIIIe et au commencement du xiv° siècle, étaient telles que l'on pourrait presque dire que ces sociétés touchaient au mode de production capitaliste. Cependant, le capitalisme moderne puisa sa force initiale dans l'industrie textile anglaise et ne sortit pas directement des principaux centres médiévaux. Ses bases étaient déjà jetées dans l'industrie rurale domestique qui avait fui les centres urbains traditionnels. Nous savons, bien sûr, que les restrictions qu'imposaient les corporations furent une des causes du déplacement du centre de gravité de la ville vers la campagne. Mais c'est seulement un des aspects du problème.

L'étude de l'échec du capitalisme en Flandre et en Italie nous oblige à approfondir la question. Le problème est insoluble si on se limite aux facteurs techniques et économiques, car les évolutions sociales et politiques étaient primordiales. Les Boinebroke de Douai et les Bardi ou les Acciaiuoli de Florence différaient tout à fait des entrepreneurs anglais du XVII^e siècle. Ces premiers capitalistes avaient des intérêts commerciaux non spécialisés; leurs liens financiers avec

^{27.} Il existe, à ce sujet, un grand nombre d'études.

les grands féodaux étaient très étroits; ils étaient tellement intégrés dans les rapports politiques et sociaux du féodalisme européen, que toute tentative pour établir une nouvelle forme de société était impossible tant qu'ils étaient au pouvoir. En Flandre, au début du xive siècle, ils se lièrent avec le roi de France et la noblesse féodale contre les artisans urbains et les paysans. A Florence, au xive siècle, le schéma classique de la révolution bourgeoise dans ses aspects les moins héroïques préfigura le spectre de l'avenir: la bourgeoisie s'allia avec ses ennemis féodaux, vaincue par sa peur des travailleurs et des artisans, et, ce faisant, sapa son propre avenir en tant que classe ²⁸.

Pour reprendre l'expression de Marx, « la solidité et l'articulation interne » de la société féodale étaient encore suffisantes, même pendant la période de crise économique et sociale, pour empêcher que le nouveau mode de production ne s'établisse. Mais comment et

pourquoi? Cela reste à approfondir.

On ne peut se limiter à étudier le capital, le travail salarié et les unités de production sous leurs aspects économiques. Puisque les hommes font leur propre histoire, l'historien doit savoir quel rôle la conscience politique et sociale des différentes classes sociales a joué pour avancer ou retarder le rythme de l'évolution capitaliste. Puisque cette conscience n'est en aucun cas un reflet direct de l'activité économique de ces classes. l'historien doit étudier les lois, la politique, l'art et la religion. Le féodalisme comme le capitalisme ne peuvent être compris seulement comme des phases de l'histoire économique. La société et son mouvement doivent être étudiés dans leur totalité, car autrement la signification d'une évolution non linéaire et des contradictions entre la base économique de la société et ses idées et institutions ne pourrait être appréciée.

^{28.} F. ANTAL, Florentine Painting and its Social Background, London, 1947, en particulier les deux premiers chapitres, et N. RODOLICO, I Ciompi, Firenze, 1945.

Si l'on ne parvient pas à évaluer leur signification, non seulement on ne comprendra pas la croissance et la victoire finale du mode capitaliste de production, mais on ne comprendra pas davantage le principe de la force motrice de toute évolution humaine.

Rodney Hilton (1952)

Siden de pervient pue à évalue leux dissiliterieus non seulouxes du confirme par la ceur digre et lusitions made du mode court est de production muit et est compressite un de contage le principe de la litere modrine de concervation importes.

measulfs subbash

II

Contributions

H

Contributions

1. Présentation *

par Giuliano Procacci

Le point le plus débattu de la polémique entre Dobb et Sweezy concerne le problème de la validité des thèses de Pirenne sur le rôle du commerce, sous ses diverses formes, dans le développement et le déclin de la société féodale. On connaît les thèses de l'historien belge : le courant des échanges développés sous l'Empire romain dans le bassin de la Méditerranée fut interrompu au VIII' siècle, lors de l'apparition sur la scène européenne des conquérants arabes et de l'Empire franc, de Mahomet et de Charlemagne, qui brisèrent l'unité préexistante. La reprise économique de l'Europe au xi siècle, que détermina précisément la reprise de ce commerce international, fut essentiellement l'œuvre de déracinés tels que Godrich de Finchale : les premiers, dans une société fractionnée en compartiments étanches, constituant chacun une unité économique, ils stimulèrent et provoquèrent une renaissance des trafics et des marchés. « Au commencement — comme dira Hauser à propos des origines du capitalisme était le commerce. » Il est évident qu'une telle priorité chronologique et causale de l'élément commercial dans la genèse et le développement de la société féodale amène par voie de conséquence à considérer le commerce, et ce type particulier de capital qui se construisit sur lui, comme l'élément moteur du développement de la société féodale, à laquelle il aurait donné la vie. De même, l'évolution de la société féodale et son

^{*} Società, 1955.

dépassement par la société capitaliste seraient en rapport direct avec le destin du commerce et du capital commercial.

Les arguments critiques produits par Sweezy à l'égard de l'œuvre de Dobb sont tout près des thèses de Pirenne. Selon Sweezy, le grand commerce fut une force créatrice, qui engendra un système de production pour l'échange, coexistant avec l'ancien système féodal de production pour la consommation. Une fois juxtaposés, ces deux systèmes commencèrent naturellement à s'influencer réciproquement. Le féodalisme de l'Europe occidentale fut caractérisé — toujours selon Sweezy par le fait qu'il était, malgré son instabilité et son insécurité chroniques, un système doué d'une forte tendance à maintenir ses méthodes et ses rapports de production. Il fallait que le facteur de dissociation de cette stabilité vînt d'un élément extérieur au système. Ce fut justement le rôle du commerce : il favorisa le développement des villes et des premières industries, il provoqua la fuite des serfs vers les villes, il fit en sorte qu'à la longue cette coexistence entre féodalisme et système de production pour l'échange ne pût durer; elle s'acheva en effet par la liquidation du féodalisme en Europe occidentale. Sweezy n'oublie certainement pas que la production marchande du capitalisme est bien différente de celle qui se manifeste pendant l'époque féodale, car elle constitue une forme de production marchande plus organisée et plus complexe. Aussi se trouve-t-il en face d'une difficulté : comment caractériser la période historique, qui comprend à peu près les xv° et xv1° siècles, quand d'un côté le féodalisme est mourant, quand de l'autre on n'apercoit pas encore les éléments et les caractéristiques du mode de production capitaliste? Sweezy se dégage de cette difficulté en supposant une phase historique où les éléments prédominants ne sont ni féodaux ni capitalistes : il propose de caractériser cette période comme celle « de la production commerciale précapitaliste ». C'est en ce sens qu'il critique l'opinion de Dobb suivant laquelle cette période serait en substance encore féodale.

Du point de vue théorique, les vices logiques de l'hypothèse de Sweezy sont évidents. Si l'on veut donner une interprétation marxiste du problème de la transition du féodalisme au capitalisme, comme le tente l'économiste américain, on ne peut faire abstraction de la méthode dialectique, soutien principal du marxisme lui-même. Or affirmer que le féodalisme constituait une formation historique inerte, susceptible non pas d'un développement interne, mais plutôt d'une impulsion extérieure, c'est poser le problème en termes de causalité et non d'interaction dialectique. C'est pourquoi Dobb réplique bien à propos : affirmer que le féodalisme ne possédait pas en lui-même de facteurs de changement, ce serait admettre une exception à la loi générale du marxisme selon laquelle la société est mise en mouvement par ses contradictions internes. De même, l'hypothèse d'une période intermédiaire et autonome entre féodalisme et capitalisme (quelle que soit l'étiquette qu'on veuille lui donner) revient à renoncer à saisir historiquement le processus de formation du nouveau à l'intérieur de l'ancien : ce que Marx appelle « le travail d'enfantement » par lequel une société nouvelle se dégage du sein de l'ancienne. De semblables considérations méthodologiques ont été développées non seulement par Dobb, mais encore par Hilton et par Takahashi.

Ces vices logiques supposent cependant un vice parallèle d'interprétation historique. Il faut ici prendre en considération les objections de fait que les interventions successives ont portées aux critiques de Sweezy. Dobb ainsi que Hilton ont tenu à souligner que le développement et le déclin du féodalisme se produisent par suite d'éléments agissant sur lui de l'intérieur. Dobb a mis en évidence — comme il l'avait déjà fait dans ses *Etudes* — que, dans certaines régions périphériques, par rapport aux grandes voies et aux grands courants d'échange, la désintégration des rapports sociaux typiques du féodalisme (le servage par exemple) se produisit plus tôt que dans les régions directement parcourues par ces voies commerciales. Ce fut le cas des régions les plus éloignées de l'Angleterre septentrionale : le servage y disparut plus tôt que dans les régions plus avancées du Sud-Est. De même, le « second asservissement » en Europe orientale coïncide avec une période de développement commercial. Cela ne signifie pas — et Dobb le souligne énergiquement — que le développement du commerce et la production marchande n'aient pas eu un rôle considérable dans le processus de développement de la société féodale et dans son dépassement. Cependant, il s'agit là d'un facteur subordonné — pour reprendre un passage de Marx que Dobb cite dans ses Etudes — « à la solidité et à l'articulation interne » du mode de production.

C'est à décrire cette articulation interne que vise la contribution de Hilton à la polémique. Elle développe quelques considérations des Etudes et s'efforce de pénétrer à l'intérieur de la société féodale. La tendance de la classe des exploiteurs à réaliser le profit maximum sur le travail des simples producteurs, telle est sa loi fondamentale, ce qui entraîne une contradiction avec les exigences du développement social et des contradictions parmi les exploiteurs eux-mêmes. Dobb et Hilton réussissent à nous convaincre, lorsqu'ils réfutent les thèses de Pirenne reprises par Sweezy sur le rôle du commerce comme « premier moteur » (c'est le mot de Hilton) de la société féodale; par contre, leur reconstruction historique de la dialectique interne du féodalisme apparaît moins claire. On a l'impression que l'aspect défensif et critique l'emporte sur l'aspect constructif et positif. La difficulté d'élaboration devient ici en effet plus sensible, par suite de l'insuffisance des matériaux dont on dispose; Sweezy a relativement beau jeu de remarquer que Dobb admet luimême qu'il est difficile de prouver la thèse d'un « premier moteur » interne au mode de production féodal.

Cette difficulté et cette gêne apparaissent, me semble-t-il, avec une certaine évidence lorsqu'on considère la manière dont est abordé le problème central pour l'argument en discussion, celui des origines des villes médiévales. A ce sujet précisément, fait remarquer Sweezy, la théorie de Dobb de la cause interne de la chute du féodalisme pourrait encore être sauvegardée, à condition de démontrer que la naissance des villes est due à un processus intérieur au système féodal. Mais ce n'est pas là, à son avis, ce que Dobb soutient : il prendrait une position éclectique sur la question de l'origine des villes médiévales, mais reconnaîtrait que leur essor fut en général directement proportionnel à leur importance comme centre commercial. Le commerce ne pouvant être considéré en aucune façon comme une forme d'économie féodale, il s'ensuivrait que Dobb peut difficilement soutenir que la naissance de la vie urbaine fut la conséquence de facteurs internes au système féodal.

Le point de vue de l'économiste américain sur le rapport d'exclusion réciproque entre commerce et féodalisme ne peut sans doute être admis les yeux fermés. Cependant, ses critiques sur l'incertitude avec laquelle Dobb a abordé le problème de l'origine des villes ne sont pas sans importance. En effet, les Etudes se bornent à exposer les diverses théories formulées à ce propos et à adopter les éléments les plus probables de l'une et de l'autre. Mais le problème de l'origine des villes au-dedans (ou au-dehors) de la société féodale n'est pas abordé de manière organique et consciente, comme il l'aurait mérité, de sorte que le lecteur a l'impression de rencontrer ces villes sans en avoir connu le processus de formation.

Dans sa réplique à Sweezy, Dobb n'a pas manqué de relever ses critiques sur ce point. Cependant, sa manière de s'exprimer trahit, me semble-t-il, quelque incertitude. Il n'admet pas qu'on lui attribue, entre autres, la thèse que la naissance des villes fut un processus intérieur au système féodal. Mais il avoue qu'il croit en quelque mesure que cette dernière proposition est juste : puisque le féodalisme fut loin d'être une économie purement naturelle, par cela même il encouragea les villes à pourvoir à son besoin de grand commerce. Le manque de clarté de Dobb reflète peut-être l'insuffisante

pénétration de ce problème. Il est évident que, si le problème du rapport ville-campagne, comme contexte historique du rapport production-commerce, n'est pas résolu d'une manière organique, il sera difficile de réfuter la théorie de Pirenne sur le caractère extérieur du commerce venant détruire la société féodale, en même temps que les théories connexes sur le « capitalisme » des villes médiévales.

D'autres courants historiographiques de tendance marxiste ont poussé l'analyse plus avant. Je me réfère en particulier à des travaux soviétiques qui considèrent précisément la ville et la production marchande suscitée par elle comme un moment du développement historique du mode de production féodale. La question a été traitée récemment par la revue Voprosi istorii 1. L'auteur de l'article, F. Ja. Polianskii, soutient que « la création des villes constitue une forme de l'expansion politique et économique du régime féodal »; la production marchande servit le féodalisme, elle constitue l'un de ses éléments intégrants, et non pas quelque chose d'extérieur et d'antagoniste. Il s'ensuit que les manifestations de précapitalisme, constituées par l'industrie de quelques villes médiévales, celles d'Italie et de Flandre en particulier, n'ont, selon le point de vue de l'auteur cité, qu'un caractère « épisodique ».

Si l'on veut d'ailleurs s'en tenir à l'historiographie anglo-saxonne, on trouvera assez de preuves d'un jugement historique orienté en ce sens. En février 1953, un mois après l'article cité de Voprosi istorii, paraissait dans la revue anglaise Past and Present, dont Dobb, Hill et Hilton sont rédacteurs, un article d'A. B. Hibbert sur les origines du patriciat dans les villes médiévales². Hibbert examine la thèse de Pirenne sur le rôle du commerce dans les origines et le développement des villes médiévales. Selon cette thèse,

Patriciate >, Past and Present, février 1953, p. 16.

^{1.} F. Ja. POLIANSKII, & O lovarnom proisvodstve u usloviakh feodalism », Voprosi istorii, 1953, n° 1, p. 52.

2. A. B. Hibbert, & The Origins of the Medieval Town

affirme Hibbert, il y a une incompatibilité naturelle entre un Etat féodal et un Etat qui permet le développement du commerce et de l'industrie. La théorie ainsi que les faits montrent au contraire qu'au commencement du Moyen Age le commerce ne fut pas du tout un dissolvant de la société féodale, mais qu'il fut le produit naturel de cette société et que même la classe féodale (feudal rulers) encouragea jusqu'à un certain point son développement. C'est que l'épanouissement de l'activité et de la production marchandes dépend, à ce stade, du développement de la structure agricole. Il s'agit donc d'un fait intérieur au mode de production féodal et d'une « nécessité fondamentale pour tout développement urbain ». Hibbert rappelle que beaucoup de centres urbains médiévaux ont une origine seigneuriale; il cite, en les interprétant en ce sens, les exemples de Gênes, Milan, Lincoln, des villes polonaises, de Bergen, Cambridge, Arras, et même l'exemple de Dinant, qui avait été étudié par Pirenne. Il allègue comme pièces justificatives, en plus de quelques monographies communales bien connues, les récentes études de Lestocquoy sur les villes de Flandre et d'Italie et la communication de Sapori au Congrès international d'histoire en 1950³. Il s'agit en ce cas d'études postérieures à la publication des Etudes, dont tant Dobb que Sweezy n'ont pu tenir compte au moment de leur polémique. Il importe de souligner que les recherches postérieures ont confirmé ce que Dobb avait esquissé, bien qu'en une forme très prudente, dans sa réplique sur l'origine des villes médiévales.

Il semble toutefois que la position de l'historien anglais n'est encore qu'une hypothèse de recherche; mais elle est la plus satisfaisante sur le point spécifique de la polémique Dobb-Sweezy, qui porte sur le rôle du

^{3.} Le livre de LESTOCQUOY (Aux origines de la bourgeoiste : les villes de Flandre et d'Italie sous le gouvernement des patriciens) a paru à Paris (Presses universitaires de France) en 1952.

commerce et du capital commercial dans la société féodale et, par conséquent, sur le rôle et le caractère des villes. La discussion entre Sweezy et les marxistes anglais apparaît comme un duel à armes inégales : le premier s'appuie sur toute une documentation historique très travaillée, sur tout un courant d'études; le point de vue des marxistes est soutenu avec une conscience plus profonde du problème et par un effort d'interprétation qui s'exerce sur une documentation souvent hétérogène et inspirée d'un point de vue contraire. Pour sortir de cette impasse, il faut donner les mêmes armes aux adversaires, c'est-à-dire provoquer un courant de recherches selon une hypothèse qui dès maintenant apparaît extrêmement féconde et éclairante. C'est bien là le terrain d'entente entre tous les participants de la discussion. Hilton insiste avec une lucidité particulière sur cette nécessité, dans un article de Past and Present, en février 1952 4. Il constate que Pirenne, soit dans ses études sur le développement des villes médiévales, soit dans ses œuvres plus générales, a exercé une influence considérable sur l'enseignement et l'étude de l'histoire économique médiévale; il a souligné que le développement du commerce international joua un rôle clef dans la transformation de la société féodale. C'est de son œuvre que dérivent de nombreuses affirmations courantes sur le capitalisme médiéval; ses conclusions ont été prouvées par une série d'études postérieures. Cependant, une telle orientation, provoquée par la forte personnalité de Pirenne, est insuffisante, selon Hilton, si nous envisageons les nouvelles hypothèses concernant le rôle du commerce et du capital commercial. D'où la nécessité d'orienter la recherche historique vers d'autres secteurs; Hilton signale en particulier l'histoire agricole, l'histoire des techniques, le problème de la liaison des structures économiques et des superstructures politico-juridiques.

^{4.} R. H. HILTON, « Capitalism, what's in a Name? », Past and Present, février 1952, p. 33; reproduit ci-dessus, p. 177.

Sur le second point principal soulevé par Sweezy (doit-on assigner les xv' et xvi* siècles au capitalisme ou au féodalisme, ou à la « période mercantile précapitaliste » de Sweezy?), la réplique de Dobb et des marxistes anglais a été, à mon avis, plus substantielle. C'est que, dans ce secteur, ils disposaient d'une riche expérience de recherches et de discussions. En 1940, à l'occasion du troisième centenaire de la Révolution anglaise, la publication de l'étude bien connue de Hill 5 donna lieu à de nombreuses discussions, qui reprirent en 1946-47, lors de la réimpression de cet ouvrage. Les polémiques de 1940-41 parurent dans la revue Labour Monthly; il y eut de nombreuses interventions, parmi lesquelles ressort celle de Dobb 6.

Le point débattu portait précisément sur le caractère de la Révolution anglaise. Constitue-t-elle une révolution bourgeoise visant à établir définitivement un mode de production capitaliste, dont existaient les prémices, mûries au cours du XVI° siècle et auparavant? Ou bien se présente-t-elle comme une action de la bourgeoisie déjà au pouvoir pour empêcher une réaction féodale-aristocratique? La plupart des participants s'orientèrent vers la première solution, que Hill avait d'ailleurs soutenue dans son essai.

L'intervention de Dobb eut un poids particulier, en ce sens qu'elle donna à la discussion un caractère plus nettement concret et qu'elle rejeta toute hypothèse dogmatique et abstraite. Dobb attira l'attention sur le

^{5.} C. HILL, The English Revolution 1640. Three Essays, London, 1949, 2° éd. Le volume comprend trois essais; le premier de HILL concerne la révolution en général; le deuxième de JAMES porte sur l'interprétation matérialiste de la société révolutionnaire par les contemporains; le troisième d'E. RICKWORD sur Milton.

^{6.} Voir le compte rendu de l'essai de HILL dans Labour Monthly, octobre 1940, p. 558; la réplique de D. GARMAN et la contre-réplique, décembre 1940, p. 651; les interventions de D. Torr et M. Dobb, ibid., février 1941, p. 88. Un clair résumé des discussions est constitué par l'article « State and Revolution in Tudor and Stuart England », Communist Review, juillet 1948, p. 207; cet article a été publié par les soins du Groupe des historiens du Parti communiste anglais.

fait qu'il était décisif d'établir quel était le mode de production qui prévalait à la veille de la révolution. L'expression de « capitalisme marchand », employée par l'un des participants en donnant une attention particulière à l'élément commerce et en négligeant l'élément production, n'est certainement pas apte à caractériser un mode de production. Dobb inclinait à reconnaître le caractère féodal de l'Angleterre des Tudors et des Stuarts, tout en constatant qu'au milieu d'une telle société féodale les éléments qui caractériseront plus tard la société capitaliste bourgeoise étaient dans une phase déjà avancée de maturation. Dobb accentua cette interprétation dans ses Etudes, soulignant le rôle conservateur joué par les classes mar-chandes dans les diverses phases de la révolution. On comprend comment l'expérience de cette discussion et le travail de recherche qu'elle supposait permirent aux historiens marxistes anglais de répliquer plus aisément aux critiques de Sweezy.

Dobb se déclare d'accord avec Sweezy lorsqu'il considère la société européenne entre le xiv° siècle et la fin du xvi° comme une formation historique complexe de transition, en ce sens que les vieilles formes économiques étaient en voie de désintégration, tandis que les nouvelles s'affirmaient. Cependant, une telle situation mouvante ne représente pas une phase séparée, ne constitue pas un mode de production sui generis. Elle signifie seulement que le nouveau perçait au-delà du vieil ensemble. Un mode de production comporte des rapports de production; ceux-ci à leur tour présupposent des classes ayant des positions sociales différentes : des serfs et des feudataires, des travailleurs « libres » et des capitalistes. Or quels sont les rapports de production et de classes qui correspondent à ce mode particulier de production imaginé par Sweezy (production mercantile précapitaliste)? C'est le point sur lequel Dobb aussi bien que Hill ont attiré l'attention du savant américain. Si la bourgeoisie commerçante, fait remarquer Dobb, constituait la classe dominante, l'Etat devrait être une espèce d'Etat bourgeois. Et,

si l'Etat était déjà bourgeois non seulement au xvi siècle, mais aussi au commencement du xv, quelle fut alors la caractéristique essentielle de la guerre civile du xvii siècle? Une fois repoussée l'hypothèse, qui ne résiste pas à l'épreuve des faits, que la Révolution anglaise aurait été un mouvement bourgeois répressif à l'égard d'une contre-révolution féodale, il ne reste qu'à admettre que la classe dominante était encore féodale et que l'Etat était encore l'instrument politique de son pouvoir.

L'hypothèse suggérée par la suite par Sweezy n'est pas plus valable : dans l'Angleterre du xvi' et du xvii siècle, un certain équilibre des classes antagonistes se serait établi, de sorte que « plusieurs » classes partageaient et se disputaient le pouvoir. Hill a démontré bien à propos qu'une telle hypothèse, outre qu'elle est théoriquement contestable, ne concorde pas avec les faits pour ce qui est du xvii siècle. En somme, les historiens anglais inclinent à déplacer le terme ad quem du féodalisme, entendu comme mode de production, jusqu'au seuil des révolutions bourgeoises, c'est-à-dire pour l'Angleterre au xvii siècle, pour les pays de l'Europe continentale à une date encore plus récente. On sait que ce critère de périodisation est généralement adopté par l'historiographie soviétique 7.

Sans doute, ce critère de périodisation risque de paraître un peu surprenant si on l'entend d'une manière exclusive et abstraite. Si, jusqu'à une certaine date, le mode de production prédominant dans un pays déterminé fut le mode féodal, cela ne veut pas dire qu'une telle prédominance exclut la présence, au sein du vieux mode de production, de « germes » ou de « formes » capitalistes. Sur ce point, les historiens anglais sont assez fermes dans leur discussion avec Sweezy. Takahashi se prononce lui aussi en ce sens. Les xvet xvie siècles (et les suivants, si l'on examine des pays

^{7.} Voir le volume Zur Periodisierung des Feudalismus und Kapitalismus in der geschichtlichen Entwicklung der UdSSR. Diskussionbeiträge, Berlin, Verlag Kultur und Fortschritt, 1952.

autres que l'Angleterre) constituent donc non pas une phase séparée, un « temps » intermédiaire et distinct entre féodalisme et capitalisme, mais une période historique caractérisée par des formes capitalistes (comme, par exemple, les premières manufactures) affleurant et perçant au milieu du mode persistant de production féodale.

Le problème des origines capitalistes au sein même de la société féodale présente sans doute divers aspects. Les études que nous avons prises en considération touchent :

— au problème de la rationalisation de l'économie

agricole (les enclosures anglaises);

— au problème de la formation, à la suite de différenciations sociales survenues parmi les paysans, d'un premier marché du travail, ce marché étant constitué par la partie de la population agricole qui avait été la victime de ce processus de différenciation (rappelons la *Poor Law* de l'Angleterre d'Elisabeth);

— au problème de la transformation des rapports

entre ville et campagne.

Mais le problème central est évidemment celui des origines des premières manufactures capitalistes, par lesquelles s'établit pour la première fois un nouveau type de rapports de production entre le capitaliste entrepreneur et les travailleurs « libres » qu'il engage. La manufacture se développe-t-elle sur la base de l'organisation corporative préexistante de l'industrie médiévale? Est-elle une création nouvelle? Ses promoteurs viennent-ils des classes marchandes liées à la société féodale, ou bien de classes sociales nouvelles et diverses? Tels sont les termes principaux du problème. La polémique s'est polarisée sur l'interprétation, en termes d'analyse historique, d'un passage très connu du troisième volume du Capital, qu'il est utile de reproduire ici entièrement, pour plus de clarté : « Le passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste s'accomplit de deux façons. Le producteur

devient commerçant et capitaliste; il s'oppose à l'économie naturelle agricole et au travail manuel organisé en corporations de l'industrie urbaine médiévale. Telle est la voie effectivement révolutionnaire. Ou bien le commerçant s'empare directement de la production. Ce dernier processus, quoique représentant historiquement une phase de transition — le clothier anglais du XVII° siècle, par exemple, contrôle les tisserands, qui sont néanmoins indépendants, en leur vendant la laine et en leur achetant le drap —, ne porte pas en soi à la révolution de l'ancien mode de production, qu'il maintient au contraire et sauvegarde comme sa condition même 8. »

C'est au travers de ces « deux voies » que s'établissent des rapports de production capitalistes. Dobb, dans ses Etudes, a cherché à caractériser historiquement ces deux phases. En ce qui concerne la voie numéro un (de producteur à capitaliste), il l'a caractérisée par la formation, aux XVI° et XVII° siècles, d'unités productives, soit agricoles soit industrielles, fondées sur le système du travail salarié. De telles entreprises ont généralement un caractère un peu limité et sont l'œuvre d'hommes nouveaux qui sortent directement des rangs des producteurs (paysans aisés, artisans). Ce sont eux qui constituent la partie la plus avancée de la bourgeoisie, les classes les plus intéressées au renversement du mode de production féodal : la New Model Army de Cromwell était recrutée en grande partie dans leurs rangs. Quant à la voie numéro deux (de marchand à capitaliste), elle caractérise le processus historique par lequel les marchands et les classes marchandes, qui se sont développées au sein de la société féodale, contrôlent et dirigent le processus de production industrielle dans les formes existantes.

Ainsi, tandis que dans le premier cas le rapport

^{8.} Karl MARX, Le Capital, l. III, chap. XX,
Renseignements historiques sur le capital commercial Nous suivons ici, en la modifiant quelque peu, la traduction de l'édition Costes (1946, p. 117).

s'établit entre entrepreneur et travailleur « libre », dans le second cas un producteur non encore séparé de ses instruments de production se trouve en face du marchand capitaliste. Dans le premier cas, le producteur capitaliste, produisant pour le marché et ayant intérêt à agrandir celui-ci et à abaisser le prix de production, se dégage de la sujétion vis-à-vis du capital commercial: aussi cherche-t-il à subordonner celui-ci au capital industriel. Dans le second cas, le marchand capitaliste produit dans les limites de son horizon commercial, c'est-à-dire qu'il subordonne son activité productrice à son intérêt de marchand : le capital commercial continue donc à dominer le capital industriel. Dans le premier cas, le profit du capitaliste est déià un profit capitaliste réalisé sur le surtravail des travailleurs « libres ». Dans le second cas, il est encore pour une bonne partie ce type particulier de profit qu'est « le profit d'aliénation » (Marx), qui est typique du capital commercial dans la société féodale et consiste dans la différence, déterminée par des conditions particulières de marché, entre prix d'achat et prix de vente. C'est pourquoi, dans le premier cas, le capitaliste a tout intérêt à ce que les diverses barrières et les privilèges corporatifs de la société féodale soient détruits et que le marché soit étendu et agrandi. Dans le second cas, au contraire, le commercant capitaliste a intérêt à la conservation du statu quo social, sur lequel est fondé son profit d'aliénation.

Telle est l'interprétation que Dobb a donnée du passage cité plus haut du Capital. Les manufactures de John Winchomb à Newbury, de Thomas Blanke à Bristol sont des exemples de la voie numéro un (touiours selon les Etudes) en ce qui concerne l'industrie textile; les entreprises de ce type sont plus nombreuses dans le secteur de l'industrie minière, de la production du sel. A ce type, on doit enfin rattacher l'industrie dite « domestique ». Les manufactures royales de l'époque de Colbert sont des exemples de la numéro deux (pour citer un exemple non anglais et plus familier). Takahashi a soutenu par des exemples semblables

la thèse de Dobb, fondée presque exclusivement sur une documentation anglaise. Il cite à l'appui les études de Georges Lefebvre, de Labrousse et de Tarlé; elles montrent que la production industrielle d'avenir ne fut pas la production des manufactures colbertiennes privilégiées, mais celle d'entreprises plus petites, à caractère plus nettement capitaliste, non pas « l'industrie des villes », mais celle « des petits producteurs ruraux ».

A cette interprétation du passage cité du Capital, Sweezy en a opposé une autre. A son avis, ce que Marx combat, c'est l'idée que la naissance et le développement complet des entreprises capitalistes se produiraient en relation avec le lent développement du système du putting out. En d'autres termes, la voie numéro deux vaudrait justement autant que le système du putting out (Verlagsystem allemand), dans lequel l'entrepreneur marchand commissionne à des artisans indépendants les diverses phases de l'élaboration du produit. La voie numéro un, plus rapide et comme telle plus révolutionnaire, ferait abstraction d'une telle phase intermédiaire et passerait immédiatement à un système plus rationnel de production, tel qu'on le pratiquait — c'est encore ce qu'indique Takahashi — dans les manufactures réunies de Colbert. Mais Sweezy, tout en admettant qu'une telle interprétation soit possible, ne semble pas croire que ces deux voies distinctes correspondent à deux classes sociales différentes (producteurs d'un côté, marchands de l'autre). Il estime au contraire. à ce qu'il semble, qu'à la base de l'une et de l'autre se trouvent les mêmes hommes et les mêmes classes. En d'autres termes, tandis que pour Dobb la différence entre la voie numéro un et la voie numéro deux consiste essentiellement en ce qu'elles sont le fait de forces sociales qui ont des intérêts différents et une politique différente, pour Sweezy la différence consiste simplement dans l'organisation différente du processus de production (putting out ou manufacture réunie). Il en arrive par voie de conséquence à juger d'une manière opposée à celle de Dobb le rôle des petites entreprises, des « petits producteurs ruraux », des small

men, dans les origines de l'industrie capitaliste. Le précédent direct de la fabrique capitaliste ne serait pas plus à rechercher parmi ces petits producteurs capitalistes que dans des entreprises industrielles plus consistantes telles que les manufactures colbertiennes.

Une contribution remarquable à l'éclaircissement de cette question si complexe a été apportée par Takahashi. Intervenant dans la polémique Sweezy, il s'est attaché en particulier à l'étude des « deux voies ». Il a souligné notamment comment le passage du troisième livre du Capital, pris dans son contexte, ne se borne pas à indiquer l'existence des deux voies, mais en marque l'opposition. La voie numéro un subordonne le capital commercial au capital industriel, le marché à la production: numéro deux au contraire entraîne la dépendance persistante de la production par rapport au marché, de l'industrie par rapport au gain commercial. La voie numéro un mène nécessairement à la rupture définitive des rapports de production féodaux. La voie numéro deux est portée au contraire à transiger avec eux : car. pour reprendre les termes de Marx, « elle ne porte pas en soi à la révolution de l'ancien mode de production, qu'elle maintient au contraire et sauvegarde comme sa condition même ».

Il s'agit donc — et l'historien japonais le souligne bien à propos — de caractériser historiquement deux phases distinctes des origines du capitalisme. Et précisément, en ce qu'elles sont des phases historiques distinctes et opposées, les deux voies ne sont pas (comme Sweezy semble le croire) deux solutions différentes au même problème, satisfaisant aux mêmes intérêts : elles correspondent à des problèmes différents, à des intérêts différents, à des classes sociales différentes. La manufacture réunie est une création de la haute hourgeoisie, liée et intégrée dans l'organisation féodale : comme telle, elle disparaît justement avec la fin de cette organisation avec la Révolution française, de même que la chartered manufacture de l'époque des Stuarts s'opposa au mouvement de Crom-

well, soutenu au contraire par les petits producteurs capitalistes de la ville et de la campagne. De ce point de vue, l'opposition entre les deux modes de production, auxquels elles sont liées, se réfléchit, d'après l'historien japonais, jusque dans la lutte politique des partis: Indépendants et royalistes dans la Révolution anglaise, Jacobins et Girondins dans la Révolution française. Takahashi, avec sa large envergure d'historien, voit dans le fait que l'une ou l'autre voie a prévalu dans tel ou tel pays, l'un des traits caractéristiques de la structure sociale de ces mêmes pays à l'époque du capitalisme. Ainsi la voie numéro un primant en France et en Angleterre permettrait d'expliquer les nombreuses différences de la structure sociale de ces pays par rapport à des pays comme l'Allemagne et le Japon, où au contraire la voie numéro deux l'emporta.

Sur le plan d'une analyse historique spécifique, l'étude de Takahashi a apporté un remarquable éclaircissement et un approfondissement du problème, même par rapport aux Etudes de Dobb. En particulier, il considère comme une erreur de Dobb d'avoir attribué le putting out à la voie numéro un et non à la voie numéro deux. Ce système est en général l'œuvre de marchands qui, fournissant à chaque producteur la matière première et assurant la vente du produit fabriqué, contrôlent la production seulement de l'extérieur et dans le but de garder leur domination, en tant que marchands capitalistes: ils maintiennent par là, sans les modifier, les conditions traditionnelles de la production. Il ne faut donc pas assimiler le cas du putting out (comme Dobb semble l'avoir fait) avec celui de l'industrie domestique (domestic industry) constituée de petits et moyens producteurs indépendants.

Il est intéressant de remarquer que les discussions relatives à la polémique Dobb-Sweezy, même en ce qui concerne les origines de la manufacture, se rencontrent avec les discussions qui ont eu lieu en Union soviétique sur un thème analogue. Entre 1948 et 1950, la revue Voprosi istorii a publié de nombreux articles sur le caractère de la manufacture russe à l'époque de Pierre

le Grand. L'article le plus récent, celui de Borissov 9, developpe des thèmes et des arguments analogues à ceux de Takahashi. Borissov, critiquant des articles antérieurs et des monographies, nie le caractère capitaliste de la manufacture russe à l'époque de Pierre le Grand. Celle-ci peut bien renfermer des « germes » capitalistes; elle ne constitue pas une « formation » capitaliste (kapitalistitcheskii uklad, selon le terme employé par Lénine dans son Développement du capitalisme en Russie). Borissov distingue manufacture « commerciale » (kaufmannisch) et manufacture « capitaliste »; de même que l'historien japonais, il attache une très grande importance au rapport entre capital commercial et capital industriel, entre production et marché, afin de caractériser historiquement la manufacture.

Nous avons ainsi passé en revue les écrits principaux et les sujets les plus importants liés à la polémique sur la transition du féodalisme au capitalisme. Comme le lecteur l'a remarqué, il s'agit d'une somme très variée de discussions et d'arguments. En liaison avec le problème général se posent des questions particulières et circonscrites : le rôle du commerce dans le développement et le dépassement du mode de production féodale, le caractère de la Révolution anglaise, les « deux voies » et les origines de la manufacture capitaliste. En ce sens, la polémique Dobb-Sweezy constitue en vérité une mise au point des problèmes et des recherches sur cette question. Elle ne se borne pas (et c'est là son intérêt comme sa limite historique) à enregistrer; elle s'efforce de construire, à la lumière d'une nouvelle perspective historique.

Certes, les problèmes de l'histoire d'Italie sont très différents de ceux de l'histoire d'Angleterre ou même

^{9.} A. Borissov, « Ueber die Enstehung der Formen der kapitalistischen Ordnung in der Industrie », dans Zur Periodisierung, op. cit., p. 157.

de France. Mais nous estimons que plusieurs éléments de la discussion sur la transition du féodalisme au capitalisme peuvent servir d'aiguillon pour défricher certains secteurs de recherche et pour aborder l'étude et la solution de certains problèmes de notre histoire nationale. Il est évident, par exemple, que l'approfondissement en termes italiens de la question relative au rôle du capital commercial dans le développement et dans le déclin de la société médiévale italienne apparaît particulièrement chargé d'intérêt historique. On peut en dire autant du problème des origines de l'industrie et de la manufacture, du problème des caractères de l'industrie à domicile. Celui qui est familiarisé avec la thématique des *Cahiers* de Gramsci sait bien d'ailleurs qu'elle touche aux questions que nous avons essayé d'exposer : que l'on pense par exemple à ses observations sur le caractère économique-corporatif de la commune italienne et au problème de l'évolution historique du rapport ville-campagne.

Giuliano Procacci (1955)

de France. Meis nous estimens que plusieurs clements de la discussion sur la transition du foodalisme au canisalisme deavert servir d'abbillen neur defricher cerlaist sellent de reception et com aborder l'érede et la soluțion de certains problemes de noire listoire nationale. Il est évident, par evemple, que l'auprefoncissement en termes italiant de la question relative au rôle du capital commerciel dans le développement en dans le déclin de la société médiévale italianne apparant particultivement charac d'interet historique, On peut en dire autunt du problème des origines de l'industrie et de la manefacture, du moblèces des carac-Bros de l'industrie à domicile. Celui cui est familiarisé avec la thématique des Cablers de Gramaci sait bien dailieurs aufelle touche eux questions que neus erenestavé d'exposer : que l'on pense per exemple à ses observations sur le caractère économique-comporatif de la commune italienne et au problème de l'évolution distactions du renner ville-compagne.

Giuliano Proceects
(1953)

2. Observations *

par Georges Lefebvre

J'ai pris grand intérêt au livre de M. Dobb, à la controverse que cette publication provoqua entre lui et P. Sweezy, aux observations que présentèrent H. K. Takahashi, R. Hilton, Ch. Hill. Il n'est pas à ma connaissance qu'en France le débat ait beaucoup retenu l'attention jusqu'à présent, et je ne vois même à citer que le compte rendu de l'ouvrage de Dobb par J. Néré dans la Revue historique de janvier-mars 1950.

Je ne suis point médiéviste et, en tout cas, ce que je sais de l'histoire rurale du Moyen Age concerne principalement la France, tandis que Dobb et Sweezy se réfèrent surtout à l'Angleterre. Je ne saurais donc prendre parti sur le fond; mais, comme Dobb et Sweezy me paraissent avoir parlé en économistes et en sociologues, mes réflexions présenteront peut-être l'intérêt de jeter quelque jour sur les réactions d'un historien.

D'abord, l'organisation de la production dominant la discussion, le régime féodal n'était pas en cause et le mot féodalisme ne convenait pas, car le propre de la féodalité réside dans la hiérarchie du suzerain et de ses vassaux ainsi que dans la distribution des fiefs par le premier au second. Pas davantage ne pourrait-on employer l'expression de régime seigneurial, parce que l'autorité du seigneur sur les manants de son domaine résulte d'un démembrement de la puissance publique, qui fait passer les droits régaliens du souverain aux seigneurs. L'expression juste serait régime domanial,

^{*} La Pensée, nº 65, janvier-février 1956.

lequel d'ailleurs prend ses racines dans la plus lointaine histoire et n'appartient pas en propre aux derniers siècles du Moyen Age.

En second lieu, identifier le régime domanial au servage exigeait qu'au préalable on définît ce dernier. Pour Marc Bloch, la relation du serf à son maître résulta primitivement d'une dépendance personnelle, attestée par la redevance particulière qu'on appelle en France le chevage; ultérieurement seulement, le serf se vit attaché au sol, adstrictus ad glebam; mais cette conception ne recueillit pas une adhésion universelle et, pour en délibérer, il faudrait stipuler avec soin de quel pays on entend parler. En outre, on ne peut pas dire que la structure sociale des ruraux, à l'époque considérée, se ramène exclusivement au servage; il a toujours subsisté des tenanciers plus ou moins libres, des vilains francs et même des alleutiers.

En troisième lieu, puisque la thèse fondamentale de Dobb attribue la transformation économique et sociale à une contradiction interne du régime domanial, il me paraît capital d'en signaler une dont il ne dit rien. Quand la production repose sur l'exploitation d'une main-d'œuvre assujettie par la violence, la difficulté pour le maître est de surveiller le travail pour s'assurer qu'il est efficace ; le groupement des travailleurs, esclaves ou corvéables, sous le contrôle d'un surveillant ne réussit qu'imparfaitement à la parer, et d'ailleurs qui surveillera les surveillants? Je me rappelle qu'étudiant j'entendis des maîtres qui ignoraient Hegel et Marx signaler cette difficulté comme une des origines du colonat et produire une lettre où Pline le Jeune, si j'ai bonne mémoire, explique qu'au lieu d'exploiter directement tel domaine par ses esclaves, il estime plus pratique de leur distribuer des tenures à charge de corvées. Dès les temps carolingiens, les serfs « chasés » n'étaient pas rares : le Polyptique d'Irminon connaît les tenanciers dont une partie au moins devait être de condition servile.

Enfin, je crois devoir rappeler la multiplicité des facteurs de l'histoire. Marx mit en lumière l'importance

dominante de l'économie et, plus exactement, du mode de production. Attaché à cette nouveauté, géniale en son temps, il ne lui importait pas d'étendre son enquête aux autres facteurs; mais il ne fut jamais dans son intention d'exclure leur influence; et, puisque l'histoire est le fait de l'homme, il trouvait plaisant qu'on l'accusât de ne pas tenir compte de la nature de l'homme. Après tout, si l'économie est le facteur dominant, c'est qu'avant tout il faut que l'homme soit nourri : il produit parce qu'il a faim. Sans multiplier les exemples, je me contente d'observer que, d'après Dobb lui-même, le facteur démographique est d'importance. Si le seigneur aggrava ses exigences, comme il le présume, c'est en partie parce que sa progéniture multiplia les parties prenantes de son revenu; si les paysans ont fui, c'est en partie parce qu'ils devenaient trop nombreux pour que leurs tenures pussent les pourvoir. De ce point de vue, la position de Sweezy me paraît plus forte que Dobb — sans nier le rôle de la renaissance du négoce — n'incline à le reconnaître. Si le seigneur devint plus exigeant, ce fut bien, en très grande partie, parce que le trafic lui offrait de quoi perfectionner son mode de vie; et le paysan a fui parce que le développement des villes l'a tenté en lui ouvrant des refuges et des perspectives de gain.

Je dirai aussi quelques mots de la discussion relative aux « deux voies ». Le négociant crée une manufacture, soit au sens strict du terme (c'est ce que nous appelons une usine), soit au sens large, c'est-à-dire à l'aide de ce que les Anglo-Saxons dénomment le putting out system. Ainsi devient-il industriel; mais, la production demeurant subordonnée au commerce, la structure économique, à cet égard, ne se modifie point. C'est la voie numéro deux. Au contraire, si un artisan, cessant de produire pour le consommateur local, se met en rapport direct avec le marché national ou international, le producteur devient aussi négociant : c'est la voie numéro un — révolutionnaire, parce que le com-

merce se trouve subordonné à la production.

Je consens: il s'agit d'une révolution que j'appellerais volontiers technologique, et je présume que c'est à quoi Marx pensait. Mais, si le capitalisme se définit par la recherche du *profit* prélevé sur le produit du travail salarié, les faits me paraissent autrement complexes: la voie numéro deux peut mener au capitalisme tout comme la voie numéro un, et je n'imagine pas que Marx ne s'en soit pas rendu compte.

Un artisan s'engageant dans la voie numéro un ne se borne pas à subordonner le commerce à la production : pour fournir le marché, au sens large du terme, il lui faut racoler une main-d'œuvre salariée sur laquelle il réalise un profit, ce qui l'érige en capitaliste.

Mais, si un négociant fonde une manufacture, il fait de même : c'est aussi un capitaliste. On dira peut-être qu'il en va autrement si cette manufacture se définit par le putting out, parce que l'artisan à domicile reste un producteur indépendant, en sorte que le négociant traite avec lui à prix débattu, tout comme un consommateur, et ne réalise qu'un bénéfice par la revente. Cette thèse serait défendable si l'artisan continue parallèlement à fournir le marché local et se trouve libre, jusqu'à un certain point, de choisir ses clients, ce qui lui permet de ne pas se plier à la volonté du négociant. Mais il est évident que, tôt ou tard, le putting out system exclut cette hypothèse, parce que les commandes du négociant, par leur ampleur et leur régularité relative, accaparent l'activité de l'artisan. Bien plus : le négociant, offrant le métier et la matière première, ne se borne pas à se subordonner l'artisanat existant. il crée des artisans dans la masse rurale, qui souffre d'un chômage endémique et se trouve donc à sa merci. Dans ce cas, comme dans l'autre, le négociant devient un capitaliste, tel que le définit Marx, et c'est bien pourquoi la lutte de classes s'est affirmée en Italie et en Flandre aux XIV° et XV° siècles.

Ces observations ne portent pas dommage à la thèse de Dobb qui oppose le négociant et le producteur devenu capitaliste et rapporte à ce conflit l'un des

caractères de la première révolution d'Angleterre. Le négoce et l'Etat se prêtaient mutuellement concours, le négociant comme prêteur et comme fournisseur des services publics, de l'armée surtout, le second par les privilèges, les primes, les monopoles qu'il accordait; d'ailleurs, le souverain favorisait le commerce et la manufacture dans l'intérêt de la fiscalité et pour préserver le stock monétaire du pays : le mercantilisme et l'exploitation coloniale, érigés en système, faisaient le jeu du négociant. Ce dernier ne songeait donc pas à bouleverser la structure politique et sociale; il était à prévoir qu'il prendrait parti pour le pouvoir royal si ce dernier se trouvait menacé. En sens contraire, cette symbiose irritait les producteurs qui, naissant au capitalisme, ne profitaient pas des mêmes avantages que le négociant privilégié et restaient réduits à leurs propres moyens.

Toutefois, du moment qu'on recherche les origines du capitalisme, il n'y a pas lieu d'oublier que la collu-sion du négoce et de l'Etat en favorisa la germination, même si l'on estime que Sombart a trop insisté sur ce point. La manufacture ne se serait pas aisément implantée sans la protection de l'Etat contre la concurrence des pays d'économie plus avancée. Les commandes qu'il lui adressait ne lui procurèrent pas moins d'avantages et exercèrent une influence technique dont personne sans doute ne prévoyait les conséquences. Quand elles intéressaient le luxe de la cour, elles importaient beaucoup moins que les fournitures destinées au services publics, spécialement aux forces armées, parce qu'elles impliquaient une production de masse : l'artisanat ne s'adaptait pas à cette dernière; on ne pouvait en attendre la quantité, la régularité, la rapidité dans l'exécution, ni surtout l'uniformité, si essentielle pour l'armement. Seul le négociant qui créait une manufac-ture proprement dite ou organisait le putting out pouvait réussir à satisfaire vraiment l'Etat, en concentrant l'entreprise et en régularisant la fabrication. De la sorte, il participait à la fonction historique du capitalisme : instituer la production de masse en rationalisant et en mécanisant le travail grâce à la concentration de l'entreprise.

Dans ces conditions, il me semble que les faits pourraient se présenter comme il suit. Le négociant crée la manufacture et ses intérêts s'accordent avec ceux de l'Etat, avec ceux aussi des grands propriétaires fonciers qui s'appliquent à remembrer les terroirs et à éliminer les tenanciers, pour transformer l'agriculture. A leur exemple, les paysans qui se sont constitué une épargne et les artisans qui ont pris part à l'accumulation primitive du capital, s'appliquent eux aussi à mettre sur pied une exploitation agricole novatrice ou une manufacture. Comme l'Etat ne songe guère à eux, ils jalousent le négociant en même temps que l'aristocratie, souhaitent prendre part au gouvernement pour supprimer privilèges et monopoles, pour obtenir éventuellement des commandes de l'État. Il est donc naturel que, lors de la première révolution d'Angleterre, ils se soient prononcés pour le Parlement. Un des traits de la révolution de 1789 en France est de même origine. J'ajoute toutefois que le recours à l'Etat qu'ils condamnaient chez le négociant ne leur demeura nullement étranger : les partisans de la libre entreprise, ayant mis la main sur le pouvoir, l'ont utilisé tout aussi efficacement que le négociant privilégié.

Je finirai par quelques propos sur la méthodologie. La tâche originale de l'économiste et du sociologue (Dobb et Sweezy, je l'ai dit, m'apparaissent comme tels) consiste dans l'enquête sur l'économie et la société existantes. Après quoi, ils les rapprochent pour dégager des notions générales. Mais il est naturel que la méthode comparative les conduise à étendre leurs investigations aux économies et aux sociétés du passé. Dès lors, il leur faut devenir historiens.

Parvenus à ce dernier stade, Dobb et Sweezy ont nourri leurs hypothèses, non au moyen de recherches d'érudition, mais en empruntant aux historiens les résultats présumés acquis. Pas d'objection : les historiens, à l'occasion, recourent aussi à cet expédient. Seulement ils ne s'en tiennent pas là. L'hypothèse construite, l'intelligence doit sortir d'elle-même pour interroger de nouveau le monde extérieur, afin de vérifier si ses réponses justifient ou non l'hypothèse.

C'est à ce moment que le débat suscité par la publication de Dobb me paraît arrivé. Il me semble inutile et même périlleux de le poursuivre dans l'abstrait. Et comment se conformer au précepte du rationalisme expérimental, sinon en recourant à l'érudition et à ses règles? L'historien combine donc un plan de recherches; il dresse un questionnaire, assorti de l'indication des sources dont l'exploration amorcera le travail. Dobb et Sweezy ont rendu le service de formuler des problèmes. A présent, à l'œuvre, en historiens!

Georges Lefebure (1956)

Table à Focusión, recouget ausil à est unidade.
Seriement ils no c'en demont pas la l'hypothès.
Construite d'instilligence den sente d'elle-agine n'eur
interioger de neuron la monde existence, afin es
conon de l'obje na proci antivé, il ma semble l'agit,
es nome de l'obje na proci antivé, il ma semble l'agit,
es nome poblition de es pourantes dans l'abrantistat
comment se creater n'en preconde du l'abrantistat
entitionente de es pourantes dans l'abrantistat
entitionente de es pourantes dans l'abrantistat
des contre de es pourantes d'en chimalisme
entitionente de es pourantes d'en chimalisme
entitées? L'ideo les cambiles dans un l'abrantistat de serdes cources deut l'avoier les sanctes de l'invisition
des cources deut l'avoier les sanctes de l'arreits
des cources deut l'avoier les sanctes de l'arreits
problèmes. A mi colt le l'avoire en interniers

:::--67333 () දක්කරනවා ැම්බ**්රු)**

3. Contribution

à propos de la Révolution française*

par Albert Soboul

A la lumière de la controverse sur « la transition du féodalisme au capitalisme » menée par la revue Science and Society, profitant en particulier des précieuses remarques de H. K. Takahashi, mais tenant compte aussi des suggestions de Georges Lefebvre (qu'on ne saurait se contenter d'un débat théorique et que notre tâche d'historiens est d'étudier des cas concrets), je voudrais souligner ici certains aspects de la Révolution française : particulièrement, la condition sociale des sans-culottes, leur position à l'égard du capital commercial et leur rôle dans le mouvement révolutionnaire. Cette large discussion m'aura permis de revenir sur certains problèmes et de nuancer des affirmations trop tranchées ¹.

La Révolution française constitue bien une révolution bourgeoise classique : la lutte des classes mit aux prises essentiellement la bourgeoisie capitaliste et l'aristocratie féodale. Mais quel fut l'élément social de l'ancien tiers état qui, dans cette lutte, a constitué le facteur décisif pour la destruction des anciens rapports de production? Grande bourgeoisie capitaliste, ou petits et moyens producteurs marchands et paysans indépendants?

* La Pensée. nº 65, janvier-février 1956.

^{1.} Voir ce que j'ai écrit sur les sans-culottes, dans « Classes et Luttes de classes sous la Révolution française », La Pensée, n° 53, janvier-février 1954, p. 39 à 62.

Dans la société d'Ancien Régime, la bourgeoisie détentrice du capital commercial était dans une large mesure liée au pouvoir de l'Etat monarchique et à l'aristocratie féodale : gens de finance, gros négociants, fabricants entrepreneurs étaient intégrés, du point de vue des rapports de production, dans le système social et politique de la réaction féodale. Que l'on songe aux fermiers généraux, aux fournisseurs des armées, aux principaux porteurs d'actions des compagnies financières privilégiées. Que l'on songe aux liens de la manufacture rurale dispersée, sous le contrôle des négociants et des fabricants, avec l'organisation féodale de la production agricole.

Ce groupe social de la haute bourgeoisie liée au capital commercial prit très vite une position contrerévolutionnaire. Elle s'exprima dès 1789 dans la tentative des Monarchiens. Mounier, qui en fut le principal artisan, écrira plus tard que son dessein était « de suivre les leçons de l'expérience, de s'opposer aux innovations téméraires et de ne proposer dans les formes du gouvernement alors existant que les modifications nécessaires pour maintenir la liberté ² », c'est-à-dire maintenir les rapports de production existants et l'Etat monarchique qui les garantissait. Les Monarchiens furent relayés par les Feuillants (1791), puis par les Girondins (1792-1793).

A propos des Girondins, nous prendrons un exemple pour illustrer leur position par rapport au capital commercial et éclairer leur attitude politique. Isnard, fils d'un négociant de Grasse, fut élu député du Var à la Convention. Siégeant avec les Girondins, il se rendit célèbre par son apostrophe du 25 mai 1793 contre Paris (« Bientôt on chercherait sur les rives de la Seine... »). Décrété d'arrestation le 3 octobre 1793, arrêté le 19 ventôse an II (9 mars 1794), il rentra dans la

^{2.} De l'influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la Révolution française..., 1801.

Convention le 8 ventôse an III (26 février 1795). Le 30 germinal (19 avril 1795), il présenta un mémoire en vue de l'indemnisation des pertes éprouvées durant sa proscription³. Ce document nous renseigne sur la fortune du Girondin Isnard et sur ses activités économiques. « Je me trouvais, écrit Isnard, à la tête d'une maison de commerce transmise de père en fils, organisée et achalandée par un demi-siècle de travaux assidus, appuyée sur un grand crédit et une large correspondance, » Cette maison était spécialisée dans le commerce en gros des huiles, « pour l'envoi desquelles il était fourni annuellement quatre à cinq cents tonneaux ». A ce commerce d'huiles s'était liée une manufacture de savon : « Cette maison de commerce manufacturait et expédiait chaque année environ 3 300 caisses de savon de 225 livres chaque, ce qui fait 7 400 quintaux, à quoi joint les savons blancs qui s'expédiaient en pain et sans caisse ou qui se vendaient sur les lieux environ 1 600 quintaux, ensemble 9 000 quintaux de fabrication annuelle. » De plus, Isnard fait observer que « ces deux branches (savons et huiles) qui étaient les principales de mon commerce n'étaient cependant pas les seules; j'y joignais entre autres l'importation des grains, le moulinage des soies, l'achat des vins et autres denrées ». Ajoutons enfin deux maisons à Draguignan qu'Isnard estime à 1 300 livres en numéraire et « des navires » sur lesquels il ne donne aucune autre précision. Isnard réclamait et obtint pour les pertes subies 152 047 livres.

Ce document appelle quelques commentaires. Isnard est d'abord un gros négociant spécialisé dans le commerce des huiles et des grains; son activité économique est fondée sur le capital commercial; mais, dans ce cas particulier, le capital commercial n'est pas soumis à la production, il sert simplement d'intermédiaire à l'échange de marchandises (huiles, grains) qu'il ne pro-

^{3.} Archives nationales, F7 4747.

Bases et calculs qui ont servi de règle pour la fixation des indemnités réclamées par le représentant du peuple Isnard », 30 germinal an III.

duit pas. Isnard possède de plus une manufacture de savon et un moulinage de soie. Le négociant est donc devenu industriel. Le développement du capital commercial jusqu'à un certain degré est bien la condition historique du développement de la production capitaliste jusqu'à un certain degré seulement, puisque ce développement se poursuit sans que soient modifiés les rapports de production. Ce développement ne saurait donc expliquer le passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste. Dans l'ensemble des affaires d'Isnard, le commerce domine toujours la production; la base économique traditionnelle demeure intacte. Il n'y a là aucune révolution, ainsi que le souligne Marx 4. La position économique du négociant Isnard coïncide bien avec la position politique du girondin Isnard.

Contre la haute bourgeoisie fondée sur le capital commercial et liée dans une certaine mesure, quant aux rapports de production, au système social et politique de l'aristocratie féodale, la moyenne et la petite bourgeoisie ont mené en 1793-1794, tout autant que contre cette dernière, une lutte vigoureuse. Il conviendrait ici de préciser ce que furent du point de vue social les *Montagnards*, les *Jacobins*, les *sansculottes*: le problème de la transition du féodalisme au capitalisme en serait éclairé.

Danton symbolise la Montagne : on le caractérise assez bien comme acquéreur de biens nationaux. L'abolition de la féodalité était la condition même de sa nouvelle condition de rentier du sol, de rentier capitaliste. Parmi les Jacobins, le menuisier Duplay fait figure de type représentatif : n'entendons pas un compagnon menuisier, mais un patron déjà important. On a souvent cité le mot de la femme du conventionnel Lebas, fille

^{4.} Voir le chapitre xx, « Renseignements historiques sur le capital commercial » du livre III du Capital, particulièrement le passage de ce chapitre cité par Giuliano Procacci, dans sa « Présentation » (voir plus haut).

de Duplay, suivant laquelle son père, soucieux de dignité bourgeoise, n'eût jamais admis à sa table l'un de ses « serviteurs », c'est-à-dire de ses ouvriers. Jaurès rappelle dans son Histoire socialiste que le menuisier Duplay touchait dix à douze mille livres par an en loyers de maisons 5. Il s'agit donc d'un producteur indépendant en passe de devenir capitaliste; il s'agit sur le plan politique d'un élément révolutionnaire des plus actifs.

Je voudrais insister ici sur les sans-culottes. Ce terme est vague; il englobe des catégories sociales diverses, qui vont des couches populaires les plus basses à la petite bourgeoisie. L'armature de la sans-culotterie parisienne fut constituée, en 1793 et en l'an II, par le personnel des comités révolutionnaires. Quelle était donc sa composition sociale?

D'après les dossiers personnels de la série alphabétique du fonds du Comité de sûreté générale aux Archives nationales 6, nous avons recensé 454 commissaires révolutionnaires pour Paris. Parmi eux, 20, soit 4,5 %, vivent de leur bien : 4 rentiers proprement dits (0,8 %), 11 commissaires ayant appartenu aux professions libérales (2,4 %), 6 anciens boutiquiers ou artisans (1,3 %). A l'opposé, on compte 22 salariés, ouvriers, compagnons ou garcons (c'est-à-dire ouvriers travaillant pour le compte d'un maître) et 23 domestiques ou anciens domestiques, soit 9,9 % du total. Les professions libérales sont représentées par 52 commissaires (10,5 %): au premier rang, les artistes, sculpteurs, peintres, musiciens; puis les instituteurs; les hommes de loi sont relativement peu nombreux. A ce groupe peuvent se rattacher 22 employés, dont 7 des Postes (4,8 %).

La masse des commissaires appartient à l'artisanat et à la boutique : 290 sur les 454 recensés, soit 63,8 % du personnel des comités révolutionnaires. Sur l'en-

^{5.} Histoire socialiste, IV, 1448. Duplay fut acquéreur de biens nationaux en l'an IV (1796) (lbid., V, 460). 6. Archives nationales, F7 4577 à 4775.

semble, 84 commissaires (18,5 %) peuvent être considérés comme relevant du petit ou moyen commerce, mais 206 (45,3 %) de l'artisanat — il s'agit bien essentiellement de petits et moyens producteurs marchands. Parmi ces artisans, les cordonniers forment le groupe le plus nombreux: 28 cordonniers (6,1 %), suivis par 18 menuisiers (3,9 %), puis par 16 perruquiers ou coiffeurs (3,5 %). Mais c'est à l'ensemble des métiers d'art et de luxe qu'appartiennent 42 commissaires (9,2 %). Le groupe des métiers du bâtiment comprend 37 commissaires (8,1 %), 29 celui des métiers du bois et du meuble (6,3 %).

Au-dessus de l'ensemble de ces 454 commissaires révolutionnaires de l'an II, un petit groupe a déjà franchi le stade de l'artisanat pour entrer dans celui de la production capitaliste. A côté de 8 commissaires qualifiés d'entrepreneurs (7 en maçonnerie et 1 en serrurerie), on doit faire un sort particulier à 8 fabricants: gaze, ruban, bas, papier peint et plâtre. Précisons que fabricant n'est pas employé ici au sens de fabricant entrepreneur (capital commercial), mais de chef d'entreprise employant une main-d'œuvre salariée (capital industriel). Le passage de la production féodale à la production capitaliste s'est fait ici par la transformation du producteur en commerçant et capitaliste.

Quelques dossiers individuels permettent d'ailleurs de préciser les rapports de production. Section des Gardes-Françaises, le commissaire Maron est dit fabricant et marchand de plâtre; il possède une carrière où il fait travailler vingt ouvriers. Les textes sont assez précis pour que l'on entrevoie ici un industriel devenu commerçant et produisant en gros directement pour le marché. De même, dans la section du Faubourg-du-Nord, le commissaire Mauvage est un industriel déjà important: il se trouve à la tête d'une manufacture d'éventails (précisons d'un atelier) faisant travailler plus de soixante ouvriers.

^{7.} Archives nationales, F⁷ 4774³⁵, dossier Maron. 8. Archives nationales, F⁷ 4774⁴⁰, dossier Mauvage.

Les membres des comités révolutionnaires parisiens furent en l'an II les agents les plus actifs du gouvernement révolutionnaire, les exécutants les plus zélés de la Terreur, dont les « terribles coups de marteau », pour reprendre l'expression de Marx 9, débarrassèrent la France des survivances féodales. Loin de nous de vouloir nier le rôle dirigeant de la grande bourgeoisie dans la Révolution. Mais c'est bien la petite bourgeoisie, c'est-à-dire les petits producteurs marchands, qui constitua en l'an II l'élément le plus efficace dans la lutte pour l'abolition de la féodalité en tant que mode de production.

Intégré à la fin de l'Ancien Régime dans la société féodale, servant simplement d'intermédiaire à l'échange des marchandises, dominant encore la production industrielle, le capital commercial cristallisait contre lui l'opposition des petits producteurs indépendants. De là, certains aspects de la politique montagnarde et certaines revendications de la sans-culotterie parisienne en l'an II.

Les sans-culottes s'en prirent aux organismes qui servaient de points d'appui au capital commercial. Ils réclamèrent la fermeture de la Bourse et la suppression des compagnies par actions. Le 1° mai 1793, la section parisienne du Faubourg-du-Nord demande que la Bourse soit fermée; le lendemain celle du Contrat-Social adhérait à cette pétition ¹⁰. Il fallut attendre l'élimination des Girondins : la Convention ordonna la fermeture de la Bourse de Paris le 27 juin 1793 ¹¹. Quant aux sociétés par actions, elles s'étaient multipliées à la fin de l'Ancien Régime. En juillet 1793, un citoyen de la section des Sans-Culottes s'étonne de voir apparaître « ici une Caisse de secours, par là une Caisse de commerce, à un autre endroit la Caisse d'épargne, plus loin la Tontine des vieillards, par ici la Caisse de

^{9.} La Critique moralisante ou la Morale critique ». Euvres philosophiques, Edition Costes, t. 3. p. 130.

^{10.} Archives nationales, C 355, pl. 1860, p. 19. 11. Moniteur, réimpression, t. 16, p. 759.

la Tontine des assurances sur la vie, à cette porte la Loterie patriotique de la rue du Bac. [Ce ne sont là que des entreprises pour accaparer l'argent.] Ces hommes riches, maîtres et entrepreneurs de caisses, sont les plus à craindre ¹² ». Le 24 août 1793, la Convention montagnarde interdisait les compagnies financières; le 26 germinal an II, elle les prohibait toutes sans distinction ¹³.

Plus significative encore fut la position des sansculottes parisiens au sujet de la fabrication des fournitures de guerre. La nationalisation n'ayant été adoptée que pour la fabrication des armes, force était au Gouvernement révolutionnaire de recourir pour les équipements et les fournitures à l'entreprise privée. Suivant la tradition de l'Ancien Régime, il concentra les commandes aux mains de quelques hommes d'affaires, gros négociants, importants fabricants entrepreneurs, au lieu de les disperser entre de multiples petits ateliers de producteurs indépendants : le capital commercial dominerait encore la production industrielle, et non pas l'inverse. De là, tout au cours de l'an II, une source de conflits entre le Gouvernement révolutionnaire et la sans-culotterie parisienne, qui contribuèrent à l'aggravation de leurs rapports.

Dans certaines sections, les militants ouvrirent des souscriptions afin de réunir les capitaux nécessaires au lancement de la fabrication et échapper ainsi à la tutelle des fabricants entrepreneurs et du capital commercial. Dans ce but, la section des Tuileries lance le 4 février 1793 une proclamation significative : « Premièrement, les fournisseurs avides, malintentionnés ou malhabiles, ne pourront plus entraver les mouvements des armées, arrêter nos succès ; le sort de la liberté ne sera plus à la merci des spéculations du monopole. Secondement, un petit nombre de riches entrepreneurs ne s'appropriera plus tout le bénéfice de ces immenses fournitures ; il se partagera sur tous nos marchands,

^{12.} Archives départementales de la Seine, 4 AZ 698, sans

^{13.} Moniteur, réimpression, t. 17, p. 484, t. 20, p. 233.

sur tous nos ouvriers, sur nous tous. Troisièmement, les entreprises partielles étant toujours dirigées avec intelligence et avec économie, en faisant une moindre dépense nous fournirons davantage, et les fournitures seront meilleures 14. »

On ne pouvait mieux faire l'éloge de l'entreprise partielle, entendons de la petite production indépendante dominant la fonction commerciale. En fait, le travail demeura organisé suivant le mode le plus courant à cette époque. Le fabricant entrepreneur faisait travailler des ouvriers en ordre dispersé; il n'était donc fabricant que de nom, il était plutôt commerçant. L'administration fournissait la matière première aux entrepreneurs qui faisaient confectionner les vêtements et équipements. Ce système souleva d'autant plus de protestations qu'il aggravait la situation des producteurs immédiats, les transformant en simples salariés.

Les sections ne cessèrent de protester; mais, faute de capitaux, elles ne purent s'affranchir de la tutelle des entrepreneurs. Le 15 juin 1793, la section du Finistère décida d'établir un atelier sous son contrôle. Elle dut cependant recourir à des commissaires capables de fournir une caution équivalente à la valeur de la matière première attribuée à la section et d'avancer le salaire des ouvriers. Un seul citoyen se présenta pour verser la caution de 6 000 livres : c'était un entrepreneur. Sa liberté d'entreprise demeura cependant limitée par le contrôle des commissaires de la section 15.

Le même problème se posa dans la section des Invalides qui organisa un atelier sectionnaire le 9 septembre 1793. Deux commissaires sont chargés de le diriger, de surveiller la fabrication, de proposer, en tenant compte des tarifs de l'Administration de l'Habillement des troupes, le prix des façons et des tâches, de telle sorte que les frais généraux soient couverts. Nommant les commissaires et les révoquant, déterminant leur

^{14.} Bibliothèque nationale, Mss., Nouvelles acquisitions

françaises 2647, f. 7.

15. Archives nationales, F⁷ * 2517, procès-verbaux du comité révolutionnaire de la section du Finistère.

traitement et fixant le prix des confections, vérifiant la comptabilité et réglant les dépenses, l'assemblée générale de la section était vraiment maîtresse de l'entreprise : ainsi était rejetée la tutelle des fabricants entrepreneurs. Mais cette entreprise présentait elle aussi une faiblesse irrémédiable : elle manquait de capitaux de roulement. Le 25 thermidor an II, l'assemblée générale des Invalides fut obligée d'inviter les citoyens riches à prêter les fonds nécessaires à titre gratuit 16. Les ateliers sectionnaires étaient finalement obligés de recourir au capital commercial: c'était retomber sous la tutelle des fabricants entrepreneurs dont les sansculottes prétendaient se passer.

Aussi bien la solution n'était pas dans la constitution utopique d'ateliers sectionnaires : les temps n'étaient pas mûrs. La solution était dans la subordination du capital commercial à la production industrielle, dans la destruction de l'ancien mode de production et dans l'établissement de nouveaux rapports sociaux.

Les artisans indépendants le pressentirent, certaines pétitions l'indiquent. Le 1^{er} octobre 1793, une députation des cordonniers demande à la Convention que les cordonniers soient seuls admis comme fournisseurs des souliers pour la troupe, à l'exclusion des négociants ou fabricants entrepreneurs 17. Le 4 pluviôse an II (23 janvier 1794), la société populaire de la section de l'Unité demande « une loi pour anéantir et supprimer tous les soumissionnaires de la République qui, par des manœuvres astucieuses, se sont introduits dans les fournitures de l'équipement des troupes [...]. Qui souffre de tous ces fournisseurs? C'est la République, c'est les artistes indigents, ce sont les ouvriers sans fortune, qui, pour manger du pain, sont forcés par les besoins de la vie d'aller chez ces égoïstes demander de l'ouvrage pour le confectionner à vil prix 18 ».

^{16.} Archives nationales, F7 * 2510, procès-verbaux des assemblées générales de la section des Invalides.

^{17.} Moniteur, réimpression, t. 18, p. 16. 18. Archives nationales, D III 255-256¹, d. 2, p. 2 et 4.

La pétition dénonçait les bénéfices scandaleux des monopoleurs soumissionnaires. Les marchés qu'ils concluent paraissent à l'avantage de la République; en fait, les monopoleurs payent 16 à 18 sous la confection d'une paire de guêtres, 10 à 12 celle d'une chemise, alors qu'ils reçoivent 30 sous pour ces tâches; encore ne fournissent-ils pas le fil qui absorbe une part importante du salaire. On retrouve à travers ces lignes l'angoisse du petit artisan indépendant peu à peu transformé en simple salarié sous les coups du capital commercial.

Le 15 floréal an II (4 mai 1794), la section du Bonnet-Rouge revenait encore sur le même sujet et dénonçait une nouvelle aristocratie, « celle des entrepreneurs » : « Un seul, toujours le plus riche, est sûr d'absorber partout toutes les entreprises lucratives dont le juste partage présenterait à une multitude de bons citoyens des moyens d'existence pour leurs familles et des bénéfices permis ¹⁹. » Afin de prévenir « cet accaparement que méditent tous ces entrepreneurs financiers », la Convention doit décréter que nul ne pourra participer aux soumissions sans être pourvu d'un certificat de civisme. Les certificats de civisme étant accordés par les assemblées générales des sections, les fabricants entrepreneurs étaient certains de n'en pas recevoir : les sans-culottes entendaient tourner la Terreur contre le capital commercial, le refus d'un certificat de civisme rejetant un citoyen dans la catégorie des suspects.

Mais les temps étaient révolus. Depuis le procès et l'exécution d'Hébert (4 germinal an II-24 mars 1794), le Gouvernement révolutionnaire se séparait de la sans-culotterie parisienne et révisait sa politique sociale; il détendait au profit des classes possédantes la Terreur

économique.

Après le 9 thermidor, la réaction s'accéléra rapidement sur le plan économique comme sur le plan politique. L'écrasement de la sans-culotterie parisienne lors

^{19.} Archives nationales, D III, 2533, d. l, p. 13.

des journées de prairial an III mit un terme aux revendications des sections contre les fabricants entrepreneurs et le capital commercial. Le 25 prairial an III (13 juin 1795), le Comité de salut public autorisait la Commission des approvisionnements à faire confectionner l'habillement des troupes par les entrepreneurs ²⁰ : c'était une concession au capital commercial. A cette date, les Girondins siégeaient à nouveau dans la Convention ; la haute bourgeoisie reprenait son influence.

A cette date encore, la Terreur avait jeté bas les rapports féodaux de production : le champ était libre pour l'instauration de rapports nouveaux. La petite bourgeoisie artisanale et boutiquière, Jacobins et sansculottes qui imposèrent la Terreur et soutinrent le Gouvernement révolutionnaire, apparaissent bien à ce titre comme le moteur essentiel de la Révolution française. Dans la société capitaliste qui en est issue, l'industrie allait dominer le commerce, alors que dans la société féodale d'Ancien Régime le commerce dominait l'industrie. Le capital commercial n'aura plus au XIX^e siècle d'existence autonome, il ne sera plus que l'agent du capital productif, du capital industriel, auquel il sera dorénavant subordonné. Quant aux petits et moyens producteurs marchands, qui en l'an II avaient formé le gros du parti jacobin et du mouvement sans-culotte, l'évolution économique apportera dans leurs rangs une nette différenciation : les uns réussiront et deviendront des capitalistes industriels, les autres seront éliminés et iront grossir les rangs du salariat. Ainsi se marque encore, par leurs ultimes conséquences, le caractère dramatique des luttes de classes sous la Révolution.

Albert SOBOUL (1956)

^{20.} Bibliothèque nationale, Mss., Nouvelles acquisitions françaises 2652.

Table

Volume I

Albert Soboul. — Avertissement	5
Maurice Dobb. — Préface à l'édition de 1954	7
Rodney HILTON. — Introduction	
à l'édition de 1976	13
I. Le débat sur la transition	43
1. Paul Sweezy. — Une critique (1950)	45
2. Maurice Dobb. — Une réponse (1950)	79
3. Kohachiro Takahashi. — Contribution à	
la discussion (1952)	95
4. Maurice Dobb. — Commentaire (1953)	141
5. Paul Sweezy. — Riposte (1953)	147
6. Rodney HILTON. — Commentaire (1953)	157
7. Christopher HILL. — Commentaire (1953)	171
8. Rodney Hilton. — Qu'entend-on par capi-	
talisme? (1952)	177
II. Contributions	197
1. Giuliano Procacci. — Présentation (1955)	199
2. Georges Lefebyre. — Observations (1956)	219
3. Albert Soboul. — Contribution à propos	
de la Révolution française (1956)	227
•	
T7 1 11	
Volume II	
III. Nouvelles contributions	5
1. Eric Hobsbawm. — Du féodalisme au capi-	_
talisme (1962)	7
2. Maurice Dobb. — Du féodalisme au capi-	

talisme (1962)	15
IV. Autour du débat	21
1. Kohachiro Takahashi. — La place de la Révolution de Meiji dans l'histoire agraire du Japon (1953)	23
2. Henri H. STAHL. — Voie prussienne et « deuxième servage » (1969)	81
3. Hernani RESENDE. — Socialisme utopique et question agraire dans la transition du féodalisme au capitalisme (1976)	111



ACHEVÉ D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1977 SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE CORBIÈRE ET JUGAIN A ALENÇON (ORNE) PREMIER TIRAGE : 10 000 EXEMPLAIRES ISBN 2-7071-0930-4